

François PÉDRON

échec au roi

Du coup d'Etat
de Skhirat
au "suicide" d'Oufkir



HASSASSIN

**KING
KONG
OF
MOROCCO**

1973 1991

TAZMAMART.COM

la table
ronde

10 juillet 1971. L'irruption de 1.400 cadets dans la garden-party où se pressent plus de 1.000 invités venus pour l'anniversaire du Roi du Maroc va transformer une journée de faste en une journée de deuils et de dupes...

A la tête des assaillants, l'ami du Roi : le général Medbouh, et l'officier le mieux noté du pays, Ababou.

Après un huit-clos à peine crédible, le Roi reprend la situation en main et, après quelques heures d'une République qui restera strictement radiophonique, le dernier patron des insurgés, le colonel Chelouati, se rend à son successeur à la tête de la Brigade Légère de Sécurité.

Chelouati était un intime d'Oufkir...

C'est encore Oufkir que le Roi charge de reprendre l'armée, et, pendant un an, on croit qu'il a, comme d'habitude, parfaitement rempli sa mission. Jusqu'à ce que les chasseurs supersoniques de la base de Kénitra, emmenés par leur nouveau commandant, attaquent le Boeing du Roi qui revenait de vacances, le 16 août 1972.

Le souverain échappe encore une fois miraculeusement à la mort. Mais Oufkir, le connétable irréprochable, se tire une balle dans la tête quelques heures après l'attentat.

Pourquoi ?

Pour comprendre cette journée extraordinaire, il fallait reconstituer minutieusement les mouvements des principaux protagonistes, car trop de choses sommaires ou non vérifiées ont été dites, à des fins « romanesques » ou politiques.

C'était d'autant plus inutile, qu'une fois de plus, l'Histoire dépasse la fiction...



FRANÇOIS PÉDRON

ÉCHEC AU ROI

Du coup d'État de Skhirat au « suicide » d'Oufkir

LA TABLE RONDE

40, rue du Bac, Paris, 7^e



Sommaire



Couverture

Présentation

Page de titre

Épigraphe

Avertissement

I - Ahermoumou

« SI J'AI DEMANDÉ DES ARMES, C'EST QU'ON EN AURA
BESOIN »

II - Une si jolie petite plage

LE PETIT DINER DU ROI

III - Le rezzou

« D'HABITUDE ON NE TIRE JAMAIS DE FEUX D'ARTIFICE
EN PLEIN JOUR... ! »

ON PLAISANTAIT AUTOUR DE LA TENTE A CHAMPAGNE :
JUSQU'A LA PREMIÈRE GRENADE...

« AH OUI, VOUS MANGEZ LES BONNES CHOSES »

LES ÉVADÉS

IV - L'attente

« ABABOU EST DANS LE COUP, IL ME SEMBLE L'AVOIR
RECONNU. »

IL FAUT LUI TIRER UNE BALLE DANS LA TÊTE
COLLÉS AU MUR

« PENDANT PLUS DE DEUX HEURES, ON A ATTENDU
ABABOU DANS LE RÉDUIT. »

V - L'Armée du Peuple

« MEDBOUH NOUS A TRAHIS »

« ON A FAIT UN MASSACRE »

VI - La Fatiha

« AU NOM DE DIEU, CLÉMENT ET MISÉRICORDIEUX »

IL S'AGIT D'UN GROUPOUSCULE

VII - Le vent et la tempête

« D'OU AS-TU CELA ? »

« CE N'EST PAS UN COUP, C'EST LA RÉVOLUTION »

VIII - La chute d'un général ou le suicide impossible

« LE COLONEL AMEKRANE AVAIT CRACHÉ LE MORCEAU »

Notes



Copyright d'origine

Achevé de numériser



« JE SUIS SOLIDAIRE DES PEUPLES ET NON DES RÉGIMES. JE SUIS SOLIDAIRE DES MONARQUES QUI RÉUSSISSENT. SI UNE MONARCHIE TOMBE C'EST QU'ELLE A FAIT SON TEMPS OU QU'ELLE LE MÉRITE. TOUT LE MONDE PRÉVOYAIT DEPUIS LONGTEMPS LES ÉVÉNEMENTS DE LIBYE, COMME JADIS ON PRÉVOYAIT LA CHUTE DU ROI FAROUK EN ÉGYPTÉ. SI JAMAIS CELA M'ARRIVAIT, C'EST QUE JE L'AURAIS MÉRITÉ¹... »

HASSAN II.



Avertissement

« Assurons-nous bien du fait avant que de nous inquiéter de la cause. Il est vrai que cette méthode est bien lente pour la plupart des gens qui courent naturellement à la cause, et passent par-dessus la vérité du fait ; mais enfin nous éviterons le ridicule d'avoir trouvé la cause de ce qui n'est point. »

FONTENELLE, *Histoire des Oracles.*

Suit l'histoire de la dent d'or :

(En 1593), le « bruit courut » qu'une des molaires d'un enfant de 7 ans était repoussée en or.

Les plus grands médecins prétendirent que cette dent avait été envoyée par Dieu pour « consoler les chrétiens affligés par les Turcs ».

On compila, on s'échauffa, on s'invectiva jusqu'à ce qu'un orfèvre trouve qu'on avait adroitement appliqué une feuille d'or avec beaucoup d'adresse sur la quenotte du gamin...





I

Ahermoumou

« SI J'AI DEMANDÉ DES ARMES, C'EST QU'ON EN AURA BESOIN »

3 h 15

Ahermoumou n'existe pas². C'est un officier des affaires indigènes qui l'a inventé en appelant ainsi un minuscule douar perché sur un éperon dominant la très large et très belle vallée de l'oued Zeloul. Le douar s'appelait en réalité El Adin et le véritable Ahermoumou se situait quelques kilomètres plus loin, centre de la résistance à la « pacification » au temps du caïd Reloug.

Personne ne sait ce que veut dire Ahermoumou, alors que d'ordinaire la toponymie ne pose guère de problèmes au Maroc, même si les explications données sont parfois aussi jolies et incertaines que des légendes.

Village au nom usurpé, chargé de surveiller des transhumants qu'on allait s'efforcer de sédentariser, c'est aussi un village sans identité tribale alors que le pays alentour est peuplé d'Ighezranes. On y trouve des gens du Rif, des Branès de la région de Taza, des Gharbi et des soldats du vieux makhzen en rupture de ban.

Ce qui existe par contre dans ce village sans réalité c'est l'Ecole militaire. Énormes bâtiments blancs, sans cachet, éparpillés dans une cuvette presque plate.

On y forme des sous-officiers, sous la férule (c'est bien le mot !) du colonel M'Hamed Ababou, le plus jeune officier supérieur de l'armée marocaine. Le mieux noté aussi. L'élément le plus en vue de cette génération qui n'a pas servi dans l'armée française.

A 3 h 15 ce samedi 10 juillet (il est 4 h 15 en France) la jeep du capitaine

M'Hamed Chellat franchit la porte du camp. Saluée par le factionnaire. Puis, un par un, en gardant le créneau réglementaire (règlement selon Ababou) de 100 mètres, 60 camions Mercedes prennent la direction du nord-ouest. Juste après la mosquée trop récente, le soleil se levait sur les cimes du Djebel Bou Iblane qui barre l'horizon du nord-est au sud-ouest et constitue l'extrémité orientale la plus élevée du Moyen Atlas.

Le capitaine Chellat a profité d'une permission de quinze jours pour rejoindre le 30 juin cette école où il a passé dix ans, c'est-à-dire pratiquement toute sa carrière (il a trente-trois ans), y précédant de sept ans son actuel colonel.

C'est aussi sa région puisqu'il est né, à une vingtaine de kilomètres au nord, à Tahala qui est aussi le douar du G^{al} Bougrine. Il a suffi d'un coup de téléphone de M'Hamed Ababou à l'Ecole des cadres de Kénitra où il effectuait un stage de neuf mois pour qu'il rejoigne son ancienne affectation. Sans savoir ce qu'on attendait de lui. Mais on ne discute pas un ordre du colonel Ababou. D'ailleurs personne ne peut se flatter de discuter avec lui. On écoute. On claque les talons et on exécute. Les généraux ne peuvent même pas se vanter d'échapper à son autorité : quand un général se pointe au camp sans y être annoncé, le dialogue avec le sous-officier de garde est immuable :

« Je veux voir le colonel Ababou. »

Comme la barrière ne se lève pas automatiquement, le général insiste :

« Je suis le général X...

— Je le sais bien mon général.

— Alors ouvrez !

— Je vais voir si le colonel est là... »

Discussion au téléphone.

« Désolé mon général mais le colonel n'est pas là. »

De sa fenêtre du premier étage, le colonel Ababou peut voir sans quitter son fauteuil la voiture de l'Etat-Major faire demi-tour...

Chellat savait seulement qu'on aurait besoin de lui pour les manœuvres qui allaient marquer la fin du stage de l'actuelle promotion : près de 1 400 « blédards », issus en grande majorité de la montagne et des vallées présahariennes, réputés depuis des siècles pour leur valeur militaire et le goût des armes : le Rif, le Moyen Atlas, l'Oriental et le Tafilalt.

Il y en avait près de 90 pour la seule région d'Ahermoumou ! A 19 h 30, la veille, M'Hamed Ababou avait réuni ses quatre capitaines : Chellat, Ghelloul,



Bendourou et Belkebir, pour leur annoncer que les manœuvres prévues auraient lieu à Ben Slimane (63 km S.-S.-O. de Rabat, 33 km de Skhirat) en bordure d'une forêt de chênes-lièges au relief valonné.

Mohammed Ghelloul avait demandé le thème de la manœuvre, thème, qui, en principe, est toujours connu :

« Vous n'avez pas besoin de le savoir maintenant ! »

Et à Abdellatif Belkebir qui lui demandait pourquoi on emmenait tant de matériel de guerre (l'E.-M. avait envoyé 15 camions de matériel et d'armement) :

« Si j'en ai demandé, c'est qu'on en aura besoin ! »

Contrairement à son habitude, Ababou avait laissé à ses officiers le temps de se décider. Il ne voulait que des hommes gonflés à bloc. Personne n'avait hésité et Ababou les avait congédiés en leur demandant d'avertir chez eux qu'ils seraient absents quarante-huit heures.

En sortant du bureau du colonel ils avaient tous pris des armes chez l'adjutant-chef Mohammed X... surnommé Khadir (ou Khader) : une mitraillette Beretta et un pistolet automatique avec deux chargeurs.

L'année précédente ils avaient déjà emporté de vraies munitions lors des manœuvres de Marrakech.

Le capitaine Abdellatif Belkebir qui commandait le premier convoi avait reçu l'ordre, par l'intermédiaire de Ghelloul, au mois de mars 1971, de créer une Brigade spéciale de Commandement (25 hommes triés sur le volet) qui servirait de « plastron³ » aux 25 commandos qui devaient être constitués dans le même temps. Ordre du colonel.

Belkebir avait répercuté ensuite sur Abdelhamid Bendourou, un ancien officier de gendarmerie, l'ordre de sélectionner les élèves sous-officiers valables, en éliminant les plus faibles, pour ne garder que ceux sur qui on pouvait absolument compter. Il avait même employé le mot « esprit gommier ». Après avoir été commandant de groupement, puis chargé de cours, Belkebir était directeur de l'instruction depuis 1970.

Les trois capitaines avaient soigneusement épluché, au secrétariat de la direction de l'instruction, les archives tenues par le sergent-chef Anis Saidi qui aujourd'hui conduisait la jeep du lieutenant Mohamed Ghallou.

En respectant à la lettre les consignes du colonel, ils avaient pu former 25 brigades dont l'effectif variait de 35 à 40 hommes, commandées chacune par un lieutenant ou un sous-lieutenant assisté par un brigadier-adjoint (en général un sergent).



La Brigade spéciale de Commandement, elle, comprenait uniquement des gradés (lieutenant, sous-lieutenants, adjudants-chefs, sergents-chefs).

Chacun de ses membres pouvait doubler au besoin un brigadier de commando, mais en principe elle agissait en unité autonome.

M'Hamed Ababou avait tenu la réunion aussitôt après son arrivée à l'école, à 19 h 30. Après avoir fait le point de la disponibilité et de la fidélité de ses capitaines, il avait réuni les chefs de la Brigade spéciale et des vingt-cinq commandos pour leur transmettre rapidement les consignes de route.

Pendant que la réunion se tenait dans la grande salle d'honneur de l'école, son frère Mohammed l'attendait dans son bureau. Juste à côté.

Mohammed est l'aîné, fils, comme lui, du cheikh Ababou Mohammed Ben Messaoud, mais pas de la même mère. En droit français ils ne seraient que demi-frères alors que pour le droit musulman qui autorise quatre épouses légitimes ils sont frères à part entière. Et le cheikh Messaoud avait les quatre épouses canoniques. Le 3 mars 1971 les deux frères avaient été promus lieutenant-colonel en même temps (mais comme l'usage veut que l'on dise « mon colonel » à un lieutenant-colonel on a pris l'habitude de donner à M'Hamed le grade de colonel qu'il n'a pas, tandis que son frère Mohammed reste désigné sous son grade exact).

Et, comme tout le monde, l'aîné (il a quatre ans de plus que M'Hamed) est subjugué par le cadet.

Il avait été informé de la première tentative d'attentat contre la personne du roi prévue pour le 14 mai et qui avait été reportée *sine die*⁴, voire même annulée.

Il s'en était persuadé jusqu'au matin du mercredi 7 juillet. Ce jour-là un coup de téléphone impératif de son frère l'avait arraché à la quiétude des conversations engagées pendant l'apéritif offert pour le départ du directeur de l'Ecole d'Etat-Major de Kénitra dont Mohammed Ababou faisait partie.

M'Hamed lui reproche son silence depuis le 14 mai et lui demande de passer le voir quand il ira à Meknès dans l'après-midi de ce mercredi. Ce déplacement à caractère strictement familial était prévu depuis un certain temps.

A Meknès son frère le fait monter dans sa Fiat 125 et l'emmène à la ferme qu'il possède dans les terres noires de cette région qui compte parmi les plus fertiles du Maroc. Là, dans la tranquillité absolue de son « bled », il l'affranchit. L'opération prévue pour le 14 mai et annulée avait simplement été reportée et le jour « J » était très proche.



Profitant de la réunion des directeurs des Ecoles militaires qui se tenait ce même mercredi à l'État-Major général de Rabat, M'Hamed avait été voir le général Medbough chez lui où une maladie diplomatique le retenait. Il devait le revoir le lendemain, jeudi 8 juillet. Mercredi soir, M'Hamed laisse rentrer son frère chez lui à Kénitra après lui avoir donné rendez-vous le vendredi 9 juillet dans sa villa des Sables d'Or (située en face du restaurant « La Felouque ») récemment acquise.

Le jeudi 8 il n'avait pas bougé de Kénitra. Le 9 il trouve un message de son frère lui demandant de le rappeler à l'État-Major où se poursuivait la réunion des directeurs d'écoles militaires. Petit changement de programme : le déjeuner prévu aura lieu chez le commandant Fetouhi à Témara (l'ensemble balnéaire est contigu à celui des Sables d'Or). Qu'il vienne absolument !

Vendredi, pendant le repas, M'Hamed Ababou avait discuté avec Fetouhi de l'embarquement de sa femme qui devait prendre l'avion le lendemain (samedi) avec sa fille Samira. Pour des raisons de santé. Pas de problèmes, le policier facilitera l'envol de la femme de son ami.

Les deux frères quittent Fetouhi et regagnent Rabat dans la voiture de Mohammed tandis que celle de M'Hamed, pilotée par le chauffeur, suit derrière.

M'Hamed avait bien revu le G^{al} Medbough comme prévu et l'opération était arrêtée. La réception offerte par le roi constituait une occasion exceptionnelle. Ababou avait exposé son plan au général : s'emparer des édifices publics les plus importants de la capitale pendant que le gros des forces de l'Ecole d'Ahermoumou investirait le palais de Skhirat. Mais le général n'était intéressé que par la phase « Shkirat » proprement dite et avait éludé le problème des personnalités à éliminer.

Medbough l'avait congédié en lui rappelant qu'on ne devait tirer qu'en cas d'extrême nécessité. Il fallait encercler le palais et rassembler tous ceux qui s'y trouvaient. Le reste le regardait.

A Kénitra les deux frères montent dans la voiture personnelle de M'Hamed et filent à Ahermoumou.

Quand ils y arrivent à 19 h 30, tous les cadres de l'école sont déjà réunis et la réunion commence aussitôt, comme on l'a vu. Après avoir préparé les officiers à des manœuvres d'une importance dépassant ce qu'on en attend d'habitude, M'Hamed repart pour Meknès en emmenant Mohammed.

Il lui montre l'ordre de mission dûment établi et lui demande de passer très



tôt le lendemain (samedi) dans sa villa. Le général Medbouh y sera (le roi étant à Skhirat, il y logeait aussi).

Le deuxième convoi était parti une heure après, à 4 h 15, emmené par le capitaine Ghelloul assisté des lieutenants Ghalou et Mansouri.

Dans la petite gendarmerie en pierres soigneusement appareillées, les gendarmes dormaient tranquillement : ils avaient l'habitude des grondements de moteur !

Le convoi, après avoir été gêné par l'étroitesse de la route d'Ahermoumou à Bir Tan Tan, avait augmenté l'allure sur la nationale P1 qui traverse le Maroc en baudrier, de Rabat à Oujda.

Réveillés vers 5 heures par les premiers camions qui remontaient l'avenue Hassan II, après avoir contourné la ville ancienne par la rocade surplombant l'étonnant désordre architectural de Fès Bali et de Fès Jdid, les Fassis murmurèrent contre la soldatesque qui, seule, pouvait être déjà sur pied à une heure d'autant plus indue que la chaleur ne permettait guère de s'endormir avant minuit ; et encore...

C'est une tradition qui doit être presque aussi vieille que Fès : les Fassis méprisent le reste du Maroc et les non-Fassis les accusent de tous les péchés.

Un Fassi normalement conscient explique d'ailleurs très bien et très volontiers cette antipathie. « Nous sommes les plus intelligents, les plus cultivés, les plus doués pour le commerce, partant les plus riches. »

Ce qui, effectivement, laisse bien peu de chose aux gens du bled dont la seule riposte consistait à piller de temps en temps les « poules blanches » (blanches à cause des djellabas immaculées dont se drape habituellement la dignité fassie — « poules » parce que les gallinacés ne sont pas réputés ordinairement pour leur courage...). Un équilibre détonnant s'est créé entre les volatiles, plumés suivant une fréquence variable, et les renards de la montagne à la voracité inconstante et monnayable.

Au lieu de continuer sur la P1 le convoi avait quitté la route de Meknès au niveau de Douiets, pour la P3 qui mène à Kénitra par Sidi-Kacem.

Au sommet du col du Zeggota (tout près des ruines romaines de Volubilis et de la ville sainte de Moulay Idriss, épiscopat de l'islamisation du Maroc dès le VIII^e siècle), le capitaine Chellat avait regroupé ses camions éparpillés par la montée très raide et les hasards de la route.

Après le Zeggota, la route descend en larges lacets vers ces plaines



atlantiques qui, de tout temps, ont été le but ultime des tribus dont est originaire la grande majorité des passagers des camions.

Comme prévu, le capitaine Ghelloul avait fait arrêter le deuxième convoi juste après la base américaine de Sidi-Yahya, en bordure de l'immense forêt de la Mamora (140.000 ha d'eucalyptus et de chênes-lièges) pour le petit déjeuner (café, chocolat). Il était déjà 10 heures et la relative fraîcheur de la nuit n'était plus qu'un lointain souvenir. Mais la jeep de la Brigade spéciale qui fermait le convoi en serre-file lui avait fait signe de continuer. En effet, Chellat avait stoppé le premier convoi entre Kénitra et Bouknadel, à la lisière ouest de cette même forêt, et on n'attendait plus que le capitaine Ghelloul et les lieutenants Mansouri et Ghalou. Les trois autres capitaines, ainsi que le reste de la Brigade spéciale commandée par le lieutenant Abdeslam Haifi, entouraient déjà le colonel Ababou.

Mohammed Ababou était arrivé à 6 h 30 chez son frère aux Sables d'Or. Mais le G^{al} Medbouh n'était pas là.

Ils avaient quitté la villa et M'Hamed avait fait trois fois le tour de la Grande Poste (située juste en face de l'immeuble de la Sûreté Nationale) dont il comptait faire sauter le central téléphonique tout à l'heure.

Puis il avait laissé rentrer son frère à Kénitra après lui avoir fixé rendez-vous à 11 heures précises dans un restaurant de Sidi-Bouknadel réputé pour sa cuisine. C'est un rendez-vous classique des R'batis qui veulent manger confortablement sans se ruiner. Toujours « sous le charme », Mohammed Ababou était rentré chez lui, soucieux, hésitant encore sur la conduite à tenir. Ce n'était plus qu'une question d'heures. Il avait rappelé M'Hamed à 9 h 45 mais personne ne répondait plus dans la villa des Sables d'Or. Sa belle-sœur était déjà en route pour l'aéroport de Rabat-Salé. C'est le troisième frère Ababou, Abdelaziz, qui avait été chargé de l'y emmener (il avait passé la nuit à Rabat chez une de ses sœurs qui a épousé un petit fonctionnaire) : prétexte invoqué pour obtenir une permission de quarante-huit heures (il est sergent-chef à l'E-M. à Rabat).

Après le décollage, il avait retrouvé l'aspirant Ahmed Mzirk qui arrivait d'El Hajeb (31 km de Meknès) où il est en garnison au centre des Appelés du contingent (c'est là qu'il a connu M'Hamed Ababou alors commandant du centre).

Mzirk avait demandé lui aussi une permission. Pour apporter un cadeau à



son beau-frère. Comme le beau-frère en question est le général Medbouh, directeur de la Maison militaire, il avait eu sans difficulté son petit papier...

Ils avaient ensuite filé chez Mohammed Ababou, où ils avaient pris le petit déjeuner avant de se rendre à Sidi Bouknadel.

Le colonel Larbi Chelouati, patron du troisième bureau à l'E.-M. (logistique) avait téléphoné à son adjoint, le commandant Kadiri, qui farnientait dans son cabanon de la plage David, pour l'inviter à déjeuner à l'auberge de Sidi-Bouknadel en compagnie de certains officiers supérieurs dont le colonel M'Hamed Ababou. Kadiri n'aimait pas Ababou, mais comme Chelouati était son chef direct et qu'il n'avait aucune raison de refuser il passa le prendre. A l'auberge il y avait déjà M'Hamed et trois autres commandants de l'E.-M. Prétextant la chaleur, M'Hamed Ababou invita tout le monde chez son frère à Mehdiya (plage de Kénitra, qui n'est qu'un port d'estuaire).

C'est dans la voiture que M'Hamed annonce le coup à Kadiri et lui demande d'y participer. Kadiri refuse. Il a prêté serment (il est de la promotion « Mohamed V »). Ababou insiste. Il y a des officiers généraux dans le coup. Ils sont couverts. C'est un coup qui réussira. Kadiri persiste dans son refus. Comme il est trop tard pour le tuer, puisque les camions d'Ahermoumou arrivent déjà, il est prisonnier du convoi.

Dès l'arrivée du capitaine Ghelloul, M'Hamed Ababou présente les quatre commandants comme étant l'État-Major avancé, chargés de transmettre les ultimes consignes de l'E.-M. ainsi qu'il le leur avait laissé entendre la veille, lors de la réunion, à l'école.

C'est M'Hamed Ababou qui parle, et lui seul. Les officiers de l'État-Major avancé ne diront rien et pour cause. Eux ils étaient venus participer à un déjeuner entre collègues... Il sort une feuille de papier froissé d'une poche de son battle-dress et indique rapidement le but des « manoeuvres ». Il s'agit de neutraliser un certain nombre d'éléments « *subversifs* » qui se trouvent réunis actuellement au palais de Skhirat. Pour exécuter cette mesure de salut public, décidée par le « haut commandement », on a fait appel à l'école d'Ahermoumou dont on connaît la valeur. Ababou parle encore des « *traîtres* ». C'est parfaitement imprécis mais il est tout naturel qu'habitué à se faire obéir sans discussion, il n'ait pas été obligé de donner plus de détails à des exécutants dociles dont il pouvait sans peine modifier l'action sur place.

Ses propos avaient été si flous qu'un des sous-officiers présents était persuadé qu'il s'agissait d'aller mater une poignée de « *syndicalistes* »... Sur



le bout de papier il y avait un plan du palais de Skhirat, rapidement griffonné, mais comme tout le monde ne pouvait pas voir en même temps, Ababou traça un plan par terre, avec une branche :

Le premier convoi, dont il prend personnellement le commandement, investira l'objectif par le nord et pénétrera à l'intérieur du palais tandis que le convoi n° 2 terminera le bouclage par le sud, sous les ordres de son frère Mohammed. Il partira un quart d'heure après le premier convoi.

Les consignes sont impératives : sitôt descendus des camions, et à son signal, les membres de la Brigade spéciale et les brigadiers des commandos tireront en l'air, pour effrayer et ramener les civils (« *traîtres* » ou non) au centre du palais.

Par contre il faut abattre sans hésiter ceux qui résisteront et tous ceux qui vont tenter de fuir. Leur fuite même prouvant leur culpabilité !

Exécution.

Il est 12 h 30.





II

Une si jolie petite plage

SKHIRAT, 10 heures

Il y avait déjà une centaine de personnes quand la grande porte Est du palais s'ouvrit en grand pour laisser entrer les premiers invités du roi, du moins ceux qui ne jouaient pas au golf.

Les premiers golfeurs étaient arrivés dès 7 h 45.

La compétition était organisée par le général Medbouh dont le sens de l'exactitude était proverbial. Ses subordonnés prétendaient qu'il avait un chronomètre dans la tête.

Les habitués de l'anniversaire royal s'étonnèrent de ne pas trouver le souverain au seuil de son palais, là où d'habitude il recevait lui-même ses invités, donnant ainsi à une cérémonie, qu'il ne voulait surtout pas officielle, un caractère plus cordial. Mais comme le nombre des invités augmentait chaque année — plus de 800 invitations cette fois-ci — il rendait à la limite impossible cet accueil personnalisé.

Pas de service d'ordre apparent, — les quatre gendarmes sont dans le poste de garde. Des membres du protocole, en civil bien entendu, « filtraient » les entrées sans rigueur. Ceux des invités qui avaient oublié leur carton passaient sans difficulté au simple énoncé de leurs nom et titre. Beaucoup étaient d'ailleurs bien connus de ces physionomistes.

La foule s'égaillait dans tous les azimuts. La seule consigne de cette journée relax étant de ne pas mettre de tenue habillée, la palette vestimentaire était d'une richesse tropézienne.

Pendant une bonne demi-heure, le brouhaha des conversations entre relations qui se retrouvaient était rythmé par les crissements de pneus des voitures retardataires qui freinaient sur le sable avant d'aller compléter un parking déjà pléthorique.

Cette fois, les limousines du corps diplomatique étaient logées à la même enseigne que les banales conduites intérieures : les diplomates devaient gagner à pied la porte du palais alors que d'habitude les voitures s'arrêtaient au ras des bâtiments proprement dits.

La grosse Chevrolet noire de l'ambassadeur des U.S.A., M. Rockwell, arrivé dans les derniers vers 10 h 30, se trouva ainsi par le hasard des épis de stationnement à côté de celle de son homologue soviétique.

Par suite de l'encombrement des parkings prévus, M. Philippe Ardant, conseiller culturel de la M.U.C.F. (Mission Universitaire et Culturelle Française) avait dû garer sa voiture personnelle dans un terrain sableux en se demandant comment il pourrait en repartir. Il remonta vers le centre du palais en compagnie du directeur de l'École marocaine d'Administration, M. Abderhaman Ben Abdendi, arrivé juste avant lui et qui sera tué en mangeant.

On entendait déjà les claquements secs des carabines du ball-trap installé au bord du palais. Le prince Moulay Abdallah, frère du roi, l'entraîna vers le stand de tir qui était le poste de jeu le plus animé du palais. En dehors du golf qui est le sport-roi, il y avait toute une gamme de jeux (des boules aux cartes) en plus de ceux que la fantaisie de certains invités pouvait inventer.

Ce sont les parachutistes du colonel Loubaris — il est en train de jouer au golf — qui rechargent les armes légères. Le prince et le diplomate descendent quelques pigeons d'argile.

Il y a beaucoup de monde derrière les tireurs.

Des généraux, comme Driss Ben Aïssa qui commande la région militaire de Casa ; des ministres comme Badreddine Senoussi, ministre de la Jeunesse et des Sports ; des diplomates comme l'ambassadeur de la R.A.U. qui discute avec le colonel Féniri. Celui-ci s'approche ensuite de Ph. Ardant qui vient de reposer sa carabine. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Féniri est un ancien aide de camp du prince Moulay Abdallah, un « honnête homme » comme on l'entendait au siècle de Louis XIV. Très fin, extrêmement courtois, il avait fait une carrière rapide. A quarante ans tout juste, après avoir commandé le lycée militaire de Kénitra, il était détaché sans affectation précise au Quartier Général.

Ne s'intéressant apparemment pas à la politique, c'était tout le contraire d'un baroudeur.

Féniri était désolé de n'avoir pu le recevoir lors de la fête du lycée. Une simple omission de son secrétariat ! La conversation se poursuivit très décontractée. Mohamed Féniri ne se départait jamais de son aisance



mondaine. C'était un homme d'un commerce infiniment agréable.

Il sera fusillé le mardi 13 juillet pour haute trahison et atteinte à la sûreté de l'État avec préméditation. Il était déjà mort avant d'être attaché au poteau...

Le professeur de Gennes, endocrinologue parisien, prenait un verre avec des amis rencontrés au palais, vieux habitués commentant les changements d'ambiance. « Jadis » (on dit toujours jadis, même si les années écoulées se mesurent sur les doigts d'une main !), les départs étaient plus intimes. Aujourd'hui, sur la route côtière, on roulait pare-chocs contre pare-chocs, comme sur l'autoroute de l'Ouest un vendredi soir !

Et puis le roi accueillait lui-même tous ses invités qu'il connaissait personnellement, sur l'esplanade.

Le verra-t-on aujourd'hui ?

On faisait aussi des compétitions dans la piscine ; aujourd'hui ils sont trop nombreux pour pouvoir s'y baigner. Enfin presque... Près de la piscine précisément on lui présente un jeune cardiologue marocain de vingt-quatre ans. M. Abderhaman Arafa. Huit heures plus tard, le professeur assistera à sa mort.

Une bousculade le sépare de son jeune confrère et on lui présente M. Mohamed Karim Lamrani, titulaire du portefeuille des Finances, comme « un homme brillant ». Il succédera au D^r Laraki, à la tête du gouvernement.

Le neuro-psychiatre Serge Safar, lui, ne pouvait apprécier les changements survenus dans le protocole, par la force des choses, car c'étaient ses débuts à Skhirat. Caméra « super-huit » au poing, il déambulait à la recherche des séquences qu'il tournerait tout à l'heure. Rien ne le pressait. Les quelques soldats de garde qu'il avait croisés tout à l'heure ne s'étaient même pas intéressés au contenu de son sac à caméra. On n'avait vraiment pas peur des attentats ici !

Il s'en était étonné auprès de ses amis : et si sa caméra avait été un automatique ? On s'était doucement moqué de lui. C'était la fête.

Les golfeurs étaient décidément trop loin pour être cadrés, mais les superbes samovars en argent feraient un excellent gros plan. Un des serveurs posa spontanément, avec cette dignité un peu hiératique qui caractérise les



gens simples devant un objectif : on se tient bien quand on emprisonne son double, même quand on a l'habitude.

Des servantes passaient et s'affairaient derrière les claies qui protègent les buffets du soleil. Tout à l'heure, quand il sera à son zénith, il animera de flaques d'ombres la splendeur des victuailles amoncelées, excellent pour le relief. C'est Cordoue à l'époque du Khalifat... Il reviendra.

D'ailleurs un courant désordonné l'entraînait vers la grande porte : le roi effectuait le premier de ses deux passages au milieu de ses invités. Bermuda bleu, blouson de toile très léger, casquette jockey assortie, épaisses lunettes de soleil.

Rapide travelling d'accompagnement qui cesse sur un geste autoritaire, sans ambiguïté, du commandant Boudriss, garde du corps. C'est assez.

Le D^r Safar pivote alors en direction de la piscine juste à temps pour en voir surgir le D^r Grobglas qui semble-t-il n'avait pas jugé bon de retirer son costume écarlate pour faire quelques longueurs de bassin.

En réalité, le roi, qui venait de passer derrière André Grobglas en grande discussion avec le D^r Garcia au bord de la piscine, avait appelé Fadel Benyaich, son médecin personnel qui ne le quitte pratiquement jamais, et lui avait chuchoté quelques mots à l'oreille. Le D^r Benyaich s'était approché innocemment des deux hommes, engageant familièrement la conversation — bras sur l'épaule —. Puis d'une brusque bourrade il avait projeté A. Grobglas dans le bassin où nageait Mohamed El Fassi, ministre de l'enseignement originel et grand-maître de l'Université.

Pour tous les spectateurs présents (dont l'ambassadeur de France qui s'en était beaucoup amusé), le roi avait voulu détendre l'atmosphère (pourtant très détendue) et lancer « officiellement » la fête.

A. Grobglas était retourné à l'eau après avoir soigneusement étalé la tenue éclatante qui avait si bien attiré l'attention royale...

Le roi n'était entouré que de quelques intimes, dont bien entendu le général Medbouh, qui, aussitôt après avoir présenté ses vœux au souverain, avait sillonné le palais pour y assurer l'exécution des ordres reçus en tout début de matinée. Il n'était jamais longtemps absent et revenait toujours auprès du roi, pour repartir et revenir de nouveau. Efficacité et diligence. Comme toujours.

Il avait encore une raison supplémentaire de se multiplier aujourd'hui, en tant que président de la Fédération marocaine de Golf.

Depuis que ses médecins lui avaient interdit de faire du polo — son sport de prédilection — parce que les troubles cardio-vasculaires dont il souffrait



lui interdisaient absolument tout effort violent, il s'était mis au golf avec une constance qui en avait fait un des premiers joueurs du Maroc.

Toujours un peu en retrait, il avait jeté un regard aigu et maussade sur le Livre d'Or de la journée (portant les 800 signatures des invités) tandis que le roi, très détendu, feuilletait l'album. Sa sévérité contrastait avec la décontraction ambiante, mais de toute façon, jamais Medbouh n'avait passé pour un homme au sourire facile !

Puis le roi et son entourage avaient quitté le palais par la petite porte, pour descendre vers la table des starters.

Les joueurs marocains lui baisèrent la main tandis que les étrangers se contentaient d'une poignée de main accompagnée d'une légère inclinaison du buste. Le roi s'inquiétait de savoir si tout se passait bien, si le départ avait été donné comme prévu à 7 h 45 et si les joueurs professionnels (surtout des Anglais et des Américains) étaient bien venus. Medbouh répondait, toujours en français, que certains « pros » s'étaient fait excuser (en principe chaque équipe de 4 golfeurs était « managée » par un pro), mais que le pro français qui devait jouer avec Sa Majesté était là et qu'il se tenait à sa disposition.

Le matériel du roi était prêt ainsi que le conducteur de son petit chariot électrique.

Le ministre des Finances lui présenta une délégation dont les cravates soigneusement nouées détonaient au milieu des chemises bariolées et des bermudas, puis le roi s'en alla faire un tour entre les tees, annonçant à Medbouh qu'il ne jouerait pas car il faudrait attendre la dernière équipe (qui devait partir à 13 heures) et que cela retarderait beaucoup trop l'heure du lunch, puisque c'était le roi qui donnait le signal du repas. Personne ne doit manger avant que le roi se soit assis à sa table. Pour ne pas faire trop attendre ses invités, il se passera donc de golf.

Medbouh suivit le roi qui, toujours escorté de son premier ministre et du directeur de son cabinet civil, continuait sa promenade en rentrant dans le palais par la grande porte. Medbouh les y laissa et revint au poste de start, dit quelques mots à l'un des membres d'une des dernières équipes, puis s'assit sur un coin de la table, jambes croisées, demandant un crayon-bille et la liste des départs ; mais finalement il s'installa, la tête entre les mains, paraissant consulter attentivement les feuilles dactylographiées qu'il maintenait avec son coude.

M. Stuart W. Rockwell l'avait rencontré au dix-huitième trou un peu plus tard. Il regardait quelques coups assez médiocres et en se tournant vers



l'ambassadeur U.S. avec une moue dégoûtée (*sniffed*) : « Nous sommes les seuls à nous intéresser au golf sérieusement, ici ! Mais demain (à Dar Es-Salam, résidence royale à 15 km à l'est de Rabat) vous verrez enfin de vrais joueurs... »

Le D^r Safar avait longuement filmé un homme en chemise Lacoste et pantalon vert, qui paraissait diriger un groupe de golfeurs. A travers le viseur de sa caméra super 8 m/m le neuropsychiatre avait vu l'homme, intrigué par son insistance, le regarder à son tour, surpris sans doute par la longueur de cette prise de vue (moins de trente secondes sans doute). Il avait des traits fins, la peau brune, les tempes dégarnies, et sa silhouette se découpait très nette sur le vert du green et le bleu de l'horizon qui fermait le champ. Puis il avait tourné la tête, vers les joueurs pour revenir ensuite vers les spectateurs : « Messieurs, attention, gardez-vous, on va tirer ! » Amusés, ils s'étaient aplatis comme un seul homme, le nez au ras du talus, pour « échapper » à la trajectoire capricieuse et obstinée d'une inoffensive petite balle blanche. C'était Medbough qui défendait si bien le jeu.

Insensiblement, le gros des invités se repliait sur la tente à champagne, le seul endroit du palais où l'on puisse trouver des alcools car on n'en sert pas dans l'enceinte proprement dite du palais, pour des raisons d'orthodoxie religieuse : le palais c'est la demeure de l' « émir al Mouminine » (Commandeur des Croyants) : on ne peut donc y trouver ce que défend expressément le Prophète. Mais pour satisfaire les lois tout aussi sacrées de l'hospitalité sans priver les hôtes incroyants de leurs breuvages favoris, on a installé une source éthylique alimentée sans défaillance par du Dom Pérignon et du Black Label. On y regardait les joueurs de golf ; d'autres faisaient des colonnes instables avec les bouteilles qu'ils venaient de vider et qui refusaient obstinément toute verticalisation ! Des serviteurs faisaient passer sans arrêt des plateaux « d'amuse-gueule » qui permettront d'attendre le repas.

L'ambassadeur de Belgique, M. Marcel Dupret, avait demandé à M. Schelleberg, expert adjoint du représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.), de le filmer en compagnie d'amis, pour rapporter à sa femme, dit-il (les femmes seront invitées le



lendemain dimanche), un souvenir de la journée.

M. Schellemborg prend la caméra mais est obligé de demander au D^r Dubois-Roquebert, parlant (bien entendu) métier avec les Morax père et fils, de s'écarter du champ de la caméra. Il agite un moment ses grands bras devant l'opérateur qui doit s'y reprendre à deux fois, puis se rapproche en riant de la tente. Il est en pleine forme malgré ses quatre-vingts ans. Grand, sec, indestructible, c'est très certainement le doyen de la journée avec le maréchal Mezziane, beau-père du général Medbough, et une des figures les plus connues des Français du Maroc.

Arrivé en 1932 à Rabat comme chirurgien des hôpitaux, il était devenu le chirurgien du sultan Mohamed Ben Youssef (le roi Mohammed V) et son ami. Un des Français les mieux informés du Maroc, il avait tenté d'empêcher la déposition du sultan (20 août 1953) qu'il suivra dans son exil corse puis malgache.

Une rafale de pistolet mitrailleur mettra fin à quarante ans de carrière marocaine exemplaire. En même temps, et pratiquement au même endroit que M. Dupret.

Les plaisanteries ne sont même pas interrompues par l'état syncopal d'un Anglais : il y a pléthore de médecins autour de lui et on conseille à son ami de le ramener d'urgence chez lui. Le soleil sans doute.

Face au trou n° 18 dont le green descend en pente douce entre un des wagons aménagé en vestiaire et la tente à champagne, le colonel Loubaris, assis sur une chaise de jardin, avalait un sandwich arrosé de Coca-Cola, sans quitter le jeu des yeux. Son régime spartiate est réputé dans un milieu où l'on a plutôt tendance à surmener son foie. Para dans l'âme il saute régulièrement, pour son plaisir et pour entretenir une condition physique éclatante, qui lui permettra tout à l'heure de survivre à une rafale d'arme automatique tirée à bout portant. Il prend quand même le temps d'échanger quelques mots sur le jeu et les joueurs avec M. Schellemborg, puis il repart en enfonçant son large sombrero d'une chiquenaude négligente. Comme tous les officiers, il est en civil.

Le port de l'uniforme était absolument interdit pour conserver à la garden-party toute sa décontraction.

Et le général Medbough, toujours très strict sur les consignes, s'était même accroché avec le commandant Alami, le pilote de l'hélicoptère du roi, qui pénétrait dans le palais pour se rafraîchir un peu, vêtu évidemment de sa tenue de vol. Finalement Medbough, qui s'était sans doute rendu compte de ce



que son attitude pouvait avoir d'excessif, avait décroché, et le commandant avait bien vite oublié l'incident. Le directeur du cabinet militaire avait parfois des sautes d'humeur qu'il valait mieux éviter sans chercher à les approfondir.

Loubaris était bien un des seuls à boire du Coca-Cola autour de la tente de Bacchus. Devant une demi-douzaine d'interlocuteurs dont le sens de l'humour n'était sans doute pas parfaitement aiguisé, un diplomate français s'amusait à un petit jeu de société qui ne rencontrait que peu d'écho : imaginer un coup d'État. Sur les lieux mêmes ! Par goût du paradoxe, sans aucune de ces prémonitions qu'on se découvre complaisamment après coup :

Occasion absolument extraordinaire dont aucun conspirateur n'oserait rêver, tous les ministres, tous les généraux sont là réunis autour du roi sur quelques centaines de mètres carrés ! Les chefs des meilleures unités sont en train de jouer au golf ou de tirer des assiettes d'argile, voire de se baigner (parachutistes, brigade légère de sécurité, gendarmerie : Colonel Loubaris, Assari, Boulhimez).

Il suffirait de quelques centaines d'hommes pour encercler le palais et d'une vingtaine de complices à l'intérieur, et le tour serait joué. Détail important : mettre la Marine dans le coup (pourquoi la Marine et pas l'Aviation, se demandera-t-il quelques heures plus tard, une mitrailleuse dans le dos !). Comme personne ne suit et que son voisin ronchonne même que c'est de très mauvais goût, le jeu s'arrête tout seul. Il fait si bon au soleil et le champagne est frappé à point...

LE PETIT DINER DU ROI

SKHIRAT, 13 heures

C'est un phénomène que connaissent bien les habitués des cocktails : les gens du « monde » sont d'une exceptionnelle voracité qu'on ne peut expliquer par le besoin...

Mais en général on attend au moins que le maître de céans donne le signal.

On ne sait qui donna le premier coup de dent ; ce qui est certain, c'est que la marée des invités submergea bientôt invinciblement le buffet en tous points remarquable, bien avant que le roi donne le signal (implicite) habituel en passant parmi les tables avant de gagner sa propre tente.

On y a vu après coup la main du général Medbouh soucieux de regrouper



sans tarder tous les invités dans le centre du palais, dans un espace restreint ouvert seulement par deux portes qu'il était facile de bloquer.

C'est possible, probable même, mais ne repose sur aucun témoignage, ni aucun fait *précis*.

Il est tout aussi vraisemblable d'expliquer cette hâte par la forte proportion d'invités ignorant le protocole ou affamés par le grand air. Quoi qu'il en soit, la panique alimentaire avait rapidement gagné de proche en proche et la majorité des invités faisait un sort aux pyramides de crustacés, aux montagnes de foie gras et aux bancs de saumons fumés, tandis que l'odeur de la viande grillée et des tajines chassait irrémédiablement celle de l'air marin.

Comme le buffet fonctionnait sur le principe du self-service, les invités allaient et venaient, se choisissaient de la viande rouge, la déposaient sur les barbecues et, en attendant la cuisson, décortiquaient les langoustes ou défonçaient les saumons, installés selon les affinités ou le hasard à des tables ombragées.

M. Louka Palamarchouk, l'ambassadeur d'U.R.-S. S., avait déjeuné avec Yvan Vassilievitch Archipov, frais débarqué au Maroc en tant que président de la délégation soviétique pour participer aux travaux de la « commission soviéto-marocaine de coopération économique et technique ». A côté d'eux, Wladimir Korountchenko, 3^e secrétaire et interprète.

Taillés en demi-brosse souple, les cheveux poivre et sel (surtout sel) de l'ambassadeur accentuent sa curieuse ressemblance avec Spencer Tracy, surtout quand il porte ses lunettes à monture noire. C'est, avec l'ambassadeur d'Égypte, le diplomate en poste depuis le plus longtemps à Rabat. Il est d'ailleurs doyen du Corps Diplomatique.

Le professeur de Gennes déjeunait avec ses confrères Touraines et Himbert. Directeur du service de réanimation et des soins intensifs à l'hôpital Boucicaut, Jean Himbert est l'un des plus proches et des plus brillants collaborateurs du professeur Lenègre ; spécialiste des cardiopathies ischémiques, il était ravi de retrouver des amis de sa génération, car à Paris on n'a guère le temps de se voir, surtout quand on travaille dans des spécialités si différentes. De Gennes, qui n'a pas très faim, va chercher à boire pour ses amis, mais comme les boissons fraîches non alcoolisées sont épuisées, il circule vainement entre les buffets, en s'écartant de la grande porte.



Gaston-Jean Fouchères, jeune coopérant médecin à l'hôpital militaire Mohammed V, avait rencontré son chef de service juste avant de passer à table, et les deux toubibs s'étaient retrouvés à la même table que deux généraux dont l'un lui parut extrêmement grand. Le commandant Page avait présenté son collaborateur aux deux officiers supérieurs, le major-général des Forces Armées Royales Bachir Bouali et le général Amazoul Hammou, commandant la 1^{re} région militaire, celle de Rabat. La simplicité des deux généraux avait étonné Fouchères, qui constatait in petto qu'il lui avait fallu attendre la fin de son séjour au Maroc pour connaître la fine fleur de l'Etat-Major marocain.

Le général Bouali sera abattu vers 20 heures alors qu'il tentait de parlementer avec les rebelles installés dans « son » bureau, et le général Hammou sera le premier des dix fusillés du mardi 13...

La plupart de ceux qui attendaient sagement le signal protocolaire des agapes flânaient près de la piscine. Jean Cohen regardait le D^r Garcia qui faisait plier au maximum le tremplin, tandis qu'un deuxième appel lancé par haut-parleur demandait aux invités de bien vouloir attendre pour manger que le roi se soit assis. Une dizaine de minutes après le début prématuré du festin, Driss Benouna, chef du protocole, avait déjà averti les invités, en arabe puis en français. En pure perte.

La caméra de Serge Safar ronronnait avec tant d'obstination qu'il dut interrompre son tournage faute de munitions et il alla la ranger dans une des cabines de bain appuyées sur le mur qui sépare le palais du golf.

Il n'y avait plus qu'un seul nageur, qui glissait sans bruit dans le brouhaha du repas, et Serge Safar allait à son tour succomber à la tentation, quand un ami le retint encore en disant que c'était la première fois qu'on commençait sans le roi.

Déjà une espèce de courant, de plus en plus net, dégarnissait les tables pour le coin des cuisines d'où on voyait revenir les invités avec d'immenses coupes de métal argenté, à bords godronnés, débordant de crème glacée qui recouvrait les flancs d'une buée déjà rafraîchissante.



Claude Binard, qui avait tout juste eu le temps de profiter des derniers reliefs, avait rencontré un de ses collègues marocains, le D^r Khatib, ancien ministre de la Santé, qui avait présidé le Mouvement Populaire dont il était parti en 1965 à la suite de désaccords, surtout d'ordre personnel, avec M. Mahjoubi Ahardane alors secrétaire général du M.P. et ministre de l'Agriculture. Haute silhouette, visage plein orné d'une barbe à la Hemingway, il ouvrait fermement la route au pédiatre quand le roi fit un deuxième passage, avant de se mettre à table. Il fait le tour du buffet « dévasté », jaugeant la situation d'un coup d'œil rapide qui paraîtra « méprisant pour la foule vorace » pour un certain nombre de témoins, mais qui retrouvera très vite toute son aménité. Le roi s'arrête devant le gâteau traditionnel en forme d'étoile, sans plus marquer de mécontentement.

Pourtant la présence alanguie d'une vingtaine d'invités dégustant leurs glaces tout près de sa tente, le poids du corps reposant sur le coude, à la Lucullus, re froncera le sourcil royal. Un geste autoritaire du bras, mouvement sec de bas en haut, sans équivoque, celui d'un proviseur rentrant dans une classe qui tarde à se lever avec déférence, leur fera rectifier la position. La scène ultra-courte amène un demi-sourire sur les lèvres d'un des membres de la suite, pourtant réputé pour son impassibilité...

Déjà il a vu son deuxième fils, le petit prince Moulay Rachid. Le roi qui adore ses enfants s'inquiète car le bébé (qui a tout juste un an) ne marche pas encore. Il joue avec son père puis, soutenu par sa nurse, il se décide à faire quelques pas. Le roi est ravi, c'est toujours le dernier qui est le préféré. Il quitte le petit prince pour s'installer à table.

L'ambassadeur de France, qui voulait absolument profiter de la journée pour régler avant le 14 juillet une affaire en suspens, cherchait Mohamed Karim Lamrani, ministre des Finances, qui était en train de s'installer au buffet situé entre la piscine et les cabines de bain. Ce dernier lui demande de chercher Mohammed Medeghi (ou M'Daghi), son secrétaire général, qui surveillait la cuisson de ses brochettes. L'ambassadeur l'amène auprès de son ministre et en dix minutes l'affaire est réglée. Trois jours plus tard, M'Daghi remerciera M. Lebel de lui avoir sauvé la vie en l'écartant ainsi des barbecues



situés dans l'axe de la grande porte, c'est là que les tirs avaient été les plus meurtriers. Les deux hommes avaient philosophé d'un ton badin sur le hasard. Le 30 août, M'Daghi, devenu sous-secrétaire d'Etat aux Finances et, à trente-trois ans, l'un des benjamins de la nouvelle équipe ministérielle, se tuait dans un accident de voiture sur la route d'El Hajeb.

Sitôt l'entretien terminé, M. Claude Lebel, qui a vu M. Louis Joxe partir vers la tente royale, va vérifier si l'ancien ministre est bien à la table du prince Moulay Abdallah, comme prévu.

Juste avant que le roi se mette à table, un des serviteurs du palais s'était subitement écroulé entre la tente et le mur des appartements. Comme on pensait qu'il s'agissait d'un malaise cardiaque, on avait appelé le D^r Grobglas, anesthésiste et spécialiste en réanimation. Le malade est transporté dans l'infirmerie du palais, contiguë aux appartements et dont les fenêtres donnent sur le golf. André Grobglas file à l'infirmerie avec le D^r Benyaich et constate qu'il s'agit d'une crise d'épilepsie. Ce n'est plus son domaine et il va lui-même chercher Serge Safar qui s'était décidé à faire cuire ses côtelettes de mouton.

Le neuropsychiatre se demande ce que le roi aura pensé de cet incident banal puis il écoute les renseignements que lui donne le médecin du palais qui connaît bien le malade pour l'avoir déjà soigné. Il faut faire un électrocardiogramme.

Serge Morax avait accompagné son père qui suivait ses amis à la tente à champagne où la fin du repas avait attiré tous ceux qui préfèrent accompagner méchouis et crustacés avec autre chose que du Coca ou de l'eau minérale. Puis, toujours ensemble, ils avaient cherché le D^r Benyaich afin de régler un petit problème d'ordre administratif. Il était assis sur un pouf très bas, derrière une toute petite table. L'orchestre andalou (près de 80 musiciens et chanteurs) jouait sur une large estrade adossée au mur des appartements avec cette économie de gestes qui fait prendre pour de l'indifférence ce qui est une conviction qui ne s'essouffle jamais.

La ligne mélodique et les rythmes andalous sont aussi perpétuels que les entrelacs, sans commencement ni fin, qui brodent si profondément les murs maghrébins...

Le médecin du roi se levait fréquemment, allant vers le roi, revenant s'asseoir pour se relever presque aussitôt. Il finit quand même par apercevoir



le professeur Morax et écourta l'entretien en le remettant au soir, pendant la réception que devait donner le prince Moulay Abdallah.

Serge Morax resta là, sans autre raison que de s'offrir ce plaisir perdu depuis longtemps pour les Français (le fameux œuf à la coque de Louis XV !) : assister au petit souper du roi. Il n'était pas le seul à regarder la scène, puisque par les pans de la grande tente « caïdale » relevés en permanence on pouvait facilement voir tous les convives, mais son point de vue à lui était plus inattendu puisqu'il voyait deux dos. Celui du médecin tout près de lui, et à 7 ou 8 mètres celui du roi penché sur sa table et dont l'inclinaison du buste pouvait faire croire qu'il « boudait ». Rien n'existe en soi, les choses n'existent que par la perception qu'on en a : ce petit jeu était bien dans la note de cet après-midi si « relax ». Le D^r Benyaich se levait une nouvelle fois.

Autour de la grande table ronde dressée à quelques mètres de celle du roi, mais toujours sous la tente, déjeunaient M. Louis Joxe, Habib Bourguiba junior, — fils du « Combattant Suprême » et ami personnel du souverain —, le prince Moulay Abdallah, Driss Slaoui et le D^r Ahmed Laraki. Le général Medbouh n'était pas là.

M. Louka Palamarchouk avait déjà vu des invités partir ; aussi, quand Yvan Vassilievitch Archipov manifesta une certaine lassitude — le soleil, la bonne chère, le voyage — il n'hésita pas à prendre congé, sachant qu'on pouvait quitter les lieux sans faute contre l'étiquette. Les deux hommes se levèrent de table pour gagner, par la grande porte, la voiture officielle stationnée tout près. Les trois motards qui l'escortaient étaient déjà là, peut-être même n'avaient-ils jamais quitté le parking.

Dans l'infirmerie, tout en préparant ses appareils, le D^r Safar complétait son interrogatoire en posant directement quelques questions, dans cet arabe dialectal algérois qu'il connaissait et que le patient qui pouvait déjà s'exprimer nettement comprenait bien.

Après avoir terminé sa glace et remis sa coupe à une servante qui passait les mains déjà encombrées, Claude Binard, qui songeait à s'en aller, longea les cabines de bain édifiées le long du mur qui donne sur le golf (mais il y a un espace qui permet la circulation entre les cabines et le mur) à la recherche de W.C. Il n'était pas le seul à avoir eu cette idée (ou ce besoin !) et il dut



attendre un instant.

Dans l'autre série de cabines (celles qui donnent sur le mur Sud de l'enceinte du « patio »), un des membres de l'ambassade de France cherchait le sac de sport dans lequel il avait rangé ses affaires de bain, après avoir lui aussi regardé le souverain déjeuner seul à sa table.

Longeant la piscine, il avait croisé un vieux monsieur, grand, mince, légèrement voûté, aux cheveux blancs mais encore souples et abondants, qui semblait chercher quelque chose. Il avait cru reconnaître, avec un temps de retard, l'ancien responsable du parc automobile royal M. Marty (il venait de prendre sa retraite) qu'il avait bien connu. De toute façon, c'était sans importance. Son sac était toujours à la même place, et on l'attendait chez lui.

Près des wagons-vestiaires, le prince Moulay Ali s'excusait auprès des quelques amis qu'il venait de rencontrer ; mais il voulait rentrer tôt à Rabat car sa femme était souffrante et il ne pouvait pas s'attarder plus longtemps.

M^r Schelleberg venait de rencontrer un de ses vieux amis, secrétaire général au Plan, près de l'autogire que le roi avait reçu en cadeau d'anniversaire l'année précédente et qu'il ne pouvait utiliser pour d'évidentes raisons de sécurité. Ils passèrent devant les vieilles voitures qui constituent un embryon de musée automobile, pour se diriger eux aussi vers ces petits édifices spécialisés qui ont immortalisé le nom de l'empereur Vespasien.

De l'extérieur on n'entendait pratiquement pas, seulement par bouffées, les longs récitatifs du chanteur que l'orchestre soutenait en sourdine.

Le tremplin venait de propulser l'unique baigneur, dans un saut carapé irréprochable et la planche vibrait encore avec un bruit de lame cassée.

Un des spectateurs rappela à son plus proche voisin un vers de Verlaine qui lui semblait de circonstance. *La vie est là, simple et tranquille...*

Il faisait très chaud mais la chaleur est toujours très supportable sur ces plages marocaines que l'Atlantique adoucit, et qui se prêtent si bien à l'indolence.





III

Le rezzou

« D'HABITUDE ON NE TIRE JAMAIS DE FEUX D'ARTIFICE EN PLEIN JOUR... ! »

SKHIRAT, 14 h 08

En longeant le mur, le D^f Binard avait entendu de petites explosions en série, nettes mais peu puissantes, proches sans doute mais invisibles. Une espèce de « tac-tac » (mais la traduction écrite d'un bruit, même sous forme d'onomatopée, est toujours une trahison) produit certainement par des pétards qu'il n'arrivait pas à localiser. Certainement sur le mur d'enceinte dont le faite est à deux mètres cinquante au maximum. A défaut des pétards eux-mêmes on devait voir des volutes de fumée. Il regarde tous azimuts. Rien. Pourtant le bruit persistait, régulier, presque mécanique, sans s'intensifier. Mais en terminant son petit tour d'horizon il voit un homme qui boitille, puis se tient la cheville. C'est M. Maurice Perrier, ingénieur agronome attaché au cabinet de M. Yvon Bourges (Coopération), mais il ne le connaît pas. C'est tous les ans la même chose ; il y a des blessés au 14 juillet. C'est inadmissible, on devrait davantage faire attention.

Le D^f Safar, toujours au chevet de son malade, était momentanément seul puisque le D^f Grobglas était passé dans la pièce voisine pour jeter un coup d'œil sur le golf où devait s'achever le tournoi. Il avait entendu des crépitements secs, espacés en rafales courtes, et avait évidemment réagi en médecin devant ce tapage. « Ils » auraient pu faire claquer leurs pétards ailleurs que devant le mur de l'infirmerie !

Comme son examen était terminé et que le malade n'avait plus besoin que

de repos, il se dirigea vers le seuil pour regarder le feu d'artifice.

Au bord de la piscine, Jean Cohen avait entendu ces crépitements qui semblaient venir du nord-est, d'abord très isolés puis, après un temps d'arrêt, beaucoup plus insistants, et qui n'avaient provoqué autour de lui qu'une simple interrogation dénuée de prolongement.

Tout le monde pensait à une fantasia, ce qui n'aurait rien d'extraordinaire au Maroc, bien que personne n'ait été au courant de cette attraction ! Après tout, l'année dernière les parachutistes du colonel Loubaris avaient fait une démonstration de saut de précision qui avait été la surprise de la journée.

Quelqu'un dit à la cantonade : « Ce n'est pas de très bon goût » et un autre reprend : « Mais qu'est-ce qui est de mauvais goût ? »

Pour étancher sa soif et comme il n'avait pas réussi à trouver de boissons fraîches, le D^r de Gennes s'était rapproché des samovars installés près de la petite porte et buvait un verre de thé à la menthe brûlant (c'est finalement ce qui rafraîchit le plus durablement), quand il interrompit son geste, intrigué par un staccato « guilleret » venu de l'extérieur. Plutôt une « crécelle », allègre, qui devient agaçante quand elle se prolonge mais qui, bien sûr, n'a rien d'inquiétant. En reposant son verre, sans avoir pu ni localiser ni analyser le bruit, il vit arriver par la petite porte un homme qui fit quelques pas de plus en plus hésitants vers l'intérieur du « patio », puis tituba franchement avant de s'écrouler en se tenant la cheville droite. C'est Maurice Perrier, mais lui non plus ne le connaît pas.

M. Lebel se dirigeait vers la tente royale à la recherche de M. Joxe, en passant entre le grand côté de la piscine et la salle du trône quand il entendit des « coups de feu », puis en y réfléchissant sans s'y attarder, se dit que c'était impossible et que ce ne pouvait être que des pétards.

L'ambassadeur U.S.M. Stuart W. Rockwell était sous la tente royale, son repas achevé, et regardait lui aussi le roi. D'où il était il pouvait parfaitement voir arriver l'ambassadeur de France en même temps qu'il percevait les premiers coups. Ce ne pouvait être que des fusées de feu d'artifice. Lui aussi vit très bien M. Maurice Perrier chanceler sans pouvoir en apprécier la raison.

M. Lebel, qui ne pouvait voir cette scène, avait brusquement identifié une



rafale de pistolet mitrailleur en arrivant à la tente. Le doute n'était d'autant plus permis qu'il sentit une main (qu'il ne pourra jamais identifier) se poser sur son bras. On lui dit : « Excellence, c'est très grave, abritez-vous tout de suite. »

Effectivement, la fusillade allait crescendo, mais on ne voyait toujours pas les tireurs, pas plus qu'on ne pouvait localiser l'origine des tirs.

Un homme était étendu à terre.

L'ambassadeur se dirigea vers les cabines de bain qui étaient le seul endroit assez proche pour s'y abriter rapidement, et assez efficace (elles sont construites en dur) pour offrir une protection contre les balles perdues.

Dans un geste parfaitement réflexe, un ancien aide de camp du roi avait refermé la petite porte après le passage de M. Perrier, protégeant (pour un temps évidemment très court, mais indiscutablement) toute la zone comprise entre la piscine et l'orchestre.

Le roi avait levé la tête à la première rafale ; il était exactement 14 h 08. Sans lâcher sa fourchette il s'était étonné, avait regardé vers l'orchestre, mais ne s'était pas levé. Ce qui avait momentanément rassuré un des rares invités qui ait pensé tout de suite à un coup d'État : il fixait le roi pour définir une ligne de conduite en fonction de l'attitude du principal intéressé. Et le roi était « d'un calme exemplaire »... Ce n'est qu'en apercevant M. Perrier que le souverain s'était écrié en se levant cette fois : « Mais qui a donné l'ordre de tirer ? »

Il ne s'était pas écoulé plus de trois minutes entre les coups de feu et l'arrivée de l'ingénieur français dont la blessure avait soudainement dramatisé ce qui n'était qu'une simple curiosité, mais sans pour autant en lever l'ambiguïté.

Le D^r Demange lui avait tout de suite posé un garrot qu'il gardera tout l'après-midi, sans être victime des habituelles conséquences d'un arrêt prolongé de la circulation.

Par contre, derrière M. Perrier, une trentaine de personnes s'étaient engouffrées à l'intérieur du patio, apportant, avec la confusion qui allait gagner tout le palais, la certitude d'une catastrophe. Si la blessure de M. Perrier pouvait n'être pas explicite pour tout le monde, ce rush d'une masse compacte et paniquée qui venait du golf l'était sans doute.

La foule qui se tenait autour de la tente s'éparpilla presque instantanément





selon deux directions :

- 1° la plage, par les arcades vitrées qui constituent le mur Ouest ;
- 2° la salle du trône et les dépendances (cuisine, cabines, etc.).

Avant de s'éloigner, Serge Morax avait vu un homme s'approcher du roi, mais ce n'était pas le général Medbouh qu'il avait rencontré plusieurs fois. Le roi discutait « avec animation » avec son frère et le général Oufkir, entre la tente et la salle du trône, sans jamais chercher à se protéger des balles qui sifflaient maintenant dans toutes les directions. Une poignée de serviteurs brandissaient des chaises, boucliers dérisoires contre les trajectoires invisibles.

Le prince et le général Oufkir avaient filé vers les arcades et la fusillade augmentait d'intensité tout en se dispersant.

Après un moment d'hésitation, le roi, entouré d'une poignée d'intimes, se dirigeait vers la salle du trône.

Le général Medbouh, qui avait parlé au souverain quand il s'était levé, se tenait maintenant dans le groupe confus qui le suivait. Se retrouvaient autour du roi la presque totalité de ceux qui avaient déjeuné sous sa tente. M. Driss Slaoui, qui venait de s'inquiéter de ses amis venus de France pour la circonstance et qu'il avait tenté de rassurer. Le D^r Ahmed Laraki, et aussi, Hadj Ahmed Balabrej, un des piliers du gouvernement marocain (il a été président du Conseil) depuis l'indépendance pour laquelle il avait tant lutté. Le roi en a fait son envoyé spécial personnel auprès des puissances, un missi dominici à l'échelle planétaire. Le général Mohammed Oufkir, considéré comme l'« épée » du régime, le « connétable à la main de fer », etc. On annonce périodiquement sa disgrâce ou tout au moins sa mise en disponibilité, annonce qui précède invariablement une promotion éclatante ou une marque évidente de la confiance royale. C'est l'homme politique marocain que les Français croient le mieux connaître. Rien ne lui échappe, dit-on.

Dès le début de Faction il avait tenté de trouver une sortie possible du côté opposé aux salves. Avec le prince Moulay Abdellah, il s'était rapproché des grandes baies vitrées qui donnent sur la mer. Dans la bousculade, il y avait même perdu ses lunettes qu'un fuyard anonyme lui avait rendues. C'était trop tard pour tenter une sortie par la plage qui était balayée également du côté nord.

Il avait réintégré le petit groupe qui pénétrait dans la salle du trône, où s'étaient déjà réfugiées une quarantaine de personnes dont les ambassadeurs d'Éthiopie, de Grèce et des U.S.A.M. Stuart W. Rockwell avait suivi le mouvement général vers le centre du patio puis pénétré dans cette grande salle qui paraissait accueillante. Un jeune Marocain s'était assis sur le trône ; le silence était total dans la pièce, curieusement, alors que dehors, mais tout près, des explosions continues et sourdes donnaient un registre plus grave aux rafales d'armes automatiques légères.

M. Roger qui faisait partie du groupe « Perrier » avait juste eu le temps de voir le roi assis à table avant d'être noyé dans la foule qui s'égaillait au hasard, alors qu'un petit nombre restait parfaitement tranquille, comme le colonel El Glaoui assis sur une chaise de plage et qui finissait une cigarette. « On pourrait se tirer », dit Michel Roger. Sans écho. Au moment où il rentrait dans la salle, une baie venait d'être descendue par une rafale dont, encore une fois, on ne pouvait deviner le départ. Quelqu'un téléphonait avec l'appareil posé sur le bureau du roi ; c'était le colonel Ahmed Dlimi. Il l'entend demander à parler aux paras. Une voix dit : « Et l'aviation. » « Le plus vite possible », insiste le colonel tandis que la voix reprend, pensant n'avoir pas été entendue : « Et l'aviation ? » Mais est-ce que le téléphone marche vraiment ? Tout cela est un peu irréel, et il se dit, in petto : et pourquoi pas la marine !

Il y a deux blessés dans un coin. Le Marocain est atteint au cuir chevelu. Il s'est assis par terre et ne dit rien. L'autre, un Européen, souffre d'une hémorragie veineuse à la cheville ; il s'est complètement allongé et commence à s'affoler. M. Roger examine les deux blessés avec le médecin colonel Moulay. Les blessures ne sont pas graves, et, de toute façon on ne peut rien faire pour l'instant.

Le roi avait traversé la salle pendant que les deux médecins étaient penchés sur les malades. La confusion était totale qu'il tentait d'apaiser puis, sans concertation, et pour cette seule raison qu'il fallait trouver un endroit un peu plus calme, tout le groupe avait continué vers la porte qui fait communiquer la salle du trône avec les dépendances édifiées sur le côté nord de la salle. La porte avait été aussitôt fermée de l'intérieur si bien que les quelques personnes qui avaient tenté de suivre le roi refluèrent vers le milieu de la pièce.



Le peu de répit que la maîtrise du roi avait suscité fut de courte durée : les explosions sourdes augmentaient sensiblement l'inquiétude et beaucoup se jetaient à plat ventre derrière les fauteuils renversés dont les dossiers étaient censés servir de boucliers. M. Roger propose de casser une vitre en prévision d'une sortie rapide ou d'un jet de grenade. Quelqu'un balance aussitôt les pieds d'un fauteuil dans une fenêtre.

Le professeur de Gennes avait renoncé à fuir vers les arcades : une confusion infernale était créée par la conjonction d'un mouvement centripète (vers l'intérieur du patio, et on ne comprenait pas pourquoi !) et d'un mouvement centrifuge (vers la plage, comme il en avait eu un moment l'intention). C'est alors qu'il avait retrouvé le professeur Touraines. Ce sont des amis de longue date, des camarades de promotion. Quoi qu'il arrive, et la situation est rien moins qu'engageante, ils se débrouilleront mieux ensemble, dans l'impossibilité totale de suivre les variations de l'action engagée (l'attentat ne fait aucun doute, mais le savoir ne leur donne aucun élément de solution !). Tout près d'eux une porte. Sans se concerter, mais d'un même mouvement ils pénètrent dans les dépendances de la salle du trône en même temps que trois ou quatre personnes. Ahmed Snoussi, le ministre de l'Information, est en train de téléphoner sans que les nouveaux arrivants puissent entendre ce qui se dit. Ils n'ont pas le temps d'ailleurs de s'approcher du ministre, le roi et sa suite entraînent par la porte du fond que deux gardes en uniformes d'apparat fermaient à clef. Un huis clos historique commence, mais pour les témoins c'est bien une souricière qui vient de se refermer : c'est évidemment à la personne royale qu'on en veut ; ils sont donc au cœur même du danger.



Par la fenêtre de l'infirmerie, André Grobglas avait vu des camions militaires emprunter le chemin qui relie la nationale aux abords immédiats du palais, se ranger impeccablement et des soldats sauter sans même attendre que les camions soient complètement immobilisés.

Les premiers descendus avaient tiré des rafales de P.M. en l'air tandis que les autres regardaient. Il y a un ou deux civils au milieu des soldats ; leurs tenues colorées tranchent sur le vert sombre des battle-dress. Ce sont des invités sans aucun doute et ce ne peut être que des manœuvres. Il rentre chercher les cigarettes qu'il avait laissées à l'intérieur, mais quand il revient,

c'est un « command-car » qui est arrêté en tête des camions, mitrailleuse braquée vers les appartements, tandis qu'à moins de 20 mètres un groupe de tir est en train de mettre un F.M. en batterie.

C'est à ce moment précis que Serge Safar débouchait sur le seuil ; les deux hommes voyaient exactement la même chose, mais ne pouvaient se voir bien que tout près l'un de l'autre. La situation s'était rapidement détériorée et ils « commençaient à se faire un peu de mouron ». A gestes précis et rapides les servants vissent la béquille, bloquent le bipied et engagent une bande. C'est un F.M. type A.A. 52 qui peut expédier 900 balles de 7,62 m/m à la minute, avec une portée efficace de 800 mètres.

Juste derrière le F.M. deux soldats tiraient en l'air et un autre fit rentrer le médecin à l'intérieur, sans hostilité, par prudence, lui sembla-t-il alors. Manœuvres en l'honneur du roi ? Probablement mais, effectivement, il est plus prudent de se méfier des balles à blanc.

Les deux confrères se retrouvent dans le petit vestibule en même temps que deux femmes arrivaient par la porte qui donne sur les appartements en hurlant : « Ils vont tous nous tuer », se tenant le visage à deux mains, puis des musiciens visiblement bouleversés, tenant encore leur violon à la main.

« Mais regarde la tête des gens ! », reste sans autre réponse que les premières rafales qui font voler les vitres et tomber des gravats. Tout le monde s'aplatit derrière des cantines métalliques.

Le deuxième médecin du roi se trouvait dans la pièce de gauche quand deux soldats étaient entrés après avoir balancé une grenade. Le toubib a juste le temps de s'enfuir dans la pièce de droite où se tenait maintenant une quinzaine de personnes, mais il peut cependant fermer la porte à clef.

« Ouvrez la porte ! » Personne n'ose le faire. Tout le monde attend, debout ou assis sur le lit. Le soldat répète son ordre et fait aussitôt sauter la serrure d'une rafale de P.M. Les balles traversent la mince épaisseur de bois et vont se fichent dans le mur.

« Mains en l'air. Sortez tous ! » Dehors on les met en colonne par trois, entre deux rangées de soldats.

A l'autre extrémité du palais, M. Schelleberg, toujours accompagné du haut fonctionnaire, avait à peine prêté attention aux « pétards » et continué sa marche vers la petite gare (évidemment désaffectée, transformée en vestiaire de golf). Pourtant la course inquiète d'un policier de la Sûreté (en uniforme)



l'avait intrigué. Selon une trajectoire de lièvre, l'homme courait tête baissée à toute vitesse, s'arrêtait une seconde, semblait repérer un danger (mais quel danger ?) puis reprenait sa course, vers l'entrée du palais.

En ressortant du vestiaire, sac à la main, il se rendit compte que l'agitation avait gagné : tout le monde courait maintenant et des rafales crépitaient exactement derrière eux. Son ami qui croyait comme lui à des manœuvres sort son mouchoir et l'agite frénétiquement : « Je me rends ! » Une grenade venue de nulle part explose tout près des deux hommes tandis qu'une dizaine d'ouvriers en blouse bleue sortaient de la gare, mains en l'air et que le bâtiment était encerclé. Ils sont incorporés à la file de prisonniers dirigée vers le centre du golf puis vers le palais.

Son ami essaie d'intervenir : « C'est le représentant des Nations Unies... », mais l'expert qui a remarqué l'excitation « pathologique » des soldats pense qu'il vaut mieux ne rien faire qui puisse les exciter. On les déshabille rudement puis un des soldats entreprend de les faire monter dans une voiture qu'ils viennent d'apercevoir. C'est une grosse limousine du palais. Le soldat ouvre la porte avant gauche ; le chauffeur s'affaisse sur l'herbe mais ses pieds restent coincés à l'intérieur, sans doute sous les pédales. Les femmes hurlent. On les fait sortir.

ON PLAISANTAIT AUTOUR DE LA TENTE A CHAMPAGNE : JUSQU'A LA PREMIÈRE GRENADE...



Comme de l'infirmierie et du golf, la clientèle de la tente à champagne avait bien vu arriver un certain nombre de camions et des soldats en sauter au fur et à mesure qu'ils se rangeaient. Philippe Ardant buvait une flûte de champagne bien frappée en compagnie de deux de ses adjoints de la Mission culturelle française. Ils sortaient de table. Ces mouvements ne pouvaient pas inquiéter le diplomate qui était retourné à l'intérieur se faire servir une autre flûte. « Décidément ces méchouis donnent soif », plaisante un de ses voisins. Le serveur sourit. C'est vrai que le soleil tape vraiment dur maintenant.

Mais comme on percevait indiscutablement des tirs d'armes automatiques, M. Morel finit par dire, avec la sérénité souriante due ordinairement à l'influence bienfaisante des cépages rémois : « Des manœuvres, peut-être, mais faisons attention quand même ; on ne sait jamais ! » En effet, aux premiers coups de feu, peu intenses et lointains, Ph. Ardant — qui avait

d'abord pensé à de simples mouvements de la garde — avait finalement penché pour des manœuvres. Ce qui était surprenant un jour pareil, mais pas totalement incroyable. Ces soldats qui crapahutaient maintenant dans les greens du golf devaient être l'attraction de cette année.

Et la conversation avait repris, propos légers, qu'interrompit, sans rupture cependant, la réflexion de M. Morel. Ph. Ardant, qui, à ce moment regardait vers le palais, pivota vers le golf. En quelques secondes, la situation avait changé et le déboulé des soldats avait semé la panique parmi les golfeurs et les spectateurs, sans que de la tente, on puisse en comprendre la raison. Des joueurs refluaient vers le palais et d'autres s'aplatissaient autour du trou n° 18 (parmi ceux-ci, M. Smith) : « C'est grotesque, quel cinéma pour de simples balles à blanc ! »

Mais en suivant des yeux le reflux des joueurs vers le palais, M. Ardant aperçut des impacts de balles qui déchiquetaient le crépi blanc éclatant des murs du palais. Il fronça machinalement les sourcils : mais il n'y avait pas de doute possible. Ce ne pouvait pas être des balles d'exercice, et ce qui était simplement curieux devenait soudain très alarmant.

Michel Roger avait quitté la tente, un verre de Schweppes à la main, et en se dirigeant vers la petite porte du palais avait rencontré Gaston-Jean Fouchères qui sortait des méchouis avec des officiers-médecins. Tous avaient la pépie.

Fouchères, qui était venu avec Roger, voulait s'informer de l'heure à laquelle ils allaient repartir, mais sa phrase resta en suspens. Des camions venaient d'arriver et se rangeaient pour permettre aux soldats de descendre en voltige. « Ils manœuvrent comme à la parade. » Qu'est-ce qu'ils pouvaient bien fabriquer dans cette « garden-party » où l'on ne voyait que jeans, polos et bermudas et où la garde elle-même était invisible ?

Roger dit quelque chose que personne n'entend : les premiers crépitements éclataient vers le nord, alors que les derniers soldats sautaient à leur tour. Balles à blanc, affirmait le D^r Jeantet. Tirs réels selon Fouchères qui sortait de séances de tir en France, « le bruit ne trompe pas ». N'ayant aucun goût pour les paris, Roger, sans lâcher son verre de Schweppes qui pétillait encore, affirme « qu'il est trop con de prendre une balle perdue quand on est dans la fleur de l'âge », que les attitudes suicidaires ne sont pas son fait. Bref, il rentre à l'intérieur.

Fouchères, très intéressé, restait face au golf pour tenter de comprendre la situation. Sans doute un coup d'Etat tenté par une « bande de dingues » (ceux



qu'ils ne voient pas mais dont il entend les tirs) et actuellement contrôlé par les soldats qu'il venait de voir descendre et qui devaient certainement protéger le souverain (mais il ne les a pas encore vus tirer...) La « mission suicide » des rebelles n'allait pas tarder à être « étouffée » par ces soldats aux manœuvres impeccables et calmes. Et comme l'intérieur du palais paraissait être préservé, Roger se décida finalement à suivre Fouchères. Juste avant qu'il franchisse la petite porte, un soldat le bouscule en balançant une grenade vers l'intérieur. La grenade passe au-dessus de la tête de Roger pendant que d'autres soldats investissent le passage⁵, sans entrer dans le patio. La grenade roule dans la direction de la tente du roi. Un civil se couche sur le projectile (il s'agit sans doute d'un policier de la Sûreté ou d'un garde du corps ?). L'explosion lui paraît faible. D'ailleurs le civil se relève et fait deux pas. Puis il s'affale lourdement et ne se relève plus.

Driss El Marrachi⁶ avait entendu des « pétards » en marchant du trou n° 9 au trou n° 10. Il fallait que son équipe attende que la précédente finisse, et ils étaient déjà en retard, mais rien ne pressait vraiment. Pourtant il commençait à avoir faim. Le roi avait bien fait d'annuler sa partie. On pourrait bientôt nettoyer les buffets ! Il choisissait un nouveau club avec le soin un peu maniaque qu'il mettait à faire toute chose. En relevant la tête il vit des soldats qui piétinaient sauvagement les gazons. « Les salauds, même en manœuvres, ils pourraient quand même respecter les greens ! » Le dernier joueur de l'équipe retardataire ajustait tranquillement son drive. La petite balle arrive dans les pieds des cadets qui remontaient maintenant vers le palais. Les tirs sont beaucoup plus proches, ce ne sont certainement pas des pétards. Un membre de l'entourage royal passe, mais il n'arrive plus à mettre un nom sur cette tête qui lui est pourtant familière : « Foutez le camp, ça n'a pas l'air d'être une plaisanterie ! »

Mais il n'a pas envie d'interrompre sa partie :

« Mais alors, pourquoi ne partez-vous pas ?

— Je suis connu et, de toute façon, je ne pourrais pas aller bien loin. »

Quand Driss regarde à nouveau autour de lui, toute son équipe a disparu. Laisant son sac sur le tee, et, ne sachant trop que faire, il se tenait tantôt près d'un arbre, tantôt près d'un banc pour éviter des balles perdues. La fusillade était plus nourrie, mais il ne voyait toujours rien. Comme Fabrice à Waterloo... Toujours indécis, il tire par la manche un ami retrouvé près du



même arbre : « Viens, on va prendre quelque chose à la tente à champagne. » En pénétrant dans la source de Dom Pérignon, une grenade avait éclaté à quelques mètres. « Vraiment, ces manœuvres deviennent bien envahissantes ! »

Ph. Ardant avait vu le soldat balancer la grenade, à une vingtaine de mètres, puis la main retourner à la ceinture et dégoupiller à nouveau...

Cette fois la grenade avait explosé sèchement et blessé un golfeur à la jambe : M. Smith avait parfaitement suivi sa trajectoire ; il regardait les joueurs au trou n° 18, tout près de la tente. Depuis quelques minutes il suivait distraitemment, entre deux puts, les évolutions de soldats en tenue de campagne, qui s'étaient tout à coup mis à tirer en l'air « comme pour faire du bruit ». Cela l'avait tout juste intrigué, puis il s'était à nouveau intéressé au jeu (demain, il jouerait à Dar Es-Salam). Puis des golfeurs et des caddies en culottes rouges avaient reflué vers le n° 18. Les culottes rouges l'avaient étonné brusquement : l'année dernière, il en était sûr maintenant, c'étaient des paras qui avaient fait office de caddies. Puis, en moins de cinq secondes, trois indices l'avaient totalement fait changer d'avis sur les évolutions soudain bruyantes des soldats.

... Une vraie balle lui était passée juste au-dessus de la tête. Le sifflement était trop caractéristique pour prêter à confusion. Un ancien de la campagne du Pacifique ne pouvait s'y méprendre, c'était bien une vraie balle.

... En tournant la tête à ce moment précis, il avait vu (lui aussi) une série d'impacts pointiller le mur du palais. Ça non plus, ce n'était pas des balles « en sel ».

... et puis maintenant cette grenade : certainement une grenade « offensive ». Elle avait fait un blessé sérieux ; pourtant l'homme arrivait quand même à marcher en claudiquant ; la blessure n'était donc pas très grave.

C'était suffisant pour le faire plonger sur le sol, offrant le « profil le plus bas possible », ce qui n'est pas commode quand on fait un bon mètre quatre-vingt-quinze et cent quatre-vingts livres.

Ph. Ardant était passé subitement de l'optimisme raisonné à une appréciation plus juste de la situation. On ne balance pas des grenades sur des



civils quand on est en manœuvres ! Sa relative quiétude se dégradait à toute vitesse :

Une section progressait tout près d'eux, à moins de cinq mètres. Tout contre lui un Marocain qu'il ne connaît pas lance une plaisanterie. Il croit encore à des manœuvres. Mais le serre-file d'une section qui s'était approchée par-derrière lui colle le canon de son P.M. dans les reins. « Ferme ta gueule ou tu te fais descendre ! »

Il était évident qu'il était prêt à le faire. Malgré sa casquette à la Bigeard on voyait qu'il avait été récemment tondu : son cuir chevelu était « bleu » comme un menton dont la barbe commence à repousser. Jeune, indiscutablement, sans que son air féroce parvienne à le vieillir. Mais pourquoi sa juvénilité serait-elle rassurante ?

Tout près d'El Marrachi, juste avant l'explosion de la grenade, le D^r Beaudoin plaisantait en regardant vers le palais : « Ne cassez pas la maison, nous on a faim ! » On rit encore de bon cœur et comme des serviteurs sortaient des logis, les bras en l'air, le D^r Beaudoin s'amuse toujours : « Moi aussi je veux lever les bras en l'air. Prenez-moi comme otage ! »

Il n'avait pas vu la section progresser derrière lui. Un soldat lui schoote un coup de pied dans le ventre — chaussure à tige ! — « Ta gueule ou tu vas voir la rigolade... »

Il n'y avait plus de doute effectivement pour les invités figés près de la tente : ce jeu, qui n'avait jamais commencé, était bien terminé.

On entendait des femmes crier, vers le logement des serviteurs. Des voitures officielles sortaient et des femmes (sans doute celles qui criaient) tentaient de s'y abriter, mais un petit groupe de soldats arrose tranquillement le troupeau affolé des fuyardes... Un officier, il a deux étoiles sur les pattes de chemise, s'avance vers la tente, la bretelle de son P.M. à l'épaule. Il ordonne aux cadets : « Avancez, avancez, et ceux de derrière ne tirez pas, surtout pas ! »

On pousse aussitôt les invités vers le centre du palais où d'autres colonnes convergent déjà. L'officier disparaît par le milieu des greens...

Sous la menace d'une baïonnette, M. Smith avait déplié son « profil minimum » et s'était intégré à une file de prisonniers qui comprenait aussi



Ph. Ardant et Driss El Marrachi (les trois hommes ne se connaissent pas).

A 14 heures, un des membres de la Fédération de golf avait demandé à Medbouh l'autorisation de s'en aller avec un joueur professionnel qui était susceptible de jouer l'après-midi avec le roi : le roi n'a pas joué le matin mais il peut le faire l'après-midi, une fois la bousculade passée.

Medbouh l'avait entraîné vers l'intérieur du palais, avec trois officiers-starters, pour se renseigner. Il y a tout juste cinquante mètres du poste de start au palais : en approchant de la petite porte ils avaient vu des soldats descendre des camions. Medbouh s'était immobilisé : « Mais qu'est-ce qu'ils font ! Ils sont fous ! » avant de filer dans leur direction au pas de course. La fusillade avait éclaté avant qu'il puisse les atteindre...

« AH OUI, VOUS MANGEZ LES BONNES CHOSES »

SKHIRAT, 13 h 40

C'est le colonel Ababou lui-même, avec son garde du corps-factotum, l'adjudant-chef Arrouch Akka, qui commandait personnellement les opérations de ratissage des appartements proprement dits. Ceux du roi, des enfants et des serviteurs. Il était entouré de l'élite de la Brigade spéciale de commandement, constituée avec des sous-officiers (il n'y avait que trois jeunes lieutenants) qu'il avait connus pendant ses différentes affectations (notamment Oujda et El Hajeb) et qu'il avait patiemment regroupés depuis trois ans qu'il commandait l'École d'Ahermoumou. Certains comptaient des dizaines d'années de service actif, et beaucoup avait servi (trente-deux ans pour Akka) dans ces régiments de tabor ou de goum pour qui la guerre était mieux qu'un métier, une raison de vivre, et qui avaient retrouvé dans Ababou un de ces chefs inflexibles dont l'autorité absolue et le souci constant d'un entraînement fanatisant contenaient des promesses de baroud. Une certitude d'action. Des soldats techniquement exemplaires. Akka a fait partie de ces bataillons qui réduisaient les nids de mitrailleuses allemandes du mont Cassin à la baïonnette et qui se battaient à coups de pierres quand les munitions manquaient ! Ils étaient aussi les seuls à savoir (ou à avoir deviné) ce que

voulait aujourd'hui M'Hamed Ababou. Il ne s'agissait pas seulement (bien que la condition soit suffisante !) d'aller mater quelques « syndicalistes » ou d'éliminer les « traîtres et les chevelus » du gouvernement (expressions les plus couramment entendues lors du procès de Kénitra, pour servir à la défense...).

Alors que les premières rafales étaient tirées en l'air, aux deux extrémités du golf ils investissaient les bâtiments résidentiels, balançant des grenades par les soupiraux et ouvraient les portes en faisant sauter les serrures au P.M. Contrairement à ce qui se passait dehors où les grenades offensives ne faisaient que peu de dégâts (il faut être tout près ou recevoir le percuteur à bout portant pour courir un danger réel à la suite de l'éclatement d'une grenade O.F. dont le rôle, dans les conditions normales d'utilisation, est surtout de créer un choc psychologique), les explosions, dans une enceinte close, sont beaucoup plus dangereuses par la compression brutale qu'elles provoquent.

Il y avait beaucoup de monde dans les cuisines pour préparer un buffet destiné à nourrir un bon millier de personnes. Maîtres queux, servantes qui allaient et venaient, petits souillons de cuisines, tout un monde s'affairait dans les sous-sols pour qui l'explosion d'une grenade ou les rafales d'armes automatiques furent la première (et parfois la dernière) manifestation de l'irruption des mutins.

Contrairement aux golfeurs qui avaient eu le temps de s'interroger, le personnel des cuisines avait été totalement surpris.

Le témoignage d'un petit « esclave noir », que j'avais pu recueillir dès le dimanche soir 11 juillet, résume dans sa naïveté l'horreur et l'absurdité sanglante de ce « ratissage ».

« ... Nous, nous étions dans le jardin en train de servir, tout à coup des jeunes armés sont apparus de tous les côtés du jardin (le golf). Les gardes ont commencé à tirer les premiers. Moi je me suis précipité à l'intérieur... On monte sur le toit (terrasse) et on voit les balles qui passent et des corps par terre. Ils tiraient sur tout le monde. Alors chacun cherchait un coin pour se réfugier ; je descends avec la majorité. Je cours dans un coin de la cuisine où il y avait un homme qui préparait des brochettes et juste à ce moment deux soldats nous attaquent et ils disent à celui qui préparait les brochettes : « Ah oui ! vous mangez les bonnes choses et nous les déchets à Hourmoumou (Ahermoumou). » Le brochettier répond : « Oh ! merci à Sa Majesté », et le

soldat lui tire dessus en disant : « Tiens, voilà une pour toi et la prochaine c'est pour ton roi. »

C'est ainsi que M. Pierre Kremer, chef-cuisinier de l'hôtel de la Tour Hassan, avait été abattu et que M. M'Barek ben Ali, rôtiisseur au même hôtel, s'en était tiré de justesse.

La technique du combat de rue appliquée aux cuisines s'avéra aussi inefficace qu'elle était odieuse. Les tueurs d'Ababou ne trouvèrent pas le roi. Et pour cause. Par contre, ils trouvèrent les enfants ; le prince héritier Sidi Mohamed, le jeune prince Moulay Rachid (qui jouait avec son père tout à l'heure) et les deux petites princesses, avec leurs gouvernantes. Un coup de téléphone du général Medbouh les avait fait venir en fin de matinée. Ce qui n'était pas prévu, mais comme c'était le général qui téléphonait cela allait de soi.

Malgré les coups de crosses les jeunes femmes ne purent dire où était le roi, pour l'excellente raison qu'elles n'en savaient rien. Ce n'était pas leur problème. Trois soldats les bloquèrent dans l'appartement tandis que les recherches continuaient. Rafales dans les fenêtres et dans les portes : on regardait ensuite s'il y avait quelqu'un.

On n'avait toujours pas vu de soldats dans le patio alors que les premiers blessés venus de l'extérieur et l'intensité croissante des tirs ne laissaient aucun doute pour personne.

M. Lebel s'était dirigé vers le premier abri venu, cabines de bain, et avait aperçu l'ambassadeur de Belgique, M. Dupret, avancer à la limite de la perte d'équilibre. Il tenait sa chemisette soulevée et, à l'endroit exact du cœur, il y avait un petit trou. Il le fit aussitôt entrer dans la cabine la plus proche. Un médecin qui arrivait au même moment fit s'allonger le blessé. Sept ou huit personnes, dont M. Berthomieux, directeur général de l'Omnium nord-africain, suivirent de très près.

Pour le D^r Cohen le doute n'était plus permis : un blessé lui montrait son talon : il avait un petit trou dans le calcanéum. Un simple petit trou et pourtant il ne pouvait plus marcher. Sa blessure si ponctuelle paraissait absurdement abstraite. Il quittait le bord de la piscine si vulnérable, pour la cuisine située près de la grande porte, là où l'on préparait la glace pilée qui

servait aux rafraîchissements. Il y avait déjà cinq ou six personnes, qui seront bientôt une bonne vingtaine, dont le D^r Garcia. Un blessé passait dans la ruelle séparant la cuisine du mur d'enceinte : ils lui font un garrot. Ils retrouveront son cadavre dans la soirée, exactement à la même place.

Par la fenêtre on voyait des blessés et des morts, surtout dans la région de la grande porte. Il ne verra les premiers soldats pénétrer par cette porte, précisément, qu'après un bon quart d'heure d'attente anxieuse dans la cuisine, cherchant aussitôt à se cacher. Mais le local était absolument nu : aucun meuble, pas même de recoin. Devant cette impossibilité absolue de se cacher, il persuada ses codétenus virtuels de se rendre. On les entraîna vers les buffets dressés en T, alors que la violence des tirs, qui n'avait jamais cessé de croître, paraissait maximum, oppressante. Le groupe des invités était encadré par des soldats, la crosse du P.M. sur la hanche. Il retrouve Claude Binard et le D^r Hadi Messouaq, chef du service O.R.L. à l'hôpital Avicenne de Rabat, vice-doyen de la faculté de Médecine de Rabat, et l'une des personnalités les plus connues de la gauche marocaine.

Claude Binard s'était réfugié sous la toile qui reliait la salle du trône au mur d'enceinte ; il y avait déjà une demi-douzaine de personnes sous cet abri théorique. Comme l'intensité des rafales augmentait encore, ponctuée maintenant d'explosions sourdes, il quitta brusquement ses compagnons, et voyant des mouvements de panique devant la grande porte, se « ramassa » dans une cabine de bain où il y avait déjà deux hommes. Celui qui était assis respirait comme un asthmatique. « Ça va ? » Mouvement de dénégation de la tête. Il ne veut pas parler. Peut-être ne le peut-il vraiment pas, trop occupé à respirer de toutes ses forces, avec une attention maximum, concentré sur cette tâche essentielle. Il est pâle et visiblement angoissé. Il a un petit trou dans l'épaule gauche.

Le pédiatre parisien avait réellement pris conscience du drame en le faisant s'allonger, mais pensant encore qu'il s'agissait de manœuvres et qu'il avait dû y avoir une erreur dans les chargeurs. D'autres invités pénétraient dans la cabine et quelqu'un râlait : « Ils nous emmerdent avec leurs exercices. — Non, c'est sérieux, regardez... » Silence. Ils étaient maintenant une dizaine dans cette cabine dont la porte était restée ouverte, et plusieurs étaient coincés sous la douche. Ses dernières illusions se dissipèrent vite quand, en s'approchant de la porte (on se serre volontiers pour le laisser

passer !) il vit des gens étendus.

Pour la première fois il aperçut « des types ahuris avec des mitraillettes ».

Les soldats passaient derrière la rangée et vidaient chaque cabine de tous ses occupants... « Avancez ou je tire ! » Personne ne peut s'occuper des blessés. On les dirige vers les méchouis. Sur une table, un cadavre dans une position grotesque, un bras et une jambe en l'air, comme un pantin figé. Il a dû être atteint debout puis renversé par les fuyards. Il a encore un morceau de viande dans la bouche.

Cohen et Binard décident de ne plus se quitter et comme ils sont forcés de garder les bras en l'air, ils entrecroisent le bras droit avec le bras gauche, position difficile à tenir dans la bousculade mais qu'ils parviendront à garder jusqu'au bout. Le D^r Messouaq n'en sait pas plus qu'eux, et comme eux, s'intègre dans la colonne agitée des prisonniers.

Au bout de quatre ou cinq minutes (qui en parurent au moins une vingtaine), ceux qui étaient devant la porte de la cabine de M. Lebel préviennent : « On nous fait signe de sortir. » Le petit groupe, contournant la piscine, avait gagné la grande porte, marche ralentie par la vingtaine de cadavres qui en jonchaient les abords immédiats. Parmi eux le général N'michi, le grand patron de l'aviation, qui avait quitté sa table dès les premières rafales en compagnie du commandant Laraki pour voir ce qui se passait et qui avait été abattu par une des nombreuses rafales tirées systématiquement par les mutins qui devaient bloquer la principale issue du patio. Le commandant s'en était tiré car le général, placé légèrement devant lui et à sa droite, l'avait protégé et entraîné dans sa chute. Il avait fait le mort. On ne se préoccupait que de ce qui bougeait...

A l'intérieur du « rond-point » qui dégage l'accès de cette porte, un petit groupe de rebelles, au maximum cinq, le doigt sur la détente et l'œil « hagard », paraissaient à la fois surexcités et épouvantés.

Une autre section fit monter le groupe de M. Lebel, qui arrivait en colonne par trois, dans les six camions qui étaient garés parallèlement au mur d'enceinte. L'ambassadeur retrouva l'ambassadeur de Yougoslavie, un de ses chefs de service, le général Ben Larbi et le golfeur professionnel Michel de Garaïalde.

Alors que le camion était déjà plein, le fonctionnaire de l'ambassade remarqua l'homme aux cheveux blancs qu'il avait pris tout à l'heure pour M. Marty (l'ancien responsable des garages). C'était Jacques Benoist-Méchin. Un soldat relevait déjà la ridelle arrière, mais, remarquant un gonflement suspect dans la poche revolver de l'historien, il le força à redescendre. Comme la ridelle était levée, celui-ci mit du temps à exécuter l'ordre. Pendant ce mouvement, il est bourré de coups de crosses et de coups de pieds. Le soldat lui arrache alors son arme, une vieille bouffarde à tuyau courbe, qu'il balance rageusement. Il faut que le colonel Touya l'aide à remonter. Le colonel, officier de gendarmerie en retraite, est devenu un ami de la famille royale depuis l'exil malgache où il était précisément chargé de la sécurité du souverain alaouite. Il est venu spécialement de Paris pour l'anniversaire du roi. Il est aussi très lié au général Amarech Mustapha qu'il a eu sous ses ordres quand celui-ci était jeune lieutenant.

On connaît l'histoire de J. Benoist-Méchin que les journaux ont reprise très vite. Parti très tard de Rabat il avait croisé une trentaine de camions militaires sur la route de Skhirat. Des soldats en manœuvres sans doute, mais au curieux comportement. Pas de blagues, pas de chansons, une allure « sinistre » : figés sur leur banc, le regard fixe. Saisi d'un « pressentiment » il avait doublé le convoi et tenté de prévenir le roi. Mais des serviteurs l'en avaient empêché (pourtant bien d'autres invités le regardaient manger, on l'a vu) et il avait fait demi-tour pour tenter de trouver le général Moulay Hafid, chef du protocole. L'attaque s'était alors déclenchée... Les soldats l'avaient extirpé d'un petit réduit près des buffets et dirigé vers les camions.

Dans la salle du trône, M. Stuart W. Rockwell avait probablement été un des seuls à reconnaître le général Medbouh entré peu de temps après que le roi eut disparu dans la dépendance. Il était seul, sans armes et semblait parfaitement savoir où il allait. Il est toujours en Lacoste blanche et pantalon vert olive, tête nue. Il frappe à la petite porte qui communique avec le vestiaire, donne son nom, patiente un peu. Il entre. Il ressort quelques instants plus tard (deux ou trois minutes au maximum), toujours seul. L'ambassadeur U.S. à qui il avait donné rendez-vous pour le golf du lendemain s'était approché et lui avait demandé ce qu'il fallait faire. « Restez là, ne bougez surtout pas ! » répond le général sans se départir de sa courtoisie habituelle ni de son « calme sévère ». Son évidente maîtrise de soi est très rassurante pour son interlocuteur.

Très peu de temps après, des soldats étaient entrés pour faire évacuer la

salle, sans se préoccuper de la petite porte.

Michel Roger était sorti dans les derniers en soutenant un blessé et avait pris conscience de l'« horreur de la situation » après avoir contourné la piscine, dans le mouvement général qui entraînait les prisonniers vers les buffets où on les regroupait avant de les faire sortir par la grande porte. Il n'avait vu jusque-là que des blessés relativement légers (dont celui qu'il soutenait). Il marchait maintenant sur des cadavres et des blessés écroulés là où les balles les avaient fauchés. Et les soldats étaient beaucoup plus nerveux que ceux qui leur avaient fait évacuer la salle du trône : doigt crispé sur la gâchette, totalement dépourvus de maîtrise. Obligé de lever les bras en l'air, il dut laisser tomber « son » blessé. Insupportable sentiment d'impuissance...

La grenade qui avait roulé devant lui avait fait abandonner son optimisme à G.-J. Fouchères. Les soldats qu'il avait vus ne venaient pas pour sauver le roi puisqu'ils jetaient des grenades sur sa tente ! Retrouvant son ami Roger devant la salle du trône, il lui conseille de se sauver avec lui, mais ils sont séparés par la foule. L'investissement ne faisait plus de doute ; pourtant, en croisant le colonel Benhamou qui revenait de la cuisine avec une coupe de glace à la main, il n'avait pu s'empêcher de picorer deux cuillerées de vanille (entourée de cerises confites !) : « C'est la dernière chose que je mange. » Conscient de faire un mot, sans savoir si c'était pour se rassurer ou par un sain réflexe de dérision ! Il y avait foule devant la salle, une foule qui s'interrogeait. Un homme tombe. Il râle, ça se gâte vraiment ! Il fallait déguerpir, et vite. Mais il ne peut convaincre le colonel ; d'ailleurs on discutait devant la salle : ce n'était pas encore la panique.

Il se tourne vers la terrasse : la dernière vitre était cassée, et les musiciens et les serviteurs qui tentaient de franchir cette brèche se faisaient décimer par des tirs dont on ne voyait pas l'origine. Ce groupe compact et grégaire formait une trop belle cible ; il fallait trouver une autre issue, vers le sud. Au milieu des arcades, il se décide, prend une chaise, la trouve trop fragile et s'arme finalement d'un fauteuil qu'il balance dans la vitre. Le vieillard qui somnolait dans le fauteuil et qui, apparemment, n'avait rien compris, proteste : « Mais voyons, Monsieur, Monsieur ! » Il brise soigneusement les éclats de verre et franchit d'une foulée les trois marches qui amènent du niveau de la terrasse à celui de la plage. Pour la première fois, il a peur. La panique le bloque un instant. Foncer vers la mer et nager pour se mettre hors

d'atteinte des armes automatiques ?

Finalement sans avoir conscience d'avoir pris une décision il court le long des vagues qui mouillent le bas de son pantalon, vers Casa, vers le sud ; il y a peu de monde dans cet axe...

Serge Morax avait mis davantage de temps à se décider, après avoir vu le roi se lever. Toujours avec son père, il avait traversé les arcades au niveau de la douzième, mais une fois sur la plage, c'était la « marche-hésitation ». Ils avançaient, reculent. Il était très difficile de choisir une direction car on entendait tirer de tous les côtés : on voyait des gens tomber mais pas les tireurs ! Il n'y avait même plus d'issue vers la mer, puis des rafales faisaient gicler les vagues étales de la marée haute. On voyait un groupe de fuyards foncer vers l'Amphitrite et un deuxième groupe nettement en retrait du premier, qui hésitait, ralentissait sa marche, s'arrêtait complètement puis revenait vers le palais. Il était toujours impossible de deviner pourquoi. Toujours pas de soldats en vue. Après des questions sans réponses, le père et le fils s'étaient mis à l'abri d'un petit parapet. Il devenait urgent d'attendre.

Tout près d'eux le gouverneur de la préfecture de Rabat Salé, Moulay Abdeslam Ouazzani, s'efforçait lui aussi d'occuper le moins d'espace possible.

Devant lui, pas de blessés, mais sur la mer qui paraissait houleuse (pourquoi houleuse ?) trois bateaux qui lui donnaient de nouveau envie de fuir par la mer. Puis les gens installés comme eux contre le parapet, mais vers le sud, se levaient, bras en l'air, se rendant à un ennemi invisible qui apparut bientôt ; les mutins, déployés en tirailleurs, rabattaient les invités vers l'arcade centrale (la ligne droite de la terrasse est interrompue par un massif qui décroche vers la plage) où confluaient dans la bousculade les invités ratissés au nord comme au sud. Ceux-là étaient armés de fusils semi-automatiques MAS 49 (rectifié 56 !) à dix coups dont les baïonnettes faisaient activer les traînards.

En montant les quelques marches qui mènent à la terrasse, il est séparé de son père par des remous humains et se retrouve dans les tout derniers, en grand danger, craint-il, d'être descendu si les mutins se mettaient à tirer dans le tas pour accélérer le mouvement. Ne pouvant s'empêcher de se retourner, il avait vu ainsi les derniers fuyards fonçant vers la mer se faire descendre, par le F.M. en position au coin sud-ouest.

Avant de prendre la direction de la grande porte, Jean Cohen et Claude Binard avaient vu le flux qui ramenait les fuyards de la plage (le groupe « Morax Ouazzani »), dont un certain nombre de blessés, et venait grossir les rangs de leur cohorte dont le mouvement était ponctué d'ordres toujours terminés par « ou je tire ». Comme ils l'avaient déjà fait, personne ne tentait même de traîner. Un garde noir avait été abattu par une balle qui, après avoir traversé le maxillaire supérieur, s'était plantée dans la carotide : le sang giclait par à-coups réguliers, au rythme du pouls faiblissant. Le regard se voilait.

« Avancez ou je tire ! »

Dans les méchouis effondrés les cadavres étaient écroulés dans les quartiers de viande. Pour éviter un blessé, Jean Cohen tente de s'écarter un peu, entraînant évidemment avec lui Claude Binard.

« Levez les bras ou je tire. »

Parfois les mutins échangeaient quelques mots en arabe. Pas d'officiers en vue. Pour la première fois Jean Cohen pouvait tenter de faire un tri parmi les questions inévitables. On tirait encore. Sur qui donc ? Contre des adversaires en maillot de bain, n'étaient-ils pas totalement maîtres de la situation ? On les faisait maintenant s'allonger sur le rond-point devant la grande porte. « C'est la foire. » De nouveaux prisonniers arrivaient sans cesse de l'intérieur.

Serge Morax fermait presque la marche, tout à fait à l'extérieur du rang par dix. A quelques mètres sur sa droite, mais légèrement en avant, un mutin armé d'un MAS 49 surveillait leur progression. Son voisin de gauche, légèrement en retrait, se lamentait et paraissait supplier. S. Morax ne comprenait pas ce qu'il disait, mais il comprenait très bien que le mutin s'énervait. Il épaula, vise tranquillement. Le MAS claque sèchement et S. Morax sent une brûlure dans le dos et dans le même temps son voisin lui tomber dessus. Le cadet a rabaisé son arme. S. Morax enjambe le cadavre, ou le blessé, il ne le saura pas. Son nouveau voisin le rassure : ce n'est rien, un trou dans la chemise et une éraflure.

De tous les autres points du palais, des files identiques par la composition mais très inférieures en nombre étaient dirigées vers le rond-point de la

grande porte.

Le groupe Ardant-Smith-El Marrachi, qui venait de la tente à champagne, avait conflué avec le groupe Safar-Grobglas, qui venait de l'infirmerie (grosso notamment de serviteurs et de golfeurs capturés tardivement), au niveau de la petite porte.

Ils n'avaient pas été soumis au même régime de la fouille. La colonne venue de la tente à champagne était passée dans un corridor formé de deux rangées de cadets, l'arme à la main, fouillant de l'autre. Il n'y avait apparemment pas d'officier à ce niveau et les soldats déployaient un zèle brouillon. Chacun était fouillé une bonne demi-douzaine de fois. La fouille à peine terminée était reprise par le suivant avec la même brutalité maladroite pour être recommencée deux cadets plus loin. Depuis un moment il n'y avait plus rien pourtant dans les poches retournées comme des chaussettes.

Le pantalon mauve, flambant neuf, d'El Marrachi (taille basse, pattes d'éléphant) avait déclenché la hargne d'un cadet : « Tu es en tenue de minet, vous dansez le jerk ici, alors que les autres n'ont rien ! Vous allez voir ! » Puis, en arabe cette fois, des injures ordurières : « *Nal din mouk* » (Putain de ta mère), etc. Il lui arrache sa montre et la piétine rageusement.

Smith, avec un flegme qui sera mortel pour d'autres dans des circonstances analogues, demande s'il peut conserver son portefeuille dans sa main droite, tout en gardant évidemment les bras en l'air. C'est accordé sans difficultés.

Un soldat prend les clefs de voiture de Ph. Ardant et les balance derrière lui. Moment pénible pour le diplomate qu'on met ainsi symboliquement hors d'état de partir. Définitivement ? En quittant les abords immédiats de la tente, il avait vu un fusil mitrailleur en batterie devant la petite porte tandis que des soldats, en position sur les toits, mitraillaient sans répit l'intérieur du patio, là où se trouve la tente du roi.

On tirait dans toutes les directions. Les assaillants étaient partout, parfaitement armés et apparemment bien encadrés, donnant l'impression de savoir parfaitement ce qu'ils faisaient. De la fumée montait déjà du coin le plus éloigné des appartements...

Ne pouvant plus faire monter leurs prisonniers (groupe « Schelleberg ») dans la voiture désormais sans chauffeur, les mutins entreprirent d'en faire descendre les femmes affolées et de les diriger tous vers le rond-point.

Aussitôt après le départ si brusque du général Medbouh, les officiers et le joueur de golf qui l'accompagnaient étaient montés dans un des wagons-salons (ce sont de vieux wagons style 1925 meublés de banquettes et de petites tables qui permettent aux starters de golf de travailler plus à l'aise) qui sont situés à moins de cent mètres du palais dont ils ne sont séparés que par de petits jardins et l'esplanade d'accès. Les assaillants étaient alors entre le wagon et le mur d'enceinte. Les officiers (trois colonels, adjoints du général Medbouh, à la Garde royale ou à son cabinet de directeur de la Maison militaire, et un chef d'escadron) étaient encore convaincus qu'il s'agissait de manœuvres.

De la fenêtre ils avaient parfaitement pu voir M. Ahmed Osman, beau-frère du roi (actuel directeur de son cabinet particulier), écarté du bras un des soldats qui investissaient la petite porte. Comme il se dirigeait vers l'intérieur du palais, personne ne s'était opposé à sa progression, les tentatives de mouvement se faisant plutôt dans l'autre sens, notamment autour de la grande porte, où, là, on tirait à vue.

Leurs illusions ne se dissipèrent qu'au bout d'un quart d'heure, quand deux balles encadrèrent le golfeur qui faisait les cent pas tandis que ses compagnons, assis sur les banquettes, attendaient que le calme revienne pour pouvoir aller manger.

Épargné de justesse il revient vers eux : « C'est sérieux, on tire vraiment. » Ce dont ils étaient déjà persuadés sans pouvoir croire encore à un coup d'Etat.

Un soldat balança en direction de la porte (ouverte) du wagon une grenade, qui explosa à moins de deux mètres, et mit les occupants en joue avec son P.M. L'officier qui se trouvait le plus près de lui refusa de lever les bras, protestant de son grade. Bien entendu tous les officiers présents étaient en civil. Le premier à obtempérer fut M. Jal Tazi, beau-frère du général Medbouh, suivi des quatre autres occupants (quelques minutes plus tôt deux des officiers avaient réussi à s'échapper). Le soldat avait reçu des renforts. « Les mains en l'air, descendez ou je tire. »

Sur le rond-point il y avait déjà une centaine de personnes, surtout des cuisiniers, des serveurs et des musiciens. Auprès d'un camion deux cuisiniers reconnaissables à leur tenue, gisaient dans une mare de sang ; c'étaient les premiers morts qu'ils voyaient.

Le groupe d'otages grossissait de minute en minute. Une trentaine de

femmes en kaftans multicolores arrivaient pratiquement en même temps que les occupants du wagon. L'une d'elles demanda ce qui allait arriver. Personne n'osa lui répondre.

LES ÉVADÉS

Gaston-Jean Fouchères se sentait relativement rasséréiné. C'était bien relatif, compte tenu de l'intensité des tirs, mais enfin il avait mis un fossé entre les tueurs et lui.

Comme il avait trop mangé pour vraiment sprinter il se contentait de trotter à petites foulées courtes et économiques, du style « trot indien ». Il pense un instant enlever ses chaussures et y renonce, « ça ferait trop Sinai ». Il était à peine essoufflé, entendait très bien des tirs beaucoup plus proches que tout à l'heure, sans savoir sur qui l'on tirait, si toutefois on tirait sur quelqu'un précisément. Des fuyards le doublaient puis repiquaient vers les « falaises » (ce sont des dunes fixées) qui prolongent le palais vers le sud. Certains tombaient, touchés par des tireurs invisibles. Il avait dû parcourir deux cents ou trois cents mètres depuis l'arcade, tout au plus. Son voisin tombe tout à coup. Plus exactement, il se rend compte qu'il ne court plus contre lui. Il s'arrête pour regarder le blessé. C'était déjà un cadavre. Une balle dans le côté gauche de la tête, juste au-dessus de l'oreille. Un seul trou. On tire donc des dunes. Le sang n'a même pas coulé sur la chemise brune à impression en camaïeu (il le reverra à la morgue, dans la soirée).

C'est un F.M. qui tirait maintenant, beaucoup plus dangereux que les P.M. Surtout ne pas s'arrêter de courir, empêcher ainsi le pointeur de rectifier son tir, mais il ne pense pas varier brusquement sa trajectoire. Il est près maintenant d'espèces de petits hangars à bateaux : abri tentant. Il allait s'y installer quand il aperçoit une femme qui en haut de l'escalier de *l'Amphitrite* appelait des gens derrière lui. A moins que ce ne soit lui. « Venez par là, venez. » Instinctivement, il monte l'escalier et se rend compte à mi-hauteur qu'il offrait une cible magnifique aux tireurs des dunes. Ce n'était pas le moment de se faire flinguer si près du but. Les dernières marches sont raides. Dans la salle de restaurant, les gens lui paraissent totalement anachroniques ou plutôt hors du temps. Du temps qu'il vient de vivre, quand il ne percevait plus la plage que comme un espace abstrait, théorique, non identifiable même, où il importait de courir, c'est-à-dire de vivre, toutes ses facultés

tendues dans l'analyse des bruits, c'est-à-dire de la mort, escamotant même les odeurs salines, le soleil vers lequel il courait pourtant, et les vagues qui aspiraient le sable sous ses chaussures lourdes et qui ne pesaient pourtant pas.

Il y avait des blessés, non pas des invités, mais de simples baigneurs qui s'étaient fait mitrailler comme tout ce qui bougeait ou qui, tout simplement, se trouvaient près du palais. Un jeune couple mangeait un steak frites et engueulait le garçon qui se précipita. Il ne se passait rien. Une voix demandait un médecin. Insistait encore. Il se lève machinalement, (mais s'était-il assis ?), après avoir imperceptiblement hésité.

Pansements sommaires, ce ne sont que des serviettes de table (propres). Mais ce sont des blessés légers qui ont surtout besoin d'être rassurés. Le médecin-colonel Ledétenté arrivant alors examinait les pansements, sans illusion sur leur efficacité. Redevenus professionnels sans transition, les deux hommes décidèrent de partir vers l'hôpital militaire Mohamed-V puisqu'on n'avait plus besoin d'eux ici.

Il y avait trois soldats devant la porte, une des patrouilles de garde au large du palais et qui n'a rien compris aux événements. Se présentant comme sous-lieutenant et médecin, G.-J. Fouchères demande une voiture. « Immédiatement. » C'est la première fois de sa vie qu'il se sert de son grade. « Immédiatement. » Le soldat n'a pas dû entendre, qui le fait circuler d'un mouvement autoritaire, mais pas menaçant, du canon de son P.M.

C'était en fait les premiers éléments rebelles envoyés pour assurer le bouclage complet du palais, côté sud. Les deux médecins partent à pied sans reprocher quoi que ce soit à un fonctionnaire consciencieux...

... Lescot (c'est évidemment un pseudonyme) avait probablement été un des tout premiers à franchir les arcades. Il avait cassé la vitre d'un coup de pied et brisé les éclats trop aigus avec son coude, suivi par un petit groupe qui avait sauté derrière lui. Filant d'abord vers la mer, il avait infléchi sa trajectoire vers la zone d'arbres et de végétation discontinue qui prolonge le palais, immédiatement en bordure de plage, vers le sud. Plié en deux pour éviter les balles qui sifflaient, et se félicitant de n'avoir mangé que des pastèques !

Suspendant son effort, il hésita avant de couper vers les eucalyptus et reconnut parmi ceux qui l'avaient suivi tout à l'heure l'ambassadeur d'Autriche et Mohammed El Fassi que sa silhouette imposante et son

éternelle djellaba rendaient très repérable. D'une vieille famille fassie, il avait été précepteur des fils du sultan Mohammed Ben Youssef pendant le protectorat.

Ils sont arrêtés par une patrouille avant d'avoir pu se décider à quoi que ce soit. Les soldats (ce sont les premiers qu'ils voient) étaient menaçants, armes braquées sur le nombril des fuyards, mais pas « délirants ». Le ministre expliquait qu'ils n'étaient que de simples estivants effrayés par le bruit des armes. Dans l'impossibilité de comprendre la situation, ils cherchaient tout naturellement à s'éloigner du danger. Les cadets poursuivent alors leur ronde sans autre menace, apparemment ignorants du fait qu'on se baigne rarement en djellaba, et en chaussettes...

Peu désireux de risquer de s'expliquer à nouveau dans de moins bonnes conditions peut-être, le groupe « Lescot-El Fassi » décide de se cacher dans un creux de sable qui les mettra au moins à l'abri des balles perdues. Ils allaient y rester un bon quart d'heure jusqu'à ce que les tirs cessent (ou du moins jusqu'à ce qu'ils n'entendent plus rien !)

En se rapprochant d'un mur bordé d'eucalyptus, ils entendent de nouveau des rafales.

Chacun s'aplatit derrière un arbre sauf le ministre qui constitue pourtant une trop belle cible. « Venez, Excellence ! — Non, non, ce n'est pas la peine. »

Une patrouille apparaît et le diplomate crie : « Je suis l'ambassadeur d'Autriche, je suis ambassadeur. » Les soldats poursuivent sans plus les inquiéter. Juste après (et cela ne représente qu'une trentaine de mètres car on marche à pas comptés !), nouvelle patrouille. Nouveau succès des explications ministérielles. Mais le chef de file (involontaire, oh combien !) des « baigneurs » ne se décide pas à s'engager dans le chemin. C'est un juge à la cour d'Appel : il doit attendre un supplément d'information et pousse son voisin : « Vous, allez-y : je vous suis. — Et pourquoi n'y allez-vous pas ? » Le magistrat quitte son arbre à regret et s'engage dans le sentier, avec la prudence qui doit caractériser tout disciple de Thémis...

Dans les jardins de l'Amphitrite une brigade entière fouillait les arrivants. Lescot se sent franchement mal à l'aise. Dans sa poche il y a des photos couleurs du roi qu'il avait prises l'année dernière, précisément lors de la réception donnée pour son anniversaire, et qu'il comptait lui offrir dans l'après-midi.

Taïeb Filali, le directeur de l'hôtel, intervient juste à temps. « Laissez-le :

je le connais bien ; il n'a certainement pas d'armes ! » Lescot en profite pour laisser glisser à terre les photos compromettantes.

Dans l'hôtel où ils devenaient effectivement prisonniers, il y avait le président de la Chambre des députés, M. Ahmed Ben Bouchta, le D^r Med Benhima qui avait été Premier ministre en 1967, et son frère.

On écoutait la radio pour essayer de savoir ce qui se passait à moins d'un kilomètre de là...

La voiture qui emmenait Louka Palamarchouk et Yvan Vassiliévitch Archipov à Rabat avait été obligée de ralentir à l'entrée du parking sud-est à cause d'un camion militaire chargé de soldats en armes, que l'on voyait parfaitement de l'extérieur, appuyés sur le canon de l'arme qu'ils serraient entre leurs genoux. Mornes comme des factionnaires. Ce camion était là depuis un moment et n'avait suscité l'attention de personne. Il était à peu près 14 heures ; la grosse américaine avait ensuite tourné à gauche, en direction de Rabat, de cette allure molle qui caractérise les voitures sortant de Detroit.

Un peu avant les Sables d'Or, trois camions barraient la route nationale Casa-Rabat et le détachement de soldats arrêtait les voitures qui venaient de Rabat mais laissait passer celles qui venaient de Casa. Le filtre fonctionnait à sens unique et la voiture portant fanions rouge à étoile verte, et rouge à faucille plus marteau, passa sur l'accotement sans que les motards aient besoin de discuter, et ils avaient repris leur formation en flèche sans rien perdre de leur impassibilité.

La colonne de camions qu'ils avaient croisée à moins de cinq cents mètres de l'entrée du palais n'avait donc rien d'anormal.

Après avoir discuté une nouvelle fois du dîner organisé pour le lendemain, S.E. Palamarchouk demanda au chauffeur et aux motards de « se disposer » en conséquence.

Quelques jours plus tard, lorsqu'il viendra lui présenter le message de sympathie de Nicolay Victorovitch Podgorny, président du Soviet Suprême, le roi le félicitera d'avoir eu « dix minutes de chance ».

Ces dix précieuses minutes n'auront pas manqué non plus à son troisième conseiller, Wladimir Korountchenko, qui avait quitté le buffet moins d'une dizaine de minutes après lui, en compagnie de l'ambassadeur de Bulgarie.

Il était descendu de la 220 SE Mercedes de l'ambassade pour guider le chauffeur qui avait du mal à s'extirper du désordre automobile. En reculant,

face à la voiture, il avait heurté quelqu'un. Se retournant pour s'excuser il s'était retrouvé nez à nez avec un soldat, bretelle de P.M. à l'épaule. Il n'avait eu aucun geste de menace. Derrière lui il y avait un camion ; les soldats « figés » sur leur siège paraissaient « tendus ».

Il avait regagné la Mercedes maintenant dégagée.

C'est en descendant le petit chemin qui rejoint la Nationale qu'il avait entendu les premiers coups de feu. Il n'y avait pas de barrage sur la route.

Mais en arrivant place Piétri à 14 h 30 il avait vu deux ou trois camions stationnés à l'angle de la place et de l'avenue Urbain-Blanc. Des soldats paraissaient flâner autour. A cette heure-là, la plupart des petites boutiques du marché sont fermées.

Après s'être changé, le troisième conseiller avait fait la seule chose à faire par un temps pareil, piquer une tête dans l'eau fraîche de la piscine de son club.

Écrasé par la chaleur, Jean-Marie Juge somnolait dans son cabanon (c'est le nom rituel donné à ces petites constructions qui ne sont ni des cabanes à lapins — enfin pas vraiment — ni des villas en dur, et qui parsèment la côte, irrégulièrement, d'Agadir à Oujda (Saïdia). C'est l'abri du week-end, suffisant quand on n'est pas un fanatique de la climatisation.

Un bruit de pas précipités qui faisaient crisser le sable n'attira même pas son attention, le pouvoir lénifiant du soleil est vraiment sans faille.

La nouvelle que lui apportait Ahmed X..., rédacteur en chef d'un quotidien de langue française, était pourtant stupéfiante. Un groupe de soldats — on n'en savait pas plus — avait attaqué le palais du roi pendant la réception. Averti par des « survivants », le journaliste marocain avait tenté de téléphoner à un poste périphérique parisien, mais les circuits étaient occupés. C'est pourquoi il avait foncé au cabanon prévenir le correspondant à Rabat de l'Agence *France-Presse*.

Cette fois J.-M. Juge était bien réveillé.

Finalement, c'est une camionnette R4 qui avait emmené le médecin-colonel Ledétenté et G.-J. Fouchères au premier croisement sur la route Rabat-Casa. A la hauteur du palais il y a trois routes :

- 1° la S222 qui longe le palais, au plus près de la côte ;
- 2° la P36 qui arrive de Mohammedia et qui rejoint la PI au nord du village de Témara (à ne pas confondre avec Témara-Plage, à 3 km) ;

3° la PI, appelée la route de l'intérieur.

Les trois routes sont reliées par des petits chemins anastomoses qui déterminent autant de carrefours.

Une voiture « makhzen », vert olive, les suivait. G.-J. Fouchères demande à leur chauffeur de la laisser passer. Elle ouvrira la route !

Au carrefour de la S222 et de la P36 des gendarmes imperturbables continuaient de faire dévier la circulation pour éviter le palais, comme ils le faisaient depuis le matin. Leur chauffeur allant vers Casa, ils continuaient à pied, direction de Rabat, quand des rafales, puis des sifflements de balles, très près, les avaient fait plonger dans le fossé. « Baisse-toi. » Le colonel tutoyait le sous-lieutenant dans le feu de l'action.

Beaucoup de circulation, mais les voitures filaient sans s'arrêter. Une Fiat 1500 grenat freine enfin. C'est un homme d'affaires de Casa. Visiblement à son aise. Costume léger de bonne coupe, mocassins impeccables. Il s'exprime dans un français châtié, et les écoute parler à mots couverts. A la hauteur du palais (2 km. à vol d'oiseau) une fumée épaisse intrigue le conducteur. « Oui, il se passe quelque chose au palais... »

Fait un détour pour les laisser à Témara ville, s'excusant de ne pas faire plus mais visiblement il ne tient pas à s'éloigner de ses bases. « Les routes seront certainement bloquées... »

Une autre voiture avait fini par s'arrêter. Le conducteur, maigre et petit, ne parlait pas un mot de français. « *Là bes ?* » (Ça va ?) Oui, « *Là bes* ». C'était plutôt un souhait qu'une constatation. Le moral était au plus bas chez les deux hommes qui se demandaient s'ils n'étaient pas les seuls survivants de l'hôpital. Leurs collègues restés là-bas sont certainement morts. On avait entendu le mortier, et maintenant, cette fumée... On ne retrouvera que des cadavres sous les ruines fumantes. « C'est foutu. On massacre tout ! »

Le chauffeur était imperturbable. Ses passagers sont des toubibs ? Alors il sort une boîte d'analgésique contre les céphalées, de sa boîte à gants.

« *Méziane ?* » (Bien ?) Oui, bien. — Vraiment ? Oui, très très bien. »

Il est content. Il roulait doucement. Un petit soixante à l'heure, sans changer de vitesse malgré les côtes qui suivent les ponts enjambant les oueds côtiers. La musique andalouse de l'autoradio devenait insupportable. C'était la même que celle de tout à l'heure au palais ; est-ce pour cela qu'elle est si crispante ? La route aussi. On ne disait rien dans la voiture.

IV

L'attente

« ABABOU EST DANS LE COUP, IL ME SEMBLE L'AVOIR RECONNU. »

SKHIRAT, 14 h 40

Ce qui avait frappé le D^r Khatib quand il avait vu le général Medbouh pour la troisième et dernière fois de la journée alors qu'il traversait la salle du trône pour frapper à la porte qui communiquait avec les dépendances, c'était sa déférence.

Après avoir donné son nom, il avait attendu un moment, une ou deux minutes au maximum, sans se départir de son attitude habituelle qui était si particulière. Tête baissée, regardant de trois quarts, les yeux perdus non pas dans le vague bien qu'il ne fixât rien en particulier, mais plongés dans une méditation intérieure dont rien ne transpirait jamais, dans une attitude qu'on aurait pu appeler un garde-à-vous, mais sans la raideur inhérente à ce geste qui est d'ordinaire circonstanciel et qui chez lui était permanent.

C'était un homme absolument réservé, chez qui l'attitude physique était exactement la traduction d'une manière d'être morale. On pourrait même dire professionnelle. Il avait toujours eu la réputation d'être un homme connaissant parfaitement sa place, toujours là quand on avait besoin de lui et quand il estimait devoir être là, mais s'éclipsant quand il estimait son rôle terminé. Trop ambitieux pour être intrigant et courir le risque d'être importun avant que de paraître indésirable. Sa carrière avait connu une courbe ascendante depuis 1958, sans heurts apparents et encore davantage sans défaillance, courbe qui ne serait qu'une parabole peut-être, mais dont le sommet paraissait pouvoir être indéfiniment prolongé. Il avait donné une

preuve éclatante et remarquée de sa fidélité et de son habileté en s'intégrant pour mieux le dénoncer au complot de 1963 (selon la version habituellement répandue⁷).

Devant la porte close, c'était bien le directeur de la Maison militaire qui attendait que le roi accepte de le recevoir. Ce dernier était à ce moment dans la partie la plus éloignée de la pièce où se tenaient déjà les « civils » du groupe « De Gennes-Tour aines - Chaumet » qui pouvaient entendre ce qui se disait de l'autre côté sans le comprendre ni voir ce qui s'y passait. Medbouh avait entraîné le roi un peu à l'écart (c'est relatif, compte tenu de l'exiguïté du local) : « Ababou est dans le coup, il me semble l'avoir reconnu. Acceptez-vous de lui parler ? » Puis il avait insisté : « C'est Ababou, j'en suis sûr. »

Le roi avait refusé la « procédure » proposée dans les termes que l'on a maintes fois rapportés. Aucun des occupants du « bunker » n'avait jusque-là de raisons de mettre en doute sa fidélité. Il n'accomplissait là, somme toute, qu'une mission d'informateur, même pas de diplomate et encore moins d'émissaire plénipotentiaire. C'était logiquement son rôle de chef de la maison militaire.

Pourtant, deux hommes avaient senti alors que son comportement n'était plus strictement irréprochable : Oufkir avait suivi machinalement le roi qu'entraînait Medbouh. Tout à fait normal. Un des ministres avait aussi esquissé un mouvement. Medbouh les avait stoppés d'un geste sec. Et sur un ton qui ne lui était pas du tout habituel, il leur avait ordonné de rester là.

Oufkir et le ministre étaient donc restés quelques pas en retrait pendant tout le temps de la très courte conversation. Ils n'avaient évidemment rien dit, mais leurs regards s'étaient croisés : ils avaient compris la même chose au même moment...

Le roi répétait une dernière fois : « Non je ne discuterai pas avec Ababou... »

Mais déjà Medbouh ressortait. Il n'avait pas eu son sang-froid habituel : les lèvres pincées, voulant paraître calme mais n'y parvenant pas, et le teint jaune qui est la pâleur de ceux dont la peau est foncée (il était très brun.)

Pourtant, dans la salle du trône il avait assez bien repris son self-contrôle

pour que son calme puisse rassurer Stuart W. Rockwell qui l'interrogeait sur l'attitude à suivre (cf. *supra*). Il était alors 14 h 45, 14 h 50 au plus.

Le roi et son entourage pénètrent dans la pièce où se tenait le petit groupe de civils entrés au hasard, par deux ou trois, sans savoir que le roi était déjà rentré dans l'autre pièce ou allait y rentrer. Il ordonne de fermer les portes. La fusillade est moins forte ; elle diminue nettement mais indiscutablement. On ne peut évidemment le savoir du « bunker », mais la première partie du plan des conjurés est en train de s'achever. Toute la « population » du palais (sauf évidemment les fuyards qui n'étaient pas prévus, cette hypothèse n'ayant même pas été soulevée car il paraissait impensable que des civils en maillot de bain puissent échapper à un bataillon parfaitement entraîné et armé !) est regroupée devant la grande porte. Ceux qui n'y sont pas sont bloqués à l'Amphitrite.

Il n'y a donc plus de raisons tactiques de tirer. Des rafales sèches et courtes claquent encore, qui vont en s'espçant, le plus souvent lointaines.

La notion habituelle de temps n'a plus cours ici. On parle peu, ou pas du tout, et, surtout au début, toujours à voix très basse.

Le roi regardait fréquemment par le trou de la serrure, ce que personne d'autre n'osait faire, tandis que le général Oufkir se tenait sous le vasistas qui éclaire le local, constamment attentif au danger qu'il représente car il est ouvert et on ne peut le fermer de l'intérieur. C'est le seul militaire (avec le général Moulay Hafid) et il a pu apprécier tout à l'heure l'anarchie apparente des tirs et des jets de grenades. Sachant les ravages que peut causer une grenade offensive dans une enceinte close comme celle-ci il était aux aguets, prêt à relancer tout projectile balancé par ce fichu vasistas. Bien entendu, personne ne stationnait dessous, chacun essayant de s'en écarter au maximum, compte tenu de l'exiguïté du lieu et du nombre relativement important des personnes présentes.

Avec son ministre de l'Intérieur, le roi essayait de faire le point, d'identifier les assaillants, parlant en français et en arabe. Les témoins percevaient des bribes de réflexions (ce n'est pas vraiment un dialogue, mais des phrases coupées de longs silences, de coups d'œil dehors, de déplacement dans la pièce, de silence encore).

« Ce sont bien les soldats d'Ababou, c'est l'unité la plus structurée de mon armée. »

« C'est lui qui... »

« C'est un officier de grande valeur. Il est sorti de notre académie militaire

(Dar El Beida, à Meknès). »

« C'est un ami de Moulay Abdallah (il avait été en effet aide de camp du prince)... »

« Il avait tout ce qu'il fallait... »

Le colonel M'Hamed Ababou était en effet à trente-deux ans le plus jeune et le plus brillant officier de l'armée marocaine, et n'avait rien d'un officier aigri par le temps, les garnisons sans gloire, et la médiocrité financière. Et le roi, qui était major général des Forces armées royales quand il était prince héritier, connaît parfaitement le curriculum de tous les officiers supérieurs. C'est du palais, et non de l'État-Major qui s'occupe en fait de l'intendance, que partent les promotions.

Ababou ne manquait de rien. C'est vrai. Alors que son père n'était qu'un simple cheikh sans fortune (on le connaît sous le nom de cheikh Messaoud) de la région d'Aknoul (le pays natal de Medbough), il pouvait se permettre d'envisager, et l'affaire était pratiquement faite, l'achat d'une propriété de quarante millions sur la côte méditerranéenne. Le marchand de biens qui traitait avec lui s'était même dit à l'époque (en juin) qu'un pays où les colonels pouvaient se payer des « cabanons » de ce prix ne risquait pas de pronunciamiento !

Il n'était pas le seul de cet avis. Ababou passait en très haut lieu pour le type même de l'officier sur qui on pouvait compter à 100 % en cas de coup dur. S'il n'y en avait qu'un, il serait celui-là.

On ne pouvait que se laisser entraîner par le dynamisme impressionnant de ce Rifain né pour commander et qui prenait si bien l'attitude de Napoléon, la main gauche dans l'échancrure de sa chemise ou de sa veste de treillis...

Bien qu'absorbé par l'analyse de la situation, trahi par le général commandant sa maison militaire, attaqué en pleine fête d'anniversaire par le plus brillant et le plus sûr de ses officiers supérieurs, ignorant l'étendue exacte des victimes et leurs qualités, ne disposant que du seul Oufkir absolument désarmé (il est en pantalon de toile et chemise Lacoste blanche, comme celle de Medbough), le roi ne se désintéressait pas de ses compagnons d'infortune. Faisant dans l'ensemble bonne figure, malgré cette sensation si aiguë d'être au cœur du drame, ils en attendaient évidemment des éléments d'appréciation et des raisons d'espérer, ou tout au moins de ne pas désespérer.

« Taisez-vous, ne dites rien... »

« Je ne comprends pas, j'essaie de faire l'analyse de la situation... »

« Ne bougeons pas... j'attends des renforts... »

« Silence, silence... »

Personne n'osait demander, ni même se demander, de quels renforts il pouvait bien s'agir ni comment le roi avait pu communiquer, s'il s'agissait seulement d'une « consolation » ou s'il était réellement impensable que le roi du Maroc puisse être totalement surpris et isolé.

C'était trop incroyable, effectivement, les forces loyalistes allaient intervenir !

On s'installait dans une attente sans épaisseur ni points de repère.

L'accalmie dans laquelle ils avaient insensiblement glissé avait été subitement rompue par les soldats qui, après avoir fait évacuer la salle du trône (groupe Khatib-Rockwell-Roger), la nettoyaient à la grenade. Les dernières vitres éclataient sous les rafales de P.M. Puis le calme était revenu d'autant plus étonnant qu'on s'était attendu à voir arriver les tireurs qui vandalisaient de l'autre côté de la si mince cloison.

Le roi s'était tourné vers ses « hôtes », l'importance des dégâts ne faisant pas de doute : « Je ne suis pas assuré contre les dommages de guerre, d'ailleurs les assurances ne marchent pas dans ce cas-là » ; puis en souriant toujours il avait demandé à Jacques Chaumet (un des plus importants bijoutiers-joailliers de la place Vendôme) si sa montre marchait encore.

Elle marchait.

« Ne vous inquiétez pas. Vous aurez la vie sauve. C'est le destin. Il faut attendre. C'est le destin. »

Il le répétera plusieurs fois, c'est le destin, en leitmotiv espacé et qui paraissait dépourvu d'inquiétude.

Le général Ouf kir montait toujours cette sorte de garde vigilante dans la zone du vasistas, danger virtuel constant, tendu, fumant cigarette sur cigarette. « Un fauve » condamné à piétiner, à une attente insupportable pour un homme d'action et qu'il n'avait aucun moyen de tromper. La première fois qu'il avait tenté de trouver une issue avant de gagner le « bunker », le roi l'avait retenu : « C'est de la folie, tu ne vas pas te faire descendre comme cela⁸. » La seconde fois il avait constaté de très près l'impossibilité de franchir le rideau des tirailleurs de la plage. L'ancien capitaine de commando du delta du Mékong ne s'était jamais trouvé dans une situation aussi insupportable quand il commandait la brigade fluviale composée de ketchs équipés pour la circonstance de mitrailleuses lourdes, protégés par des blindages défendant une simple coque en bois, et promu au rang de

« canonnière ».

Il avait toujours su se tirer de situations souvent désespérées, avec un sens de l'action qui tenait de l'instinct. Ses compagnons d'armes ne manquent pas d'anecdotes (le mot est faible !) à ce sujet. La plus significative, sinon la plus connue, est celle de sa « reddition ». Encerclé avec ce qui restait de sa compagnie (il avait été le plus jeune capitaine de l'armée française et, à ce titre, c'est lui qui portait le fanion du général Juin, lors de l'entrée des troupes françaises à Rome en 1944) par des éléments Viet-Minh, il s'était avancé bras en l'air avec ses hommes. Mais ils avaient engagés leur P.A. dans le col de chemise, crosse derrière la nuque, et, en arrivant sur leurs « vainqueurs » ils avaient tiré à bout portant sur les Viets dont l'attention s'était relâchée.

Dans le « bunker » le ministre de l'Intérieur se souvenait-il du capitaine ? Mais cette fois, « il n'avait même pas un clou pour se défendre... ».

Une servante du palais, enceinte de sept bons mois, était recroquevillée sur le coin de la semelle de béton qui supportait un chauffe-eau. Elle était en kaftan. Terrorisée et peut-être aussi intimidée. Elle, elle connaît le roi. Incapable de parler. Quelqu'un lui tend une chaise, instinctivement. Elle ne paraît pas comprendre le geste, puis elle finit par prendre le siège. Mais hésite encore à s'asseoir. Comme toutes les femmes enceintes elle croise les mains sur le ventre. Statue de peur soulignée encore par les plis lourds de son lourd vêtement. Prisonnière de cette formidable sensation. Seuls ses yeux sont mobiles, le paraissant d'autant plus qu'ils sont l'unique mouvement de son effroi. Ils suivent les gestes des autres, avec une espèce de frénésie qui s'accélère et se ralentit selon les déplacements de ses plus proches voisins. Elle n'existe plus que par ses yeux, si noirs sous la ligne nette des sourcils soigneusement épilés, qui les soulignent, courbes régulières et symétriques, d'un trait de fusain léger et précis.

Tout près d'elle, et son antithèse absolue, un membre d'une mission diplomatique dont l'accent français très prononcé est pourtant difficilement identifiable (Allemand, Anglais, peut-être Espagnol ?) ne tient pas en place. Sa peur se traduit par une nervosité stupéfiante. Il recueille au vol les mots qui passent, les expressions les plus banales, les propos commencés et le plus souvent inachevés, les phrases, surtout celles du roi, et il en fait un embryon de roman, interrompu sitôt que commencé car une nouvelle idée captée au vol le descend en flammes pour en susciter instantanément un autre. Son imagination débridée ne chôrait pas car on avait fini par parler à voix basse ; le silence absolu aurait été parfaitement intolérable et aurait rendu le vacarme

du dehors encore plus éprouvant, même après qu'un calme relatif eut fini par s'installer. Affabulation spontanée et éphémère, détruite par la suivante qui contredira celle qui jaillira ensuite ! Festival d'imagination dépravée contrastant avec le temps long et mesuré des conversations (si l'on peut appeler cela ainsi) ou le silence des autres.

Confusion mentale accélérée par l'inquiétude et l'ignorance des autres, prêtant des significations (devenant des certitudes) à des propos qui n'étaient pourtant que l'expression du doute et de l'insaisissable. Ç'aurait été comique en d'autres circonstances. Il parlait tout seul, bien entendu, car personne ne pouvait l'écouter ni encore moins le comprendre. D'ailleurs, il n'attendait pas de réponse à son monologue à usage interne. Et comme chacun était enfermé dans sa propre méditation, personne ne cherchait à stopper cette logorrhée hallucinante aggravée par l'attente.

Elle s'interrompait, il fallait bien qu'il reprenne son souffle, mais devenait alors franchement désagréable car sa respiration n'était que sifflements aigus. Ce n'était même pas le chuintement oppressé du malade grave ou de l'asthmatique, mais un véritable sifflet, de faible niveau sonore sans doute, mais très net, trop perceptible entre le fracas extérieur et le chuchotement intérieur, aussi agaçant qu'un crissement de fourchette sur une assiette vide. Si bien qu'un de ses voisins finit par intervenir après avoir hésité longtemps.

« Pourquoi sifflez-vous ?

— Qui ? moi ? je siffle » Incrédulité totale. Il était incapable de s'entendre (exactement comme un dormeur qui ronfle !) dans cet état second.

— Oui, vous ! »

L'interruption bloquera quand même l'exégète affolé qui finira par s'éteindre...

Le roi continuait ses navettes entre les deux pièces principales du « bunker », recommandant le silence à chaque fois. La seule source de bruit inopportune provenait d'un des « hôtes » qui souffrait d'un « flux de ventre », comme on disait si joliment jadis, et allait toutes les cinq minutes dans l'un des quatre W.C. qui équipent les dépendances. Victime de la panique ou d'une ingestion exagérée de pastèques... A chaque fois qu'il tentait de tirer la chasse, oubliant l'indispensable discrétion, tous les autres murmuraient « chut »... pour prévenir la cataracte indiscreète. A chaque fois il suspendait son geste à temps et revenait dans la petite pièce pour quelques minutes, tournant nerveusement son chapelet à gros grains, transpirant abondamment, et repartant rituellement tandis que ses compagnons guettaient le dé clic

métallique pour l'arrêter à chaque fois in extremis. Contrairement à celui du diplomate, son manège durera tout le temps de la claustration.

Le sous-lieutenant May, qui effectuait son service militaire au titre de la coopération technique à l'hôpital Mohammed V, avait réussi à détendre tout le monde en disant au roi avec tout le charme souriant de l'accent provençal (il est de Fréjus) : « Je n'aurais jamais pensé voir le roi du Maroc d'aussi près. Alors, Sire, vos renforts arrivent-ils ? »

IL FAUT LUI TIRER UNE BALLE DANS LA TÊTE

Dans la colonne en rangs par dix qui continuait de progresser vers la grande porte, Linh, le photographe officiel du roi continuait à faire des photos comme il l'avait fait depuis le début de l'attentat. Il avait failli y laisser sa peau une première fois, « shootant » à toute vitesse et dans toutes les directions, jusqu'à ce que les balles se mettent à ricocher sur les dalles. Il s'était alors réfugié derrière un immense moghazni en grande tenue, mais son abri s'était écroulé, frappé en pleine tête. Les soldats qui faisaient irruption l'avait, bien entendu, fait prisonnier, mais comme le Hasselblad permet de viser à la ceinture, Linh continuait à photographier sans faire de mouvements ostensibles qui auraient inévitablement attiré l'attention. L'ennui avec ce type d'appareil (c'est le Rolls-Royce des appareils photo, le plus cher, le plus coté !), c'est que le déclenchement de l'obturateur est très bruyant. La cadence accélérée de prise de vues provoquait évidemment une série de déclics dont la fréquence finit par attirer l'attention d'un officier qui surveillait la marche de la colonne.

« Toi, le Chinois, viens ici ! »

Linh sort des rangs.

« Ah, c'est toi Linh ? »

Sans être un familier de la cour, l'officier avait fait facilement le rapprochement entre ce photographe au type ethnique rarissime au palais (il est originaire du Viet-Nam) et celui dont on peut fort bien savoir sans le connaître même de vue qu'il est le photographe officiel du souverain.

Il avait arraché les deux appareils (Linh portait son Nikkon en bandoulière) et les avait fracassés à coups de crosse, puis il avait remarqué les bobines impressionnées qui faisaient une bosse dans la poche du pantalon de Linh et les avaient transférées dans la sienne.

Linh, qui s'attendait au pire, avait pu regagner la file sans plus d'incident.

Le colonel Ababou, qui avait finalement laissé ses subordonnés continuer la fouille des appartements, se tenait près de la grande porte (côté intérieur), casqué mais sans armes. Il n'en avait pas besoin puisque l'adjudant-chef Akka se tenait auprès de lui et légèrement en retrait, comme il le fera toute la journée.

Dans le piétinement pressé sa voix retentissait. « Nous SOMMES LA DANS L'INTÉRÊT DE LA PATRIE ET POUR LE PEUPLE. » Et après un temps : « MESSIEURS LES AMBASSADEURS, NE VOUS INQUIÉTEZ PAS, C'EST L'ARMÉE DU PEUPLE POUR LA LIBÉRATION ! »

Le général Medbough allait et venait devant cette même porte, mais côté golf, pour faire ranger les prisonniers de l' « armée du peuple » sur le rond-point, répétant sans cesse : « Ne tirez pas, ne tirez pas ! »

On tirait encore un peu partout, quoique de façon espacée et de plus en plus irrégulière. Il y avait déjà vingt-sept cadavres dans la surface comprise entre cette porte, les méchouis et la piscine.

Et Medbough répétait : « Ne tirez pas... »

Les invités étaient rangés de la façon la plus économique possible, comme « des rondins dans une meule de charbonnier ».

Avant d'arriver au rond-point, les cadets avaient fait mettre la colonne « Ardant-Driss-Smith » au pas de course.

Smith qui fermait la marche (il sera sans doute un des derniers arrivés) pouvait très bien voir, tout en trottant, un camion garé dans l'allée qui délimitait le rond-point et dont l'arrière (découvert) regardait vers la grande porte. D'après sa position « stratégique », ce ne pouvait être qu'un « camion de commandement ».

Debout à l'arrière du camion il reconnut parfaitement le général Ahmazoul Hammou qui commandait la région militaire de Rabat, le général Abderrhaman Habibi qui commandait celle de Marrakech, le général Bougrine celle de Fès, et le colonel Bouazza Boulhimez, le grand patron de la gendarmerie, qu'il connaissait particulièrement bien pour l'avoir rencontré très souvent dans les réceptions et avoir sympathisé avec lui.

Derrière le camion, un officier qu'il ne connaissait pas mais qu'il reconnaîtra formellement par la suite d'après des photos, donnait beaucoup d'ordres en arabe (qu'il ne peut donc pas comprendre).

Tout à coup, Ababou avait fait un geste à l'intention du colonel Boulhimez qui était descendu aussitôt du camion. Seul. Ababou lui avait adressé alors quelques mots, en arabe, que Smith ne peut toujours pas comprendre. Ce qui était compréhensible par contre c'est que la mimique de Boulhimez était éloquente : grimace douloureuse de celui qui trouve une amertume insupportable à un plat dont il n'attendait que douceur. Il avait détourné la tête en fixant le gravier de l'allée.

Driss El Marrachi, qui était déjà à plat ventre, mains sur la tête, donc dans l'impossibilité absolue de voir, mais qui étant tout près pouvait suivre au moins une partie de la « conversation », entendit Boulhimez commencer : « *Moi et les généraux...* » Mais déjà Ababou avait fait un signe de la main à un sous-officier tout en balançant une bourrade au colonel qui trébucha alors sur la barrière de bois qui entoure l'allée.

« *Tue ce traître !* »

Sans hésiter, le tireur avait vidé le chargeur de sa MAT 56 dans le dos de la victime. Boulhimez s'était effondré en poussant un grognement sourd.

Le sous-lieutenant Ahmed Marzark, chef de la 12e brigade, qui était sorti, la veille des « manœuvres », de la prison militaire et qui encerclait avec sa brigade le rond-point, avait lui aussi très bien entendu l'ordre d'Ababou. Driss El Marrachi entendit aussitôt une autre voix (ce n'était pas celle d'Ababou) : *Il faut lui tirer une balle dans la tête.* Un autre soldat tira une balle dans la nuque, au coup par coup.

Le corps du colonel ayant roulé au sol après avoir basculé sur la barrière, Driss El Marrachi perçut le coup de grâce avec la même acuité désespérée que s'il lui avait été destiné. Pour la première fois de l'après-midi, il eut vraiment peur.

Juste après l'exécution du colonel Boulhimez, Ababou reprit : *Général Hammou ! Général Habibi !* Mais ce n'était plus le même ton que pour Boulhimez. Il s'agissait plutôt d'un appel du style « Venez vite ! » que d'un ordre comminatoire.

La jeep qui était arrivée juste avant la mort de Boulhimez, et dont le moteur n'avait cessé de tourner pendant l'exécution, repartait sans que Driss puisse voir ses passagers. Puis le camion avait quitté ensuite son poste d'observation sans que Smith — qu'on avait fait s'allonger sur le ventre — ait eu le temps de vérifier s'il repartait vide. Il avait d'ailleurs d'autres préoccupations. L'assassinat de Boulhimez, après tout ce qu'il avait déjà vu, lui faisait craindre le pire pour eux tous. Mais à la réflexion — le

militaire reprenant le dessus ! — il finit par se persuader que ce n'était ni le moment ni surtout l'endroit : les cadets ne pouvaient tirer dans leur position actuelle. En effet, comme ils entouraient les prisonniers, ils étaient par le fait même dans l'axe de tir les uns des autres. C'était un risque qu'ils ne pouvaient pas courir.

Un problème basement terre à terre retenait davantage son attention, et, en l'occurrence, c'était un excellent dérivatif à ces inquiétantes questions sans réponses. Ses pieds dépassaient dangereusement dans l'allée ! C'est l'ennui d'une taille très au-dessus de la moyenne, et il s'efforçait de les ramener sur le gazon, sans lever la tête, sans mouvements spectaculaires, sans faire quoi que ce soit qui puisse être pris comme une « provocation » par ces tireurs si nerveux et qui interprétaient si mal le moindre geste, ou le regard le moins soutenu possible, pourtant.

« C'était la foire » pour les prisonniers couchés et soumis à des ordres contradictoires s'adressant à tout le monde, donc à personne, mais qu'il fallait exécuter sans avoir l'air d'hésiter avant qu'un ordre nouveau ne vienne annuler le premier. Mais contrairement à l'éternelle plaisanterie qui affirme qu'à l'armée il faut attendre le contrordre avant d'exécuter l'ordre, on ne pouvait ici s'offrir ce luxe.

D'autres personnes continuaient à sortir du palais, qu'on fourrait vaille que vaille dans les rangées déjà bondées. Certains avaient d'abord été mis sur le dos, puis ensuite tous sur le ventre (les bras en l'air) et enfin au bout d'une vingtaine de minutes, tous avaient pu se mettre sur le dos, sans pour autant baisser les bras.

Tant qu'ils avaient été sur le ventre, l'horizon restant limité au mieux à une paire de chaussures, les coups de feu isolés étaient restés sans signification. Puis quand on les avait mis sur le dos ils avaient pu constater — ce qui détruisait le léger mieux de l'amélioration de leur position musculaire — que les coups de feu si proches n'étaient pas des coups tirés au hasard. Claude Binard avait entendu une exécution sans la comprendre. Un coup. Puis deux autres très rapprochés.

Et il avait entendu un nom. Un homme s'était levé. Casquette de golf et chemise jaune (il y en avait beaucoup cet après-midi). Il s'était avancé de trois ou quatre pas. Un officier s'était approché et lui avait tiré une balle de pistolet dans la nuque. Un soldat avait ensuite abaissé le canon de son P.M. et

avait tiré deux balles de P.M. coup par coup. C'était irréel. Sans paroles (perçues). Ce n'était ni « salaud » ni « ignoble ». Ça se passait dans un autre monde. Très simplement.

Le capitaine Boujemâa avait été exécuté de cette façon.

M'Hammed Ababou avait ordonné à l'aspirant Mohammed Raïss, chef de la 22e brigade, de tuer « ce traître ». Raïss n'avait pas cherché à comprendre ; il avait tiré une rafale. Boujemâa était mort. Raïss « par conséquent avait exécuté l'ordre de son supérieur ». Correctement.

Il sera le seul des douze cents inculpés du procès de Kénitra à avouer un assassinat. Ce qui lui vaudra d'être aussi le seul à être condamné à mort.

Ababou n'avait pas besoin d'une « liste » pour ne pas oublier ceux dont il voulait se débarrasser. Ancien aide de camp du prince Moulay Abdallah il connaissait très bien l'entourage militaire du roi.

Il fit supprimer de la même façon les deux aides de camp du roi : le colonel Mekki Agharbi et le commandant Sindabab. L'appel avait continué des gens de l'entourage mais plus personne ne répondait. Puisque les mutins ne pouvaient pas dans l'immédiat se livrer à des vérifications d'identité poussées, il y avait une petite chance de durer et peut-être de survivre en s'enfonçant dans l'anonymat de ces centaines d'hommes allongés dans ces tenues identiquement estivales qui constituaient le meilleur des camouflages.

« J'aurais voulu être aussi inoffensif et invisible qu'un sac de linge », m'a dit l'un d'eux.

Parmi les officiers supérieurs visés : le colonel Ahmed Dlimi et le général Driss Ben Aomar ben Alami, alors ministre des P. et T. et dont la popularité avait été énorme au moment de la guerre frontalière de l'automne 1963. Il avait repoussé avec le minimum de pertes, dans le minimum de temps et avec le maximum d'efficacité, les troupes de Ben Bella contestant la propriété de quelques puits perdus dans les sables d'un Sahara sans frontière⁹.

Le général Driss [« Driss » tout court, comme on l'appelle ici] n'est pas un desperado et, face à un rapport de forces si défavorable, il se contentait de faire comme Sieyès pendant la Révolution. Il vivait.

Le général Driss N'Michi était déjà mort. Major-adjoint des F.A.R. il était chargé spécialement de l'aviation. Dès les premiers coups de feu il avait quitté les buffets en compagnie du commandant Laraki pour voir ce qui se passait et en s'avançant vers les mutins qu'il essayait d'arrêter, il avait été abattu par une rafale qui ne lui était peut-être pas destinée. Il était tombé contre le commandant qu'il avait ainsi protégé de la queue du chargeur, et qui

avait fait le mort. On n'achevait pas sans ordre, à ce moment. On tirait seulement sur tout ce qui bougeait.

Un peu plus tard, Laraki sera conduit sur le rond-point.

Parmi les gradés qui allaient et venaient, un certain nombre d'invités avaient vu Medbough s'entretenir un long moment près des camions avec un officier. Visage fermé, n'extériorisant aucune émotion. Quelqu'un murmura : « C'est Medbough ! regardez comme il a l'air bien avec eux. »

C'était évidemment étonnant pour ceux qui le connaissaient. Un général à la carrière rapide, un des plus importants personnages du pays. Un officier « craint et estimé ». Et encore plus estimé que craint.

Il y avait encore une file de prisonniers qui arrivait des appartements, en tout cas du nord-est.

On avait ordonné tout à coup : « Les militaires et les gens du palais, sortez des rangs ! » Il y avait quelques uniformes. Plusieurs hommes s'étaient détachés. Ils avaient été déshabillés et obligés de ramper sur le gravier en direction du rond-point, frappés à coups de pied et de crosse. Un soldat qui avait entendu l'ordre avait demandé : « Et les femmes ? Est-ce que les femmes doivent se déshabiller aussi ? — Les femmes, non ! »

Trois soldats s'étaient retournés vers celui qui se permettait d'interpréter les ordres.

« Celui-là, c'est un traître ! Désarmez-le ! »

Et le « traître » avait été emmené vers les camions, privé de son battle-dress et de son arme. Intégré immédiatement aux « pourris » qu'il n'avait pas voulu humilier.

Une fois encore, Ababou avait sommé les gens de l'entourage de se lever. En vain. Sa voix sèche avait claqué une dernière fois : « Si vous ne répondez pas, prenez garde à vous. On vous connaît et vous le paierez ! »

Le général Bachir Bouali, major général, protégé par son « jean » annoyme, sera le seul à le revoir à la tombée de la nuit. M'Hamed Ababou, toujours suivi d'Arouch Akka et d'un groupe de soldats quitta la zone du rond-point en direction des appartements...

Le général Driss Ben Abdesslem, commandant la région militaire de Casa, avant de répondre à la sommation d'Ababou, avait eu le temps de prévenir

ses voisins. « Attention, je vais tenter un coup. » Il avait échangé quelques mots avec Ababou et la discussion n'avait été suivie d'aucun coup de feu.

Après le départ d'Ababou les mouvements de soldats s'étaient pratiquement arrêtés. Ne restaient plus dans le champ des invités, emboîtés étroitement et qui commençaient à souffrir d'ankylose, que des silhouettes vert olive, la crosse sur la cuisse ou sous l'aisselle, se découpant sur un ciel parfaitement bleu, mais d'un bleu de fournaise qui virait au blanc quand on le fixait trop intensément. Quand on regardait en contre-plongée, malgré l'importance exagérée que donne la perspective aux membres inférieurs, c'est sur le visage que l'on revenait inévitablement. Très vite, on ne voyait plus la barrière belliqueuse des battle-dress, tous identiques, que l'habitude escamotait ; on ne voyait plus que des visages qui étaient l'écriture du danger et de la mort, plus visiblement encore que ne pouvait l'être l'orifice minuscule et sombre des canons astiqués qui étincelaient. Ces canons, obsédants pourtant, on pouvait y échapper. Mais on n'échappait pas aux visages des « bourreaux ».

Une heure après les premiers tirs, beaucoup n'avaient pas encore eu la possibilité de regarder ces chiens de garde, ou ces loups, d'un troupeau qu'ils avaient rabattu à grands coups de crosse et de gueule. Des visages jeunes, au crâne tondu, bleuissant, visible sous le casque, mais déformés par un rictus qui ne se relâchait pas, ou guère, et dont les commissures des lèvres étaient soulignées d'une sorte d'écume, ou de bave. Au moins une hyper-salivation. Crispation qui s'accompagnait d'une incroyable maladresse : les grenades accrochées à la ceinture tombaient fréquemment et, quand ils se baissaient pour les relever d'une main, le doigt restait plié sur la gachette de l'arme que la flexion du porteur rapprochait dangereusement des prisonniers...

S'ils avaient tous la même expression, ils n'avaient pas tous le même comportement. Les violences étaient réservées aux nouveaux arrivants, surtout s'ils étaient en uniforme. Pour les « mutins », c'étaient eux les comploteurs par excellence. Entre une paire de fesses et une paire de chaussures de cuir tressé, Serge Safar voyait grandir dans son champ de vision un officier blessé aux jambes (comme la plupart) et qui rampait sur les coudes, martelé à coups de crosses. Son visage apparaissait peu à peu, plus nettement. Moustache fine, brillante comme si elle était cirée. Yeux noirs et perçants figés par l'effort et la douleur qui semaient de gouttes de sueur les

tempes et les ailes du nez.

Entre deux tabassages, certains cadets tentaient de rassurer. « Nous sommes l'armée du peuple. Nous sommes là pour vous délivrer. Nous ne vous ferons pas de mal. »

Pourtant quand le voisin de Linh, sans doute excédé de crampes, avait tenté de se lever brusquement, il avait été abattu à bout portant d'une balle dans la tête. Son corps était retombé en biais sur les jambes de ses voisins, sans que personne ne le déplace.

« Nous sommes là pour vous sauver... »

Comme il était impossible de faire quoi que ce soit pour qui que ce soit (un médecin qui avait essayé de plaider pour un vieillard accablé de chaleur et d'émotion à côté de lui s'était fait rembarrer : « Il a quatre-vingts ans. Il faut le laisser ! — Il n'avait qu'à rester chez lui ! »), chacun laissait dériver sa pensée selon son potentiel émotionnel.

Malgré la gravité du moment, la pensée restait discontinue, capricieuse même, sans qu'aucun effort ne parvienne à la fixer sur un problème ou une sensation donnés.

La tyrannie du concret, les impératifs de la sensation aussi immédiate qu'éphémère, imposaient des solutions de continuité à la moindre tentative de réflexion cohérente et suivie.

La peur, malgré la présence des cadavres et la menace permanente des armes, cédait à la *crampe* et à la *somnolence* provoquées par le soleil et l'alcool, à la *dépression* qui suit tout état paroxystique, au temps qui finit par habituer même à l'insupportable.

Smith avait réussi à ramener ses grandes jambes sans trop gêner son voisin de gauche, un Français blessé, ni son voisin de droite un Marocain qui priait calmement, vérifiant la formule célèbre de Louis Massignon : « Si Israël est enraciné dans l'espérance et la chrétienté vouée à la charité, l'Islam est centré sur la foi. »

Michel Roger luttait silencieusement mais farouchement avec son voisin inconnu pour la possession de son espace vital. Il n'avait pas d'autre endroit pour poser la tête que le coude de son compagnon d'infortune qui ne pouvait la supporter. En s'aidant de ses mains croisées derrière la nuque (ils avaient quand même obtenu de ne plus tenir les bras tendus) il parvenait à chaque fois à conserver le menton sur la poitrine, mais la fatigue l'obligeait de plus en plus souvent à se détendre et aussitôt le coude le renvoyait comme une balle. Dans l'incapacité de s'allonger vraiment il craignait sans cesse que

l'oléocrâne si pointu de son gêneur ne casse ses lunettes qui passaient alors au premier plan de ses préoccupations. La fureur devant cette micro-agression lui faisait même oublier par moments le véritable ennemi. « Je lui fais sa fête à ce salaud si je le retrouve à la fin ! — Mais la fin de quoi ?... »

On voyait très bien maintenant un hélicoptère qui décrivait des orbes paresseuses. Ce sera le déclic qui le ramènera à la morosité : l'aviation va certainement intervenir !

Sans raison apparente, un cadet avait interpellé Mahjoubi Ahardane qui était allongé tout près de M'Hamed Bahmini, ministre de la Défense du ministère Laraki, et de l'ambassadeur d'Égypte.

« Eh, toi là-bas, le type à la cravate jaune !

— Moi ?

— Oui, toi. Lève-toi !

— Non, je ne me lève pas. »

Ahardane, c'est un caractère. Il est originaire du massif granitique d'Oulmès (135 km. est-sud-est de Rabat), réputé pour ses eaux minérales et son indépendance. Le pays est occupé par la confédération des Zemmours, célèbre jadis par l'entêtement qu'ils mettaient à empêcher le Sultan de traverser leurs terres quand il voulait se rendre de Meknès à Marrakech, l'obligeant à faire un long détour par Sidi-Kacem et Rabat. Mahjoubi Ahardane avait dû quitter l'armée française — il était capitaine — à cause de ses idées ultra-nationalistes et il avait ensuite participé activement à la libération de son pays.

C'est l'homme des fellahs, un des seuls qui sache leur parler parce qu'il les comprend, et qui soit capable de les rassembler. Fondateur (avec le D^r Khatib) et animateur du Mouvement Populaire, il a été ministre de l'Agriculture et de la Défense.

« Non je ne me lève pas !

— Les bras en l'air ou je te brûle !

— Je ne lève pas les bras, mais j'arrive. »

Il se lève, balançant ostensiblement les bras.

Un des cadets qui entourait celui qui le menaçait et qui commençait réellement à perdre son sang-froid, l'avait reconnu. Il l'implorait presque....

« Je t'en prie, Si Mahjoub¹⁰ au nom de tes enfants, lève les bras, il va te tuer. »

Ahardane avait cédé. Mais le cadet toujours aussi furieux hurlait : « Enlève ton pantalon ! »

L'humiliation suprême. En un éclair l'ancien ministre de la Défense revoyait un moment (amusant) de sa carrière — le pantalon jouant le rôle de la madeleine de Proust ! En octobre 1963, les habitants d'Ain Chouater avaient capturé l'équipage d'un hélicoptère algérien qui s'était posé près de leur douar, en pleine « guerre des Frontières ». Dans l'appareil, il y avait cinq officiers supérieurs égyptiens ! L'affaire avait fait du bruit et, pendant que le général Oufkir interrogeait les prisonniers au camp de Marrakech, Ahardane, alors à la Défense, faisait patienter la meute de journalistes. Comme on lui avait demandé quelle serait l'attitude du Maroc si les Égyptiens intervenaient dans le conflit, il avait répondu : « Les Égyptiens ont déjà laissé leurs chaussures dans le Sinaï ; s'ils viennent ici, c'est leur pantalon qu'ils laisseront ! »

Alors, pas question de baisser le sien sur l'herbe de Skhirat. Il préférait courir le risque de contrer l'énergumène.

« C'est ça, l'armée ? Elle est belle, l'armée ! Quand on est un vrai soldat, on ne s'attaque pas à des femmes ou des vieillards. Vous tirez sur des civils en maillots de bain ! »

Le cadet qui brandissait son P.M. lui balança un coup de poing sur la nuque, ce qui sauva probablement le ministre car deux autres soldats l'imitèrent, mais on ne pouvait plus alors lui tirer dessus.

Puis ils s'étaient arrêtés d'un seul coup. Sans raison apparente. Mahjoubi Ahardane avait regagné le gazon et il s'était plongé dans la contemplation attentive des insectes qui vaquaient à leurs sereines occupations. Se livrer à l'entomologie présentait deux avantages évidents. Passer le temps et éviter de s'inquiéter pour la suite des événements.

A quelques prisonniers de lui, un homme avait suivi la scène avec d'autant plus d'anxiété qu'il avait vu l'exécution du colonel Boulhimez quelques minutes plus tôt : Maaziz Benjelloun, sous-secrétaire d'État au Commerce. Il aura pourtant d'autres émotions tout à l'heure à cause du même Mahjoubi Ahardane !

Près de Driss El Marrachi, un « type saoul » insultait les geôliers avec l'obstination propre aux éthyliques. « Salauds, ordures, fumiers. » Le vocabulaire employé impliquant à première vue qu'il s'agissait d'un Français, mais sans certitude, compte tenu de la large diffusion de notre idiome ! Tabassé sans conviction par le soldat le plus proche, il continuait ses

imprécations si bien que son bourreau, visiblement dérouté, appela un gradé. « Mon lieutenant, celui-là nous emmerde. Qu'est-ce qu'on en fait ? »

Geste autoritaire du bras, aussi autoritaire qu'imprécis. Le soldat pour faire bonne mesure avait lancé encore quelques coups de pied, puis le protégé de Bacchus avait fini par se taire, au grand soulagement de Driss, persuadé d'une solution finale.

Le silence s'appesantissait, troublé par quelques sanglots et des gémissements de femmes ou de blessés. La somnolence, aussi incroyable que cela puisse paraître, gagnait un certain nombre d'invités. Jacques Benoist-Méchin fera même une espèce de syncope blanche. Beaucoup cherchaient des « trucs » pour ne pas s'obséder sur leur sort.

Ce n'est pas facile de se créer des centres d'intérêt avec une légèreté sans rapport avec la gravité de la situation. Michel Roger avait d'abord essayé de se fixer sur des points qui ne le concernaient pas directement. « Ce devait être pénible pour les vieux, avec ce soleil et dans cette position. » Mais l'intérêt porté aux cheveux blancs n'avait pas résisté aux ondes de pensées issues de sensations, ondes qui s'apaisaient, séparées par des intervalles où la peur reprenait toute son acuité.

Rester calme.

C'était une occupation louable en soi.

« Tiens c'est quand même curieux ils parlent tout le temps en français. — Pourquoi ? »

Mais comme le fait de s'inquiéter des tueurs le ramenait à toute vitesse dans la zone interdite, il fallait trouver autre chose.

La voiture.

Très bien, la voiture. Elle serait dans un drôle d'état. S'en foutait parce qu'elle était très vieille, mais c'était pratique d'analyser les dégâts, pièce par pièce. L'ennui, c'est que la vision du pare-brise en miettes portait en elle celle des mitraillettes crachant leurs saloperies ! « Qu'est-ce que ça peut bien faire d'être blessé ? Si la balle pénètre dans le ventre ? ou si elle enlève une main », comme celle d'un tourneur de broche qu'il avait vue presque arrachée, ne tenant plus à l'articulation broyée que par un lambeau de chair ?

Restait le soleil. Se concentrer sur sa chaleur.

« Je bronze pendant la révolution. C'est drôle. » Finalement, ce n'était pas drôle. « Si je perds une main comme ce pauvre type, il va falloir changer de métier. » Le drame était vraiment trop présent. Tout y ramenait. Si au moins, on avait pu parler, communiquer, l'attente aurait peut-être été plus

supportable.

Pour Philippe Ardant, la situation devenait plus nette. C'était un coup d'Etat et le roi était certainement mort. Ce devait certainement être le but de l'opération et maintenant « on » se contenterait de les surveiller en attendant que la situation soit parfaitement prise en mains par les insurgés. Le silence était pesant ; dans son voisinage immédiat, ils étaient les seuls à échanger quelques mots avec le D^r Pâques, tentant mutuellement de se rassurer. « Nous ne risquons rien. »

Essayer de le croire d'abord.

Difficile car on ne pouvait pas imaginer que les choses en resteraient là. Les troupes royales allaient inévitablement contre-attaquer, et ce serait une hécatombe. Plutôt que d'y penser, il valait mieux s'appliquer à la seule chose importante pour l'instant : devenir transparent. Rester physiquement neutre. Éviter de regarder les soldats dans les yeux, ce qu'ils prenaient inmanquablement pour une provocation, surtout quand les passages de l'hélicoptère les rendaient particulièrement irritables. « Ne regardez pas ! »

Visiblement, l'appareil les excitait, mais comme on ne tirait pas dessus, il s'agissait sans doute d'un « ami », et dans ce cas, pourquoi étaient-ils si agacés ?

Beaucoup de Marocains priaient, disposant, au milieu de l'agnosticisme ambiant, d'une méthode d'abstraction qui paraissait efficace. Un homme entre deux âges, en djellaba très légère, conservait sans défaillance une attitude qui surprenait ses voisins : comme tout le monde il avait levé les mains en l'air bien entendu, mais au lieu de tendre les paumes ouvertes vers l'adversaire (pour bien montrer que l'on est désarmé), il avait replié ses quatre doigts, sauf l'index pointé vers le ciel. Symbole de l'Unique ? Réflexe de croyant ? Geste totalement inconscient ?

Puis un cadet était arrivé, l'arme à l'épaule, et avait demandé s'il y avait des médecins. Plusieurs mains s'étaient levées et il avait choisi le plus près du bord pour ne pas déranger. Un autre cadet avait plaisanté : « Tu es bien servi, tu as toute la faculté de Médecine à ton service », ce qui était presque vrai.

Un peu plus tard un petit avion de tourisme avait survolé le golf, effectuant

un seul passage. Son passage n'avait pas suscité de réactions.

COLLÉS AU MUR

Il était environ 15 h 45 quand des ordres avaient circulé parmi les cadets, à toute vitesse. Ordres répercutés sur les prisonniers, mais de façon souvent contradictoire, désorientant évidemment ceux qui devaient les exécuter sous peine d'être abattus comme dans une garenne. Recommence alors la petite gymnastique mentale. Exécuter l'ordre de façon sobre. Toujours. Pour éviter que les mouvements soient mal interprétés. Obéir assez vite pour ne pas être suspect. Pas trop vite pour avoir le temps de suivre l'ordre rectifié ou annulé. Quand la gerbe de consignes arrive vraiment trop groupée, obéir à celui qui gueule le plus fort ou qui paraît le plus impératif. Avec la hantise de ne pas se tromper, car la sanction serait définitive ; les cadets qui n'avaient pas molli avaient moins que jamais l'air disposés à la « compréhension ».

En colonne par trois. Par un. Par deux. Par un maintenant. Courez. Arrêtez. Couchez-vous. Debout. Les bras en l'air. Plus vite. Colonne par un.

Pour la première fois, les mutins avaient l'air de faire un tri. Les prisonniers sont divisés en deux groupes. Le premier dirigé vers le mur du patio et le second beaucoup plus loin, vers le nord-est, sur le far-way du green n° 15, à six cents mètres de là.

On séparait aussi les femmes et les serviteurs.

Pour prendre sa place dans la file qui se dirigeait vers le mur du patio, Smith avait dû enjamber le corps de Boulhimez qui gisait toujours à la même place, face contre terre. Mais alors qu'il pensait voir un corps criblé de balles, il avait eu un haut-le-cœur en voyant une baïonnette plantée dans le dos, à la hauteur de l'omoplate gauche. Un soldat avait dû lui planter son fusil dans le dos (mais il ne l'avait pas vu puisqu'il était déjà allongé) et le retirant maladroitement il avait desserti la lame d'acier.

« *Very bad.* »

Pourquoi s'acharner sur un cadavre ?

Les prisonniers partaient par groupes d'une centaine. La fouille était

méchante, longue et tatillonne. Il était impossible de s'occuper des blessés fatigués par le soleil et que l'hémorragie vidait. Trois hommes qui portaient un blessé grave avaient dû le laisser tomber sur place sous peine de se faire massacrer. Le cauchemar du début de l'après-midi recommençait. Tout geste non conforme à l'ordre était aussitôt menacé de représailles : « Les bras en l'air ! Plus haut. Ou je tire ! »

C'était l'aboiement rituel « ou je tire ! »

Jean Cohen et Claude Binard avaient réussi à n'être pas séparés et formaient avec un troisième homme la première rangée du deuxième groupe.

« Enlève ta ceinture ! »

A tout hasard, Jean Cohen enlève la sienne.

« Non, pas toi ! Jette ta ceinture ! » Le type s'excitait.

Alors à tout hasard, C. Binard défait sa boucle et enlève sa ceinture. C'est une très belle ceinture.

Le cadet la piétine et la repousse du pied.

« Vide tes poches. »

Le cadet regardait attentivement comme si le contenu des poches de C. Binard présentait la plus extrême importance pour l'avenir de la Révolution.

Poche droite, deux pièces de monnaie, un paquet de Dunhill, un briquet et une pochette d'allumettes.

Poche gauche maintenant. Un paquet de Gauloises entamé, un mouchoir. Heureusement qu'il a perdu son petit couteau de poche en se couchant sur le rond-point, tout à l'heure ! Il retourne les doublures. Vides.

« Ramasse. »

Il récupère mouchoir et matériel de fumeur. Il n'a même pas regardé les poches-revolvers. Une autre voix répétait : « Avancez. Avancez. Plus vite. »

La file redémarrait. Mais le premier soldat, celui qui faisait de la « zonophobie », ordonne encore : « Ramasse la monnaie ! » Un type se baisse, les pièces sont à sa hauteur puisque C. Binard a déjà eu le temps de faire quelques pas.

« Non, pas toi ! Toi ! »

C. Binard hésite. On lui dit en même temps d'avancer et de reculer pour prendre les deux pièces. Qu'allait faire celui qui venait d'ordonner d'avancer ? Tant pis. Il se décide, malgré la sensation très désagréable de devenir une cible isolée du groupe protecteur, sort du rang, bras en l'air, fait cinq mètres en arrière et se baisse pour attraper les pièces entre les pieds des prisonniers qui continuaient d'avancer et lui marchaient sur les mains.

Que faire maintenant ? Comment reprendre le rang ? Comme sa place n'avait pas été comblée au premier rang, il rejoint J. Cohen en se demandant si le cadet qui avait donné l'ordre d'avancer et à qui il venait de « désobéir », le flinguera.

On les avait fait mettre au pas de gymnastique et ils avaient eu l'impression de parcourir deux cents mètres (en réalité ils n'en feront qu'une cinquantaine, ils le vérifieront après...). Séparés de la première vague par l'arrière d'un camion, ils attendaient bras en l'air.

Les mouvements continuaient. Mouvements browniens de « particules » humaines dans un espace clos gorgé de lumière, échappant à toute analyse. Les mouvements se ralentissaient, s'accéléraient, se multipliaient, dans un chaos livré au hasard, sinon à la nécessité.

Le D^r Khatib, comme tous ses compagnons dirigés vers le nord, trotta entre deux haies de cadets, à peine gêné par la balle qui l'avait atteint à la fesse gauche en franchissant la grande porte, quand il suivait Mahjoubi Ahardane, vers 14 h 30. Balle perdue visiblement, car si on avait voulu tirer sur lui, on ne l'aurait pas manqué. Mais si la balle avait eu une trajectoire un petit peu plus tendue...

Devant le transformateur, il y avait un groupe plus dense de soldats.

En avant, le colonel M'Hamed Ababou, entouré du sous-lieutenant Mahjoub Lyakidi, chef de la 18^e brigade, et du sergent-chef Achour Ghani, membre de la Brigade spéciale et ancien de l'Armée de Libération. Ghani avait déjà reconnu le D^r Khatib mais il n'avait rien pu faire pour lui, ayant toujours été dans l'entourage immédiat d'Ababou.

Ababou avait lui aussi reconnu le D^r Khatib et il avait ébauché un geste de la main, le laissant inachevé. Il avait dit : « Docteur Khatib !... c'est pas la peine. »

Puis en voyant Allal El Fassi, qui suivait un peu à distance car le leader de l'Istiqlal n'est plus un jeune homme et n'a jamais été un lévrier, il avait eu la même réflexion : « C'est Allal !... c'est pas la peine. » Et, le mot s'adressant aux deux hommes : « A TOUT A L'HEURE ! »

Sur le coup, les propos d'Ababou avaient paru parfaitement sybillins à Abdelkrim Khatib et n'avaient pas contribué à éclaircir la situation, bien qu'il n'y ait pas vraiment attaché d'importance. D'autant que derrière le groupe qui entourait Ababou il avait vu des hommes qui marchaient mitraillettes dans les

reins. C'étaient des généraux. Le général Bougrine allait très raide, presque figé. Commandant la région militaire de Fès, il était en instance de départ pour Paris où il venait d'être nommé attaché militaire à l'ambassade du Maroc. Dans sa maison de Fès, toutes les provisions étaient stockées pour la réception d'adieu qu'il donnerait le lundi 12.

La veille, vendredi 9, il avait été au ministère des Affaires étrangères s'informer des problèmes matériels que lui posait sa nouvelle affectation. Logement, école pour les enfants, etc... Il en avait parlé à Ahmed Reda Guédira, son plus proche voisin à Témara, qui avait été le premier ministre de la Défense du ministère Si Bekkai en décembre 1955 et, à ce titre, un des créateurs des forces armées royales. Sur le ton de la conversation la plus banale.

Le matin même il en avait plaisanté avec un autre ancien ministre de la Défense, M. Ahardane, qui lui demandait confirmation de son nouveau poste. « Eh oui, je pars. Bête et discipliné comme tout militaire ! » Les deux hommes avaient ri. Discipliné, Bougrine l'avait toujours été. Bête, certainement pas. C'était un « type supérieur ».

Voir Bougrine marcher sous la menace manifeste était encore une chose qui compliquait la tâche du D^r Khatib. N'y avait-il donc qu'Ababou dans le coup ? Dès les premiers coups de feu, alors qu'il était au bord de la piscine, il avait vu le général Amarech Mustapha, directeur des Écoles militaires. Mustapha s'était approché de lui et lui avait demandé si c'était un coup d'État...

Maintenant Mustapha marchait aux côtés de Bougrine et du général Hammou. En passant près d'Ababou, Bougrine s'était plaint d'être menacé de mort par les soldats que commandait le lieutenant Abdeslam Haifi, chef de la Brigade spéciale. Ababou avait calmé le commandant de la région de Fès et l'avait gardé près de lui.

La colonne qui progressait vers le nord avait changé fréquemment de formation. Quand les prisonniers n'effectuaient pas assez vite les changements par trois ou par un, ils étaient tabassés. Un cadet avait hurlé à un diplomate : « Alors t'as peur ? Hein, t'as peur ! »

Et l'autre, par réflexe — qu'il avait regretté aussitôt, mais qu'il n'avait pu contrôler : « Peur, qu'est-ce que c'est ? » La bravade lui avait valu un matraquage en règle. L'exode avait pris fin à deux cents mètres du palais ; les

femmes étaient séparées des hommes, rangées sur trois rangs d'une quinzaine d'unités alors qu'une centaine d'hommes étaient regroupés sur le far-way n° 15, assis, bras en l'air toujours. Les soldats s'en étaient pris à tout ce qui était symbole de luxe. Surtout les lunettes de soleil qui étaient immanquablement piétinées. Dans la foulée, un cadet avait arraché des lunettes « blanches ». « Mais je ne vais rien voir, ce ne sont que des lunettes de vision. Laissez-moi mes lunettes... »

Les soldats continuaient les grandes manœuvres. « Alignez-vous ! » « En rang par trois ! » « Les bras en l'air... »

Quand on l'avait fait s'accroupir devant le mur, Smith s'était dit que leur compte était bon. Il n'y avait plus de problème technique pour les fusiller puisqu'ils étaient bien en ligne devant un mur aveugle. En plus, ils étaient coincés entre les camions et ce fichu mur. Et la rogne des soldats semblait croître, loin de s'apaiser. Badreddine Senoussi, ministre de la Jeunesse et des Sports, blessé aux quatre membres, mené à coups de crosses, continuellement à la recherche de son équilibre que de nouvelles bourrades venaient compromettre, s'affalait enfin sur la mince bande de gazon, à bout de forces.

Michel Roger avait été bien entendu fouillé. Le soldat avait regardé le paquet de Benson entamé qu'il venait de pêcher dans sa poche droite, l'avait secoué machinalement et s'était décidé à le garder.

Le médecin-colonel Raynaud était déjà installé. Blessé à la cuisse alors qu'il regardait les golfeurs en tout début d'après-midi il avait pu rentrer près de la tente du roi. Le professeur Demange lui avait fait un garrot avec une serviette de table, dont il pouvait régler la tension avec un couteau. Depuis, il serrait son tourniquet vital malgré les déplacements et l'inconfort de leurs situations successives. Il ne fallait surtout pas lâcher le couteau. Une hémorragie à la fémorale, ça ne pardonne pas.

Un autre chef de service de l'hôpital Mohammed-V se rapprochait du blessé, le D^r Bénévent, spécialiste O.R.L.

Il était maintenant possible de parler à voix basse. Après une recrudescence très nette, les tirs avaient pratiquement cessé, qui ne semblaient pas d'ailleurs

très proches, et les soldats paraissaient moins surexcités. L'un d'eux avait même donné son mouchoir à un invité. Un léger mieux donc. Mais l'ankylose était toujours menaçante et les soldats supportaient toujours très mal d'être regardés : « Toi, ne me regarde pas comme ça ! » On tournait la tête, mais comme il fallait bien bouger et qu'il y avait toujours un soldat dans le champ, cela recommençait.

Le professeur Jean Himbert, placé dans une zone où les blessés étaient particulièrement nombreux, s'était levé en présentant son passeport. « Je suis médecin, laissez-moi soigner... » Un cadet l'avait interrompu. « Tu es médecin, mais moi je suis militaire ! » et il l'avait descendu.

Bien qu'un peu moins isolé que sur le rond-point puisqu'il était possible d'échanger quelques mots, chacun était confronté aux mêmes problèmes. Se faire oublier et s'empêcher de « gamberger ». Résister à la fatigue insidieuse qui faisait baisser les bras, peut-être jusqu'à la limite permise par les soldats, peut-être au-delà... Alors on remontait brusquement les bras en attendant de recommencer à céder à la fatigue. On suivait les mouvements des autres sur l'ombre portée projetée par le soleil qui déclinait sensiblement. A bout de forces, on reposait ses mains nouées sur la tête jusqu'à ce qu'un ordre claque encore. Et les bras douloureux remontaient de moins en moins instantanément...

Pendant une heure et demie, la tension s'était maintenue pratiquement au même niveau. C'est-à-dire difficilement supportable. Puis les soldats s'étaient affairés à l'arrière des camions. On montait des F.M.

Claude Binard regardait intensément les gestes efficaces des servants. Un soldat amenait une caisse de munitions. Puis une deuxième.

Coup d'œil à Jean Cohen. Oui, lui aussi il avait vu. Comme pour tous ceux qui pouvaient voir des scènes identiques à bord des autres camions, il paraissait certain maintenant que ces munitions leur étaient destinées. Alors que le calme relatif et l'absence de toute contre-attaque leur avait fait croire que les mutins dominaient parfaitement la situation et que le danger d'être pris entre deux feux devenait de plus en plus improbable, ces préparatifs ne pouvaient se justifier que par la nécessité de les liquider. Eux, les invités inoffensifs.

On avait beau penser à la Convention de Genève, ces « chiffons de papier » sont trop souvent bafoués pour être réconfortants... Comment allaient-ils tirer ? Tout droit ou en mouvements tournants ? Mais déjà les moteurs tournaient et les ordres fusaient. Les premiers camions démarraient

que les cadets prenaient au vol. Alors que tout allait si vite, c'est de cet instant que les prisonniers se souviendront avec le plus d'acuité, les plus optimistes désespérant à leur tour. Le D^r Pâques dit à Philippe Ardant : « C'est foutu. Y'en a pour deux minutes maintenant. On va tous y passer. » Ardant se disait que si les camions ne les écrasaient pas, les balles ne les manqueraient pas. Il avait jeté un coup d'œil sur son voisin, le D^r Hadi Messouaq, patron du service O.R.L. à l'hôpital Avicenne et ancien membre du comité directeur du P.C. marocain. Il avait l'air parfaitement impassible.

Le vacarme des moteurs devenait assourdissant. Pourtant, ils avaient entendu : « Couchez-vous sur la route ! » Mais déjà les soldats assis sur les côtés canardaient, au hasard semblait-il (mais ce n'était pas plus rassurant !), au P.M. alors que les fusils mitrailleurs restaient muets.

Affolés, certains essayaient de rentrer à l'intérieur du palais pour se mettre à l'abri derrière le mur qui ferme la terrasse, mais la petite porte était bloquée par la cohue. Des hommes tombaient.

Jean Cohen avait soufflé à Claude Binard, dès les premières rafales : « On se tire sous les bagnoles ! » Il y avait, en effet, une rangée de voitures du palais (vertes) stationnées en épis. Cl. Binard s'était jeté sous une R 16, la tête sous le carter de la boîte de vitesses et les pieds immobilisés par un concurrent qui s'était abrité, lui, derrière l'aile avant gauche de la même voiture et s'était assis sur ses jambes. Sale position car si des balles crevaient les pneus, la garde au sol deviendrait insuffisante et le bloc moteur lui écraserait la tête. D'où il était, il pouvait voir J. Cohen qui avait été un des derniers à pouvoir s'abriter alors que les bonnes places étaient déjà occupées. Dans ces cas-là, les réflexes humains sont d'une surprenante promptitude ! Un type s'était accroché à la calandre de la Fiat, protégé au maximum puisque aucune partie de son corps ne dépassait. Mais un deuxième type s'était agenouillé la tête sur le ventre de celui qui se cramponnait à la calandre, alors que Cohen faisait le troisième, recroquevillé sur les deux autres, avec le sentiment déprimant (exact) d'offrir une cible magnifique. Ne pouvant rien voir, tout en étant vu, il observait les mouvements de Cl. Binard sous sa R 16, persuadé que les tentatives de reptation de son ami étaient fonction des déplacements des soldats d'où pouvait venir le danger. Dans les limites restreintes que lui offrait sa « planque », il s'efforçait de suivre les gestes, sans illusion, pensant recevoir une rafale d'une seconde à l'autre, pressentant déjà le choc. Il entendait la respiration oppressée des deux autres et sentait leur chaleur...

En réalité, Cl. Binard ne modifiait pas sa position pour mieux se mettre à l'abri ; il s'efforçait tout simplement d'échapper à l'étouffement et à l'inconfort de sa posture tout en scrutant le défilé des camions qui se suivaient de très près (le grondement d'un moteur n'avait pas le temps de diminuer d'intensité que le suivant éclatait tout près). Le danger viendrait des P.M. braqués sur le côté, plus que du F.M. en batterie à l'arrière et qui ne pouvait les atteindre là où ils étaient.

Pourtant si les soldats tiraient n'importe où, tous ne tiraient pas.

Puis le silence était revenu très vite. Un soldat les avait fait sortir pour les mener sur un petit massif installé dans un redan du mur du patio. Un tuyau avait été crevé par une rafale et l'eau giclait avec un petit sifflement en vaporisant une sorte de bruine bienfaisante.

On les avait mis de nouveau à plat ventre.

Après l'intense émotion du départ des camions mitrailleurs, la chute de tension était sensible, et appréciable, une fois recouverte une conscience nette. La vie qui avait paru être suspendue quelques minutes reprenait ses droits après ces moments de flou qui les avaient tous affectés. Les toubibs avaient maintenant le loisir psychologique de penser à leurs soucis professionnels. Leur vie ne paraissant plus aussi immédiatement menacée, ils pouvaient essayer de faire quelque chose pour celle des autres, que cette fusillade aveugle venait parfois de remettre en question.

Tout près de J. Cohen et Cl. Binard, un Belge avait reçu deux balles dans le poumon. « On va essayer de le soigner. »

Le blessé s'était mis à geindre, appelant son ambassadeur¹¹. Puis franchement à crier. La blessure était grave. Il fallait absolument qu'il dure. Mais on ne pouvait rien faire pour l'instant que d'essayer de le calmer sans élever la voix. Le faire durer. Empêcher, enfin essayer d'empêcher tout effort stérile de sa part. Il avait besoin de toutes ses forces pour vivre alors que la panique et le sentiment très précis d'être en danger de mort, le faisaient se gaspiller en imprécations qui le menaçaient doublement. D'abord parce qu'il s'y épuisait. Ensuite parce qu'on pouvait encore craindre une exécution sommaire.

« Ne bougez pas ! Ne bougez surtout pas !

— J'ai mal ; vous êtes des salauds.

— Restez tranquille, ne vous agitez pas.

— Mais j'ai mal. Faites quelque chose. Salauds. »

Tout près du cardiologue Arafa gravement blessé, un garde du roi — en uniforme — hurlait avec une véhémence et un débit tels que pour ses voisins il était évident qu'il devenait fou. Les soldats avaient essayé de le faire taire, sinon de le calmer. Devant l'inanité remarquable de leurs efforts, ils avaient eu recours à leurs moyens habituels de persuasion. La trique. L'emmenant dans l'allée pour mieux le tabasser sans être gêné par ses voisins, il avait fallu l'assommer pour le faire taire. Malgré la brutalité de la thérapeutique, l'attitude des geôliers vis-à-vis du « soldat-fou » et des blessés qui geignaient était réconfortante, car elle confirmait que la liquidation physique qui avait été trop souvent la règle depuis 14 h 08 devenait une méthode périmée.

D'autres symptômes précisaient ce mieux sensible. Après avoir hésité longtemps, Michel Roger s'était résolu à demander de l'eau pour le professeur Raynaud. Une difficulté l'avait pourtant retenu un moment (à moins qu'elle n'ait été que l'alibi de sa perplexité : il est admis en psychologie que le plus souvent — pour ne pas dire toujours — la décision précède la délibération. On figole la délibération alors que la décision est prise depuis longtemps !) : Comment s'adresser au soldat ?

C'était la première fois que le problème se posait, la communication (!) s'étant toujours faite à sens unique, et obligatoire. Il avait essayé mentalement plusieurs modes d'appel et il s'était entendu réclamer d'une voix qui lui paraissait d'une politesse parfaitement neutre : « Monsieur ! Monsieur ! »

Le soldat n'avait pas compris tout de suite. Mais comme son attitude était explicite, il se rapprocha pour écouter, puis il tendit sa gourde sans difficulté.

D'autres soldats, plus tard ou ailleurs, le feront d'eux-mêmes. L'eau tiède à arrière-goût métallique était délicieuse...

Sur les far-ways des greens n^{os} 15 et 16 la situation était sensiblement identique.

Avant que le gros de leurs gardiens remontent dans les camions un officier (après avoir été sollicité !) avait autorisé les membres du corps diplomatique à sortir des rangs et à baisser les bras.

« Que les ambassadeurs sortent des rangs ! »

L'espoir de l'immunité attachée à la fonction avait poussé certains non diplomates à tenter de s'intégrer au C.D. privilégié. Certains toubibs avaient tenté inutilement de faire valoir eux aussi leurs droits à un traitement de faveur, mais ils avaient été presque tous refoulés. Sauf un jeune médecin coopérant qui avait eu le temps de murmurer au représentant d'un pays du Moyen-Orient : « Je suis votre chauffeur ! »

De l'éminence où ils se trouvaient, ils pouvaient parfaitement voir les voitures circuler sur la Nationale qui paraissait si proche, comme si rien ne se passait.

Il devait être un petit peu plus de 16 h 20. La longueur et l'inquiétude de l'attente provoquaient chez certains une sorte d'assoupissement alors que chez les autres le qui-vive inquiet avait sensiblement perdu de son acuité douloureuse.

Assis, mais bras sur la tête, les mains croisées permettant de tenir la position avec une fatigue moindre, ils n'osaient pas espérer, puisque aucun signe nouveau ne pouvait faire croire à une évolution plus favorable, mais ne pouvaient s'empêcher de croire que le temps jouait pour eux. C'est ce qu'on appelle si justement un optimisme raisonné. Le plus raisonné possible et le moins réellement optimiste.

N'ayant d'autre alternative que la réflexion ou l'oubli, beaucoup avaient fini par ressentir ce qu'ils tentaient de se démontrer. Le signe qu'ils attendaient sans le formuler vraiment, dans la moiteur de la fin d'après-midi où jusqu'à ce qu'il disparaisse le soleil donne l'impression qu'il ne cessera de culminer donc de brûler, c'est une femme qui allait l'apporter.

Les seules femmes que la majorité de cette minorité des invités parkés dans la partie nord-est avaient vues, étaient des servantes apeurées dont les cris et le « lamento » retrouvaient le style ancestral des pleureuses, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas de cérémonies rituelles où leurs talents sont si prisés, mais d'une calamité où s'exprimait cette fois si justement leur sens dramatique. Personnages de chœurs eschyliens.

La femme qui s'avancait encadrée de rebelles était leur antithèse, et allait devenir un symbole. Allégorie de la résistance devenue possible après avoir été si longtemps exclue.

Elle était l'événement. Grande, belle. Profil de camée et mèches opulentes, sombres mais adoucies par des reflets auburn, elle insultait les hommes armés

de P.M.

Refusant de lever les bras. Refusant de s'asseoir. Croisant ostensiblement les bras dans le dos. Parmi ceux qui entendaient ce qu'elle disait, beaucoup ne comprenaient pas l'arabe. Mais c'était inutile. Les gestes impérieux et l'éclat des yeux, d'un violet que la colère assombrissait, étaient un langage parfaitement clair. Les canons des P.M. s'abaissaient ; la direction des événements n'appartenait plus aux hommes armés pour la première fois de l'après-midi.

Tous avaient vu les cadavres abattus sur les dalles ne pouvant pas absorber le sang qui s'écoulait, et certains avaient vu ou entendu les exécutions sommaires.

Ça n'allait pas durer. Une rafale — depuis un moment on n'entendait plus de tirs — allait faire taire l'insolente.

Les quelques R'Batis qui la connaissaient le craignaient plus que les autres évidemment.

Le D^f Himbert avait été assassiné pour avoir sorti son passeport une heure plus tôt ; Benoist-Méchin avait été tabassé parce qu'il avait une pipe dans sa poche-revolver !

Dans l'horizon restreint des prisonniers assis en tailleur, le pantalon tropézien de l'inconnue et son tee-shirt acide prenaient une importance étonnante en « marquant » sa station debout. Et elle était debout parce qu'elle refusait de plier.

Si une femme, si décidée soit-elle, pouvait ainsi en imposer aux tueurs du début de l'après-midi, c'est que la situation s'était modifiée, on pourrait l'être, même si il n'y avait pour l'instant pas d'autre preuve d'amélioration...

Un homme pourtant n'aurait pas été étonné, qui l'avait bien connue alors qu'elle était étudiante (la première étudiante marocaine dans les universités européennes). Il s'amusait à l'appeler « Hermione ». C'était bien la fille (littéraire) d'Hélène et surtout de son grand-père dont la conduite au feu pendant la guerre de Crimée avait été si téméraire qu'elle lui avait valu le surnom de « Lion de la Crimée », à l'époque de Sébastopol, de Malakov et des charges folles sous la mitraille.

Hermione, c'était bien un compliment dans la bouche de François Mauriac

(c'est de lui qu'il s'agit), à l'époque du comité « France-Maghreb ».

Et sur les greens et le sable de Skhirat, c'était une réconfortante réalité...

Dans ce secteur du far-way n° 15, il semblait ne plus y avoir qu'une quinzaine de soldats. Certains décrochaient leurs gourdes, surtout pour faire boire des femmes âgées. Un diplomate refusa de se désaltérer, non par hydrophobie mais parce qu'il ne voulait rien tenir de ces gens-là. « Je ne bois pas de cette eau-là » ; il s'en rendit compte avec un petit décalage, c'était tout à fait de circonstance bien qu'involontaire. L'atmosphère était moins tendue, sans doute, mais pas au point de s'amuser à faire des jeux de mots (même à usage strictement individuel) bien que la perte d'agressivité soit confirmée.

Un ordre passait. « Deux volontaires pour une patrouille. » Deux hommes partaient, amenuisant encore l'effectif déjà réduit de la chiourme.

Un des soldats s'adressait à un officier en tenue : « Mon lieutenant, défaites votre col. Il fait chaud. » C'était presque une attention. Impensable il y a peu.

Étant moins nombreux, presque dispersés et donc loin les uns des autres, ils ne s'excitaient plus entre eux comme en début d'après-midi. Et puis le temps passait sans action, ce qui est toujours fatal pour le moral des troupes.

« Vous n'allez pas les laisser couchés ! Assis ! »

La voix était autoritaire et ceux des prisonniers qui étaient encore couchés et qui se trouvaient à portée de voix s'étaient assis, obéissant machinalement à un ordre de plus. Il y en avait tant eu et de contradictoires ! Et de plus la voix offrait toutes les garanties qu'ils demandaient implicitement avant d'obéir. La force, l'autorité et l'exclusivité.

Il n'y avait pas eu de contrordre.

Ce n'était pourtant pas un cadet qui parlait mais bien le prince Moulay Abdallah que la majorité de ceux qui avaient entendu et obéi n'avait pas vu. D'autres l'avaient reconnu : « C'est lui, contre son frère ! — Mais non, il est blessé ! ce ne peut être lui. » Le prince encadré de soldats se dirigeait vers le petit massif. « Ce n'est pas lui. Tu vois bien. »

Effectivement, le prince avait été blessé au coude et à la hanche, et, comme il était passé sous le jet d'eau du tuyau crevé, l'eau avait dilué de façon impressionnante les taches de sang que les mouvements des larges plis de la djellaba blanche (celle du *mokhazni*) rendaient encore plus spectaculaires. La

haute silhouette ensanglantée fixait l'attention de tous. Ce qu'Hermione avait été (pratiquement dans le même temps), le prince le sera pour les prisonniers de cette partie du palais.

C'était d'autant plus surprenant que dans l'ignorance qu'ils étaient de la gravité exacte des blessures du prince, on se demandait comment, si gravement atteint, il pouvait encore tenir debout. On est d'autant plus sensible à certains relents de thaumaturgie quand on est rigoureusement impuissant.

Et il se tenait si droit.

Un des soldats de l'escorte hésitait. L'autorité tranquille du prince (mais savait-il qu'il avait affaire au frère du roi ?) l'impressionnait visiblement. Et comme il tenait un langage auquel un soldat est habitué et dont il a du mal à se passer...

Son regard errait du prince aux prisonniers (certains étaient toujours couchés).

« Fais-les relever ! »

Nouveau coup d'œil du soldat en aller-retour. Le canon du P.M. se baissait. Doucement. De plus en plus nettement. Il visait maintenant le sol.

L'arme n'était plus menaçante et le prince tentait de pousser au maximum son avantage.

« Qui tirera sur son prince ? »

Interloqués les deux soldats baissent aussi leurs P.M.

« Donne ton arme ! »

Cette fois, c'était trop. Après une évidente délibération (très courte, mais indiscutable pour les témoins si proches et si attentifs) le réflexe du mutin reprenait le dessus. L'arme remontait. Braquée de nouveau. Le soldat détournait les yeux. Regardant maintenant ailleurs. Il n'entendait plus.

Quelques femmes sortaient par la grande porte. Puis les enfants royaux avec leurs gouvernantes.

On emmenait le prince vers les voitures.

La distraction (au sens le plus fort) était terminée mais rien n'était plus comme avant depuis le geste du prince (on a envie de dire, dans ce contexte, la Geste !).

Les pensées pouvaient parfois être des plus futiles. Et si l'on s'interrogeait souvent sur l'attitude des Assurances devant un tel sinistre (elles ne paient



jamais pour les faits de guerre), sur l'intérêt de la Convention de Genève (on y pensera beaucoup dans la journée, on l'a vu) ou sur les mœurs des fourmis qui se mettent à trois ou quatre pour rouler des masses dix fois grosses comme elles, on se laissait aller à des considérations encore plus humbles et terre à terre.

Quelqu'un jouait avec son unique babouche : il l'avait happée au passage tout à l'heure alors que le gravier blessait ses pieds nus (il était en maillot de bain) ; c'était très agréable de piétiner du gazon si frais pieds nus, mais pas de trotter sur les arêtes coupantes des gravillons... « Comme Gédéon buvait dans le creux de sa paume, sans s'arrêter dans la rivière », il avait mis un des pieds à l'abri dans une babouche jaune tachée de sang. Le sang sur ce cuir jaune devient très vite brun foncé. Il cherchait des yeux une autre babouche. Sans se rendre compte que cela impliquait de sa part l'espoir d'avoir à marcher dans un avenir très proche. « On n'allait pas les laisser là éternellement ! »

Un soldat qui avait été deux fois remplir sa gourde à un robinet d'arrosage des greens l'avait refusée au propriétaire d'une magnifique ceinture. C'est vrai que sa ceinture était superbe. On ne voyait qu'elle dans le costume de toile léger.

« Je ne donne pas à boire à un ministre ! »

Seul un ministre, un « pourri », pouvait avoir une si belle parure. Une « ceinture dorée ».

Ce n'était pas un ministre...

Un peu plus loin le prince Moulay Abdallah racontait comment il avait fait le mort après avoir été blessé.

Il était tout près de Louis Joxe.

Un de ses auditeurs se disait pour la vingtième fois que le roi était mort, que le coup avait réussi, qu'on viendrait bientôt les délivrer. Au moins séparer le bon grain de l'ivraie. Les « civils non politiques » constituant naturellement le bon grain. Des bruits de pas s'ajoutaient soudain au troisième niveau de sa conscience, après la conversation (c'était presque cela) et ses réflexions propres.

Les bruits venaient de la petite porte, qu'il voyait très bien sur sa gauche.

Une file de prisonniers, mains en l'air, sortaient solidement encadrés.

Le roi était en sixième position. Décoiffé. Dans la même tenue qu'à son dernier passage parmi les buffets.

Le roi vivant, mais bras en l'air, et apparemment soumis au même régime que le millier de prisonniers de sa garden-party, ça ne cadrerait avec aucune des tentatives d'analyse qui s'échafaudaient ici et là.

Il était 5 heures. Cela faisait juste trois heures que les premiers coups de feu avaient été tirés.

Dans un but et pour un résultat qui semblaient moins que jamais appréciables.

« PENDANT PLUS DE DEUX HEURES, ON A ATTENDU ABABOU DANS LE RÉDUIT. »

Les renforts n'avaient pas l'air d'arriver. Mais pour le sous-lieutenant May, comme pour les autres codétenus, il était parfaitement logique de penser que des renforts arriveraient. L'armée marocaine passait, sans discussion possible, pour l'armée la plus fidèle du continent africain. Le symbole même de l'efficacité et de la fidélité. Armée nationale et non légion prétorienne comme les Bédouins de Hussein. Les rebelles ne pouvaient être qu'une poignée, qui devaient pouvoir être neutralisés, si bien armés et décidés soient-ils, par l'armée. La vraie.

Vers 3 heures et demie le général Oufkir, qui prêtait une oreille aussi professionnelle qu'attentive aux tirs, avait dit : « Tiens, les tirs semblent venir de plus loin maintenant. » Effectivement, la fusillade qui semblait lointaine (par rapport à celle qui avait ravagé la salle du trône ou balayé les méchouis) s'était développée un moment avant de décroître, sans aucune signification pour les séquestrés.

C'était la première vague de renforts qui venait de se faire effacer.

Le colonel Dlimi avait réussi à trouver un téléphone qui marchait et à donner l'alerte entre 14 h 15 et 14 h 30. En tant que directeur de la Sûreté, il avait demandé l'intervention des C.M.I. (Compagnies Mobiles d'Interventions, équivalent exact des C.R.S.)

Deux compagnies s'étaient dirigées sur Skhirat. Soit quatre-vingts hommes équipés de P.M. ou d'armes légères.

Comme ils ignoraient forcément l'identité et la puissance de feu des assaillants, les barrages d'Ababou, au nord, avaient liquidé sans difficulté la petite colonne de fourgons gris et bleus. Il n'y aura que cinq survivants indemnes et quelques blessés.

L'affaire aurait passé pratiquement inaperçue des occupants du bunker si le général Oufkir n'avait pas attiré leur attention sur cette fusillade lointaine, très intense sans doute, mais brève. Par contre, la mitraille qui avait marqué le départ du gros des forces d'Ababou leur avait fait croire à l'arrivée de renforts. Attente déçue par le calme qui était revenu très vite. Mais la notion de temps n'avait plus cours dans le bunker. Les tirs avaient été autant de points forts, sans signification dans cet univers clos, auxquels on avait prêté des valeurs sans certitude, des valeurs-réconforts variables selon la personnalité des seize claustrés, contrairement à ce qui se passait à l'air libre, où chacun était soumis à des excitations extérieures : attitude des soldats, mouvements, comportement des proches voisins, action du soleil et de la fatigue musculaire, qui maintenaient dans le concret et étaient autant de stimuli, pratiquement rien dans le réduit ne sollicitait l'attention des intéressés dans des directions si opposées et variables soient-elles.

Bien que les cloisons ne soient pas hermétiques au point de vue acoustique, elles définissaient un espace où les déplacements étaient réduits, les mouvements limités (mais sans aller jusqu'à la gêne physique), les contacts humains réduits par le nombre des présents et surtout par la personnalité du roi dont le moindre mot ou le moindre déplacement constituait à lui seul l'événement et la division irrégulière du temps.

Dernier pouvoir d'un monarque qui semblait en avoir été brutalement dépouillé ?

C'est avec Oufkir que le roi s'entretenait le plus souvent.

Le ministre de l'Intérieur, en jetant un coup d'œil par la lucarne, avait vu la famille royale traverser la terrasse. Le roi avait entendu les voix et les pleurs des enfants. « C'est ma famille... Ce qu'il y a de plus terrible c'est que nous n'avons même pas un clou pour nous défendre... Pourquoi attendent-ils ?

— Majesté, je n'en sais rien.

— Plus ils attendent et plus il faut espérer. »

De l'intérieur, pour peu que l'on prête l'oreille, on entendait des propos échangés¹² par les soldats qui bouclaient le réduit. Banalités espacées, mais de moins en moins à mesure que le temps pesait pour eux aussi.

« Mais qu'est-ce qu'il y a là-dedans ?

— J'en sais rien.

— On va voir ?

— Non, il FAUT ATTENDRE LE RETOUR DU COLONEL. »

Un peu avant 5 heures on avait entendu de l'intérieur que l'on s'attaquait à la porte près du mur. Une rafale avait crépité et le roi était revenu dans la pièce au vasistas.

Puis deux autres rafales, si proches qu'on les aurait dites tirées dans le vestiaire même.

Quelqu'un crie : « Fermez la porte. » Réflexe illusoire de protection, la porte est si mince, qui ne peut qu'aggraver la hargne des arrivants. Et aussitôt plusieurs voix « Non ! surtout pas ! » La porte est rouverte.

Tout va très vite maintenant. Des bruits de pas. Un commissaire de la Sûreté veut lancer sa veste contre les arrivants. Ses voisins sentent tout ce que ce bouclier textile peut avoir de dérisoire et d'aussi dangereux que la fermeture de la porte tout à l'heure. Il suspend son geste à temps.

Ouf kir qui, depuis les deux rafales, est « tendu comme une panthère » crie : « On va se faire descendre comme des canards ou quoi ! »

Un soldat entre en hurlant. Paraît étonné de trouver tant de monde. Reste un moment sur le seuil, le doigt sur la gâchette de son P.M. Moment crucial pour les seize prisonniers. Les yeux suivent, hypnotisés, le doigt crispé sur la détente. Il va bouger. Non. Toujours aussi surexcité, le cadet sort dans le petit couloir, et revient aussitôt avec quatre soldats qui les font sortir. Un par un.

Près de la porte, les cadavres de deux serviteurs. Viennent-ils d'être descendus en s'opposant à l'entrée des soldats, dans un geste de fidélité réflexe qui leur a coûté la vie ?

Les soldats n'ont encore rien dit, que des ordres répétés avec insistance et dans la confusion, chaque soldat hurlant pour son propre compte.

Nouvelle inquiétude dans le petit couloir qui mène à la porte. Qu'est-ce qui les attend dehors ? Une mitrailleuse ? Non. Rien que le plein soleil qui les aveugle, après la lumière douce de l'intérieur.

Les mains en l'air, on les aligne devant le vestiaire, puis la file se dirige vers la petite porte, par où étaient rentrés (après 14 heures) les fuyards et les blessés du golf.

En tête de la colonne, Ahmed Balafrej, suivi des professeurs Touraines et de Gennes. Puis Driss Slaoui, Oufkir précédant le roi, Ahmed Laraki, Ahmed Senoussi, Moulay Ahmed Alaoui, les deux députés et les cinq autres occupants du « réduit ».

On les fouille avant de les faire s'asseoir au premier des trois rangs de prisonniers.

Pendant un bon quart d'heure, ils subiront des manœuvres d'intimidation, nouvelles pour eux, mais assez vite Touraines pourra se lever pour soigner un blessé.

Avec trois heures de retard sur les autres invités, c'est la découverte précise et immédiate de la personnalité des mutins aux comportements si différents :

« D'assez braves types » à Fagressivité réduite, et des visages hallucinés, des gestes brutaux, menaçants. Deux des soldats qui avaient pénétré dans le réduit rechargent leurs armes, lentement, méticuleusement, en regardant attentivement le mécanisme qu'ils font jouer : leur regard échappe donc aux témoins « qui n'en mènent pas large ». S'ils ont besoin de recharger, c'est qu'ils viennent de s'en servir ?

Ils bloquent le long chargeur d'un coup sec. Relèvent le canon.

Dans le groupe Louis Joxe-Jacques Benoist-Méchin, on avait parfaitement vu le roi sortir par la petite porte et s'intégrer au premier rang des prisonniers.

Il était 17 h 05 à la montre de J. Benoist-Méchin.

Puis après une vingtaine de minutes, le roi s'était levé, seul, encadré de quatre soldats qui l'emmenaient vers le nord, en suivant le mur du palais. Un décrochement l'avait caché à leur vue, à la hauteur des wagons vestiaires, et deux rafales avaient claqué.

Ça ne faisait aucun doute : le roi venait d'être abattu.



V

L'Armée du Peuple

« MEDBOUH NOUS A TRAHIS »

16 heures SKHIRAT

M'Hamed Ababou n'avait pas attendu que les derniers camions aient quitté Skhirat pour s'engouffrer dans sa voiture. Comme d'habitude les manœuvres d'embarquement avaient été parfaites. Ses soldats connaissaient leur métier.

Il ne paraissait pas se ressentir de sa blessure : dès le début de l'action, en effet, il avait été atteint par une balle qui s'était fichée à la base du cou, contre la carotide. Quelques millimètres plus à gauche, la carrière du colonel Ababou se serait achevée en changeant radicalement le cours de la journée. Il emmenait avec lui, outre l'inévitable Akka, un chirurgien de l'hôpital Mohammed-V, le colonel Moulay, pour l'opérer dans les meilleurs délais.

Le chauffeur d'Ababou, Hadj Mohammed Saoud, s'était quand même étonné : « On n'emmène pas le général Medbough ? — Non, Medbough nous a trahis. Il a eu le sort réservé aux traîtres. »

C'était laconique¹³ et c'était pourtant le fait majeur de l'après-midi : les putschistes avaient perdu celui qui devait être le premier président de la République du Maroc. Dans des conditions qui sont loin d'être claires et beaucoup plus complexes qu'on ne l'a dit.

La première version de sa mort qui ait circulé est celle de la mort accidentelle. C'est le risque inhérent à toute entreprise conçue sur un coup de force : il y a des balles perdues qui ne le sont pas pour tout le monde, des tireurs maladroits ou brouillons. Celui qui vit par le glaive périra par le glaive, etc.

C'était possible, sinon crédible, et cette version, qui circulait dès le

dimanche 11 juillet dans les milieux « bien informés », ou non, de la capitale, avait pour elle d'être précoce, donc « naïve » au sens employé par Montaigne, d'avoir la spontanéité de la vérité la plus candide : un laps de temps aussi court entre l'événement et son expression était le gage de son authenticité. Personne n'avait eu le temps d'introduire (sciemment) des éléments douteux, voire falsifiés, dans un récit apparemment très simple. Il y avait bien sûr quelques variations sensibles, mais c'est inévitable quand on sait qu'en voulant persuader on ajoute presque toujours des précisions de son cru, pour faire « vrai », et que de précisions fausses en détails réalistes supposés, mais pas donnés comme tels, on modifie sensiblement le récit d'un geste...

Selon cette version n° 1, Medbouh aurait été abattu par une rafale destinée au médecin personnel du roi, Fadel Benyaich, qui revenait des appartements des enfants royaux, dont le roi l'avait envoyé prendre des nouvelles. (On ne sait rien de son départ.)

Le D^r Benyaich aurait excité les soldats car il tenait à la main une mitraillette (démontable, cadeau offert au roi, à un précédent anniversaire précisément !). Se sentant menacés par l'engin (dont on ne sait s'il était chargé, ou s'il pouvait marcher) brandi par le médecin, les gardes du corps de M'Hamed Ababou, au moins l'un d'eux, avaient tiré, en même temps que Benyaich tentait de se mettre sous la protection de Medbouh qui se trouvait là, « par hasard ».

Medbouh avait pris la queue du chargeur en pleine poitrine.

Exit donc l'instigateur principal du complot. A cause d'une trajectoire.

La version n° 2 mise sur orbite nettement plus tard, expliquait la mort du directeur du Cabinet militaire par un règlement de comptes entre lui et Ababou, à la suite d'un différend, profond ou circonstanciel. A court d'arguments ou soucieux d'épargner son temps, Ababou aurait fait abattre Medbouh par le « fidèle Akka ». Le « hasard » n'intervenant plus, cette fois.

En réalité, si la version n° 1 (accident) a pour elle sa précocité, elle a aussi contre elle cette même précocité ! En effet, les deux protagonistes morts, qui restaient comme témoins valables ? Akka ? Il est admis qu'il ne quittait pas Ababou et qu'il devait être là, « par conséquent ». C'est pratiquement hors de doute. Mais Akka a toujours été « chargé » de tous les assassinats de Skhirat, tirant sans doute des deux mains à la fois, doué d'un don d'ubiquité qui fait trop l'affaire des témoins à charge, qui sont aussi suspects, pour qu'on puisse les suivre à coup sûr dans toutes leurs accusations.

Les cadets ? Il y en avait sans doute, mais beaucoup moins qu'on l'a dit dans cette partie nord, la partie « habitée » du palais. Les récits que certains d'entre eux ont faits de la « mort accidentelle » sont tellement stéréotypés et dépourvus de caractère, que l'on est en droit de se demander s'ils ont réellement vu la scène décrite si laborieusement et vaguement !

Et comme le tribunal de Kénitra s'est bien gardé de demander des précisions topographiques et chronologiques...

Le lieutenant Abdeslam Haifi, chef de la Brigade spéciale, « les a vus discuter dans la cour tout en gesticulant. Puis le général Medbouh est *tombé*... mais je n'ai vu personne tirer ». Pas de D^r Benyaich, par conséquent, dans ce « témoignage ».

Le lieutenant Mohammed Mouncet, chef de la 2^e brigade, était aussi dans la cour et a vu le général et le médecin abattus par « des rafales de mitraillettes tirées par des élèves sous-officiers ». Ce n'est pas compromettant.

Il y avait aussi, dans cette cour, le colonel Sefrioui, aujourd'hui général et commandant la Garde royale, blessé à la jambe et qui avait été menacé à plusieurs reprises par les mutins...

Ni la Défense ni le Ministère public n'ont souhaité l'entendre. Pour l'instant, il faut donc se passer de témoins dont le mutisme ou le psittacisme officiel complique notre tâche ou ne l'aide en rien.

Mais alors, quelle est la source de cette première version ?

Non seulement il n'y a pas de témoin mais on peut formuler une objection de taille contre cette version de la mort accidentelle. Si réellement Medbouh était mort en voulant protéger F. Benyaich (ou en étant utilisé malgré lui comme bouclier) envoyé par le roi prendre des nouvelles de ses enfants, ce serait obligatoirement vers 14 h 20 au plus tard. En effet, c'est à ce moment que le roi pénètre dans le « réduit », sans son médecin, qui est donc déjà parti (où que ce soit !).

F. Benyaich a donc quitté le patio entre 14 h 08 et 14 h 20. Il ne lui a fallu que quelques minutes pour aller de la tente où le roi déjeunait, aux appartements. Même en tenant compte du temps nécessaire pour prendre la mitraillette¹⁴, il traverse la cour pour revenir vers la tente où il doit supposer pouvoir toujours retrouver le roi vers 14 h 15 ou 14 h 30.

Et le moment où il traverse la cour est aussi celui de sa mort, et celle de

Medbouh.

Cela ne peut tenir puisque Medbouh quitte le réduit vers 14 h 40-45, c'est une certitude, qu'on le voit vers 15 heures commandant encore de ne pas tirer, sans être entendu.

Il est donc impossible d'admettre cette version dans sa totalité. Si le général et le médecin ont été tués ensemble, ce ne peut être que beaucoup plus tard.

Un des arguments des défenseurs de la version accident est la proximité des deux corps, séparés de deux ou trois mètres environ. Mais en voulant trop prouver on a démolé la vraisemblance du drame : on aurait « vu » sur le mur qui clôt la cour, la marque de la rafale qui aurait abattu les deux hommes, la série des impacts s'interrompant au niveau présumé des deux hommes debout. Les deux « blancs » étant en somme la « projection » sur le mur du médecin et du général.

Ce n'est pas sérieux, c'est Lucky Luke et les Daltons !

On a dit aussi que la scène se serait déroulée au bord de la piscine privée (ne pas confondre avec celle de la terrasse où étaient dressés les buffets). Or, le corps de Medbouh a été trouvé auprès de l'entrée des appartements du roi.

Si Medbouh avait été réellement tué auprès de la piscine, pourquoi cette translation ? Nous ne sommes pas ici dans le domaine du roman policier où l'on déplace les victimes pour brouiller les pistes : à Skhirat, Ababou ne s'occupait pas des cadavres !

Il y a un autre argument de très grand poids pour infirmer définitivement cette version :

A la morgue de l'hôpital Avicenne où les corps des principales victimes avaient été transportés, l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, Mahjoubi Ahardane, et d'autres l'ont vu sans erreur possible : *Medbouh PORTAIT UN BANDAGE.*

Et un bandage thoracique, chirurgical, non pas un « pansement » à l'albuplast qui aurait pu être posé par n'importe quel infirmier amateur.

Le bandage, large, était parfaitement visible, la chemise Lacoste blanche étant déchirée sur toute sa hauteur.

C'était la chemise qu'il avait portée toute la journée. Tous ceux qui l'ont approché, et de très près, sont également formels.

Medbouh ne portait pas de bandage (la photo pleine page publiée par *Paris-Match* le confirme aussi).

Au niveau du pectoral droit, une large tache de sang. Or, ceux qui ont vu le corps, après 17 h 30, sur les dalles de la cour, ont constaté sans équivoque qu'il avait été abattu d'une rafale de mitraillettes.

Il n'y a donc pas de doute possible. MEDBOUH A ÉTÉ BLESSÉ, SOIGNÉ ET FINALEMENT EXÉCUTÉ.

Pour dissiper toute équivoque, il faudrait bien sûr le témoignage du médecin, ou du chirurgien, qui l'a pansé. On a appelé au moins un médecin en début d'après-midi...

Cette blessure, qui n'aurait pas été mortelle, peut s'accorder dans ce cas avec la version n° 1 : Medbough serait effectivement tombé lors de la fusillade qui aurait coûté la vie à F. Benyaich. Et il aurait été soigné, car à ce moment Ababou n'a pas encore décidé son élimination, et ne l'a peut-être même pas encore envisagée. Or, Ababou ne pouvait ignorer que Medbough, qui avait des troubles cardio-vasculaires, était sous anti-coagulant et qu'une blessure, même bénigne, pouvait entraîner sa mort par hémorragie.

Medbough, qui avait pris en 1970 les eaux de Bagnoles-de-l'Orne (réputées pour la circulation du sang), avait été hospitalisé lors de son fameux séjour à Washington, en mars 1971, à l'hôpital Walter Reed.

Si donc le colonel a fait exécuter le général (ou exécuté lui-même, c'est un faux problème), ce n'est pas par accident mais à la suite d'un désaccord assez profond pour être résolu à la façon d'Ababou. Définitivement. Et en sa faveur. Il était toujours exclu que le commandant de l'Ecole des cadets d'Ahermoumou cède, sur quoi que ce soit.

Les discussions entre les deux hommes, animées et longues, sont avérées. Rien que de très normal.

Lors de leur entrevue du vendredi 9 juillet (pour une raison que j'ignore, ils ne se sont pas retrouvés le samedi matin comme convenu), ils n'avaient rien arrêté en détail de la marche à suivre. « Encerclez le palais et je me charge du reste », avait dit le général. Le « reste » c'était quoi ?

La seconde partie de l'opération Skhirat, c'est-à-dire l'occupation des ministères (surtout l'Intérieur, dont le titulaire est alors le général Ouf kir), de la Radio et de l'État-Major ?

Ou alors le sort du roi ?

Les deux sans doute. Car à l'origine du complot il y a une ambiguïté fondamentale sur l'importance relative des deux leaders.

Pour Medbough, Ababou n'est que l'épée nécessaire à l'accomplissement

de ses projets. Il le connaît bien pour l'avoir suivi pratiquement depuis le début de sa carrière. C'est un homme de commando qui a su forger un bataillon d'élèves sous-officiers lui obéissant aveuglément et dont la technicité et la condition physique sont irréprochables.

C'est donc l'homme qu'il lui fallait pour une démonstration de force suffisante pour obtenir du roi ce que lui, Medbouh, réclamait : un coup de balai du « personnel politique corrompu » et l'instauration d'une république « pure et dure ».

Jusqu'à ce samedi 15 heures, il n'a jamais eu de doute sur la fidélité d'Ababou, qui se cantonnera dans son rôle, essentiel sur le plan tactique évidemment, de détonateur. Et seulement de détonateur.

C'est Medbouh, le « président », qui prend maintenant les décisions.

Mais ce n'est plus l'avis d'Ababou, et ça n'a jamais dû être son avis. C'est grâce à lui que la première partie de l'opération a été réussie sans bavures (du moins le croit-il : il ignore que le chef de la Brigade légère de sécurité a pu échapper à sa tenaille) et c'est lui qui doit prendre les décisions.

On a dit que Medbouh avait payé de sa vie d'avoir voulu cacher à Ababou la position du roi.

Là encore il y a deux versions ; c'est au moins une de trop : 1° « Je ne sais pas où est le roi. » 2° « J'ai envoyé le roi à Rabat, sous escorte. »

Dans les deux cas, évidemment, il y avait de quoi déchaîner le colonel. Si vraiment Medbouh ne savait pas où était le roi, il avait complètement failli. C'était son rôle, lui qui ne quittait jamais le souverain, de le fixer. Cela ne devait faire aucune difficulté, compte tenu des caractéristiques de la journée, caractéristiques (anniversaire, donc présence obligée du monarque dans un endroit précis) qui l'avaient fait choisir justement !

Et comme c'était impensable qu'il ignore vraiment où il était, c'était donc qu'il refusait de le dire. D'où l'exécution. Ce n'était vraiment pas le moment des devinettes !

Des deux versions, c'est vraiment la plus douteuse. Encore une fois, les sources possibles d'informations sont très limitées : quelques cadets seulement. On ignore tout des rapports de police, bien sûr, mais, quelle que soit la version donnée aux enquêteurs, elle reste sujette à caution naturellement.

D'autant plus que les témoins, s'il y en a eu vraiment (des accusés ont vu

les deux hommes discuter : quand ? où ? on n'en dit rien. C'est nul !) n'ont pas forcément compris ce qui se disait car Ababou et Medbouh, qui sont tous les deux d'Aknoul, PARLAIENT EN RIFAIN.

On sait qu'en dehors de l'arabe, langue pratiquement universelle maintenant sous sa forme dialectale et qui est « importée », il existe trois groupes de langues propres au seul Maroc : a) le rifain, b) la tamazight (région du Moyen Atlas), c) la taschelhit (celle des Chleuh : Grand Atlas, Anti-Atlas et Sous).

Malgré leur unité morphologique, elles restent assez différentes pour empêcher un homme de Tafraout de communiquer immédiatement avec un homme de Taounat.

Ce qui explique que les discussions échangées entre Medbouh et Ababou aient pu rester hermétiques et qui me rend sceptique sur les propos des deux hommes, rapportés « comme si on y était » ! Ceci précisé, reste alors l'hypothèse où Medbouh a envoyé le roi à Rabat, « sous escorte ».

Là encore il y a deux mots de trop : « sous escorte », car s'il pouvait paraître plausible que le roi ait pu échapper au filet d'Ababou, seul, c'est-à-dire relativement discrètement, il était inadmissible pour celui-ci qu'un petit groupe ait pu échapper à la vigilance de ses hommes dont la consigne était de tirer sur les fuyards.

On a vu qu'un certain nombre d'invités avaient pu quitter Skhirat malgré le bouclage des cadets, soit par le parking soit par l'Amphitrite, mais cela Ababou ne pouvait pas le savoir et était incapable de l'imaginer. C'était une faute professionnelle hors de question de la part de professionnels aguerris.

On sait maintenant qu'il a surestimé l'efficacité de ses troupes, mais on ne le sait que maintenant.

Pour lui s'il y avait eu des fuyards, c'étaient des fuyards morts ! Par conséquent, ou le roi était là, ou il était mort...

Selon les tenants de ces deux versions, identiques dans le fond, Ababou descend Medbouh dans un geste de colère et part comme un fou à Rabat.

C'est simplifier les choses à outrance. Qu'Ababou soit à la limite du psychopathe (en deçà ou au-delà, reste à déterminer) c'est un fait, mais ce n'est pas un débile !

Depuis juillet, on caricature cet homme « qui ne manquait de rien », ambitieux et sans scrupules, c'est indiscutable. Quand il s'est fixé un objectif,

il choisit toujours la voie la plus courte pour aller au but, sans se préoccuper des vagues, en écartant tout ce qui le gêne. C'est un fonceur ; ce n'est pas un délicat analyste de salon. C'est aussi un homme intelligent.

Or, il a cherché le roi, lui-même, dans les appartements, et il a inspecté lui-même les colonnes de prisonniers qui convergeaient vers le « rond-point » ou fait inspecter par des officiers qui le connaissaient. Il ne cherche plus, c'est donc qu'il l'a trouvé.

Qui donc aurait placé une garde d'une vingtaine d'hommes autour du réduit, commandée par le sergent Kenouch Mahouch, sinon lui ? Ordre donné sans explications, comme d'habitude, ce qui explique que les cadets se soient demandé quels étaient les occupants du réduit (on l'a vu *supra*, p. 144.)

On a dit que c'était Medbouh mais le général n'aurait pu donner la moindre consigne à des hommes qui n'obéissaient qu'à leur colonel (on l'a vu quand Medbouh « ordonnait » de ne pas tirer !). Ou alors il faudrait faire un cas particulier et admettre, sans preuves ni présomptions, que Medbouh connaissait personnellement quelques sous-officiers, qu'il aurait alors affectés à l'isolement du réduit.

On sait qu'un des cadets de l'escouade de garde a dit : « Attendons le retour du colonel. » Du colonel, pas du général.

Il est exclu qu'Ababou ait isolé un petit groupe d'invités sans importance : il sait que le roi est dans le réduit et il sait aussi qui est avec lui.

Comment croire qu'il n'est parti qu'après l'avoir cherché vainement dans tout le palais, comme si le roi avait été parfaitement dissimulé dans un « bunker » au sens réel du mot (abri bétonné !) dont la présence et les issues n'auraient été connues que d'un très petit nombre d'intimes, ce qui implique qu'Ababou n'ait pu le trouver.

C'est du mauvais mélo. Il ne manque plus que les escaliers dérobés !

Il faut abandonner cette explication magique et rechercher l'élimination du général Medbouh par l'opposition foncière qui existait entre l'homme le plus important du complot et son adjoint n° 1, opposition virtuelle nécessairement révélée au moment de déterminer les options essentielles.

Il est extrêmement plausible que Medbouh ait changé d'avis entre 15 heures et 15 h 45. Non pas qu'il ait « trahi » ses « amis » ; mais la vue du carnage a pu agir profondément sur lui. Qu'il ait fait de M'Hamed Ababou le responsable de cette tuerie et le lui ait reproché, cela peut (déjà) expliquer le geste du colonel. Medbouh n'était pas un partisan de la violence, il l'a montré à l'automne 1958 lors des événements du Rif.

Il faut revenir treize ans en arrière. Les deux leaders du Mouvement populaire, Mahjoubi Ahardane et le D^r Khatib (ministre de la Santé) décidaient de réunir en deux nécropoles les cendres des résistants tombés pour l'indépendance du Maroc et dont les tombes étaient éparses dans le Rif.

Le gouvernement istiqlalien d'Ahmed Balafrej (troisième gouvernement depuis l'Indépendance, investi le 12 mai 1958) après avoir donné son accord, n'avait toujours pas fait aboutir la procédure de transfert à la date choisie du 2 octobre [c'est dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre 1955 que les premiers commandos de l'Armée de Libération avaient attaqué trois postes français, dont l'un précisément à Tizi-Ouzli, choisi pour cette raison comme nécropole avec Ajdir (des Beni Oughiarel,]. Ajdir avait été le centre de commandement d'Abd El Krim après la victoire d'Anoual où ses Rifains avaient taillé en pièces l'armée espagnole du général Sylvestre en 1922.

Averti à la dernière minute de l'interdiction gouvernementale, le caïd de Tizi-Ouzli où s'étaient déjà réunies 5 000 personnes prit sur lui de tolérer l'inhumation, pensant qu'une intervention des forces auxiliaires, pour faire respecter « manu militari » la décision d'interdiction, ne pourrait qu'aboutir à une catastrophe. On avait tué les moutons à Tizi-Ouzli.

Mais à Ajdir où les deux leaders étaient arrivés avec les cendres d'Abbès, un des chefs de l'Armée de Libération, le gouverneur — inspecteur du ministère de l'Intérieur envoyé pour faire respecter l'ordre, avait été attaqué dans son bureau par des Rifains furieux. L'escorte avait tiré et une vingtaine de Beni Oughiarel avaient pris le maquis, fait tache d'huile, donnant naissance à un véritable mouvement de dissidence dans la région d'Al Hocéma.

Le capitaine Medbouh avait été nommé gouverneur de Taza pour ramener l'ordre dans les montagnes d'où il était originaire. Aidé par le caïd de Tizi-Ouzli, nommé chef de cercle à Aknoul, il avait su ramener la région dans l'orbite alaouite, en sachant parler aux « insurgés », sans effusion de sang.

La seule mort sera accidentelle.

Par contre, à Al Hocéma, les forces auxiliaires étaient débordées ; il avait fallu envoyer le colonel Oufkir et bombarder les douars des Beni Oughiarel. Le chef de la brigade blindée était le capitaine Larbi Chelouati.

Une des premières mesures d'apaisement prises par Medbouh avait été de rendre aux paysans spoliés les terres que son père, le Caïd Medbouh, avait usurpées. (Après avoir servi Abd El Krim, le père du général était passé du

côté des Français et sa « trahison » lui avait valu d'être égorgé par ses administrés d'où son surnom. L'égorgé : Medboh).

C'étaient les vrais débuts politiques de Medbough, bien dans sa manière. Honnêteté, fermeté sans brutalité. Efficacité.

La deuxième explication qu'on ait donnée du possible revirement du général, qui ne contredit d'ailleurs pas celle qu'on vient de suggérer, serait sa « propension » à torpiller les complots auxquels il « participe ». Et l'on parle évidemment de l'affaire El Basri.

Le complot avait été rendu public le 16 juillet 1963 (année du conflit algéro-marocain) :

Medbough, alors commandant, aurait été contacté par l'ennemi n° 1 du régime au domicile de Mustapha Belarbi Alaoui, à l'époque dans le secteur privé, mais qui avait été directeur des Affaires politiques du ministère de l'Intérieur de 1956 à 1960 (c'est l'actuel gouverneur de la préfecture de Casablanca).

El Basri aurait pensé à Medbough qui n'avait pas caché ses sympathies pour l'U.N.F.P. quand il était gouverneur de Casa et qui avait réellement fait son apprentissage de la vie politique, au portefeuille des P.T.T., dans le ministère Abdallah Ibrahim (décembre 1958-mai 1960). Considéré comme un officier de « gauche », Basri l'avait donc rencontré au domicile de M.B. Alaoui, en tête à tête, et lui avait demandé l'emplacement exact de la chambre du roi, les issues secrètes s'il y en avait, les mouvements de la garde.

Medbough avait donné les précisions voulues et promis même un plan détaillé du palais.

Mais la rencontre, forcément clandestine, n'était pas restée secrète. Medbough « très attentif » et d'accord avec l'analyse politique de Basri, sinon avec ses projets, avait été « sermonné » par le roi qui l'avait attaché à son cabinet militaire — la clémence d'Auguste — et lui avait assuré une promotion rapide (commandant en 1963, général en 1968).

La version officielle veut que Medbough n'ait joué le jeu que pour renseigner le palais sur les intentions exactes de Basri et de ses amis, ne pénétrant dans le réseau que pour mieux le démasquer, faisant preuve ainsi d'autant d'astuce que de loyauté légitimiste...

Ni l'une ni l'autre de ces deux raisons ne sont bien convaincantes :

— que Medbough n'ait pas apprécié les exécutions sommaires, c'est très vraisemblable ; mais que la seule vue des cadavres (il n'a pas pu mesurer si vite toute l'étendue du massacre) ait suffi à le retourner, c'est très

improbable. Ce n'est pas une dame patronnesse !

— que sa « duplicité » se soit retournée contre lui cette fois est encore plus douteux. Et il faudrait la prouver, cette duplicité !

Je crois qu'il faut éliminer toutes les causes circonstanciées (colère, « hasard¹⁵ », etc.) et expliquer l'assassinat de Medbouh par la conception même qu'ils avaient de la finalité du complot : ABABOU A TUÉ MEDBOUH PARCE QU'IL N'AVAIT PLUS BESOIN DE LUI. Et c'est une hypothèse que bien entendu Medbouh n'avait pas envisagée : d'une autre manière, il ne concevait pas plus qu'Ababou qu'on puisse ne pas lui obéir.

Et il ne faut jamais perdre de vue que l'initiative du mouvement n'appartient pas à Medbouh, mais bien à Ababou, et que Medbouh a pris un train en marche, même si ce train ne pouvait partir sans lui.

Homme d'une honnêteté que personne n'a jamais contestée, Medbouh était un serviteur de l'Etat, peut-être de la Nation, plus que de la monarchie.

Il l'a servie loyalement tant qu'elle s'est identifiée — pour lui — à l'Etat.

Puis il y a eu brisure dans son système politique, révélée ou agrandie aux dimensions d'un gouffre, par ce qu'on a appelé l'affaire Ben Messaoud.

Omar Ben Messaoud était un homme d'affaires accompli, si l'on entend par homme d'affaires, celui qui fait des affaires avec l'argent des autres. Actif, diligent, entreprenant, disposant de contacts internationaux, entre deux opérations de courtage à grande échelle (il ne mégotait pas), il avait occupé des postes ministériels. On ne connaît évidemment pas très clairement les opérations de Ben Messaoud, mais il est maintenant certain qu'il y a eu confusion entre ses différentes activités.

La confirmation de tous ces grenouillages avait été pour Medbouh une véritable prise de conscience.

C'est en jouant au golf avec un sénateur ami de William Rogers qu'il avait appris qu'Omar Ben Messaoud avait exigé par écrit qu'une commission de X... millions (les chiffres varient de 1 à 600 !) soit versée au roi par la Pan American Airways pour l'achat d'un terrain destiné à la construction d'un hôtel de luxe à Casablanca.

Il est d'ailleurs surprenant qu'un homme aussi habitué que Ben Messaoud à la discrétion obligée dans ce genre d'affaire où les commissions (ce n'est pas une spécialité marocaine !) n'apparaissent pas sur les livres d'écritures comptables, du moins pas sous leur forme réelle, se soit allé à une telle « naïveté ». Quoi qu'il en soit, Medbouh est revenu écoeuré au Maroc. Écoeuré et humilié. Il en avait parlé au roi. Ben Messaoud avait été incarcéré

et le recueillage de sa cellule, à la prison civile d'El Allou, l'avait paradoxalement rendu très bavard.

A la suite des « révélations » de l'homme d'affaires, mais à l'époque on ne reliait pas les deux phénomènes, le ministère Laraki fut légèrement remanié.

Quittaient alors le gouvernement (et Ben Messaoud, El Allou) : Abdelkrim Lazrack (Finances), Mohamed Jaidi (Commerce, Industries, Mines et Marine marchande), Abdelhamid Kriem (Tourisme), Mahmoud Tahiri (Enseignement, après avoir été aux Finances).

On pensait à un simple remaniement technique, dont l'usage est fréquent et n'implique ni remise en question d'une politique ni désaveu personnel.

Si Medbouh avait été discret, comme d'habitude, il s'en était quand même ouvert à un très petit nombre de personnes et notamment au général Bougrine, commandant la région militaire de Fès.

Il y avait des affinités évidentes entre les deux hommes qui avaient pratiquement le même âge et avaient commandé les mêmes régions civiles (Casablanca notamment). Medbouh lui avait dit en substance que le Maroc, à la suite d'affaires comme celle de la Pan Am, était ridiculisé et déconsidéré aux yeux de l'opinion publique internationale. Comment obtenir des prêts, absolument indispensables au développement du pays, dans de telles conditions ! Et Medbouh, sachant qu'ils n'étaient pas les seuls à tenir ce raisonnement, voulait prévenir une tentative possible à plus ou moins longue échéance, d'officiers subalternes, du style « libyen ».

D'après Medbouh, le roi était partisan de la manière forte et d'un renouvellement très large du personnel politique.

Bougrine serait-il d'accord pour faire partie d'un tel gouvernement de « salubrité » ?

Cette formule ne pouvait lui déplaire, surtout présentée par Medbouh (et venant peut-être de lui seul), car elle semblait garantir la continuité d'un pouvoir central indispensable et fort. La préparation d'un tel ministère demandait évidemment des délais.

Medbouh avait-il réellement obtenu des assurances du roi ? Ou n'avait-il présenté la chose de cette manière à Bougrine que pour apaiser d'éventuels scrupules, chez des officiers supérieurs comme Bougrine l'obéissance étant une seconde nature ?

Le roi lui-même a dit que depuis quelques mois Medbouh lui paraissait « changé¹⁶ », et qu'il aurait dû s'en séparer plus vite, mais ce qui travaillait le

directeur du Cabinet militaire ce n'était pas une schizophrénie naissante, ou devenue — subitement ? — plus apparente. Moins que jamais, il avait perdu contact avec la réalité et il ne s'enfermait pas davantage dans un monde intérieur incohérent (sauf pour lui). Les signes d'un changement politique radical n'apparaissaient guère et le général mûrissait certainement son projet.

Dans son entourage, on affirme qu'il ne supportait plus de rencontrer certaines personnes dont l'arrogance était inversement proportionnelle à la « vertu politique » selon Medbouh.

Fréquemment aussi, il quittait très tôt les dîners que son rang et son rôle l'obligeaient d'offrir régulièrement. Il prétextait un travail de plus en plus dévorant et laissait ses invités terminer sans lui.

Ce qu'on ignore complètement, et il est pratiquement certain que les deux « rebelles » ont emporté leur secret dans la tombe, ce sont les circonstances dans lesquelles le directeur du Cabinet militaire et le commandant de l'école d'Ahermoumou se sont rencontrés politiquement. Il vaudrait mieux dire, tactiquement.

On a vu qu'Ababou s'était peu à peu constitué une petite force de frappe composée d'officiers subalternes et de sous-officiers de carrière, qui lui étaient dévoués personnellement et qui encadraient solidement l'unité de cadets. Ceux qui n'étaient plus en poste près de lui restaient quand même à ses ordres.

Par tempérament, c'était un fonceur, et par nécessité ; Ababou n'avait que peu de temps devant lui, puisque la promotion qu'il avait entraînée, et même sur-entraînée, se disperserait à l'été 1971.

Il lui fallait donc agir rapidement sous peine de voir son outil devenir pratiquement inefficace. Dans son optique, agissant seul ou pratiquement seul, la seule solution possible était l'attentat contre le roi. Attentat de type classique, avec un commando rompu aux techniques de combat rapproché, remarquablement armé.

Le souverain éliminé, on ignore quelles auraient été exactement les options retenues par Ababou. On peut seulement risquer de les déduire de son comportement habituel.

La véritable mutation de Medbouh, provoquée par l'affaire Ben Messaoud, allait être la « divine surprise » pour lui. Avoir le vrai patron de l'armée avec lui, c'était un gage de réussite non négligeable ! Mais qui a fait les premiers pas ? Medbouh à la recherche d'une épée a-t-il recruté Ababou, en ignorant l'état déjà avancé de ses propres projets ? Ababou feignant dans ce cas d'être

séduit par le projet du général et dissimulant le « radicalisme » des siens ?

Ou bien, Ababou a-t-il eu des présomptions sur le changement d'état d'esprit de Medbouh et alors, c'est lui qui se serait mis à la disposition du futur président de la République ?

Quoi qu'il en soit de l'initiative des contacts, ils étaient extrêmement faciles, puisque les deux hommes (du même village, on le sait) étaient de plus en relations permanentes par leurs obligations professionnelles. A ce stade de l'ébauche du projet, le secret est total et l'évolution de Medbouh passe inaperçue de l'ensemble de l'armée, puisque un officier supérieur, ayant deviné qu'il se préparait quelque chose s'en était ouvert non pas à son chef direct, le général Bachir Bouali, chef d'état-major général, mais au général Medbouh, image-type de la fidélité au roi !

Dans cette série d'hypothèses basées sur des arguments psychologiques dont la réalité ne fait aucun doute, mais qui ne sont que « psychologiques » et pas « exacts », il y a une certitude : l'organisation par Ababou d'un vaste commando, antérieure aux révélations faites à Medbouh.

Sans Medbouh, Ababou aurait tenté quelque chose. Ce quelque chose c'est le « complot » d'El Hajeb que le général Oufkir a « révélé », après le 10 juillet et les interrogatoires des officiers supérieurs fusillés.

D'après le frère d'Ababou, Mohammed, la Brigade spéciale d'Ahermoumou devait tendre une embuscade au cortège royal qui se rendait le 15 mai d'El Hajeb à Ifrane, pendant les grandes manœuvres que le roi préside toujours.

D'après Oufkir, c'est un changement d'itinéraire à la dernière minute (hasard ? précaution routinière ?) qui aurait fait échouer l'affaire.

D'après Mohammed Ababou, son frère aurait décommandé in extremis la Brigade spéciale en état d'alerte, à la suite d'un coup de téléphone, très long et animé, entre son frère et un interlocuteur qui aurait été Medbouh. Il semble bien qu'après une dernière inspection de la topographie du terrain choisi pour le guet-apens, Ababou ait renoncé car l'endroit retenu par lui était trop vulnérable à un repérage aérien. L'hélicoptère du roi qui survole toujours le cortège n'aurait pas manqué de signaler une concentration non prévue (près de 40 hommes et leurs véhicules). Ababou hésitait encore entre un petit souk à viande du Val d'Ifrane et un terrain qu'il avait déjà utilisé pour des manœuvres (et qu'il connaissait donc très bien) alors qu'il commandait le centre des appelés d'El Hajeb. C'est tout ce qu'on sait.

Les conjurés auraient donc tenté de passer aux actes, mais les conjurés du 15 mai étaient-ils déjà tous ceux du 10 juillet ?

Quelles que soient les raisons de l'échec ou du report, Medbough avait décidé d'agir le 10 juillet et mis au point avec Ababou un alibi remarquable pour justifier des mouvements de troupes importants : les grandes manœuvres de fin de promotion à Ben Slimane.

Alors qu'en les cachant, ces mouvements, qui auraient inévitablement été aperçus le 10 et signalés, seraient apparus suspects, on les rendait innocents en les officialisant, selon une procédure et des délais parfaitement normaux.

L'approche de l'objectif ne posait pas de problèmes. Ce qui en posait c'était la pression que devaient exercer les soldats d'Ababou. Et c'était l'objet de la discussion où s'affrontaient en ce moment Medbough et Ababou, dans les appartements du roi.

Ababou est violent. Medbough est intransigeant. Le problème n° 1 est bien entendu le sort réservé au roi.

Le souverain l'a reconnu lui-même, Medbough n'en voulait pas à sa vie ; il y a longtemps qu'il pouvait le tuer sans difficultés matérielles. Ce que voulait Medbough c'était une abdication à la Télévision et un départ immédiat en exil par avion, par Gibraltar ou Lisbonne. L'attitude des mutins dans les locaux de la R.T.M. confirmera bien que c'était la seule solution prévue. Mais ce n'est pas ce qu'a décidé Ababou.

Un procès à la Fouquier-Tinville et une exécution, seraient plus dans sa manière. L'hypothèse selon laquelle Medbough aurait fait signer un acte d'abdication est invraisemblable dans le contexte. On ne fait pas de juridisme dans un moment pareil, et, dans un pays où le verbe est souverain, la preuve orale reste la plus prisée. Voire la seule. Une abdication télévisée aurait tellement plus d'impact qu'un chiffon de papier ! Sans compter qu'on imagine mal Medbough allant chercher un bloc de papier et un stylo-bille !

La discussion s'éternisant sans apporter de solution alors qu'elle continuait sur les marches maintenant, Ababou l'avait terminée d'une rafale. L'heure tourne ; il est bientôt quatre heures et rien n'a été fait à Rabat. Il faut y aller, et très vite.

Ne voulant pas résoudre seul le cas du roi et certainement soucieux de faire le point avec les conjurés, il se contente de laisser quatre-vingt-dix hommes (l'effectif de trois commandos) garder les invités qu'il a fait regrouper devant le mur, sur trois rangs, ou sur le far-way n° 15.

Il emmène ses meilleurs combattants avec lui, dont tous ceux qui

« savent », pour aller prendre la R.T.M., l'Intérieur et l'État-Major, et tous les officiers.

Ce sera sa deuxième erreur de la journée. La première c'est de ne pas avoir enfermé le palais dans une nasse absolument hermétique ; la seconde d'avoir laissé une petite troupe non motivée et abandonnée à elle-même (pas de communications radio !).

Une fois proclamée la République et installés dans les principaux édifices publics de la capitale, Ababou (et les principaux putschistes ?) serait revenu à Skhirat pour s'occuper du roi et des ministres : les cadets qui gardent le « bunker » attendent le retour du colonel — ils l'ont dit, on l'a vu, *supra*. Ababou a dit à Allal El Fassi, le président de l'Istiqlal, et au D^r Khatib : « A tout à l'heure. » On ne sait pas pourquoi, mais cela prouve bien qu'il avait l'intention de revenir !

Il est normal aussi qu'il ne se préoccupe plus des officiers supérieurs interpellés par lui en début d'après-midi et qui n'ont pas donné signe de vie : ou ils sont morts, et le problème de leurs réactions ne se pose plus ; ou ils sont étroitement prisonniers et elles ne sont pas plus dangereuses !

En se penchant sur le corps de Medbouh, Ababou avait simplement dit : « Dommage pour vous, mon général¹⁷. »



« ON A FAIT UN MASSACRE »

RABAT, 16 h 30

Le colonel Larbi Chelouati, le troisième homme du putsch, était monté dans un half-track, avec les généraux Bougrine et Habibi [qui commandait la région de Marrakech], et l'aspirant Ahmed Mzirk, le beau-frère de Medbouh, celui qui avait demandé une permission pour lui apporter un cadeau.

Le lieutenant-colonel Mohammed Ababou était monté dans le même half-track que le général Hamou, qui s'était mis entre le chauffeur et lui « pour se préserver des balles », disait-il. Non sans humour puisqu'il dépassait d'une bonne tête ses soi-disant boucliers. Mais Amazoun Hammou avait une réputation à soutenir : on disait volontiers dans l'armée que les amulettes qu'il avait longtemps portées autour du cou (des incantations berbères pour se concilier les forces obscures du mal) le rendaient invulnérable. Ce qui était faux puisque le général, alors capitaine, avait été blessé en Indochine en 1953 pour le vingtième anniversaire de son entrée dans l'armée française. Compte tenu de ses nombreuses campagnes (Tunisie, Italie, Allemagne, Indochine) faites au premier rang, c'était en effet presque de l'invulnérabilité !

Pourtant Mohammed Ababou n'était guère sensible en ce moment aux finesses du général. En suivant le convoi qui cinglait sur Rabat, il contrevenait aux ordres de son frère qui l'avait chargé de la garde des prisonniers alignés contre le mur et sur le golf. Il semblait bien que le lieutenant-colonel ne souhaitait pas s'éterniser à Skhirat...

Certains cadets avaient, si surprenant soit-il, manqué la manœuvre d'embarquement, où tout se déroulait au 1/10^e de seconde. Le sous-lieutenant Abdelaziz Binbine, chef du 8^e commando, avait vaguement cherché son père tout en tenant son rôle de chien de berger (son père était un habitué des réceptions du palais) et avait dû se résoudre à faire du stop avec deux de ses subordonnés, qui étaient aussi attardés que lui. Avec une mitrailleuse, le stop ça marche toujours mieux : une Fiat s'était arrêtée devant le barrage improvisé et les trois soldats s'étaient entassés dans la petite voiture. Le conducteur, un Italien, n'était pas enchanté de jouer les transports de troupes.

Il ne comprenait qu'une chose dans leurs propos bruyants et qu'il espérait incohérents : « *On a fait un massacre.* »

A moins que ce ne soit : « On va faire un massacre. »

Futur proche (mais alors, très très proche ?) ou passé récent ? Pourtant, les trois types ne le menaçaient pas et ils s'étaient fait déposer auprès de la grande mosquée qui termine le boulevard Mohamed-V.

Il y avait beaucoup de camions militaires.

Devant la mosquée, sur une petite esplanade gazonnée, un immense portrait du roi, jouant au golf, dominait l'avenue pratiquement vide.

Ababou avait rattrapé la tête du convoi et avait fait irruption à l'État-Major avec Chelouati et Hamou.

« Ne tirez pas, on est venu vous aider¹⁸. »

Ils avaient désarmé le poste de garde sans problème, les trois soldats et le caporal de garde ne pouvaient guère résister au général commandant la région, ni au colonel chargé des 3^e et 4^e bureaux.

Les problèmes avaient commencé avec le détachement de la B.L.S. qui se trouvait là, sous les ordres d'un officier. Très inférieur en nombre, 30 contre plus de 1.000, le petit détachement loyaliste ne pouvait rien contre les troupes d'Ababou qui donnait déjà l'ordre d'abattre le colonel Choujah. Chelouati était intervenu à temps. Il suffisait de faire prisonnier le petit détachement. Il y avait d'autres urgences.

C'est de cette façon que les putschistes apprirent que la tenaille d'Ababou avait mal fonctionné et que le colonel Assari, chef de cette Brigade légère de sécurité, avait pu regagner sa base de Ben Slimane (c'est là que devaient se dérouler les grandes manœuvres).

Chelouati connaissait bien cette Brigade due à l'initiative du général Oufkir et dont il avait été le premier commandant, à l'époque où elle s'appelait G.L.S. La B.L.S. c'est une unité d'élite inter-armes de 3.000 hommes encadrés de « vieux sous-officiers » et composée de soldats de métier, très efficaces. Elle est casernée dans trois cantonnements : Ben Slimane, Casablanca-Ville et le camp Moulay Ismael.

Dans chaque quartier, 100 hommes sont en permanence et, par roulement, en état d'alerte.

Sitôt arrivé à Ben Slimane le colonel Assari (qui n'avait pu utiliser sa voiture puisqu'elle était bloquée au parking, et avait dû faire du stop) avait prévenu les chefs des bataillons de Casa et Rabat.

Il avait mobilisé les 900 hommes de Ben Slimane qui n'étaient pas tous

immédiatement disponibles et envoyé 90 hommes à Rabat, ne laissant que 10 soldats au camp. Le détachement s'était réparti entre l'E.-M., le Palais et la Radio (R.T.M.).

Après les éléments de la C.M.I., c'était la deuxième force de contre-attaque, insuffisante, qui se heurtait aux mutins.

Chelouati savait maintenant que les 3.000 membres de la B.L.S. risquaient de leur tomber dessus, et il devenait de plus en plus urgent de prendre les grandes unités en main.

Avant d'aller à la R.T.M., Ababou s'était expliqué devant le premier « Conseil de la Révolution » qui s'était tenu dans le bureau de Chelouati.

Après la mort de Medbouh, les rôles avaient été rapidement redistribués (ou tout simplement officialisés si on admet que Chelouati et Ababou s'étaient déjà partagé les premiers rôles, la présidence de Medbouh devant s'achever, de toute façon, dans l'après-midi de ce samedi). Le colonel Larbi Chelouati était président du Conseil de la Révolution, tandis qu'Ababou était chef d'Etat-Major général, poste dont le titulaire, le général Bachir Bouali, était pour l'heure prisonnier à Skhirat. Le colonel Feniri était ministre de l'Intérieur. Mais il restait beaucoup de postes à pourvoir.

Cette première réunion à l'E.-M. est un des éléments essentiels du samedi.

On n'a pas assez insisté là-dessus. Car, après le complot Ababou (disons Ababou-Chelouati) et le complot Medbouh, apparaît (ou bien commence) au grand jour le complot des généraux. Les choses sont peut-être moins tranchées qu'on se les présente en parlant des « trois » complots, mais elles ont la commodité essentielle de souligner trois tendances, et trois comportements, sinon trois volontés distinctes.

C'est Ababou qui parle, et c'est normal car c'est le seul qui ait une vue d'ensemble de l'attaque et des résultats actuels de l'action des cadets (personne n'a rien dit des faits et gestes de Chelouati entre 14 h 30 et l'arrivée à l'E.-M.)

Il est très bref : *La situation est maintenant entre vos mains. L'injustice a trop duré. Je ne suis qu'un simple soldat. Si j'ai commencé c'est à vous de terminer*¹⁹.

Je rapporte cette phrase avec les mêmes restrictions mentales que pour la mort de Medbouh. Les seuls témoins vivants étant cette fois des cadets ou des membres de la Brigade spéciale. Les autres sont morts. Pourtant, il est à peu près constant que les inculpés n'ont pas menti quand il s'agissait de faits dans lesquels ils n'étaient pas directement impliqués. Ils ont été très stricts sur leur

système de défense : Ababou les a trompés et ils n'ont pas tiré. En dehors de ces deux points précis, à chaque fois qu'il m'a été possible de le vérifier, ils ont rapporté le plus exactement possible des faits, ou des phrases. Je ne crois guère à la version « cadet » de la mort de Medbough parce que, là, les « témoins » sont aussi des suspects et le système de défense est automatiquement mis en place !

Mais je n'ai pas de raisons vraiment sérieuses de douter de l'exactitude des propos qu'ils prêtent à Ababou, à partir du moment où il n'y a pas mort d'homme dans cette séquence.

Daoudi n'a pas été le seul à évoquer (très rapidement) la scène ; l'adjudant-chef Dik Jilali (Brigade spéciale) précise la tirade d'Ababou : *Nous avons éliminé tous les traîtres y compris les gouvernants chevelus*, et, d'après le caporal Boukhibat (qui était de garde à l'E.-M. mais qui s'est « rallié » après l'arrivée des généraux), Ababou aurait insisté : *Nous avons éliminé les traîtres et les Apôtres d'Ahhardane*.

L'éventail politique d'Ababou est maintenant complet. Il s'en est pris à l'Istiqlal (Allal el Fassi), au Mouvement populaire (D^r Khatib, Mahjoubi Ahhardane) et aux ministres non « politiques » qui forment depuis 1965 l'essentiel des différents ministères, les « chevelus ». Ababou a d'ailleurs employé le mot « éliminé » ce qui ne veut pas dire forcément « tué ». Il y a là un petit problème de traduction qui n'est pas sans intérêt.

Mais ce n'est pas cela l'essentiel. Ce qui est important, c'est qu'on ignore tout de ses propos sur le roi.

Qu'a-t-il dit aux généraux ? Il est difficile de croire qu'il ait pu leur mentir. Évidemment, si le roi est mort, leur situation juridique est très différente. Devant cette disparition du « ciment » de l'unité nationale et de l'ordre, ils doivent veiller à son maintien. Le prince héritier n'est qu'un enfant.

Mais s'il leur a dit que le roi était prisonnier de trois de ses brigades, et qu'une fois l'armée en état d'alerte il faudrait prendre une décision à son sujet, il n'y a plus de doute sur le caractère illégal de leur action !

Il y a bien une troisième solution, mais elle n'aurait fait qu'ajouter à la confusion, c'est la « disparition » du roi. Même dans ce cas la mutinerie est avérée.

La seule hypothèse qui puisse justifier légalement leur action, c'est la mort du roi, et on ne voit pas pourquoi Ababou aurait construit la seconde partie de son putsch sur un mensonge aussi évidemment vérifiable.

Les généraux franchissent donc le Rubicon, en toute connaissance de

cause. L'essentiel pour la suite du récit, sinon pour l'intelligence profonde des faits, c'est que les généraux (Bougrine, Mustapha, Hammou et Habibi) sont maintenant les éléments les plus représentatifs de ce Conseil de la Révolution, qui a peut-être été conçu sans eux, mais dans lequel ils s'embarquent sans discussion possible, semble-t-il.

Pendant que Chelouati va téléphoner aux régions militaires pour les informer de la situation et les mettre en état d'alerte, Ababou divise ses forces en trois contingents. L'essentiel va avec lui prendre la Radio ; deux brigades vont s'emparer du ministère de l'Intérieur ; le reste gardera l'État-Major.

En voyant le général Hammou sortir de son half-track, un familier du palais qui regardait d'une fenêtre de la rue Ben-Ghazi avait exulté. Échappé de justesse à l'encerclement de Skhirat, il avait pu s'évader par l'Amphitrite avant que les cadets bouclent le complexe balnéaire, et, maintenant, il était persuadé que l'armée avait repris la situation en main puisque le général Hammou en personne donnait des ordres aux soldats qui sautaient des camions et qui remontaient la rue Pierre Parent. C'était d'ailleurs un va-et-vient de véhicules militaires de tous gabarits, et on tirait maintenant au carrefour de la rue Urbain-Blanc et de la rue P. Parent : des balles venaient se perdre contre les façades de la rue Ben Ghazi. Il valait mieux se ramasser.

L'arrivée des soldats avait beaucoup amusé les gamins qui jouaient sur les trottoirs, devant l'entrée de la R.T.M. Pour les chasser, alors qu'ils commençaient à se mêler aux commandos, il avait fallu tirer en l'air. Cette fois les gosses s'étaient égaillés. Heureusement, car les trente hommes de la B.L.S. étaient là et le lieutenant Taïef interdisait l'entrée au colonel Ababou.

Les cadets avaient maintenant complètement envahi la rue et Ababou avait interpellé Taïef que le nombre imposant des agresseurs n'avait pas fait se replier.

« *Viens avec nous, ou fous le camp.* »

Le lieutenant avait refusé l'alternative avec un laconisme digne de Cambronne. Ababou l'avait descendu et sans même attendre que le reste de l'escouade, démoralisé, soit maîtrisé, il était rentré dans l'immeuble.

Tandis que les cadets se répandaient dans tous les étages, fouillant les bureaux, rééditant le nettoyage de Skhirat, avec les mêmes violences

verbales, mais sans viser les techniciens au travail dans les studios, Ababou installait son P.C. dans le bureau d'Ahmed Bidaoui, le chef du service Musique.

Il téléphone aussitôt aux blindés du camp Moulay-Ismail. C'est un lieutenant-colonel de la « promotion Mohamed V » qui est de permanence :

« Est-ce que tu te rallies à nous ? Tu réponds par oui ou par non !

— Je voudrais te poser deux questions : Où EST LE ROI ?

— EN LIEU SÛR.

— D'où téléphones-tu ?

— D'un bureau de poste.

— Quand on fait une révolution on ne téléphone pas d'un bureau de poste.

Tu n'as pas intérêt à te trouver sur mon chemin. »

Puis Ababou avait essayé de persuader l'aviation de suivre leur mouvement.

Mais l'aviation n'obéissait qu'au général N'Michi. Et le général N'Michi ne pourrait plus jamais donner d'ordre, mais cela on ne le savait pas au Q.G. de l'air. Pas un avion ne décollerait.

Ababou était ensuite monté au centre de modulation. Toute modulation passe par un centre de contrôle ce qui implique que rien n'échappe à ce centre. On tirait dans les couloirs, surtout sur la porte du studio n° 4, celui de la programmation arabe, parce qu'elle était fermée.

Il avait demandé la connexion avec tous les studios et que l'on passe des disques « neutres ». De la petite musique d'ambiance. Il avait laissé quatre soldats de garde pour surveiller l'ingénieur. « S'il touche à un bouton, descendez-le ! » Et comme en quittant le bureau, le téléphone sonnait, il était rentré : « Qu'il ne réponde surtout pas ! »

Les soixante-quinze techniciens et journalistes présents étaient regroupés dans le studio n° 1. Ababou leur avait fait un petit speech : « *La monarchie est renversée. Cette révolution était indispensable. Dans l'intérêt du peuple, donc du vôtre...* »

C'est à peu près ce qu'avait dit un des officiers à l'agent de police qui est toujours en faction dans le hall de la R.T.M. « Ne craignez rien, le conseil de la Révolution garantira tous vos droits. »

Ababou avait ensuite griffonné sur une feuille de papier le texte de la déclaration à lire au micro... Il peut paraître surprenant qu'elle n'ait été élaborée qu'à ce moment-là, mais ça ne fait que confirmer ce qu'on sait déjà : que le roi devant annoncer lui-même son abdication, il n'y avait nul besoin de

prévoir un texte et un speaker.

Toutefois, le côté artisanal (sans le soin méticuleux) de cette manipulation des médias par les moyens d'information modernes est encore souligné par ce fait incroyable qu'Ababou n'a pas lu la déclaration au micro lui-même. Une fois rédigé un très court texte, improvisé ici ou établi à l'E.-M. tout à l'heure, Ababou était retourné à l'État-Major, laissant au capitaine Chellat le soin de diffuser la proclamation et de maintenir l'ordre nouveau à la radio.

Dans le studio n° 1, le chanteur égyptien Abdelh<lim Hafez était en train d'enregistrer sa dernière chanson, composée pour l'anniversaire du roi précisément. Dans le même style « crooner », Hafez est aussi célèbre dans le monde musulman que Sinatra, Nat King Cole ou n'importe quelle autre voix de velours typiquement américaine. Hafez revenait d'ailleurs des États-Unis où des soucis de santé l'avaient conduit, en compagnie de deux médecins égyptiens, dont le médecin personnel du président Sadate. Hafez avait été tricard sur les ondes de la R.T.M. de 1963 à 1967, à cause du conflit algéro-marocain...

Chellat lui avait demandé, c'était un ordre, de lire la proclamation. Le chanteur avait refusé, en prenant le maximum de précautions oratoires car la hargne de Chellat incitait ses interlocuteurs à mesurer leurs propos ! Il était Égyptien, il n'était pas Marocain et les auditeurs ne comprendraient certainement pas son accent (mais ses chansons ?). Bref, il valait mieux trouver un Marocain pour parler au peuple marocain. Chellat avait curieusement cédé. Un compositeur, marocain cette fois, Abdeslam Amer, qui est aussi l'interprète de ses chansons (on l'appelle parfois le « Ray Charles marocain » parce qu'il est aveugle et non à cause d'une ressemblance stylistique entre les deux artistes) avait donc été chargé de dire le texte. Après un court malaise il avait pu commencer à apprendre par cœur la déclaration qui sera diffusée du studio n° 3 (langues étrangères) :

L'armée, l'armée vient de prendre le pouvoir. Le système monarchique a été balayé. L'armée du peuple a pris le pouvoir. Vigilance, vigilance. Le peuple avec son armée est au pouvoir. Une ère nouvelle vient de poindre.

Les bureaux étaient pratiquement déserts au ministère de l'Intérieur. Il n'y avait que la garde, les employés de permanence et le capitaine Mohamed Amor qui était arrivé vers 15 heures : un coup de téléphone²⁰ l'avait prévenu

de l'invasion du palais de Skhirat par des « soldats », alors qu'il se dorait sur la plage. Une fois sur place, le colonel Assari lui avait confirmé la nouvelle. Il avait alors essayé d'appeler l'E.-M. qui n'avait pas répondu, et vers 16 h 30 des camions s'étaient garés dans la cour et des soldats avaient envahi la cour et les couloirs au pas de course. Le commandant L. leur avait dit qu'ils devaient se mettre en rapports avec l'E.-M. pour recevoir des ordres, car l'armée était au pouvoir maintenant.

Puis un deuxième commandant était arrivé et avait exigé du capitaine Amor les fréquences radio pour établir la liaison avec l'E.-M.

M^{me} Cumine s'apprêtait à faire goûter sa petite fille en vacances au Maroc et qui avait passé l'après-midi avec les deux enfants d'un autre employé de l'ambassade de France, quand François Susini était arrivé.

Employé au consulat de France, il venait précisément de Casa pour passer le week-end chez des amis à Rabat. En passant devant Skhirat (la circulation était libre dans le sens Casa-Rabat, on le sait), il avait bien vu qu'il s'y passait quelque chose. Alors que le service d'ordre était toujours d'une discrétion exemplaire autour de la villa royale, cette fois c'était un va-et-vient de soldats et de jeeps, ponctué de quelques rafales.

C'était sûrement des rafales.

Mais comme la haie vive qui double en la masquant la clôture de grillage ceinturant la propriété est déjà très haute et que la configuration du terrain ne permet pas de voir quand on est au niveau de la route, il n'avait rien vu d'autre. C'était déjà suffisamment inhabituel pour alarmer et il appuya sur l'accélérateur. Il fallait prévenir l'ambassade.

Il avait donc été tout de suite chez Lucien Cumine, chargé de mission à l'ambassade. La nouvelle était surprenante, tout était si calme dans la petite rue où sont édifiés les petits pavillons qui servent de logements de fonction à certains couples employés de l'ambassade. C'est un cul-de-sac qui ne dessert que ces maisons et qui passe en contrebas juste derrière le ministère de l'Intérieur. Pas de mouvements apparents non plus dans le ministère ni aux abords immédiats.

M^{me} Cumine sortit aussitôt prévenir M. Barbier, ministre plénipotentiaire, le service du chiffre et tous les agents qu'elle pourrait rencontrer. Pour aller à l'ambassade toute proche, il faut emprunter un escalier de pierre encaissé entre deux murs aveugles, puis longer la grande cour d'entrée du ministère de

l'Intérieur. L'ambassade (c'est l'ancienne Résidence générale) et le ministère sont exactement contigus.

Aussitôt accomplie sa mission, elle s'était préoccupée du sort des enfants qu'il valait mieux replier à l'intérieur même de l'ambassade, plutôt que de rester dans la villa située vraiment trop près d'un ministère-clef, si vraiment il y avait du grabuge.

Elle allait pousser le portillon du jardinet quand elle aperçut un petit détachement de soldats (une demi-douzaine tout au plus) qui progressait dans la ruelle. Ils étaient armés et en tenue de combat. D'habitude, ce sont les mokhaznis qui gardent les ministères et leur uniforme est très reconnaissable. Ce n'étaient pas des mokhaznis.

Instinctivement, elle franchit en courant les quelques mètres qui séparent le portillon de la porte d'entrée proprement dite. Une rafale gicla du groupe de soldats et alla claquer juste sous le dormant de la fenêtre de sa chambre à coucher, l'épargnant de justesse.

Le réflexe, si compréhensible, de M^{me} Cumine l'avait fait suspecter. Mais de quoi !

En tout cas les soldats arrivaient maintenant au pas de course et comme on le leur faisait répéter depuis si longtemps ils nettoyaient la « zone suspecte », en l'occurrence un micro-jardinet, à la grenade et la mitrailleuse.

En entendant la première rafale et en voyant l'arrivée en catastrophe de sa femme, Lucien Cumine avait tout de suite compris et casé tout son monde sous le lit de la chambre (qui ne donne pas sur la ruelle). La serrure de la porte de la cuisine céda sous la rafale de P.M. et les soldats transformaient méthodiquement chaque pièce inspectée en champ de tir, et les meubles en passoires, avant d'en vider le contenu inventorié à grands coups de pied. Pour prévenir la catastrophe, L. Cumine accueillit à la porte le premier soldat en se présentant comme membre de l'ambassade de France et en le suppliant d'épargner les enfants et les femmes (il y avait aussi une amie de sa femme). Le soldat répondit qu'ils n'étaient pas là pour les tuer mais qu'il fallait les suivre.

Il y avait déjà une sentinelle devant la maison. « Ne fermez pas la porte à clef pour éviter qu'elle soit forcée par d'autres. » Visiblement, les soldats ne savaient pas trop quoi faire de leurs prisonniers. « Ce sont des Français, tu vois bien, laisse-les ! »

Mais un nouvel arrivant leur fit lever les bras et mettre en colonne par deux. Le petit groupe, augmenté des voisins alertés par les tirs ou éjectés de

chez eux, fut conduit dans la cour du ministère où déjà une vingtaine de Marocains en slip et tricot de peau étaient accroupis et surveillés par des soldats en armes. Un peu plus tard un autre employé de l'ambassade, déchaussé, était arrivé les bras en l'air lui aussi, suivi bientôt du consul général des U.S.A. à Tanger, d'un officier français conseiller technique et d'un inspecteur de police bordelais en vacances.

Un cadet rafla tous les papiers d'identité.

Le soldat qui barrait la route passa le canon de son P.M. par la fenêtre de la Renault 16 et le colla sur la poitrine du conducteur. « Pas un mot, c'est le règlement ! »

Le type n'avait pas l'air dans son assiette et Roger L. connaissait trop bien ce genre de réaction (imprévisible et toujours dangereuse chez une sentinelle « nerveuse ») pour tenter quoi que ce soit. Il avait déjà failli être victime d'une interprétation abusive et paniquée du règlement militaire alors qu'il était lieutenant en Indochine. En rentrant (assez tard) au camp il s'était trouvé nez à nez avec la sentinelle que l'obscurité rendait plus active qu'Argos lui-même. Elle avait braqué, armé son arme et hurlé en même temps avec un synchronisme qui en disait long sur ses automatismes : « Halte-là, trois fois, ou je tire ! » Ce qui était une façon dangereusement sommaire d'effectuer les trois sommations réglementaires ! Il avait reconnu son supérieur à temps, avant d'accomplir la dernière opération : la flexion de l'index sur la gâchette...

Quelques minutes plus tôt, Roger L... avait été prévenu par téléphone « qu'il se passait quelque chose d'anormal » et il avait aussitôt pris sa voiture pour se rendre à l'ambassade. Mais devant le ministère de l'Intérieur il y avait trois camions militaires, une demi-douzaine de moghaznis bras en l'air, et, au milieu de la route son actuel interlocuteur.

On entendait quelques coups de feux isolés.

La tentative d'explication qui s'annonçait si mal fut heureusement couronnée de succès par l'arrivée d'un lieutenant (c'est le lieutenant Abdeslam Haifi, chef de la Bridage spéciale de commandement) qui l'avait fait très « courtoisement » circuler après vérification de ses fonctions à l'ambassade.

« Il se passe quelque chose ici. Ramassez-vous. »

Il devait être 17 heures.



VI

La Fatiha

« AU NOM DE DIEU, CLÉMENT ET MISÉRICORDIEUX »

SKHIRAT, 17 h 20

Ils avaient été des dizaines à voir le roi disparaître encadré par quatre soldats. Puis, après un temps très court, moins de cinq minutes, certainement, le roi revenait. Les soldats étaient encore autour de lui.

Mais ils ne l'encadraient plus comme on bloque un prisonnier, ils l'escortaient. C'était exactement l'impression qu'ils donnaient, une escorte. Réduite, mais déferente maintenant, certains lui baisaient la main. « Tout n'était que respect, déférence et autorité. »

Le roi s'avancait vers l'endroit qu'il venait de quitter, d'un pas ferme, sans précipitation, les cheveux toujours ébouriffés, à peine gêné dans sa marche par les marques de respect que lui prodiguaient encore les soldats.

Le groupe tout entier récitait d'une voix forte que les prisonniers les plus éloignés, ceux qui n'avaient pas vu le roi se lever (ni même sortir après 17 heures), entendaient, sans l'expliquer, une fois de plus !, cette introduction au Coran que l'on appelle la Fatiha. Prière solennelle, très courte, que le ton incantatoire et la répétition des récitants rendaient un peu étrange. Surprenante au moins.

Au nom de Dieu, clément et miséricordieux :

Louange à Dieu, souverain de tous les mondes !

La miséricorde est son partage.

Il est le roi le jour du jugement.

Nous t'adorons, Seigneur, et nous implorons ton assistance.

Dirige-nous dans le sentier du salut,

*Dans le sentier de ceux que tu as comblés de tes bienfaits.
De ceux qui n'ont point mérité ta colère et se sont préservés de l'erreur²¹.*

Le coup de théâtre était d'autant plus manifeste que les témoins ne pouvaient pas mettre de légendes à cette série stupéfiante de photos.

Le roi est emmené, caché, on tire²². Le roi est mort. Le roi revient, obéi, mieux qu'obéi même. Le roi est vivant.

Un témoin (il avait été enfermé dans le « bunker ») avait très bien suivi la scène. Les scènes plus exactement. Placé à deux mètres derrière le souverain, et sur sa gauche, il l'avait nettement entendu parler à un des soldats qui les avaient fait sortir il y avait un bon quart d'heure. Le roi s'était levé et s'était dirigé vers les wagons-vestiaires avec des soldats. A ce moment précis, le prince Moulay Abdallah racontait qu'il avait dû faire le mort.

Le petit groupe qui entourait le roi discutait.

Ça paraissait bon signe, cette discussion. S'ils l'avaient entraîné pour l'abattre, ils ne discuteraient certainement pas. Puis il avait entendu un immense hourra, et la mélodie de la Fatiha, en récitatif modulé qui est comme un chant.

... Quand ces jeunes militaires Nous ont vu devant cette assistance, les mains sur la tête, l'un d'entre eux Nous reconnut et Nous a demandé de le suivre.

Il avait le doigt sur la détente. Au moment où nous nous sommes retrouvés en tête à tête, il s'est mis au garde à vous puis Nous a baisé la main...

Nous l'avons alors apostrophé avec étonnement en lui faisant remarquer que, d'une part il faisait montre d'obéissance et de dévouement et que, d'autre part, il participait à une entreprise criminelle.

(Discours du roi, diffusé dans la nuit de samedi à dimanche, reproduit dans la *Revue des Forces armées royales* de juillet.)

Quels ont été les termes exacts employés par le roi, encore assis, pour attirer l'attention du cadet (le sergent Kennouch Mahouch) ? Est-ce à ce moment que le roi aurait dit : « Vas-tu abattre ton roi comme un chien ?²³ » Un fait est certain, bien qu'il ait échappé semble-t-il à la presque totalité des témoins, c'est que, juste avant que le roi soit entraîné, un des cadets avait commencé une espèce de tri entre les prisonniers, choisissant, selon des critères absolument indiscernables, un prisonnier sur trois ou quatre. Il

procédait très simplement : « Toi, lève-toi ! » « Et toi aussi », désignant de sa main libre celui qu'il voulait faire se lever.

Dans quel but ? On aurait peut-être du mal à trouver une explication rationnelle, même si on voulait la chercher. Et comme on ne s'en est pas soucié...

Sitôt revenu vers ses co-détenus, le roi s'était adressé à Oufkir et aux cadets : « Vous êtes sous les ordres du général Oufkir, obéissez-lui. Oufkir, prends la situation en main ! »

C'est l'esprit, sinon la lettre, de la mission confiée spontanément au ministre de l'Intérieur.

On a beaucoup épilogué sur cette mission, et on a parlé de « pleins pouvoirs ». C'est proprement absurde si on s'attache à la signification exacte des mots « pleins pouvoirs ». La vérité, qui est plus simple, est une vérité *tactique*, et le roi, sitôt retrouvée (reconnue) son autorité, a eu un geste *tactique*, qui n'est pas à proprement parler politique. Il a chargé, ce qui est parfaitement naturel quand on sait ses capacités de commando et dans les circonstances présentes, son ministre-général d'une opération *tactique* : réduire à l'impuissance un groupe de rebelles emmené par le directeur d'une école d'élèves sous-officiers. Que sait-on du rôle de Medbouh, et des complicités, si complices il y a ? Très peu de chose.

Et le cadet vient de dire au roi qu'ils étaient venus le protéger contre un complot !

Son premier geste est donc de charger Oufkir de liquider Ababou, et ses éventuels amis.

C'est une mission précise dont on a voulu faire une délégation ou même une démission. C'est un abus de langage.

Oufkir s'était levé aussitôt.

Philippe Ardant, à qui son gardien (il avait toujours été correct, lui donnant un foulard qui traînait, pour le protéger du soleil) venait de passer un peu d'eau, avait entendu la Fatiha puis des hourrah, très nets, *yahia el malik*, « vive le roi ». Ce ne pouvait être que des serviteurs courageux qui, avant de se faire exécuter, comme d'autres sans doute, criaient leur fidélité.

Des serviteurs vraiment courageux.

Puis, comme pour des centaines de prisonniers, ce sera la cavalcade étonnante de Moulay Ahmed Alaoui qui leur apprendra obscurément la nouvelle.

Moulay Ahmed avait dû se souvenir d'avoir été ministre de l'Information

et, dès le retour vraiment royal du souverain, il avait bondi en hurlant « fou de joie » : « Vive le roi, criez Vive le roi. »

« Ses sauts de poulain », les témoins ne les oublieront pas. C'était la danse de la libération. Mais comme personne ou presque n'avait vu le roi, la joie et les exhortations du ministre étaient une incompréhension de plus. Driss El Marrachi, « dans le désarroi le plus absolu » se disait que ce n'était pas le moment et qu'il avait dû perdre la raison. Ce n'était pas possible, crier vive le roi, après un putsch qui avait commencé depuis plus de trois heures et qui avait manifestement réussi : pas d'opposition armée.

Et tout le monde avait encore les mains sur la tête, ce qui était considéré comme une faveur ! Alors l'enthousiasme !

L'ambassadeur de France avait vu des soldats autour de Moulay Ahmed Alaoui ; il avait pensé, comme tous ceux qui l'entouraient que le ministre et parent du roi allait se faire fusiller et qu'il criait son loyalisme avant de tomber sous les balles. On voyait d'ailleurs le roi, maintenant, encadré lui aussi (c'est ainsi qu'on le voyait de loin : le changement d'attitude des cadets n'étant plus alors perceptible).

C'était incroyable. Ceux qui l'avaient vu sortir par la petite porte il y avait une vingtaine de minutes et qui l'avait vu se lever et disparaître entre quatre soldats étaient persuadés qu'il venait d'être fusillé. Son retour est fantomatique. Pour tous les autres, le plus grand nombre, sa présence soudaine (pour eux !) était tout aussi stupéfiante : il y avait longtemps que le roi devait être mort, ou à Rabat, ou...

Les neurones un peu assoupis se remettaient à fonctionner à une vitesse grand V.

On allait le fusiller devant tous ces témoins « privilégiés ». A moins qu'on ne se contente d'une humiliation à grand spectacle. On n'allait pas le fusiller alors, mais seulement le discréditer : il y avait là assez de témoins de moralité, nationaux et internationaux, puisque tous les ambassadeurs accrédités étaient accroupis sur le sol, mains sur la tête, et les ministres, anciens ministres, hauts fonctionnaires, officiers supérieurs, chefs de partis. On allait donner la preuve au monde entier, dans sa réduction microcosmique, que le monarque alaouite n'était plus rien, que son armée l'avait éliminé politiquement.

Mais avant que les raisonnements les plus échevelés commencent à tenir

debout, il devenait évident que les soldats n'allaient ni fusiller ni humilier le souverain. Ils lui baisaient les mains. Le roi donnait des ordres. Oufkir se levait. Moulay Ahmed continuait sa course, tout le monde criait maintenant vive le roi, sans comprendre (mais ils ne faisaient que ça depuis le début de l'après-midi). Les mutins aussi criaient « *yahia el malik* ». Avant de crier, Michel Roger avait demandé à son voisin de lui traduire ce vivat mystérieux, mais le voisin n'avait pas voulu « se mouiller » pour une (pourtant) simple traduction et d'ailleurs il était très occupé lui-même à crier. Quelqu'un disait : « Vive le roi ? Mais quel roi ? »

Ce n'était pas le moment de se livrer à la réflexion.

« Allez, crie Vive le roi comme tout le monde. On verra après. »

Les soldats qui les braquaient toujours (pas d'ordres contraires encore) hurlaient : « Vive le roi » et c'était une raison suffisante pour crier : « Vive le roi. » Comme eux. Pour beaucoup, ces deux ou trois minutes seront particulièrement floues, devant ce changement à vue si brutal qu'ils étaient, au pied de la lettre, abasourdis.

La rumeur se propageait sans s'amortir, à laquelle se mêlait maintenant des Fatiha de soulagement. La prière était la basse continue que rythmaient les hourras bilingues.

Louanges à Dieu, souverain de tous les mondes.

Des gens se levaient et rien ne s'opposait à ce qu'ils se lèvent. Mais beaucoup hésitaient encore à prendre une décision. Ils n'avaient plus l'habitude. Le général Oufkir commençait à se déshabiller.

La miséricorde est son partage ;

Il est le roi le jour du jugement.

Le strip-tease d'Oufkir était évidemment interprété d'une façon erronée, comme l'avaient été le départ du roi, son retour même, comme le geste d'Ahmed Alaoui, comme tous les mouvements qui n'étaient pas ceux qu'ils faisaient depuis des heures maintenant. L'inhabituel ou le nouveau était prélude à la mort. Ouf kir se levant et se déshabillant, c'était évidemment une humiliation avant son exécution : le roi revenait et faisait exécuter son ministre de l'Intérieur. Tout était plausible, mais toutes les hypothèses se détruisaient avant même d'être totalement échafaudées. Ouf kir enfilait déjà

un battle-dress que lui passait un militaire. On allait donc le tuer en uniforme ?

Oufkir prenait l'arme d'un cadet et commençait à rappeler les officiers prisonniers.

Smith avait entendu appeler le commandant Alami qui était tout près de lui. C'est le pilote de l'hélicoptère du roi, qui s'était accroché avec Medbouh en tout début d'après-midi. C'est aussi un ami de Smith. Smith, qui avait vu mourir Boulhimez, était persuadé qu'on appelait Alami pour l'exécuter à son tour. Après un temps d'arrêt, les exécutions reprenaient donc. Alami s'était levé, très pâle, à deux ou trois mètres de lui.

Un peu après, Oufkir était passé en donnant des ordres, suivi du roi. Tout le monde applaudissait. Les soldats ne les menaçaient plus. Le roi était vivant et avec Oufkir. Oufkir donnait des ordres et les cadets lui obéissaient. Tout le monde lui obéissait.

Et le commandant Alami était revenu, porteur d'un pistolet mitrailleur et il donnait des ordres lui aussi. C'est lui qui venait de passer son uniforme au général.

*Nous t'adorons, Seigneur, et nous implorons ton assistance ;
Dirige-nous dans le sentier du salut.*

Le roi avait eu le temps, avant de pénétrer à l'intérieur du palais, d'aller embrasser ses enfants que les gouvernantes gardaient toujours sur le petit rond-point et de se faire allumer une cigarette.

Toujours suivi d'Oufkir. Le général Driss Ben Omar, ministre des P.T.T., était avec eux, et le général Bachir Bouali allait les rejoindre.

C'étaient, avec les généraux Ben Larbi et Moulay Hafid les trois seuls généraux présents et « opérationnels » à Skhirat, vivants. Abdelhai, Gharbaoui, N'Michi étaient morts. On ne savait pas où était le maréchal Mezziane, on le savait si peu qu'on le donnera parmi les morts de la journée alors que Medbouh l'avait envoyé se reposer, juste avant le repas, soucieux semblait-il de la santé et du bien-être de son beau-père.

Le roi, toujours roi, donc encore plus roi, allait tenir son premier conseil de guerre. Rapide. Pendant ce temps on triait les invités : les officiers, les ambassadeurs, les médecins.

Les médecins, on allait en avoir besoin. La foule se disloquait déjà, occupant le nouvel espace qui lui était offert, celui de la garden-party.

*Dirige-nous dans le sentier de ceux que tu as comblés de tes bienfaits.
De ceux qui n'ont point mérité ta colère et se sont préservés de l'erreur.*

On demandait d'attendre un peu avant de partir. Les préoccupations changeaient d'un seul coup : retrouver le sac de sport, une deuxième babouche, passait au premier plan, pour presque tout le monde. Près de Claude Lebel, le D^r Messouaq : « Si vous attendez les ambulances, les blessés vont mourir. Emmenez-les dans les voitures particulières. »

Un des officiers de la Garde, qui venait d'être libéré et qui tentait de regrouper des voitures pour accélérer l'évacuation des blessés, avait balancé sans ménagement un « fonctionnaire » qui venait réclamer « une voiture de toute urgence » pour un ministre (non blessé) : « Fous le camp, sale bourgeois ! » L'autre avait tenté sa chance ailleurs, décidément les militaires ce jour-là...

Sur le far-way n° 15, la libération avait été beaucoup moins dramatique. De ce point où l'on ne voyait que la mer et un tronçon de route, on ne pouvait rien suivre de ce qui se passait devant le mur. Ils avaient entendu une vague rumeur qui s'était bientôt précisée, puis des officiers étaient descendus d'une jeep et leur avaient donné le dernier ordre de la journée : « Criez Vive le roi. »

Ceux, peu nombreux, qui essayaient de comprendre avant de crier, ne s'étaient pas posé longtemps de questions et stimulés par leurs voisins s'étaient joints au chœur enthousiaste.

Ça les gênait bien un peu de voir leurs geôliers pousser des « *yahia el malik* » aussi vigoureux après avoir démontré le contraire tout l'après-midi, mais leur naturel était si confondant...

Le groupe le plus près du mur se levait déjà.

On cherchait à boire, aux buffets ou aux tuyaux d'arrosage. Un mutin avait posé sa main sur l'épaule de Serge Safar, très copain, un peu trop copain, « Allez, viens, on est tous des hommes. » S. Safar le « connaissait » bien, c'était celui qui avait envoyé sur les roses André Grobglas quand il avait

manifesté l'intention de soigner un des cadets blessé à la main droite : « Laisse-le, il peut tirer des heures de la main gauche. »

Bien sûr, ils étaient tous des hommes, il n'y avait que la conception de l'humanité qui pouvait varier...

Les prisonniers reprenaient possession de leurs corps. Ils pouvaient maintenant se permettre d'avoir soif, de ressentir leur soif, ou la douleur causée par les gravillons sur les pieds nus, ou l'exaspération devant la « passivité » des mutins. L'un d'eux avait dit : « C'est fini, vous pouvez partir », comme si de simples petites manœuvres venaient de prendre fin. L'exercice est terminé. Repos. Rompez ! Ça donnait envie de cogner à son tour.

Le spectacle n'était pas réconfortant, il y avait des corps étendus près des voitures dont les pare-brises étaient pulvérisés, ceux des chauffeurs qui avaient été assassinés au volant étaient tombés sur le sol sans que leurs pieds quittent les pédales.

Le gazon et les allées faisaient penser à une kermesse après le démontage des stands : un désordre de chaussures, de lunettes écrasées, de menus objets personnels, de vêtements, de bouteilles. Un décapsulait des bouteilles de Fanta sur les pare-chocs.

A moins d'être médecin et de pouvoir le prouver, il était très difficile de gagner la terrasse, au moins juste après que le roi eut pénétré dans ses appartements.

Il fallait montrer une pièce d'identité. L'ambassadeur de France était rentré avec un médecin pour s'assurer qu'on ne pouvait plus rien pour l'ambassadeur de Belgique qu'il avait vu blessé au début de l'attaque. Le corps était à la même place, dans la cabine où on l'avait allongé.

Il fallait commencer à identifier les morts. Quand on retournait les corps, pour identifier les cadavres, ou les blessés pour les soigner, les papiers tombaient tout seuls sur le sol. Les vêtements avaient été fouillés... Il y avait de petits trous, de petites flaqes de sang. Il était très rare que les corps portent une seule blessure ; la plupart en comptaient trois ou quatre.

Le professeur de Gennes avait embauché le bijoutier J. Chaumet comme infirmier et transporté un blessé à l'infirmerie du palais : des soldats y

amenait un officier : « Il faut que tu le sauves ! Sauve-le ! » Il avait une plaie à la jambe et à l'abdomen, mais pas d'hémorragie inquiétante.

Par contre, le cas du jeune cardiologue, Arafa, blessé à la rate, était désespéré et il mourra à son arrivée à l'hôpital Avicenne.

Smith avait retrouvé son sac de sport exactement à la place où il l'avait laissé, mais il était criblé de gouttes de sang. Près du sac, deux caddies morts. L'un d'eux, la boîte crânienne labourée de bas en haut par une balle entrée au-dessus de l'oreille et ressortie par l'occipital. L'autre, défiguré, sans doute par une grenade. Ils avaient été tués en tirant les sacs des joueurs et sans doute à bout portant.

Les voitures qui transportaient les blessés quittaient le parking et un camion chargé lui aussi de blessés partait également. Michel Roger s'était fait copieusement insulter en faisant sa marche arrière, revenant prendre des blessés. Le D^r Arafa n'était plus là ; il avait alors évacué le professeur Raynaud ; la plupart des blessés devaient déjà l'être puisqu'il ne s'était trouvé personne pour occuper les deux places libres dans sa voiture.

Sur la route de Rabat, il avait croisé une quinzaine d'engins blindés de reconnaissance (ce sont des « tanks » sur roues) qui montaient vers Skhirat.

Ceux qui partaient étaient souvent arrêtés par des soldats en armes sans qu'ils puissent savoir si ces sentinelles étaient des mutins reconvertis, des soldats prisonniers fraîchement réarmés, après la Fatiha, ou des mutins toujours mutins, puisqu'il s'était écoulé très peu de temps depuis le retour royal et que les éléments les plus éloignés n'étaient peut-être pas informés. Si bien que le D^r Messouaq, après avoir transformé une superbe limousine en ambulance, avait réquisitionné deux soldats, l'un à la portière avant droite et l'autre assis sur l'aile. Ils avaient été arrêtés et il avait fallu parlementer avec... vigueur.

Jean Cohen était allé à pied à l'Amphitrite dès que les blessés avaient été évacués. A l'hôtel où tout le monde était pendu à la radio, on était persuadé que le roi était mort. Un poste périphérique parisien avait diffusé la nouvelle de sa mort, et à l'instant, Radio-Rabat aux mains des insurgés venait d'émettre le premier message, « *el djich, el djich* ». La monarchie était renversée et l'armée au pouvoir recommandait le calme, la vigilance et l'obéissance. Il était un peu plus de 6 heures, et lui, il amenait l'incroyable nouvelle. Le roi était vivant. On ne savait pas qui avait fait le coup ; tout ce

qu'il savait c'est que les mutins présents s'étaient soudainement ralliés au roi. Oufkir regroupait les soldats et les officiers. On avait vu le colonel Dlimi dans l'entourage du roi. C'était fini, au moins ici. Rien n'était net, hormis la réalité du coup de théâtre. Le roi prisonnier et libre. Et les morts. Mais, les morts on le savait déjà ici.

Le premier communiqué des rebelles avait été diffusé une bonne demi-heure, sans doute trois quarts d'heure après le retournement de la situation au palais d'été. Il annonçait, par Abdeslam Amer interposé, la chute d'une monarchie qui venait précisément de reprendre le dessus dans des circonstances assez inédites. L'incommunicabilité entre les deux fractions de l'école d'Ahermoumou devait être totale.

Après avoir quitté la R.T.M. Ababou avait regagné l'État-Major où Chelouati continuait de transmettre les consignes d'état d'alerte à toutes les régions. Toujours blessé et inopérable parce que la balle était vraiment trop près de la carotide, Ababou avait retrouvé les généraux pour la seconde et dernière réunion du Conseil révolutionnaire de l'Armée du Peuple.

Les décisions essentielles avaient été très vite prises à Skhirat : le général Oufkir allait au camp des blindés déterminer quelles unités de province avaient été contactées par les rebelles et prévenir des mouvements possibles. S'assurer aussi de l'aviation.

Le général Driss Ben Aomar, ministre des P.T.T. mais qui avait été chef d'E.-M. (notamment à l'époque du conflit algéro-marocain), devait reprendre l'État-Major. Mais devant l'intervention passionnée du général Bachir Bouali, chef d'E.-M. en titre, et qui s'était senti personnellement atteint par l'irruption des cadets d'Ababou, le roi lui avait confié la reconquête de l'E.-M., le général Driss Ben Aomar prenant *de facto* auprès du souverain le rôle de chef d'État-Major particulier, remplaçant ainsi le général Medbouh, dont on venait de découvrir le corps.

Les quinze blindés étaient arrivés un peu après 18 heures, Oufkir partait au camp Moulay Ismael avec un seul engin, pour y établir son P.C., Bouali partait avec les quatorze autres véhicules et les renforts amenés de Ben Slimane par le commandant Ouaya (B.L.S.), Driss organisait la défense

proche du roi avec notamment les paras venus de leur caserne située à moins d'un kilomètre du palais et désarmait les 90 mutins d'Ababou.

IL S'AGIT D'UN GROUPUSCULE

RABAT, 18 h 30

Toutes les dix minutes environ Radio-Rabat émettait en arabe, les mutins n'ayant pas encore découvert le studio d'où partaient les émissions en langues berbères qu'on avait oublié au fond de son petit couloir, peu visible. Pendant près de cinq heures le seul fond sonore admis sera une espèce de marche militaire, toujours la même, vaguement allègre, dans le style de celles de la Légion.

C'est ainsi que le pays avait appris que la Monarchie était abolie et que tous devaient obéir aux commandants de régions. La fraîcheur n'avait pas ramené dans les rues de Rabat l'animation habituelle du soir. Quelques autos circulaient, un peu incongrues dans leur isolement. Quelques piétons aussi, ceux qui rentraient chez eux, et des flâneurs impénitents sans doute. Les rideaux de fer des magasins et des boutiques commençaient à se baisser, avançant à peine l'heure normale de fermeture. On ne pouvait pas se rendre compte du trafic qui ramène habituellement les baigneurs des plages du nord et du sud. Le retour était discret, impalpable. Le relatif silence n'était même pas vraiment anormal, il n'était qu'un aspect de cette neutralité absolue qui sera observée par tout ce qui n'était pas militaire. Sur la réserve, oui. Sur le qui-vive, même pas. Une ambiance feutrée. Les civils n'étaient pas concernés. Un des évadés de Skhirat qui avait téléphoné à la Sûreté (c'est un « quidam ») s'était entendu répondre que c'était l'affaire de l'armée.

Le quartier des ministères était apparemment transformé autant en champ de manœuvres qu'en bastion.

Les insurgés n'avaient pris que la Radio, l'E.-M. et l'Intérieur, délaissant, pour l'instant, le ministère des P.T.T. et la poste centrale, situés à cinq cents mètres l'un de l'autre, dans l'avenue Mohammed-V.

D'accord avec Larbi Chelouati, « président du Conseil de la Révolution » et M'Hamed Ababou, chef d'État-Major, les généraux avaient décidé de regagner leurs régions militaires, dans l'ignorance de ce qui s'était passé à Skhirat. Bougrine devait regagner sa région de Fès-Taza, Habibi celle de

Marrakech, Hammou était déjà dans la sienne, celle de Rabat, et ils pensaient tenir celle de Casablanca. En fait l'essentiel du pays.

C'était le général Driss Ben Abdeslam qui commandait à Casa, non pas au nom du Conseil de la Révolution contrairement à ce que croyaient les insurgés, mais bien au nom du roi.

On a vu qu'en se levant lors de l'appel à Skhirat, le général avait prévenu ses proches voisins qu'il allait tenter quelque chose :

Il avait dit à Ababou qu'il était avec eux. Ababou lui avait alors demandé d'aller rejoindre sa région : un avion était à sa disposition à Salé (base aérienne militaire) pour l'emmener à Casa. Il avait refusé en arguant qu'il aurait plus vite fait de prendre sa voiture pour parcourir directement les soixante kilomètres du palais à Casa, plutôt que d'aller à Salé (35 km) et de perdre encore du temps en préparatifs de décollage. Ababou s'était rendu à ces bonnes raisons.

Mais le général Driss Ben Abdeslam s'était en fait rendu directement à Ben Slimane, au camp de la B.L.S. où, avec le colonel Assari, ils avaient commencé les préparatifs de contre-attaque.

Les insurgés pensaient avoir un autre atout de poids dans leur jeu avec le général Mustapha, commandant les Ecoles militaires qui pouvaient fournir des bataillons opérationnels très rapidement (l'académie de Dar El Beida, le Saint-Cyr marocain, est installée à Meknès).

En dehors de l'échec auprès des blindés et de l'aviation, la situation se présentait donc bien.

Il devait être un peu plus de 19 h 30 quand un sous-lieutenant avait annoncé que le chef d'Etat-Major général, le général Bachir Bouali, se présentait à l'entrée de l'E.-M. avec un détachement de la B.L.S.

Le commandant Ouaya avait essayé de dissuader le général Bouali de pénétrer à l'E.-M. pour tenter de discuter avec Ababou ; inutilement ; il était très monté et sa jeep — deux officiers subalternes l'escortaient — s'était arrêtée au pied du grand perron.

Il y avait un bon quart d'heure que le général Habibi était parti pour Marrakech, via Skhirat, et le général Bougrine pour Fès, en avion, par Salé.

Tout semblait donc se dérouler comme prévu, les putschistes passaient à la phase n° 3 : après l'occupation des centres vitaux de la capitale, la prise en mains de la province. Mais la perspective changeait très notablement selon

que l'on regardait de Rabat-ville ou de Skhirat. Les deux points de vue allaient même s'éloigner radicalement.

Et comme un agonisant qui semble retrouver un regain de forme au moment de mourir, le putsch semblait préciser sa trajectoire alors qu'il était beaucoup plus près de l'écrasement que de l'apogée.

Le général Oufkir téléphonait à la base aérienne de Salé au moment où l'avion qui emportait Bougrine et son frère, le commandant, vers Fès, quittait la piste. Il était donc impossible de tenter quoi que ce soit à ce moment-là. Il demanda alors à l'aérodrome de Fès-Sais de ne pas allumer les balises — le soleil se couche à 19 h 56 heure marocaine, au mois de juillet — et d'annoncer à l'avion de Bougrine qu'il était impossible de se poser pour des raisons techniques et qu'il devait le détourner sur Meknès. Cela lui donnait le temps d'organiser l'accueil dans la capitale ismaïlienne : un escadron de blindés légers et des gendarmes encerclaient le terrain.

M'Hamed Ababou avait appelé le lieutenant Mohamed Ghallou, instructeur de combat à Ahermoumou, qui se reposait sur une des pelouses de l'État-Major. Ghallou est un des piliers de la Brigade spéciale de Commandement. Ababou lui avait donné l'ordre d'escorter à Skhirat le général Habibi, avec le sous-lieutenant Daoudi (de la Brigade spéciale aussi) et le sergent Anis, avec la jeep de Daoudi pilotée par son chauffeur, le caporal Jilali Ben Driss. Sur la route du palais, Habibi avait seulement dit que le mouvement avait heureusement réussi et que tous les traîtres avaient été éliminés.

Juste avant de descendre, au parking du palais maintenant vidé de la plupart de ses voitures, le général leur avait dit de repartir s'il ne revenait pas tout de suite, qu'il ne fallait pas l'attendre.

Au bout de cinq minutes le lieutenant Ghallou avait décidé de rejoindre l'E.-M. puisque le commandant de la région de Marrakech n'était pas revenu. Après tout, ils avaient seulement reçu l'ordre de l'escorter à Skhirat. Mission accomplie.

Tout était calme dans la cour du ministère de l'Intérieur depuis que les mutins avaient pris le centre radio et regroupé les occupants civils et mili

taires.

Personne ne parlait, pas même les soldats, si bien que pendant les quatre-vingt-dix minutes de détention l'incertitude subsista sur leur sort et les mobiles de leurs geôliers qui montaient une garde vigilante mais sans brutalité.

A 18 h 30 un officier rompit cette sinistre monotonie : « Je suis le commandant L... Il ne vous sera fait aucun mal, mais mes hommes ont été obligés d'agir énergiquement. Vous serez relâchés très rapidement. » C'était peu explicite mais suffisant pour détendre sensiblement l'atmosphère.

En effet, une demi-heure plus tard, des soldats raccompagnèrent les Français à l'Ambassade.

Prévenu immédiatement de l'arrivée de Bouali, Ababou était sorti sur le grand perron, toujours suivi de l'adjudant-chef Akka. Un grand nombre de cadets et l'essentiel de la Brigade spéciale occupaient la grande cour intérieure.

Bouali était debout dans la jeep. Quelques soldats avaient pris position derrière leur colonel : le frère d'Ababou, Abdelaziz, l'aspirant Mzirk (le beau-frère de Medbouh), le sergent-chef Ghani Achour et le sous-lieutenant Med El Kouri, tous les deux de la Brigade spéciale.

Pour Bouali, Ababou était le responsable de l'attaque du palais ; c'était donc normalement avec lui qu'il devait parlementer pour l'amener à se rendre.

« Vous êtes venus pour vous rallier ? »

— Non, pour vous arrêter ! Vous n'avez pas la situation en main, les blindés encerclent l'E.-M. (ce n'était pas encore vrai). »

La discussion avait duré une dizaine de minutes.

Mais là encore, Ababou n'avait pas voulu prendre la décision seul :

« Mon général, allons voir le président Chelouati ! (Chelouati, patron des 3^e et 4^e bureaux, était sous les ordres de Bouali.) »

— Qu'est-ce que tu dis, voyou ? »

Et le major général s'était tourné vers les officiers qui l'escortaient : « Arrêtez-le, je le veux vivant ! » On avait tiré en même temps du perron et de la jeep. Bouali était mort sur le coup et Ababou grièvement blessé.

Akka s'était penché sur le colonel. Selon toute vraisemblance, c'est lui qui avait dû tirer le premier sur ordre d'Ababou, bien que par la suite il ait accusé les autres (Achour, Mzirk, El Kouri, Abdelaziz Ababou) d'avoir tué Bouali,

affirmant qu'au moment de la mort du major général il se reposait dans la cuisine, car la journée avait été très dure...

Ababou, sachant très bien que cette deuxième blessure de la journée ne lui laisserait plus aucune chance, avait demandé à son garde du corps de l'achever. Akka avait refusé. Puis s'était exécuté : « C'est le dernier ordre que je te donne », avait exigé Ababou.

Le sergent-chef Atatou Bouchta, infirmier d'habitude mais chargé aujourd'hui de la surveillance des communications de l'E.-M., avait ramassé le corps du général Bouali et avait continué de s'occuper des blessés (le lendemain matin, quand on l'appellera au 2^e bureau il est persuadé qu'il doit soigner d'autres blessés : ce sera en fait pour l'arrêter).

Ses fidèles avaient emmené le corps d'Ababou.

A 20 heures, le bouclage de l'État-Major par la B.L.S. et des blindés était terminé.

Le colonel Assari allait personnellement commander l'assaut, son effectif ayant été suffisamment renforcé par des éléments de la B.L.S. de Casa, arrivés dans la soirée. Dans ce vaste ensemble de bureaux, d'immeubles et de jardins, les mutins n'allaient résister que deux heures et demie aux soldats du colonel Assari, très à l'aise sur un terrain pour lequel ils ont été formés et entraînés : le combat de rues. C'est exactement le rôle de la B.L.S.

Privés de leur chef, ne sachant plus quelle devait être leur attitude face à un adversaire techniquement supérieur et parfaitement commandé, un certain nombre de cadets s'étaient très vite rendus et d'autres avaient fait le mur (au sens collégien du mot) bien avant la mort d'Ababou, inquiets et désorientés. Des îlots résistaient, mais ce n'était plus l'école d'Ahermoumou, « l'unité la mieux structurée du royaume », une force de frappe disciplinée et efficace. C'étaient déjà des tirailleurs sans cohésion.

La progression des soldats légitimistes était relativement lente, parce que le général Ouf kir ne voulait pas que les armes lourdes soient employées ; il fallait grignoter les rebelles, les neutraliser et capturer les responsables.

Le lieutenant Med Mansouri (Brigade spéciale) avait passé un après-midi vraiment trop ambigu. La tournure que les événements avaient prise à Skhirat l'avait inquiété et la discussion qu'il avait eue avec le sous-lieutenant

Moudden Séfrioui l'avait convaincu qu'il s'agissait d'un coup d'Etat. « Mais il ne savait plus à quels saints se vouer car tous les généraux étaient présents... et qu'il n'avait plus confiance en personne » (déposition du 8 février 1972). Le 9 juillet, il avait demandé une permission dentaire au capitaine Ghelloul qui l'en avait dissuadé : le colonel Ababou n'aimerait pas qu'il se défile la veille des grandes manœuvres. « Tout compte fait il serait plus avantageux pour lui de rester. »

Il le regrettait amèrement maintenant et, pensant qu'il n'était pas encore trop tard, s'était décidé à quitter discrètement l'E.-M. Alors qu'il connaissait mal les environs et qu'il hésitait sur la conduite à tenir, il était tombé par hasard sur le capitaine Fayçal Benkirane qui l'avait emmené sur sa demande à Kénitra.

« Je ne sais pas ce qui arrive à Ababou, il est fou ou saoul. Il nous a conduits à Skhirat et je ne comprends pas ce qu'il y a fait. » A Kénitra il s'était réfugié chez un ami, un instituteur alors absent, qui l'avait retrouvé « pris de panique » et l'avait conduit à la gendarmerie où il s'était rendu.

Un promeneur avait rencontré le capitaine Bendourou errant dans le quartier des ministères, « dans un état second, il avait l'air affolé, perdu ». Bendourou qui avait été chargé par Belkébir de constituer les commandos au début de l'année, avait donc demandé à Abdelwahad O. s'il connaissait un coin d'où il pouvait téléphoner. Celui-ci l'avait accompagné chez un épicier, mais là, l'officier avait été incapable de dire quoi que ce soit. Déjà il n'avait pu avertir personne à Rabat, en rentrant, car « dans une atmosphère pareille, il est difficile de faire la distinction entre ami et ennemi et qu'avant d'entreprendre quelque chose, il faut s'informer et être certain de ce qui se passe... » (déposition du 5 février 1972).

L'encadrement de l'École se volatilisait décidément : le capitaine Belkébir, directeur de l'instruction à Ahermoumou, avait fui aussi l'E.-M. avec le capitaine Ghelloul, après la mort d'Ababou, et ils avaient gagné ensemble Kénitra en taxi puis de là, Fès, où les gendarmes les arrêteront le dimanche matin.

Le lieutenant-colonel Mohammed Ababou avait profité de ce que son frère se faisait soigner pour s'éclipser avec son cousin maternel, le sergent-chef Lachab. Depuis que le commandant Maldi lui avait appris la mort de

Medbouh juste avant que son frère lui confie la garde des prisonniers de Skhirat, il avait entrevu la possibilité et surtout la nécessité de se dégager d'un coup qui paraissait très mal engagé. Pendant que son frère se livrait à un bistouri de fortune vers 18 h 30, Mohammed avait tout simplement pris un petit taxi pour aller rejoindre sa femme qui avait passé la journée chez sa sœur.

Il avait embarqué dans sa Fiat 125, sa femme, ses deux filles, sa bonne et son cousin, pensant mettre ses proches à l'abri (il a de la famille dans le nord du Rif et son oncle est pacha de Tétouan) avant de se rendre ou de s'enfuir à l'étranger.

Arrivé en pleine nuit à Tétouan (300 km de Rabat), alors que tout était fini à Rabat depuis deux heures, il s'était affolé à la vue d'un barrage qui bloquait l'entrée de la ville. Et alors qu'on ne le cherchait pas encore nominalement il avait tenté de le forcer. Mais la herse avait immobilisé la voiture en crevant les quatre pneus et Ababou avait échappé de justesse aux tirs des gendarmes, toujours suivi de Lachab. Il sera repris le lundi, à une trentaine de kilomètres de la ville, en pleine montagne, et son compagnon abattu par les moghaznis.

En allant à Skhirat libérer les civils et les diplomates, le général Habibi ne faisait qu'accomplir la mission qu'il avait lui-même proposée au Conseil de la Révolution. Le soleil n'était pas encore complètement couché sur le palais où le calme était revenu. Mais pas le calme que les mutins pensaient y trouver et, si l'armée régnait encore sur les ondes de Radio-Rabat et dans les cours de l'E.-M., à Skhirat le roi était à nouveau chez lui et les civils et les ambassadeurs avaient été libérés il y avait deux grandes heures... Si Habibi ignorait la libération du roi, en revanche, on ne savait rien sur lui au palais. Il avait fait face avec beaucoup de sang-froid à cette situation inattendue et personne, ni le roi ni son entourage réduit (le général Driss, le directeur du Cabinet) ne se douteront à ce moment de sa « comédie ».

Il y a indiscutablement un cas Habibi : le mardi 13 juillet, il était descendu le premier du half-track qui l'avait emmené au camp où étaient fichés les dix poteaux d'exécution, en compagnie du général Hammou, du général Bougrine, et du colonel Chelouati.

Encadré comme les trois autres par un soldat de la B.L.S., casqué et P.M. au poing, et par un para en casquette « bigeard », automatique braqué et cran

de sûreté levé, il avait tourné vers un journaliste un visage ravagé par trois nuits blanches d'interrogatoires « poussés ». On aurait dit un boxeur qui vient d'être victime de ce fameux « combat de trop ». Un visage de « sans espoir » qui cherche à comprendre ce qui s'est passé et ce qui se passe encore, contrastant avec le masque impénétrable de Hammou, toujours de pierre, la dignité outragée de Bougrine et la détermination qui continuait d'animer Chelouati ; les yeux de Hammou n'avaient pas cillé en passant de la pénombre du half-track à l'agression éclatante du soleil qui sortait à peine des brumes atlantiques habituelles même en plein été. Bougrine faisait penser à un centurion romain vaincu. Chelouati restait combatif jusqu'au bout et répliqua vertement, mais sans hausser le ton, à Ahmed Laraki (premier ministre, démissionnaire le lendemain) qui lui demandait « pourquoi as-tu fait cela ? » : « *Estime-toi heureux d'être en vie ! On se retrouvera là-haut !* »

Depuis longtemps pourtant le colonel Chelouati ne croyait plus ni à Dieu ni au Diable.

Le journaliste avait du mal à reconnaître son voisin de Témara (Habibi avait fait en effet bricoler un « cabanon » sur la plage de Témara, à 6 kilomètres de Skhirat, juste à côté du sien et, le temps aidant, le radio-reporter et le général avaient dépassé le simple stade des relations de bon voisinage).

Habibi avait eu un regard de détresse et de vérité, et ses lèvres que les coups avaient fait doubler de volume avaient péniblement remué. La voix était cassée : *Je ne suis pas dans le coup. Je suis innocent. Dis-le à mes enfants. Dis-le à mes amis.*

A quelques mètres du poteau, on admet généralement qu'on ne ment plus. Ni à soi, ni aux autres. Cette pitoyable affirmation d'innocence était-elle donc vraiment la vérité du général Habibi ?

Le message était adressé à ses deux fidélités, ses enfants et ses amis :

Il quittait Marrakech tous les vendredis soirs pour rejoindre ses quatre enfants et leur mère et passer le week-end le plus long possible. Leurs études (l'aîné de ses quatre garçons commence sa médecine) nécessitaient la proximité d'une ville universitaire.

Il tenait aussi à ses amis qui n'étaient ni des militaires ni des politiques, et ses amis tenaient à lui. Pourtant sa participation au complot, vérité officielle, paraît établie. Mais curieusement, elle ne l'a été que (relativement) tard.

Son nom ne figure pas dans la liste des chefs du coup d'Etat publiée en première page par le quotidien du matin *le Petit Marocain*, du lundi 12 juillet.

Le roi ne l'avait pas non plus cité dans la conférence de presse donnée

dans le salon de sa villa du Souissi le dimanche soir, 11 juillet.

Il avait répondu à Jean Mauriac, envoyé spécial de l'A.F.P., qui lui demandait si cette « aventure » avait été celle d'un *groupuscule* ou bien celle d'un *mouvement* :

« Il s'agit d'un groupuscule. Il s'agit du général Medbouh, du général Mustapha, du général Bougrine et du général Hammou, en tant qu'officiers généraux. Il s'agit principalement ensuite, et ma liste n'est pas limitative, du colonel Bougrine et d'un certain nombre d'autres dont j'ai oublié les noms mais dont la liste sera communiquée. » (Elle le sera en effet dans l'édition du mardi, jour de l'exécution.)

Que le roi ait oublié des comparses comme le commandant Manoussi ou les colonels Bouberrri, Ami et Belebsir dont la notoriété était moindre, paraît tout à fait plausible. Mais qu'on ait réellement oublié le général Habibi (et le colonel Chelouati, curieusement) paraît surprenant. Ou alors faut-il croire que dans le cas de Habibi la culpabilité n'était pas encore établie ? Il serait trop simple de réduire le problème à une simple question de mnémotechnie. « Oublié » dans le feu de l'action, le rôle du général Habibi sera pour la première fois mis en évidence par le roi lui-même dans l'interview accordée à Raymond Tournoux (*Paris-Match*, n° 1159, 24 juillet).

Pendant la discussion à l'État-Major : « le général Habibi prend la parole (nous l'avons appris depuis par les interrogatoires) et il suggère que les commandants des régions militaires rejoignent leurs postes sur-le-champ, munis des pleins pouvoirs civils et militaires ».

Il adjure : « Attention à l'opinion internationale ! Nous avons laissé au palais de Skhirat les diplomates étrangers sous la garde de nos hommes. Il faut aller les libérer. Faisons vite. Je vais me rendre à Skhirat pour liquider l'affaire. Que les commandants de régions prennent les hélicoptères et les avions pour rejoindre leurs villes d'urgence. Envoyons des messages aux unités. Vite ! vite ! »

Cette première partie de l'interview royale ne soulève pas de difficultés, sauf que l'on ne rapporte pas la décision prise sur le sort du roi. Décision dont l'intérêt n'est pourtant pas anecdotique...

C'est le second volet des déclarations qui en soulève :

« A 19 h 45 le général Habibi revient de la conférence tenue par les rebelles à l'E.-M. Il me joue la comédie : *Majesté, comme je suis heureux de vous revoir vivant !* Il me baise la main. Il me dit : *Nous avons l'ordre de rejoindre nos régions militaires. Je viens vous en informer.* Il joue encore le

double jeu. »

Il est donc reparti libre de Skhirat, son « double jeu » ayant réussi, momentanément, pour se rendre à Marrakech.

Quelques jours avant le coup d'État, pour échapper à l'impitoyable canicule qui fait de Marrakech une étuve sèche, il était monté comme il le faisait souvent, chez des amis qui possèdent une résidence à une soixantaine de kilomètres de la capitale du sud, dans les contreforts du Haut-Atlas. Les soirées relativement fraîches sont plus supportables dans les hautes vallées ombragées. En les quittant vers 3 heures, après la partie de poker traditionnelle, prétexte plus que but de ces soirées, il leur avait dit qu'il ne pourrait pas revenir le 10 juillet à cause des festivités prévues pour l'anniversaire du roi. « J'aimerais mieux ne pas y aller, mais si on me le demande il faudra bien le faire. » Paroles apparemment anodines : il ne pouvait y avoir de doutes sur l'identité du « on ».

Il en va tout autrement maintenant :

Le commandant de la région de Marrakech était-il du complot dès l'origine ou a-t-il pris le « train en marche » ? Sa présence à Skhirat n'était-elle qu'une corvée mondaine (il n'y cédait habituellement pas) ou était-ce une position tactique du conjuré, inscrite dans un plan soigneusement élaboré ?

Avant de prendre la route, il était passé se changer chez lui et avait téléphoné au commandant des blindés de sa Région (une trentaine de véhicules) pour le prévenir que le 7e bataillon d'infanterie qui terminait des manœuvres dans la région d'Asni (47 km. au sud de Marrakech) était dans le coup et qu'il fallait le neutraliser à son retour prévu à l'aube du dimanche 11.

Le double jeu ?

Arrivé vers minuit dans la palmeraie, il avait filé directement chez lui, dans son logement de fonction de l'avenue de Casa. C'est là que le colonel Ben Haddou, son adjoint, était venu l'arrêter à la tête d'une petite escouade de gendarmes.

Menottes aux poignets, il l'avait ramené à Rabat dans sa propre voiture.

Ben Haddou, prévenu téléphoniquement par Rabat, avait pris le commandement de la région et mis en garde les chefs de corps : « Habibi est un traître ! »

Mais on ne savait toujours pas dans quel camp étaient les 3.500 hommes du 7e bataillon...

La Mercedes, encadrée par des véhicules de la gendarmerie, avait refait une dernière fois les 340 kilomètres qui séparent la capitale ocre-rose de la capitale politique.

L'interrogatoire des neuf autres conjurés était déjà commencé.

Le roi avait regagné sa capitale et s'était installé dans sa villa du Souissi, beaucoup plus intime que l'immense palais qui était aussi beaucoup trop proche de l'E.-M. où l'on réduisait les nids de résistance, et de la radio qui était maintenant investie.

C'est d'ailleurs dans cette villa qu'il a pris certaines de ses décisions les plus importantes. Les officiers qui formaient la garde n'avaient pas eu le temps, pour la plupart, de se mettre en tenue de combat et c'est en tenue sport qu'ils protégeaient leur souverain.

Le général Oufkir le tenait régulièrement au courant des progrès de la reprise en main. Il avait parfaitement évalué maintenant l'ampleur et les limites de la révolte et il était sûr de liquider militairement l'affaire très rapidement. « A 23 h 30, tout sera fini. »

En attendant de pouvoir émettre sur Radio-Rabat, il avait diffusé sur les antennes de Tanger, province fidèle dont le gouverneur était alors le colonel Housni Ben Slimane (un officier de la promotion Mohammed V), un communiqué qui démentait le renversement du régime par le Conseil de la Révolution, conseil qui se réduisait à une poignée de rebelles (maintenant matés).

De 21 heures à 23 heures, dans les palais et les chaumières marocaines, selon la longueur d'onde choisie, on pouvait entendre la voix de la révolution et celle de la légitimité proclamer exactement le contraire. Tanger annonçait pour la dernière heure de ce samedi un discours du roi, et ceux qui pouvaient capter les postes périphériques parisiens avaient pu entendre, d'après une dépêche de l'A.F.P., que le roi était vivant [nouvelle diffusée par flash de l'agence M.A.P. (Maghreb Agence Presse)], et se portait très bien.

A la R.T.M. ce n'était plus la même voix qui lisait le communiqué ; Abdeslam Amer avait été remplacé par le rédacteur en chef du journal en langue arabe, Mohamed Bendeddouch. Prévenu par un de ses subordonnés alors qu'il était chez lui il avait téléphoné au commissaire Ziani, à la Sûreté,

et avait réussi à rejoindre son bureau d'où il avait été débusqué par des soldats. Au studio de transmission où passait maintenant le texte, Chellat lui avait demandé de lire le communiqué en y mettant sa « baraka ». Mais la « baraka » était bien ce soir-là chez son dépositaire officiel, le souverain alaouite. Bendeddouch, c'est le speaker des grandes occasions ; il avait déjà annoncé la destitution et le départ de Mohammed V, son retour d'exil...

Le supplice du rédacteur en chef n'allait pas être long : l'assaut avait été donné à 22 h 30 et les fantassins de la B.L.S. protégés par les mitrailleuses des blindés avaient pénétré facilement dans l'immeuble où il y aura peu de morts. C'est en tentant de fuir dans les rues avoisinantes que les mutins se feront massacrer. La radio rebelle avait cessé d'émettre dès 22 h 45 et à 23 heures Bendeddouch pouvait lire d'une voix qui avait retrouvé son ampleur le communiqué, précédé de l'hymne national, annonçant la fin officielle de la rébellion : les Forces Armées Royales avaient réoccupé l'État-Major et la R.T.M. ; le roi s'adresserait à son peuple incessamment. Mais comme le car envoyé pour enregistrer sa déclaration, mal dirigé, avait erré longtemps entre le palais de Rabat et celui de Dar Es Salam avant d'arriver enfin à la villa du Souissi, elle ne passera qu'à 1 h 15 (dimanche).

Mais dès 23 h 30 le roi avait répondu à des questions d'Yvan Le Vaï, sur Europe n° 1. Le journaliste, méfiant, avait posé trois « colles » à son interlocuteur pour s'assurer de son identité. La voix était très nette et très calme : « Je puis vous dire que la chose est circonscrite à deux promotions de l'Ecole des sous-officiers, que leurs effectifs ne dépassaient pas 1.400 hommes, que le reste de l'armée demeure fidèle et loyal et qu'il n'est nullement question de penser que nous pourrions être pessimistes dans les heures qui vont suivre. »

Le Vaï avait ensuite demandé quels pouvaient être les rapports entre la rébellion et le procès de la gauche qui s'était ouvert à Marrakech en juin précisément (193 inculpés dont 32 en fuite) : « Je ne saurais vous le dire, tout ce que je puis dire c'est que le gouvernement libyen ne cesse de diffuser des appels pour que la population marocaine se solidarise avec les mutins, parce que j'appelle cela des mutins et non des rebelles, et que donc il y a des ramifications politiques derrière tout cela. Personnellement, de la Libye, je vais vous dire très vulgairement que je m'en fous le plus royalement possible. Cependant, de là à faire un rapprochement avec le procès de Marrakech, je ne voudrais pas le faire, car si dans un cas la culpabilité est prouvée, dans l'autre je préfère laisser le soin à la Justice de trancher dans ce domaine et de dire

son dernier mot. »

En effet, depuis que la nouvelle du complot avait été diffusée dans le monde entier ce qui correspondait d'ailleurs à la période où l'échec des rebelles devenait patent, la radio libyenne (avec une spontanéité violente qui en disait long sur son ignorance des faits réels) annonçait que l'armée libyenne avait été mise en état d'alerte et que des bombardiers (pilotés par qui ?) et des avions de transport de troupes s'apprêtaient à décoller pour combattre avec l'armée et le peuple marocains si leur sécurité était exposée à un danger de la part des forces impérialistes et réactionnaires.

A l'heure où les communiqués passaient (la guerre des radios continue d'ailleurs de plus belle entre les deux pays, le nouvel émetteur marocain de Témara pouvant maintenant couvrir la Libye), Medbouh et Ababou étaient morts et tous les autres arrêtés...

Le roi avait dit à Le Vaï qu'il voulait laisser la « primeur » du récit de l'« heureux dénouement » au peuple marocain :

Louange à Dieu,

Cher peuple,

Lors des dernières heures qui viennent de s'écouler, notre pays a failli vivre une des pires catastrophes de son Histoire...

(Discours prononcé à 0h15, le dimanche 11 juillet.)



VII

Le vent et la tempête

Il faut le redire, s'il était un pays du Tiers Monde où un mouvement insurrectionnel ou révolutionnaire déclenché par l'armée était impensable²⁴, c'était bien le Maroc. Le coup d'État de Skhirat a totalement surpris aussi bien les milieux politiques marocains que les « observateurs » étrangers et l'analyse qu'on en a faite très vite, souvent trop vite, s'en est ressentie. En se basant sur le seul énoncé de leur carrière, de leur situation sociale et du déroulement même de la journée du samedi (dont les articulations étaient mal connues), on en a fait un « pronunciamiento », une révolution de palais de « nantis » contre d'autres « nantis », au mieux une révolte des « berbères » contre les « arabes » au pire une action totalitaire de fils de « caïds de grande tente » assouvissant leur volonté (quasi congénitale) de puissance.

On a même parlé d'affrontement d'officiers de tendance « française » contre des officiers « américains ».

En somme, une jolie brochette de lieux communs, un arsenal d'explications usagées qu'on a utilisées, pris de court.

L'expression « caïd de grande tente » a totalement perdu de sa signification et, de toute façon, quelle que puisse être sa réalité, sous des formes plus actuelles, elle est dépourvue de valeur explicative car tous les officiers supérieurs de l'armée marocaine (en gros ceux qui ont choisi l'armée avant 1956) sont des fils de « notables », petits ou grands. Il n'y a pas un général ou un colonel qui soit fils de porteur d'eau, de petits métayers (*khammès*) ou de bergers. Depuis 1956, avec son élargissement numérique, son recrutement s'est évidemment ouvert socialement.

Ce qui était une véritable institution a totalement périclité depuis la naissance au Maroc d'un pouvoir central fort, étatique... Disons, en simplifiant nécessairement les choses, qu'un caïd de grande tente pouvait,

dans le mode de vie, être comparé au « pater familias » romain. Comme lui il faisait vivre une grande famille composée des femmes et des enfants, de certains collatéraux (mais pas toujours), de serviteurs domestiques et d'ouvriers agricoles, et parfois de « clients ». Il possédait des terres cultivables et des terres de parcours pour ses troupeaux. Ses richesses étaient très variables selon les époques, les tribus et les heurs de la guerre.

C'est dans les tribus de transhumants que l'on trouvait les caïds les plus puissants, au moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Le caïd était nommé par le sultan si sa tribu ou sa fraction vivait dans l'obédience makhzen (*bled makhzen* : pays soumis), par l'assemblée des chefs de famille (*djemma*) de la tribu si elle vivait en dissidence (*bled siba*). La notion d'obéissance ou de dissidence étant assez floue dans la pratique et toujours fluctuante, dans tous les cas, l'autorité du caïd était tempérée par le respect de coutumes aussi impératives que complexes. Au niveau qui nous intéresse ici, la notion de makhzen et siba n'est pas essentielle puisque, nommé ou élu, le caïd était en fait toujours choisi parmi les hommes les plus représentatifs et les plus « fortunés » de la tribu (ou d'une tribu voisine, en expansion). Il ne faut donc pas se tromper quand on parle de fortune dans une économie familiale autarcique où la circulation monétaire est très faible. Le cas du père de Larbi Chelouati est exemplaire à ce sujet. Sous la tente du caïd Lahboub²⁵ vivaient une centaine de personnes, selon un train de vie frugal. Le blé fournit le pain et le couscous, les troupeaux, la viande. On s'habille avec la laine des mêmes troupeaux, que filent les femmes. Les échanges sont limités : surplus agricoles contre objets artisanaux. Ce n'est pas l'opulence d'un potentat !

Son influence réelle était par contre très supérieure. Originaire de la tribu des Ait Sadden (région de Bir Tan Tan) il avait été chef makhzen, commandant au combat une petite compagnie de 30-40 hommes (chaouch de guerre), puis s'était marié avec une femme de la tribu des Ait Zigout et était devenu caïd de cette tribu dont il n'était pas originaire. C'est une personnalité (il habite toujours dans sa région), « un type prenant » qui a marqué ceux qui l'ont connu et qui — tout en n'admettant pas forcément certaines de ses façons de faire — appréciaient son sens de la « parole donnée » et de l'honneur. Il avait joué un rôle important dans la reddition du bastion du djebel Bou Iblane qui avait résisté à la « pacification » jusqu'en 1926 (alors que les troupes françaises étaient arrivées en 1914 à El Menzel, au pied de la montagne !). Le père du caïd Lahboub était déjà un chef connu, de ceux qui

se distinguent par le port du burnous blanc en laine très fine et de l'épée : les « protégés » d'un chef au burnous pouvaient aller de Fès à Taza sans être inquiétés, couverts par leur appartenance à sa clientèle.

Un notable sans grande richesse, mais dont l'influence était certaine dans un pays très rude. C'était valable aussi pour le père de Medbouh.

Le général Bougrine appartenait à une famille de petits propriétaires terriens (tribu transhumante des Ouled Khyar, fraction des Ait Abdelhamid, cercle de Tahala). Tout comme Ababou dont le père était un simple cheikh, l'équivalent de chef de village ou de quartier, le fait d'avoir pu user de la polygamie permise par le prophète (quatre femmes) prouve seulement qu'il devait être aisé. On a vu que Habibi était d'une famille très modeste.

Le seul que l'on puisse dire fils de « caïd de grande tente » c'est le général Hammou, petit-fils du célèbre caïd Zaïan, Moha Ou Hammou. Moha Ou Hammou est une des grandes figures du « vieux » Maroc. Élément le plus représentatif de la puissante confédération des Zaïans (transhumants entre les montagnes et la région de Khénifra), il commandait la cavalerie la plus redoutable du Maroc à la fin du XIX^e siècle, et le sultan Moulay El Hassan l'avait confirmé dans son commandement en 1877 en y ajoutant son prestige, à charge pour Moha de maintenir les Zaïans dans l'orbite makhzen. De toute façon, Fès était bien loin...

Disposant d'armes modernes et de guerriers magnifiques, Moha avait infligé à l'armée française la plus cinglante défaite qu'elle ait connue en bataille rangée, en Afrique du Nord. Le 13 novembre 1914, il avait attaqué une colonne imprudemment sortie de Khénifra. La moitié des soldats avaient été tués (600 sur 1.232) et 33 officiers (sur 43) ; Moha s'était emparé des batteries de 65 et 75 et de toutes les mitrailleuses.

Et puis, avec les années, un fort courant d'opinion avait poussé Moha à céder. Les caïds ralliés à l'occupant avaient gardé le commandement de leur tribu, avec un pouvoir accru le plus souvent. L'exemple des plus grands, dont Thami el Glaoui est le plus connu, prouvait que les chefs traditionnels avaient intérêt à sentir le vent. Pourtant Moha, fidèle à la parole donnée, avait refusé de déposer les armes et d'être le bénéficiaire du nouveau système qui s'implantait, mais, fidèle en cela à une attitude berbère dont l'histoire du Maghreb fournit de nombreux exemples, il avait conseillé à ses deux fils préférés, Hassan et Amehroq (il en avait au moins treize) de se rallier.

L'honneur personnel était sauf et la continuité de la lignée aussi. Tout se passa exactement comme il l'avait espéré malgré un incident de parcours : un de ses fils, tenu à l'écart de la solution de conservation de la famille, M'Hamid, avait tenté de prévenir le projet paternel en filant chez les Français, sans demander conseil à son père, faute grave ! Croyant se racheter aux yeux de Moha et des Zaïans, il avait assassiné deux officiers français invités sous sa tente et avait apporté leurs têtes à son père. Double trahison. Moha l'avait chassé et M'Hamid s'était exilé au Sahara « espagnol » (Seguiet El Hamra) qu'il ne quittera que pour mourir à Tétouan.

Ses fils ralliés aux Français, il ne restait plus à Moha qu'à mourir splendidement. Ce qu'il fit en 1921 en chargeant sans illusions à la tête de ses derniers cavaliers, le 27 mars.

Mais sa grande tente survivait à Moha ou Hammou Ou Aqqa, chef des gens de l'ombre (Ait Oumalou) : son fils Amehroq, à son tour caïd des Zaïans, possédait 56.000 hectares de terres à l'époque où Thami El Glaoui qui passait pour le « seigneur » le plus fastueux du Maroc n'en comptait qu'une quinzaine de mille (sans compter les apanages). Le général Hammou, fils du quatrième fils de Moha, Ben Abbes, et neveu d'Amehroq, est donc bien sorti d'une grande tente et n'avait rien d'un économiquement faible.

Mais cela reste très insuffisant pour expliquer sa participation au coup d'État car il existe dans la « dynastie » issue de Moha un autre officier supérieur, le colonel Hamou Hassan, cousin du général et dont la nièce est d'ailleurs la femme du roi, qui était absolument en dehors du coup (il vient d'être nommé chef des forces aériennes). Ce qui est symptomatique, c'est qu'en entendant la liste des mutins à la radio, ceux qui les connaissaient ont hésité sur l'identité du Hamou, leur stupéfaction étant aussi absolue dans les deux cas. Personne ne pouvait admettre si brutalement que le général (rebelle) ou le colonel (fidèle) puissent participer à un mouvement contre la monarchie qu'ils paraissaient également bien servir.

Socialement les conjurés venaient bien en grande majorité du groupe des « propriétaires moyens » dans lequel se recrutait la plus grande partie des pachas, cheiks, et caïds, qui formaient, vers 1950, un groupe de 600.000 personnes disposant de la moitié, à peu près, des superficies cultivables (4 millions d'hectares). La classe aisée, sans doute, pas la grande féodalité.

Bien sûr, leur situation personnelle avait largement évolué depuis qu'ils

étaient entrés à l'académie de Dar El Beida.

Il est explicable qu'après plus de vingt ans de solde d'officier ils aient pu se constituer un (petit ?) patrimoine : par rapport au revenu moyen par tête, leurs ressources financières normales leur donnaient de larges possibilités d'achats, notamment de terre, surtout au prix de l'hectare dans le Tadla ou le Gharb qui n'est tout de même pas au niveau de celui de la Beauce ou de l'Artois !

Ceci indépendamment des biens familiaux (comme Hamou) ou de certaines acquisitions douteuses dont on parlera plus loin.

Ils n'ont fait que profiter comme des milliers d'autres de l'évolution de la société marocaine marquée par la *prolétarisation des masses rurales* et l'extension de grandes propriétés (en période de sécheresse et de difficultés matérielles, il est facile pour quiconque dispose d'un peu de liquidités, d'acheter à vil prix les terres des paysans pauvres dépourvus d'un volant nécessaire pour franchir le cap d'une année difficile).

Quant à une autre origine possible de leurs possessions immobilières (villas, propriétés, etc.) dont deux journaux (*la Dépêche* et *la Vigie*) ont publié complaisamment les listes le 14 juillet, ce qui a été assez peu apprécié des milieux informés, elle a chez certains une explication très simple : la générosité du roi qui est le plus grand propriétaire de son royaume. Et le roi a toujours eu le geste large.

D'ailleurs, pour compléter les listes de richesses qui paraissaient insuffisantes, on a ajouté des R4 de service, ce qui n'est pas très convaincant.

Reste aussi l'explication d'un nouvel épisode de la lutte entre les « Arabes » et les « Berbères ».

Là encore ce n'est pas en quelques lignes que l'on pourra épuiser un sujet qui demanderait un très long et très nuancé développement.

Il y a eu longtemps une dichotomie très nette entre les Berbères, premiers et mystérieux occupants de l'Afrique du Nord, et les Arabes venus de l'Est à partir du VIII^e siècle et installés manu militari, non sans peine d'ailleurs ; dichotomie tempérée de plus en plus par un facteur d'unification remarquable, l'Islam. On a dit souvent, et c'est juste, que le Maroc a été islamisé et non vraiment arabisé (le pourcentage d'Arabes par rapport à la population berbère a été très faible) et même les nationalistes marocains les

plus fougueux parlent d'une civilisation marocaine *arabo-berbère*. Le Protectorat français avait cru creuser ce fossé, que des siècles de vie commune n'avaient pas encore vraiment comblé, par le fameux Dahir berbère de 1930 qui en réalité allait cristalliser les énergies nationalistes !

Mais ce même Protectorat allait précipiter une évolution, très lente jusqu'alors, en modifiant les couches sociales traditionnelles sur lesquelles reposait l'équilibre, parfois mouvementé, du pays. Et il devient de plus en plus difficile de dire qui est Berbère et qui est Arabe. Quelle tribu est une « tribu berbère arabisée » (arabophone) et quelle autre une tribu « arabe berbérisée » (berbérophone) ?

Plutôt que de parler d'un antagonisme arabe/berbère il est maintenant beaucoup plus juste de parler (bien que ce ne soit pas nouveau) d'un antagonisme villes/campagnes, du moins le monde rural qui a gardé le mieux sa spécificité, la montagne. En effet, le Berbère, paysan pauvre et prolétaire rural émigré en ville et devenu prolétaire urbain, réagit-il en Berbère ou en citadin frustré ?

Le cas d'Ababou est typique : il détestait et ne s'en cachait pas, les Fassis, c'est traditionnel, mais ce que le montagnard marocain reprochait au Fassi à l'époque où Fès était la Ville (comme Rome était l'Urbs²⁶) il le reproche maintenant aux citadins qui ont en mains les leviers de commandes du pays, et qui sont aussi bien de Rabat, de Casa ou de Meknès. Et si jadis l'influence politique de Fès sur la vie quotidienne des blédards était finalement assez réduite, et donc, quelle qu'elle soit, supportable, elle est beaucoup plus présente dans la vie quotidienne de 1971. Un décret pris à Rabat, une décision ministérielle, ont des effets qui sont effectivement ressentis à Aknoul ou Tan-Tan.

En terme trivial, mais évocateur, puisque l'affaire de Skhirat a éclaté dans une atmosphère de corruption, ceux qui vivent à la campagne (à moins d'être propriétaires terriens) ont l'impression d'être écartés de l'« assiette au beurre » qui reste l'apanage de certains citadins. Et ils s'en sentent écartés en tant que blédards, la seule solution pour en profiter, ou pour ne pas en être victime, c'est d'abandonner leur identité de blédard²⁷.

Et dans ce sens, aussi riche que soit Ababou — et dans des conditions si blâmables soient-elles — son action peut être très bien politiquement l'expression d'un mécontentement qui n'a pas les moyens physiques de s'exprimer, et avoir réellement de l'influence dans la vie politique marocaine.

Il ne faut pas oublier qu'il est né dans le Rif où le revenu annuel par tête

est de l'ordre de quelques dizaines de milliers de francs (anciens²⁸).

Ce que le monde rural besogneux reproche ce n'est d'ailleurs peut-être pas tant la façon d'améliorer les fins de mois (ou de les ignorer) que le niveau quantitatif atteint par la corruption : le cadeau au notable (*frida*) est une coutume qui se perd dans la nuit des temps. Il a toujours été de tradition qu'une demande ou une supplique soit accompagnée d'une offrande, fonction de la richesse du demandeur et de la profondeur du respect que l'on veut marquer au caïd ou au cheikh. Mais ce cadeau n'était pas contractuel (comme dans le cas de l'affaire de la Pan Am : « Il faudra verser X millions ») et sa valeur absolue restait contenue dans des limites raisonnables. Il n'était que l'expression de l'alternative sociale « berbère » : on demande quelque chose, le présent à la main, ou l'arme. Jamais les mains vides.

Le justiciable, qui faisait selon un rituel compliqué parvenir un mouton (par exemple) au cadi chargé d'étudier son affaire, ne le faisait pas en échange d'un verdict favorable, son adversaire en faisant autant, mais comme gage de sa « civilité ». Et le verdict n'était pas forcément favorable au plus gros mouton, les affaires judiciaires se terminant souvent par un arrangement, solution préférée par les deux parties.

Il faut préciser aussi, et c'est important, que les fonctionnaires du vieux makhzen n'étaient pas salariés et qu'il était donc normal de subvenir à leurs besoins : il valait mieux avoir affaire à un notable qui ne soit pas tirillé par des crampes d'estomac...

Deux faits nouveaux sont intervenus dans cette puissante tradition :

- les agents de l'État sont rétribués,
- les contacts avec l'administration sont beaucoup plus nombreux et décisifs dans un pays moderne.

Et dans le bled, on reproche au « fassi » (entendu dans le sens large) de ne plus savoir s'arrêter. S'il a un million, il en veut deux. S'il a un milliard... C'est évidemment un domaine très complexe puisqu'il touche à la conscience collective, mais il fallait au moins en donner un aperçu.

Passons très vite sur une dernière hypothèse : l'affrontement entre officiers « américains » et « français » qu'on a parfois pimenté par l'ingérence de la toute-puissante C.I.A. (Est-ce parce qu'elle a l'habitude des échecs ?)

Il est certain que la France n'a plus, après avoir formé l'essentiel de ses

officiers, l'exclusivité de l'influence dans l'armée marocaine surtout depuis 1965. Mais les officiers marocains qui suivent l'instruction des écoles d'E.-M. étrangères après celle de Meknès, ne se répartissent pas systématiquement entre la France et les U.S.A.

Ils vont aussi bien en Espagne qu'en Angleterre ou en Allemagne.

Si Medbouh et Ababou ont été influencés par les U.S.A. c'est, pour le premier, par les terrains de golf, pour le second, par les méthodes d'entraînement des « Marines » dont l'efficacité l'avait beaucoup impressionné. Influence technique, donc, même si l'imitation de la technicité des « Marines » n'est pas sans importance pour le comportement des cadets, le samedi 10. Vouloir limiter les causes profondes de Skhirat à des influences exogènes c'est caricaturer l'image des officiers marocains dont le nationalisme, sans être chauvin, n'en est pas moins authentiquement moderne, ne se bornant pas au seul métier des armes.

Pour en terminer avec les influences étrangères, il faut dénoncer deux fables répandues dès le lendemain de Skhirat et qui touchent, quelle surprise ! les représentants des grandes puissances mondiales : U.R.S.S. et U.S.A. (par ordre alphabétique) lesquelles n'auraient rien ignoré de ce qui allait se tramer. Dans cette optique, le départ de Louka Palamarchouk, quelques minutes avant le début de l'attaque, paraissait particulièrement louche. Quelle prescience ! Or on a vu dans quelles conditions banales il s'est effectué.

Quand j'avais abordé avec lui ce « problème », l'ambassadeur d'U.R.S.S. s'était fait véhément et sa voix grave était devenue plus aiguë avant de retrouver son timbre normal, affable. Et il s'en était expliqué par un proverbe : « Quand les gens marchent sur un pont qui ne donne aucun signe de faiblesse, personne ne fait attention au pont, mais si le pont s'écroule, alors tous s'intéressent à ce pont qu'ils ignoraient avant... »

Le sens de la parabole est très clair. On peut comparer ce qui a été dit sur ses mouvements à Skhirat à l'attitude de ces gens qui ne s'intéressent à un pont qu'une fois écroulé. S'il est parti juste avant le début des opérations, c'est « par pur hasard » (*tchisto sloutchaino*).

Son collègue américain, Stuart Rockwell, est resté au palais jusqu'à 18 heures et son premier soin en rentrant à Rabat avait été de téléphoner au domicile de l'ambassadeur de Belgique pour informer M^{me} Dupret de la mort de son mari, mais elle était déjà sur la route de Skhirat. Il avait alors entrepris la rédaction d'un long télégramme à Washington qui avait déjà reçu la traduction du premier bulletin des rebelles (celui de 18 heures). Pas de

mystérieuses allées et venues entre Skhirat et la base de Kénitra, donc.

Si les tentatives d'explications qui consistent à faire cadrer des faits absolument surprenants sur des schémas forcément frustes (pronunciamento de « nantis » ; Berbères contre Arabes, soif de pouvoir de fils de « caïds de grande tente »...) ont la même valeur que la fameuse explication du caractère soporifique de l'opium par sa « vertu dormitive », peut-on en essayer d'autres ?

La seule qui puisse échapper aux idées reçues (l'ennui avec les idées reçues c'est qu'avant qu'on puisse les recevoir vraiment elles sont très largement périmées) c'est l'approche de la personnalité des membres d'un Conseil de la Révolution dont l'étiquette « progressiste » n'aurait en fait caché qu'un complot de « droite ».

De la personnalité, ils en avaient, et on pourrait tenter de dégager trois types de tempéraments absolument insuperposables :

- Medbouh.
- Ababou et Chelouati.
- Hammou, Habibi et Bougrine.

« D'OU AS-TU CELA ? »

Ce qui est tout à fait remarquable à propos de Medbouh c'est que tout le monde en dit du bien, sans fausse note, même au niveau du ragot.

C'était un homme inattaquable moralement, si tant est que l'on puisse employer ce mot dans un domaine qui est si rarement le sien, la politique.

On a vu transparaître sa personnalité au cours du récit. L'homme était simple, raffiné pourtant, mais austère. Sombre même ; lycéen, il était déjà l'élève le plus renfermé du lycée Moulay Idriss de Fès.

En réalité, il se définissait totalement par sa fonction ; il était militaire dans l'âme ; sa courtoisie s'accompagnait en service d'une certaine sévérité et il restait distant même avec ses officiers. Il n'avait pas vraiment d'intimes bien qu'il soit resté fidèle à des amitiés continues, depuis plus de seize ans. Il ne se livrait pas. Il ne se liait pas. Medbouh, c'était essentiellement le général Medbouh, travailleur, actif, précis, très aimé de ceux qui étaient sous ses ordres ; il avait le goût de l'ordre et le sens de la discipline et il aimait

répéter : *Ma vie à moi, c'est le travail, plus le golf.* C'est un des rares officiers supérieurs à ne pas avoir d'aventures féminines (connues).

Il était trop ambitieux pour avoir la faiblesse de le paraître et jusqu'au 10 juillet les cadres supérieurs de l'administration pensaient que son ambition s'épanouissait, et s'épanouissait seulement, en se limitant au cadre de la monarchie qu'il servait avec toute son énergie d'homme à principes. Il passait pour le contraire d'un « politique » et se défiait ouvertement de la politique telle qu'il la voyait pratiquée couramment [dans son pays et hors de son pays] : à l'époque où sa carrière était devenue surtout administrative (ministre des P.T.T., gouverneur de Casa, de Rabat ou de Taza), il avait confié (c'était rare, c'est pourquoi ça n'a pas été oublié !) qu'il n'admettait pas qu'il soit impossible de faire de l'administration sans faire de politique. Il aurait voulu pouvoir se consacrer à la gestion, et « faire de la politique » pour lui, c'était être obligé de supporter un marchandage perpétuel, une navigation au plus près des intérêts des puissants ou des groupes de pression et il avait horreur de louvoyer et de s'écarter de la droite ligne qu'il s'était fixée.

On a vu à propos de l'affaire El Basri qu'il passait pour avoir des sympathies de gauche alors même qu'il occupait un poste officiel important (gouverneur de Casa), sympathies qui cohabitaient avec un esprit monarchique, au sens grec du terme, le gouvernement d'un seul (éclairé, comme le despotisme ?). Il avait évolué ces dernières années encore plus profondément dans ce sens, persuadé que le peuple marocain avait besoin d'un régime fort, authentiquement fort c'est-à-dire sans « faiblesses », et que la démocratie telle qu'on tente de la concevoir en Occident n'était pas actuellement viable dans son pays, pas encore, et de toute façon pas sous forme d'un pluralisme de partis. Quelle que soit l'étiquette « gauche ou droite » qu'on puisse lui donner, il est certain qu'un régime selon Medbouh n'aurait pas cédé au laxisme.

Medbouh est certainement un de ceux qui auraient pu obéir à l'adage *D'où as-tu cela ?* dont on a tant parlé à propos des affaires de corruption sans avoir à rougir de biens dont on connaît l'origine. Ce n'est pas un satrape repu dévoré d'ambition seulement personnelle. Son train de vie était confortable, sans plus. Il préférait vivre dans sa maison de la Garde royale (qu'il commandait) plutôt que dans sa villa du Souissi, car, foncièrement militaire, il aimait entendre la sonnerie de la relève de la garde qui lui rappelait une vie dont il n'avait jamais renié l'austérité. S'il recevait très bien, il donnait peu de grandes réceptions et toujours au titre de ses fonctions. C'était toujours

parfait mais ça ne correspondait absolument pas à ses goûts, « un steak et un quart de rouge ça me suffit ». S'il y a peut-être du Saint-Just chez Medbouh on pourrait surtout en dire ce que les « manuels » disaient de Cicéron²⁹ : « l'un des (Marocains) les plus estimables de son temps »...

D'un tout autre métal était le colonel M'Hamed Ababou, directeur absolu de l'École d'Ahermoumou. On a beaucoup parlé de lui au procès de Kénitra, pour l'éreinter bien entendu, c'est de bonne guerre juridique, et il est mort en emportant tous les péchés du monde.

Purement militaire, essentiellement guerrier même pourrait-on dire si le mot guerrier ajoute à militaire. Nettement plus jeune que les autres conjurés de haut grade, il n'avait jamais eu, comme eux, de responsabilités civiles et administratives (avant d'être ministres ou gouverneurs, ils avaient été caïds, au temps du Protectorat). Paradoxalement ce super-guerrier qui en d'autres temps et d'autres guerres aurait peut-être été un Guderian ou un Patton ne s'est jamais battu réellement.

On ne composait pas avec Ababou ; il fallait l'admettre ou le refuser. On le refusait généralement, faute de pouvoir l'estimer. Physiquement d'une trempe exceptionnelle, un métabolisme très au-dessus de la moyenne lui permettait un niveau d'activités assez rare. Même après une nuit blanche il était à son bureau dès 8 heures. Un super-actif.

C'était un mélange détonant d'intelligence, de vitalité et d'absence de scrupules. Un personnage nietzschéen, avec toutes les outrances que cela implique ordinairement (à tort ou à raison.)

Son physique n'était pas du tout en accord avec son tempérament. D'une taille nettement en dessous de la moyenne, sec, il ne payait pas de mine, mais voulait briller et brillait dans tout ce qu'il faisait, mettant au service de son ambition (qu'il ne prenait même pas la peine de cacher) une intelligence mathématique totalement dépourvue de morale et qui ne voyait que le but à atteindre, sans aucun souci des moyens.

Au demeurant le meilleur père du monde ; il adorait ses enfants, un fils de son premier mariage (imposé par son père) et quatre enfants du second, dont Samira, sa fille préférée.

Dur avec tout le monde, il exigeait et obtenait de tous une obéissance totale, des hommes comme des officiers. Les gens le condamnent très durement à Ahermoumou, où il était considéré comme un forban. Ils ont été

sensibilisés par les récits de leurs fils : sur les 1.400 élèves de l'école (qui recrutait dans tout le Maroc), il y avait près de 90 garçons de la région même d'Ahermoumou ; c'est un pourcentage très fort mais très explicable dans cette région où 85 % des hommes se sont engagés dans l'armée française en 1939 (155 tués au combat).

Les cadets manœuvraient sans arrêt et dans les conditions les plus dures, la nuit, à tirs réels, etc.

« Il allait au-delà de tout. »

Le parcours du combattant était infernal, c'était sa création, inspiré de son séjour aux U.S.A., et il l'avait peuplé de potences noires et blanches qui portaient des mannequins que les soldats devaient frapper sans cesse, comme des quintaines médiévales : il fallait une condition physique exceptionnelle pour l'affronter ; un général iranien en visite à l'école avait voulu prouver qu'il lui restait encore de sa souplesse de jeune lieutenant. Il s'était fracturé la cheville... Autant Medbouh était intègre, autant Ababou se comportait comme un gangster organisé, faisant argent de tout avec méthode, « une fripouille née ». Les exemples de sa technique sont surtout fournis par les soldats de la compagnie-école qui se trouve dans l'enceinte du camp, mais ne fait pas partie de l'Ecole des cadets : au niveau du camp même, tout était prétexte à racket ; il faisait fabriquer des cartables grossiers avec de la vieille toile de tente, vendus 3.500 francs pièce. Lors du recyclage des sous-officiers (300-400 hommes par promotion), il vendait trois fois le prix d'achat des pyjamas acquis au prix de gros ; chaque élève devait acheter 14.000 francs de livres à son entrée dans l'Ecole qu'il devait rendre intacts à son départ, sans être remboursé, et ces mêmes livres étaient ensuite revendus aux nouveaux, comme neufs (bénéfice libraire : $14.000 \times 1400^{30} = 19.600.000$ sur deux ans !).

Ses activités s'étendaient à l'extérieur dans le but, principalement, de se procurer des matériaux de construction à des conditions très avantageuses : un adjudant porteur d'un ordre de mission permanent faisait des repérages de chantiers, en jeep, dans un rayon de 80 kilomètres autour d'Ahermoumou — allant donc au-delà de Taza. Et, la nuit, de véritables commandos de camions dont les plaques étaient changées partaient rafler le matériel repéré (compresseurs, fers à béton, etc.). Cette augmentation substantielle de ses revenus ne l'empêchait pas de mener une vie sans confort, à Ahermoumou même tout au moins. Cette razzia permanente et cette patiente édification d'une fortune convertie surtout dans l'immobilier étaient « nécessaires » pour

accomplir ses desseins. Il en avait besoin pour se donner une « carrure sociale » et aussi « pour ne pas se faire remarquer » par une vertu austère qui aurait inquiété (paradoxalement), selon lui. Son analyse était simple : un homme pauvre n'a aucune chance de réussir. Il fallait donc qu'il devienne riche. Et il s'y employait très activement.

On fera le même reproche à Chelouati : comment pouvait-il se prétendre président du Conseil de l'Armée du Peuple pour la Révolution qui allait chasser les « pourris », alors qu'il employait, ou avait employé, les mêmes méthodes que ceux qu'il dénonçait et voulait éliminer ? La réponse de Chelouati était la même que celle d'Ababou. Et il ne fallait surtout pas poser le problème en termes de morale, mais en termes de politique, ni estimer son action en termes de justice immédiate, mais d'efficacité à terme. Seul critère retenu par un homme reconnu par tous, même ceux qui ne l'aimaient pas, comme très intelligent, « très doué, mais peu scrupuleux ». Pour pouvoir parvenir à ses fins politiques il lui fallait acquérir une surface sociale, et les moyens qu'il mettait en œuvre pour y parvenir étaient ceux qui étaient employés par d'autres. Il n'innovait ni dans l'esprit, ni dans la méthode, en se construisant un levier politique.

A l'époque de son gouvernement d'Oujda, il passait pour un grand vendeur de passeports, étant entendu qu'il fallait entendre l'expression sous un sens imagé. Cela signifiait que les démarches pour obtenir un passeport étaient difficiles, longues et souvent inutiles, à moins que le quémandeur n'accélère la procédure en débloquent des crédits dépassant sensiblement les frais des timbres normalement apposés...

Ce qui choquait, ce n'était pas tant le principe (ce n'était pas une exclusivité oujdie) que le montant des frais « accessoires » qui devenait franchement inflationniste.

Fin décembre 1971, la Cour spéciale de Justice (créée le 20 mars 1965 pour réprimer les crimes de concussion, corruption et trafic d'influence, commis par des fonctionnaires publics) entendait 146 inculpés « pour crimes de corruption, trafic d'influence, faux et usages de faux en matière de passeports, et falsification de cachets et de signatures de l'autorité ».

La police avait mis fin aux agissements d' « individus peu scrupuleux » qui avaient « réalisé des profits substantiels, par des procédés malhonnêtes. »

La clientèle des circuits parallèles de passeports est constituée

essentiellement d'ouvriers espérant trouver du travail en Europe. Le « marché » est immense en dehors de la trentaine de mille d'émigrés annuels, pourvus officiellement de papiers et qui rapatrient près de 45 milliards de francs par an. Outre les faux passeports, on peut trouver aussi des faux contrats de travail.

Parmi les inculpés, il y avait un ancien chef de cabinet de Chelouati à la province d'Oujda : le capitaine Bouka Ayade Ben Boubeker.

Boubeker, né à Tahala (la région de Bougrine et du capitaine Chellat) était une des principales sources d'approvisionnement d'un « réseau » managé par un de ses « pays », un officier des Forces auxiliaires, en poste à la province de Fès, Laâlemi Laâroussi Bougrine Ben Allal. Mais ce n'était pas la seule. Ben Allal avait également des fournisseurs aux provinces de Taza et de Marrakech. Enfin, il complétait son stock de « documents de voyage » grâce au consul du Maroc à Sidi Bel Abbès.

Le prix n'était pas fixé arbitrairement mais dépendait de l'état du passeport (vierge ou périmé) et du nombre d'intermédiaires mis en jeu.

Un passeport première main, obtenu en circuit simple, allait chercher dans les 500 dirhams (50.000 anciens francs) mais pouvait atteindre 1.500 dirhams si le circuit comportait deux fonctionnaires, plus le courtier.

Un passeport périmé, c'est-à-dire impliquant d'importantes transformations, était bradé à 100 dirhams (10.000 anciens francs).

Et pour plus de sûreté un agent de police et un inspecteur du poste frontière *bab Sebta* (province de Tétouan) « vérifiaient » les faux cachets pour une somme forfaitaire de 100 dirhams, lors du passage à la frontière hispano-marocaine³¹.

En dehors de ce trafic sur les passeports on lui reproche des acquisitions irrégulières de terres, dans le périmètre irrigué des Triffa (région de Berkane). Certains propriétaires spoliés auraient adressé une pétition au palais, pétition à l'origine de la disgrâce du colonel et de la fin de sa carrière administrative.

Intelligent et sans scrupules, comme Ababou, donc. De solides points communs mais aussi de sensibles différences.

De son père il avait hérité un physique. Il était fait pour porter le burnous blanc, pas pour gratter la terre avec une araire de bois, c'était évident. Si ce n'était pas anachronique on aurait dit que c'était un gentleman. Racé, raffiné même. Des traits à la fois fins et virils. Regard pénétrant auquel l'angle très marqué de la paupière supérieure donnait encore de la concentration ; le nez aquilin, mais sans excès, précisait l'impression de résolution et d'énergie que

renforçait encore le menton modelé fermement mais sans rudesse. C'était très exactement ce qu'on appelle un bel homme.

Et s'il y avait, comme pour Ababou, un certain nombre de gens qui ne l'aimaient pas (le mot ennemi est trop fort pour une antipathie qui ressortait plus d'une incompatibilité d'humeur souvent très aiguë que d'une « haine ») il avait certainement plus d'amis (amies) car il séduisait alors que l'autre voulait séduire ou, à défaut, subjugué. Nuance.

Il avait toujours été comme ça. Tout petit. « Lâhboub » comme son père. Un de ces gosses qui enchantent leurs maîtres à l'école. Qu'on n'oublie pas, même quarante ans après. A la fois très souple et très fier. Discipliné et intéressé par les cours, il avait vaincu très vite un léger bégaiement. Capable de se mettre dans une rogne noire s'il estimait qu'on ne le considérait pas comme un homme. En grandissant il était devenu ce qu'on appelle un *afrit*, un diabolin qui serait parvenu à un très haut niveau d'habileté, avec un zeste de Panurge et un soupçon de Rouletabille. Quelqu'un qui arrive toujours à ce qu'il veut et qu'on finit toujours par pardonner même si ses cartes sont parfois biseautées.

Très vite il avait été remarqué par le lieutenant des Affaires Indigènes (A.I.) qui passait régulièrement dans les classes, comme un Charlemagne au petit pied, afin de recruter les meilleurs éléments des écoles du bled pour les envoyer au collège berbère d'Azrou (devenu lycée Tariq) créé pour faire passer les fils de notables directement de la berbérophonie à la francophonie, en leur faisant faire l'« économie » de l'arabisation. C'est la filière que l'on a fait emprunter à l'immense majorité des officiers marocains dont la personnalité est la résultante de trois civilisations dont la « présence » est forcément très variable mais qui a indiscutablement créé un type d'homme.

Entré dans l'armée française en 1943, à dix-neuf ans, blessé deux fois pendant son long séjour en Indochine (Croix de guerre T.O.E.). En mai 1956, il avait été intégré dans les F.A.R. constituées sous l'autorité directe du prince héritier Moulay Hassan.

Pendant la crise franco-marocaine, il avait manifesté très nettement des sentiments istiqlaliens ; réagissant au moins verbalement devant une situation qui mettait les officiers marocains servant dans l'armée française dans une situation intenable.

Conscience politique donc, moins aiguë que celle de Mahjoubi Ahardane qui avait quitté l'armée avec le grade de capitaine, mais plus sensible que certains des putschistes qui comme Hammou étaient encore caïds (Moulay

Idriss et Taouate, dans le Rif) à la veille de l'indépendance.

Conscience politique, c'est tout ce qu'on peut dire.

Pratiquement rien de ses analyses n'ont filtré et jamais il ne laissait apparaître dans aucune discussion, même avec des intimes, la tension qui l'animait. Sa dernière semaine avait été parfaitement banale ; le vendredi 9 il avait reçu chez lui quelques amis et la soirée s'était prolongée fort tard. Un peu avant deux heures il était monté se coucher en s'excusant de les quitter si vite, mais demain il devait se lever tôt, car le roi était matinal et n'aimait pas attendre. Il leur avait donné rendez-vous dans la soirée du samedi, à l'Amphitrite, où ils se regrouperaient avant d'aller à Casa. En attendant il leur laissait son cabriolet 404 à injection. Le patron du comité des « officiers libres » qui se serait constitué sous son impulsion avait donc remarquablement caché son jeu.

En réalité, on ne sait rien de ce groupe d'officiers libres, composé surtout d'officiers d'E.-M. sans commandement direct, une poignée. Je pense qu'on est trop obnubilé par l'exemple déjà très ancien de Nasser (et de Neguib) et qu'on a voulu à tout prix raccrocher l'inconnu à du connu, pensant trouver une solidité (illusoire) dans un rapprochement formel. Qu'étaient donc ces officiers libres ? Des officiers républicains évidemment, mais quelle forme de république ? Une république athée, il faut le souligner, car on ne l'a pas fait ; le communiqué des rebelles ne commence pas au nom de Dieu, mais bien par « el jeich, el jeich » : l'armée, l'armée. Sans aucune des références traditionnelles au Tout-puissant et au miséricordieux.

Pour le reste !

La personnalité des officiers fusillés ne nous renseigne pas mieux actuellement. La seule solution serait d'avoir accès aux procès-verbaux d'interrogatoires. Dans X années.

Comme tous les autres, le lieutenant-colonel Bouberrri avait fait l'Indochine, en avait ramené une blessure, la Croix de guerre et la Légion d'honneur.

Le cas du colonel Belbsir El Kebir est plus curieux ; c'est le seul qui ait rallié les F.A.R. aussi tardivement, en janvier 1964. Il faisait partie du cadre de réserve de l'armée française (commandant) après avoir été placé en non-activité pour infirmités temporaires (il avait été grièvement blessé en Belgique en 1940 et il est citoyen d'honneur de Gembloux). Comme Hammou il avait été caïd, notamment dans la région d'Oued Zem.

On est encore moins renseigné sur le commandant Manoussi. Ce qui est intéressant dans son cas, c'est son origine familiale ; on ne peut vraiment plus parler de grande tente, puisque sa famille a émigré dans les faubourgs de Casa, poussée comme des dizaines de milliers de paysans sans terre vers le mirage des grandes villes. Des métayers ruinés.

Au moment du putsch, deux de ses cousins passaient en jugement à Marrakech, dans le « complot » de la gauche : un gardien de la paix et son neveu Houcine Manoussi. En tout, treize membres de la famille dans le box des accusés.

S'il est avéré qu'il n'y avait aucun lien organique entre les officiers supérieurs et les accusés de Marrakech, il y a dans ce cas précis un lien familial dont il ne faut pas tirer de conclusions hâtives sur les motivations du commandant Manoussi sans doute — bien des familles ont été clivées lors du complot : Hamou, Bougrine, Chelouati, Ababou — mais qui peut apporter une lumière sur l'orientation politique réelle de certains officiers putschistes. Manoussi n'était pas un féodal ; il en avait été la victime, même si, à titre personnel, il s'en était bien tiré.

On en saura certainement plus long un jour.

Le commandant Bougrine n'était pas le frère du général mais son neveu, c'est le colonel tué à Skhirat qui était son frère.

L'influence du général a dû être déterminante dans ce cas précis. On peut le supposer et c'est tout ce qu'on peut faire.

Mais on connaît mieux le général Bougrine.

Un « seigneur ». Comme Chelouati, mais d'une autre façon. Un seigneur, il faut croire que cela devait être sensible puisque le mot a été employé par des personnalités françaises ou marocaines, très différentes de tempérament, mais qui le connaissaient également bien.

« Il avait une présence extraordinaire. Quand il rentrait dans un salon, c'était un Jovet. »

Même si la référence à Jovet est un peu trop littéraire — ce qui n'enlève peut-être rien à sa spontanéité — elle a le mérite d'être très efficace. Comme l'acteur, il avait une « gueule » et un appendice nasal très marqué qui lui donnait beaucoup de vigueur.

Pourtant il parlait peu, et quand il parlait, c'était avec une franchise de mess. Au physique comme au moral, un « officier de roman », un héros à la

Bournazel, n'ignorant pas l'attraction qu'il pouvait représenter, mais n'en abusant jamais.

D'une famille sans richesse (on a envie de dire des hobereaux sans fortune !) mais sans médiocrité non plus, il était resté très simple, avait des amis dans tous les milieux et son train de vie était tout ce qu'il y a d'ordinaire. Sa maison était à peine suffisante, une simple villa, trois pièces en bas, autant en haut. « Très mal logé » pour un général commandant de région, avec cinq enfants.

Selon la formule consacrée, on ne lui connaissait pas d'ennemis, et ses distractions étaient celles d'un bourgeois sans problèmes : joueur tout juste appliqué au tennis, il était par contre excellent bridgeur et se reposait de ses longues parties en regardant les joueurs de pétanque, mais il ne taquinait pas le cochonnet.

Ce n'était pas un officier politique. Il passait pour (et se disait) très monarchiste ; c'était avant tout, lui aussi, un militaire. Son grand plaisir quand il rencontrait des anciens de sa promotion qui venaient le voir au Maroc, c'étaient les souvenirs d'Indochine. Oui, ils se souvenaient tous et la conversation filait des heures sur les Hauts Plateaux et les Deltas, le commandant X... ou le général Z...

Pourtant, depuis l'indépendance, il avait connu des postes civils importants notamment à la préfecture de Casa où il avait remplacé le général Driss Ben Omar nommé inspecteur général des F.A.R. ; il était alors lieutenant-colonel et la presse avait donné beaucoup d'impact à son installation solennelle. Il quittait la direction de l'académie royale de Dar El Beida (où le remplaçait Chelouati) après avoir été gouverneur de Rabat et commandant de zone au Congo (forces de l'O.N.U.).

Ce même mois de mai 1964, Hammou était nommé général de brigade.

Il avait laissé partout un excellent souvenir et son intégrité n'avait jamais été mise en doute ; même dans les milieux politiques marocains en exil, où l'on n'a aucune raison de le ménager, on le tient en haute estime.

Une anecdote (il faut s'en méfier en général, mais celle-ci est trop révélatrice) montre à quel point il pouvait avoir le sens du geste. En juillet 1970, il avait été accueillir une délégation d'officiers de Salon-de-Provence à l'aérodrome de Fès-Sais. Le command-car qui les amenait à Fès s'était renversé à la suite d'une collision et il avait fait le maximum pour les sept blessés graves, transportés à Rabat par hélicoptères. Puis, pour le retour en France il avait exigé deux avions, ne voulant pas que les survivants voyagent

dans le même appareil que les cercueils de leurs camarades. On avait beaucoup apprécié.

L'influence de Medbouh a été très grande dans sa détermination : ni Chelouati ni Ababou qu'il n'aimait pas n'auraient eu assez de poids pour le « détourner » de sa carrière monarchique.

C'est d'ailleurs grâce à Medbouh qu'il avait pu retarder son départ pour Paris : nommé attaché militaire le 5 juin il avait reculé sa réception d'adieu au 12 juillet. Dans la cave de sa villa, les alcools et les rafraîchissements étaient prêts, on l'a vu. Et on aurait pu sabler le champagne, après le 10, en portant d'autres toasts...

Le général Amazoun Hammou était lui aussi un homme simple. « Un grand ours serviable. » Chez lui, à Khénifra, il y avait toujours à sa table — il était très hospitalier : trait de caractère et haute tradition — un simple maçon, un fkih (un « lettré », un homme qui sait) et un « taxi » ; contrairement à certains membres de sa famille il « était bon avec autrui ». Un super caïd qui le connaît très bien affirme ne l'avoir jamais vu en colère. D'abord direct et agréable, malgré une certaine bougonnerie qui n'était peut-être qu'une façade, sa fréquentation confirmait la première impression.

On sait l'origine familiale de sa fortune : en janvier 1971 lors des fêtes données à Fès pour la circoncision du prince héritier Sidi Mohammed, il avait donné avec le colonel Hammou Hassan une somptueuse diffa à tout ce qui compte dans le Maroc gouvernemental et militaire. Toute la grande famille était là et les cavaliers Zaïans, dans la tradition des guerriers de Moha, avaient donné une fantasia monstre, dans le cadre impérial de Bab Segma, une de ces fantasias qui déploient des centaines de cavaliers blancs dans la poussière et la poudre et qui font paraître bien pâlottes celles pieusement organisées pour les touristes.

Diffa offerte sur une cassette familiale qui pouvait se le permettre.

En réalité, le général Hammou reste une figure énigmatique bien qu'elle soit la seule à s'inscrire dans un milieu traditionnel — et peut-être à cause de cela. Que pouvait-il désirer politiquement et matériellement, lui qui avait tout ?

Il faudra bien trouver à son attitude une autre explication qu'une basse ambition d'officier frustré et besogneux, d'arriviste arrogant. Il n'était rien de tout cela.

Comme Bougrine, comme Mustapha, c'était un des compagnons de

Medbouh, par opposition au groupe des « officiers libres » réunis par Chelouati et Ababou. Distinction encore une fois plus commode que prouvée.

Pourtant, il est encore plus difficile de classer le général Habibi, issu d'un milieu modeste et si peu affairiste qu'il se faisait gruger par son associé dans une petite affaire commerciale qu'il avait montée à Casa. Son père était un homme sans fortune mais respecté : il passait pour être un Alaouite (c'est-à-dire un descendant du prophète par sa fille Fatima, épouse d'Ali, le quatrième khalife, d'où le nom de Alaouite) venu du Tafilalt (le berceau de l'actuelle dynastie) au début du siècle pour s'établir à El Hajeb, à la limite du plateau de Meknès et des contreforts du Moyen Atlas.

Arabe par son père, il était Berbère par sa mère (de la turbulente tribu des Beni M'Tir).

Il ne reniera jamais ses origines. Sa fidélité aux émissions en langue berbère étonnait ses amis, mais c'était celle de son enfance et il était loin de mener une vie superbe : il avait même fallu beaucoup d'insistance à un de ses amis pour lui faire accepter de prendre une cuisinière s'ennuyant d'ailleurs chez lui qui ne recevait presque jamais et se contentait de peu.

Sa silhouette trapue vêtue d'une djellaba défraîchie ou d'un costume de confection très ordinaire était familière aux habitués de la rue qui mène à son bureau et qu'il suivait souvent à pied. « On n'aurait jamais dit un général commandant de région ! »

Simplicité qui cachait une complexité connue seulement d'un très petit nombre d'intimes. Descendant du Prophète, il ne faisait pas ordinairement la prière du vendredi et restait fidèle à l'apéritif qu'il prenait toujours dans la même brasserie de l'avenue Mohammed-V. C'est évidemment explicable chez un officier formé à la française. Pourtant, un vendredi soir du dernier Ramadan, il avait entraîné un de ses amis (foncièrement antimilitariste) à la Zaouia de Sidi Bel Abbès³², près de la fameuse Bab Doukkala, et s'était abîmé dans une méditation (sur laquelle il ne reviendra jamais) dont l'intensité avait frappé son compagnon. En quittant le sanctuaire, il avait fait l'aumône aux aveugles qui s'y pressent ordinairement : l'aumône est l'un des cinq piliers de la Foi.

Il menait une vie sans histoire : soirées partagées entre ses amis et la lecture — journaux parisiens, livres professionnels ou politiques — souvent emmitouflé dans une couverture car il était très frileux.

En réalité, le désenchantement le gagnait comme tout baroudeur condamné

à la vie de garnison sans espoir de promotion réelle. Remarquable au feu (campagnes de Tunisie, d'Italie et de France, quatre citations), il n'était pas récupérable pour la bureaucratie et parlait de plus en plus volontiers de retraite.

Fatigué du monde, Candide retournait à son jardin ; lui, c'était à son violon d'Ingres : la maison. Avant même de savoir s'il pourrait acheter le logement de fonction qu'il occupait, il y avait entrepris des travaux, tout comme dans sa villa de l'Aguedal (quartier sud de Rabat), s'informant sans cesse des améliorations ou des trouvailles apportées par ses amis, chez eux, pour s'en inspirer.

Comme on le voit, rien d'un « colonel » dévoré d'ambition.

Le conflit frontalier avec l'Algérie avait été une « divine surprise » dans la grisaille du quotidien : il en avait ramené une nouvelle décoration et une nostalgie qui filtrait de temps en temps : « Si on nous avait laissés faire... »

Comme tout militaire de haut grade, il parlait peu de politique, mais il se laissait parfois aller à parler de la situation du pays avec une passion de « nationaliste marocain » qui paraissait d'autant plus vive chez cet officier supérieur si occidentalisé (sa femme est Française et il avait gardé des relations suivies en France, notamment dans la presse parisienne). Profondément loyaliste, ses éclats visaient l'attitude de certains membres de l'entourage du roi qu'il accusait de faire écran entre le souverain et son peuple. Mais, dans le même temps, il affirmait : « Si demain on me donne l'ordre de marcher sur Marrakech, je le ferai. Même s'il fallait faire tirer sur des amis. »

Des deux Habibi, l'officier supérieur sans illusions et l'homme au train de vie spartiate cultivant avec bonheur l'amitié, lequel des deux a été fusillé le mardi 12 juillet 1971 dans l'éclatant soleil marocain ?

Habibi est un sobriquet devenu patronymique qui signifie : « Celui qui est aimé... »

« CE N'EST PAS UN COUP, C'EST LA RÉVOLUTION »

On pourra trouver à bon droit que le bilan provisoire de cette présentation des principaux conjurés est maigre. Il n'apporte pas évidemment de solution miraculeuse mais il a le mérite d'essayer d'échapper aux schémas stéréotypés et de rendre leur identité aux conjurés.

Je n'ai pas pu le faire pour tous et quand je l'ai pu, c'est de façon souvent incomplète. C'est incontestable. Mais il fallait le faire.

Reste un dernier point ; les conjurés ont totalement et rapidement échoué alors que la première phase de leur entreprise s'était parfaitement déroulée. Pourquoi ? La question est beaucoup moins insoluble qu'il ne paraît, à condition de se garder d'explications trop circonstanciées, du type de celle qui fait échouer l'entreprise à cause d'une trajectoire de balle de 7,65 mm par exemple.

Il y a deux raisons immédiates :

- l'indécision sur le sort du roi,
- la sur-estimation par Ababou de l'obéissance de ses troupes.

Et une cause lointaine, plus profonde :

— l'armée, dans son ensemble, n'était pas prête — ni surtout préparée — à prendre le pouvoir.

Il est aussi impossible de dissocier cette troisième cause de la première, que la première et la seconde. Je m'explique.

Rien ne peut se faire au Maroc en dehors du roi. Avec lui ou contre lui. Il n'y a pas d'autre alternative. Or pour des raisons très explicables (déclencher la phase n° 2 — Rabat —, et la phase n° 3 — le reste du pays), les conjurés ont continué leur action en laissant le roi derrière eux, reportant à plus tard la décision (cf. la mort de Medbouh), prise après le ralliement espéré de l'armée, et peut-être en fonction de ce ralliement.

Or, précisément l'armée ne s'est pas ralliée, l'incertitude sur la personne royale jouant certainement et dans une proportion qui reste à définir.

Et, quel que soit le poids de ces deux causes, et il est très grand, c'est bien l'« indiscipline » des cadets qui est la cause première de l'échec, la captivité du roi restant un atout maître pour les mutins quelle que soit la réserve du reste de l'armée, atout qui leur a échappé sans qu'ils puissent le contrôler !

Et c'est sur cette « indiscipline » que s'arrêtera ce premier volume consacré à la seule journée du 10 juillet. Je ne reviendrai que très rapidement sur des faits qui sont apparus à leur place au fil du récit, et seulement en les condensant pour leur donner plus de lisibilité : la presque totalité des cadets engagés dans l'encercllement du palais de Skhirat ignoraient le but exact poursuivi par Ababou. Ils venaient déjouer un « complot », dont on ne leur avait pratiquement rien dit. Ceux qui avaient reçu des explications — et c'est très relatif ! — pensaient aller mater une poignée de syndicalistes ou bien éliminer les « traîtres et les chevelus » du gouvernement. La manœuvre était

simple : encercler les lieux, rassembler tous les invités sans exception, et les consignes formelles : ne pas tirer ou seulement sur les fuyards, mais personne ne devait s'échapper.

La première faille dans ce système devait venir des défauts de l'encercllement, côté sud, celui de l'Amphitrite, dont était chargé le lieutenant-colonel Mohammed Ababou qui allait manquer de conviction toute la journée. Mohammed Ababou boucle trop tard les plages sud ; le colonel As sari, chef de la Brigade légère de sécurité, peut s'échapper et regagner sa base. Il jouera le rôle très important que l'on sait.

Il y avait deux brigades affectées à la surveillance de ce point du dispositif ; elles avaient ratissé les plages et fouillé des voitures et certains cabanons sans aménité, mais sans brutalité. Le bouclage n'avait pas été rapide puisque Taieb Filali, le patron du complexe hôtelier, avait eu le temps d'accompagner chez lui (Témara) un de ses amis échappé de Skhirat (le président de la chambre des Représentants) et de revenir sans être arrêté par les cadets.

En arrivant au parking de l'Amphitrite il était tombé sur l'officier (Mohammed Ababou) qui commandait le détachement et, persuadé que les soldats venaient rétablir l'ordre, lui avait demandé de respecter cet endroit touristique et de ne pas envahir l'hôtel. L'officier avait accepté à condition que Filali ne favorise pas la fuite des personnalités : « Tu es responsable de tous les ministres jusqu'à 22 heures. S'il en manque un, c'est toi qui dégusteras ! » Puis il avait donné des ordres : « Encercler tout, mais ne rentrez pas à l'intérieur. » Effectivement les soldats ne pénétreront pas dans l'hôtel, se contentant de surveiller les terrasses.

Personne ne sortira plus de l'Amphitrite, mais il devait déjà être près de 15 heures.

Filali, qui pouvait aller et venir sans être inquiété, avait demandé (à l'officier) qui avait fait le coup. « Ce n'est pas un coup. C'est la révolution. C'est l'armée qui est au pouvoir. »

Et à chaque fois qu'il leur demandera quand ils pourront quitter l'hôtel, les cadets lui répondront invariablement « pas encore », puis leur effectif fondra sans qu'on s'en aperçoive nettement : il n'y a pas eu de départ massif, mais une espèce de dissolution imperceptible jusqu'à disparition totale des deux commandos.

Encerclement trop tardif au sud, c'est très évident et aussi encerclement trop perméable par ailleurs. On a vu par exemple Louka Palamarchouk quitter

le palais sous les yeux des cadets, en contradiction formelle avec les ordres reçus. Mais le départ de Me Reda Guérida sera encore plus exemplaire de l'inapplication de consignes pourtant impératives.

Depuis l'Indépendance, Ahmed Reda Guérida a occupé quelques-uns des portefeuilles ministériels les plus importants : Affaires étrangères, Intérieur ; il a été aussi directeur général du Cabinet royal et surtout il a été le premier ministre de la Défense du gouvernement Si Bekkai et, à ce titre, un des fondateurs des F.A.R. au printemps 1956.

Il ne peut s'éterniser au palais car il a des « occupations urgentes et importantes » et il part au volant de sa voiture personnelle, par le chemin nord. Une colonne de camions arrêtés ou en train de s'arrêter bloque complètement le passage. Étonnement, mais sans excès ; tout est possible et on en a vu d'autres, mais ce n'est quand même pas un jour pour des manœuvres. Tout naturellement il descend de sa voiture pour les « engueuler ».

« Qu'est-ce que vous foutez là, ce n'est pas un jour pour parader, vous ne pensez pas aux invités ! »

Le sous-lieutenant Moudden Sefrioui, chef de la 3^e brigade, le reconnaît malgré ses lunettes de soleil, mais ne l'interpelle pas nominalelement : « Oui, Monsieur le Ministre », et il donne des ordres pour faire ranger les camions.

En arrivant chez lui, quelques minutes plus tard, il entendra des pétarades...

L'attitude de Séfrioui est particulièrement intéressante pour deux raisons :

— par son calme,

— parce qu'il a reconnu un de ceux qu'ils étaient censés bloquer dans le palais et qu'il l'a aimablement aidé à sortir ! Séfrioui dira au procès de Kénitra qu'il n'avait pas reçu d'ordre formel pour l'arrêter... Leur « gentillesse » quelques minutes avant de se déchaîner (ils massacreront des chauffeurs pratiquement au même endroit dans moins de dix minutes) est frappante. Aussi frappante que leur changement instantané. On aurait pu attendre de véritables putschistes une autre attitude ; ils auraient pu retenir l'ancien ministre, ne serait-ce qu'en lui proposant de sortir eux-mêmes sa voiture et lui faire perdre ainsi les quelques minutes qui restaient avant l'heure H. Etant bien entendu exclu qu'ils manifestent à ce moment précis quoi que ce soit de leurs intentions agressives.

Le deuxième point intéressant c'est que Séfrioui (qui n'a que 24 ans) ait reconnu Reda Guédira, malgré ses grosses lunettes, alors que d'autres cadets seront absolument incapables de reconnaître instantanément le roi ou Oufkir.

Il faut admettre que Séfrioui, sans être politisé (avec une nuance idéologique ou militante), a une conscience politique suffisante et qu'il a pu voir des photos de Reda Guérída, dans la presse surtout ; au cours de ses longues années de présence au gouvernement, de nombreux clichés du ministre ont été publiés et souvent à la une.

Séfrioui finira d'ailleurs sa journée en arrêtant à la Radio un autre ancien ministre de la Défense, Hadj M'Hamed Bahnini, qui passait prévenir sa belle-sœur de la mort de son frère, l'ancien Premier ministre, Hadj Ahmed Bahnini.

Et comme cette fois il avait des ordres stricts, arrêter tous ceux qui n'avaient pas de pièces d'identité, il l'avait « séquestré ».

Il y avait donc des trous dans la nasse jetée par Ababou sur Skhirat.

Cela il ne pouvait pas le prévoir, mais ce qu'il pouvait prévoir, c'est que l'ordre de ne tirer que sur les fuyards allait être outrepassé et provoquer une hécatombe (au moins une soixantaine de personnes et des dizaines de blessés) parfaitement inutile. Il en est responsable à un double titre :

— en les plaçant dans une ambiance où il était difficile de garder un sang-froid minimum compte tenu de leurs réflexes ;

— et en lançant lui-même l'action.

C'est lui qui a donné le signal de l'assaut en vidant un chargeur de P.M., en balançant une grenade et en donnant l'ordre au dernier moment, à un petit groupe, de tirer en l'air, en même temps qu'un autre tirait à l'extrémité sud. Les cadets se sont sentis coincés et ont commencé à tirer non plus en l'air, mais, comme en manœuvre, à hauteur de la ceinture. En dehors des victimes des exécutions sommaires (nominales) la presque totalité des morts sera due à la non-observation des ordres donnés par les cadets, d'abord aux joueurs de golf puis au reste des invités. Tout geste était suspect et la nervosité des cadets jointe à l'excitation de la poudre allait transformer en tragédie la simple sortie d'un passeport (comme pour le professeur Himbert et l'ambassadeur de Belgique) ou la lenteur à exécuter les ordres, souvent contradictoires. Tout manquement à la « discipline » était mortel.

Certains invités ont entendu sans doute possible des ordres de cesser le feu qui n'ont pas été suivis : il était impossible d'arrêter les automates remontés par Ababou depuis deux ans.

Point n'est besoin d'expliquer leur comportement par l'absorption d'une drogue. Quelle drogue d'abord ? Le café avalé le matin avait un drôle de goût et une couleur grisâtre mais le café des roulantes n'a jamais pu passer pour un

expresso « goût brésilien ».

On a parlé aussi de pilules. L'origine de cette fable est très simple : certains invités, une fois libérés, ont trouvé dans des paquets de vêtements qui jonchaient le sol de petites pastilles blanches. Mais elles appartenaient probablement à des invités dont les poches avaient été retournées !

Bien sûr, l'usage d'excitants, comme les amphétamines, est constant dans les paquetages ; on ne « charge » plus les soldats avec du « rouge » ou de la « gnôle » et cela n'aurait rien eu d'étonnant. Mais jamais un excitant n'a transformé un mouton en loup, pas plus qu'un coureur de second ordre en vainqueur du Tour de France. Pour qu'ils soient efficaces, il faut que les stimulants soient absorbés par un organisme préparé, conditionné. Conditionnés, les cadets l'étaient parfaitement, mais leur comportement n'a pas besoin de l'aide de la pharmacopée pour être expliqué.

« Leurrés », certainement. Drogés ? Absolument pas. D'ailleurs, s'ils l'avaient été ils l'auraient *tous* été. Et leur violence a été très variable selon les individus et cela, dès le début.

Certains sont restés sous tension tout l'après-midi :

— celui qui n'a pas cessé de brutaliser le photographe du roi, Linh, le traitant de « chinetoque » et l'invitant à faire du karaté ou du judo avec lui tout en le bourrant de coup de crosses ;

— celui qui s'en est pris à Mahjoubi Ahardane une première fois, puis, quand on a fait lever les prisonniers pour les mettre en rang devant le mur, qui est revenu à la charge : « Aujourd'hui tu ne t'en tireras pas. » L'ancien ministre de la Défense l'avait fixé impérieusement : « Reprends-toi, au nom de Dieu ! » et il avait fini par le laisser tranquille, mais il n'aurait fallu qu'un geste malheureux pour qu'il le « brûle ».

Par contre, le lieutenant Mohamed Ghalou (instructeur de combat), qui marchait à la tête de son commando, avait simplement salué, sans cesser d'avancer d'ailleurs, le lieutenant Abdelmalek Belghiti qui commandait les vingt-neuf parachutistes de garde au palais.

Ils étaient de la même promotion.

Le cadet qui avait mis sa main sur l'épaule du D^f Safar avait raison ; ils étaient tous des hommes. Rien que des hommes.

Et c'est comme tels qu'ils avaient réagi devant la profusion et les objets de luxe. Armée populaire, il faut la prendre dans ce sens-là, ils ont eu des réflexes de destruction beaucoup plus que des gestes de pillage, en

s'acharnant sur des montres en or, des ceintures en crocodile, des appareils photo à trois cent mille francs, des briquets de chez Cartier, des voitures même. Au cours du procès, on n'a cité qu'un cas de cadet dont les poches étaient remplies de menus objets coûteux ramassés à Skhirat. Ce qui ne veut pas dire qu'il a été le seul, mais cela n'a pas été systématique.

Réflexe identique devant les restes encore somptueux des buffets, abondance à laquelle ils étaient d'autant plus sensibles que depuis plusieurs semaines Ababou avait diminué l'ordinaire d'Ahermoumou, mettant sur le compte des « chevelus et des pourris » cette baisse de ration, alors qu'il l'avait conçue dans l'esprit d'un organisateur de combats de belluaires romains affamant ses fauves !

Dès que sa présence physique était moins active, leur tension se relâchait. Leur résistance dans la soirée sera pratiquement nulle, due plus souvent à l'affolement et à l'absence de directives qu'à une volonté ferme de résister. Même traqués, ils n'ont pas abusé de la situation, plus préoccupés de demander du pain ou des vêtements civils aux particuliers chez qui ils avaient pénétré que de s'en servir comme otages. Privée de leur stimulant hiérarchique, leur agressivité s'estompait très vite. D'ailleurs, dès 16 heures, plusieurs désertèrent, seuls ou au hasard des camaraderies, pour des cachettes pitoyables, certains rentrant même carrément à Ahermoumou.

Défections sans importance, la seule qui semblerait en avoir une c'est celle de Mohammed Ababou, chargé par son frère de la garde des prisonniers du palais, on le sait. Ce faisant il avait alors laissé les 90 cadets sous la seule autorité de deux sergents-chefs et d'un sous-lieutenant. Mais l'attitude de Mohammed Ababou devant le roi aurait-elle été différente de celle du sergent Kennouch Mahouch ? Certainement pas, puisqu'il avait désapprouvé, sans avoir la force de le contrer, le projet de son frère.

Ce sera donc la grande erreur tactique d'Ababou, croire en l'obéissance aveugle d'hommes qu'il avait littéralement subjugués pendant deux ans et dont il pouvait croire qu'ils continueraient de l'être, même dans des circonstances aussi exceptionnelles. Ils ne l'ont pas été.

Mais, s'il ne les avait pas exactement informés c'est bien parce qu'il était certain que dans ce cas ils ne l'auraient pas suivi. Mettre 1.400 hommes dans le coup c'était risquer, presque à coup sûr, les fuites décisives, et donc l'échec du complot, avant même le début de son exécution.

Mais ne pas les mettre au courant, en garantissant le secret³³ de la première

phase, a fatalement compromis l'exécution de la seconde. Et ce n'est pas un hasard. Le roi, attaqué par une fraction (numériquement faible, mais pas qualitativement) de son armée, a été sauvé par elle.

Il reste donc, une fois mieux défini le profil de cette journée à tous égards exceptionnelle, et si l'on veut réellement comprendre la cause et l'échec de Skhirat (les causes et les échecs), à revoir l'histoire du Maroc depuis ce jour de novembre 1955 où un peuple enthousiaste accueillait Mohammed V revenu d'exil.

Dix-sept ans de difficultés, de réalisations, d'échecs aussi, et surtout d'équivoques.

L'importance de ce premier coup d'État dans l'Occident musulman est indéniable. C'est un signe. Et, comme tel, diversement apprécié.

Le peuple de la Médina de Rabat rend grâce à Medbouh en mettant le sucre dans l'éternelle théière, parce que le prix du thé a été sensiblement abaissé après le 10 juillet, alors que le roi a dit :

Nous nous adressons maintenant aux leaders politiques et aux dirigeants syndicaux en leur disant que nous n'avons récolté que le fruit de ce qu'ils ont semé, à force d'écrire dans leur presse et d'insinuer que le Maroc est sur la voie de l'effondrement, que la situation est mauvaise, que l'économie n'est pas saine et que la féodalité bat son plein. Certains en sont venus à croire à ces rumeurs de sorte que ceux qui ont fait circuler ces rumeurs en sont les premières victimes...

Cela prouve que vous êtes en train de creuser vos tombes. Si les mutins avaient pris le pouvoir, ils n'auraient pas été de votre niveau : ce ne serait pas Medbouh, Bougrine ou Hamou qui vous appelleraient pour partager avec vous le pouvoir, car vous ne les comprendriez pas et ils ne vous comprendraient pas.

... C'est pour cela que nous vous disons, vous qui façonnez l'opinion publique marocaine, soit directement par la presse, soit en faisant circuler des rumeurs, nous vous disons : prenez garde ! SI VOUS SEMEZ LE VENT, VOUS RÉCOLTEREZ LA TEMPÊTE.

(Allocution prononcée à la suite de la conférence de presse du dimanche 11 juillet.)

La tempête qui a soufflé sur le récif de Skhirat (« Skhirat » signifie le

rocher, l'écueil) a été aussi violente que courte.
Mais le vent ?



VIII

La chute d'un général ou le suicide impossible

« LE COLONEL AMEKRANE AVAIT CRACHÉ LE MORCEAU »

Jeudi 17 août, 0 h 30

Le pilote du Boeing qui ramenait le roi après vingt jours de vacances en France amorçait la descente à la verticale de Tétouan, quand il aperçut quatre chasseurs Northrop F5. Il n'y avait aucune escorte prévue, mais le commandant Kabbaj n'avait pas eu le temps de se poser de questions. Un des F5, le seul qui soit armé, ouvrait le feu sur le Boeing, c'était celui du commandant Kouera.

Les passagers n'avaient pas vu les chasseurs frappés de l'étoile chérifienne verte mais les secousses qui se répétaient en s'amplifiant les avaient inquiétés, puis Raymond Sassia, ancien gorille du général de Gaulle, considéré comme un des tout premiers tireurs mondiaux, et maintenant chargé de la sécurité rapprochée du roi, était atteint au bras. Le roi s'était levé et avait gagné le poste de pilotage ordonnant au mécanicien de passer un message radio bidon à la tour de contrôle de Rabat : « Nous allons les bluffer. » Le mécanicien envoya donc un S.O.S. (May-day, trois fois) indiquant que le pilote était tué et le co-pilote blessé, que le roi était grièvement blessé, à la nuque, et que lui allait tenter de poser l'avion.

Apparemment, le stratagème avait suffi pour démobiliser Kouera qui se contenta de surveiller un moment la descente de l'avion avant de regagner sa base de départ, Kénitra, pour refaire le plein de kérosène et de munitions.

Le lieutenant-colonel Amekrane l'attendait. Kouera avait été nommé il y a tout juste un mois à la tête de la base, précisément en remplacement

d'Amekrane qui souffre d'une grave affection reinale et qui est condamné par les médecins. On connaîtra sans doute, un jour, la teneur de leur conversation... Dans le Boeing, il n'y avait guère que le roi pour croire que l'atterrissage serait normal. Dans la carlingue enfumée, les passagers étaient stoïques, et dans la cabine de pilotage où le roi était resté, le commandant Kabbaj tentait de faire sortir le train d'atterrissage, commandes bloquées, ne disposant plus que d'un réacteur sur les trois.

L'avion se traînait à la limite de la vrille...

Dès que le S.O.S. royal avait été reçu à Rabat, le commandant de l'aéroport avait appelé Oufkir qui discutait, très détendu, avec quelques officiers, en attendant le retour de son souverain qu'il avait déjà accompagné à Tanger trois semaines auparavant lors de son départ. Oufkir décide aussitôt d'aller à l'État-Major. En partant il rencontre le colonel Hassan Lyoussi, grand patron de l'aviation après avoir été celui de la Sûreté militaire. Oufkir fait arrêter la Mercedes pour le faire monter. A ce moment précis apparaît l'avion du roi. *Ce n'est pas possible, c'est un autre avion*, aurait dit le général. Lyoussi descend pour aller accueillir le roi qui passe rapidement la garde en revue.

Quand le roi rentre dans le salon d'honneur, Oufkir n'est plus là. Les F5 tournent maintenant autour de l'aéroport. Ce n'est pourtant que trois quarts d'heure après l'arrivée du roi, et alors que ce dernier vient de gagner une petite pinède avec cinq personnes de son entourage que l'attaque au sol commence.

A partir de ce moment on ne sait en fait rien de sûr sur l'emploi du temps et le comportement d'Oufkir.

On a d'abord dit qu'il avait lui-même procédé à l'encercllement de la base de Kénitra d'où étaient partis les pilotes mutins. Puis on a nié qu'il y soit allé !

On a affirmé qu'il n'a pas vu le roi à son arrivée en catastrophe, que sur le coup le souverain n'y avait pas attaché d'importance, et qu'il était parti faire le tour des casernes de Rabat pour s'assurer que tout y était parfaitement calme. Dans la soirée, il téléphone à sa femme — en vacances sur la côte méditerranéenne — « qu'il est sain et sauf », que tout va bien et que le calme est revenu.

Un peu après 22 heures, toujours ce mercredi 16, il annonce à son personnel qu'il va au palais d'été de Skhirat et qu'il faudra le réveiller le lendemain à 6 heures. Il monte dans sa B.M.W. personnelle, suivi de sa

Mercedes de service...

Le jeudi matin, un communiqué de la M.A.P. (Maghreb Agence Presse) publie un communiqué laconique : « Le général Oufkir s'est suicidé dans son bureau de l'État-Major en se tirant une balle dans la tête, à 0 h 30. »

C'est la stupeur au Maroc et dans le monde.

Aussitôt les hypothèses s'échafaudent, qu'on peut classer en deux tendances. Ceux qui croient au suicide et ceux qui en doutent. Dans l'ignorance totale des faits. Les premiers affirment que le général n'a pu survivre au sentiment d'un échec insupportable qu'il a dû éprouver en voyant le commandant d'une escadrille d'élite, qu'il venait de nommer personnellement, attenter à la personne du roi, alors qu'on pensait généralement qu'il avait réussi la gageure de reprendre en main une armée traumatisée par la tragédie de Skhirat. Lui, qui avait fait du maintien de l'ordre, sa raison d'être politique !

Pour les seconds, un Oufkir ne se suicide pas. Non pas par esprit religieux, mais parce que c'est une attitude incompatible avec son énergie foncière d'homme d'action. Que la répression qu'il a dû mener après Skhirat l'ait frappé, durci même, c'est vrai, mais elle ne l'a pas traumatisé ! Un échec, le premier, ne saurait l'ébranler à ce point.

Dans la nuit du 16 au 17, une ambulance militaire ramenait le corps à son domicile du Souissi. Il n'y avait là qu'un de ses neveux et son beau-frère. Le corps dont l'uniforme était éclaboussé de sang portait en fait quatre blessures. C'est beaucoup pour un suicidé ! Une balle était entrée par la nuque et était ressortie par l'œil gauche brisant un verre de lunettes, une au niveau de l'omoplate, la troisième dans les reins et la dernière dans le bras droit !

Les lenteurs et les maladresses du ministre de l'Information allaient très vite transformer en certitude ce qui n'était qu'une hypothèse. Le D^r Benhima³⁴, en effet, dans sa conférence de presse du vendredi soir va démentir son propre communiqué de la nuit de mercredi à jeudi : ce n'était plus d'une balle dans la tête qu'Oufkir s'était suicidé, ni dans son bureau de l'E.-M., mais bien au palais de Skhirat, et de trois balles. Visiblement mal à l'aise, Benhima explique :

Oufkir reçoit trois balles. Une dans le mamelon. Une on ne sait où et la troisième qui sera fatale. (Mais où ?)

Oufkir a toujours eu la réputation (justifiée) d'être un tireur d'élite. Pourquoi cette deuxième version ? Certainement pour devancer (mais c'est déjà trop tard) les indications que ne manqueront de donner ceux qui ont vu

le cadavre et qui infirmeront évidemment la version (trop précoce) de la balle unique !

D'ailleurs, ajoute Benhima, sentant bien qu'il faut tenter d'étayer cette version laborieuse, il y avait deux témoins. D'abord le général Moulay Hafid Alaoui, chef du protocole depuis toujours, qui a fait carrière dans la chancellerie royale, parent du roi et ultra fidèle. Puis une vieille connaissance, le colonel Ahmed Dlimi, ancien adjoint d'Oufkir à la Sûreté au moment de l'affaire Ben Barka (et acquitté par le tribunal de la Seine) qui est, depuis Skhirat, responsable des aides de camp du roi, et, par conséquent l'homme le plus près du souverain. Ces deux hommes ont donc tenté vainement d'empêcher Oufkir *d'accomplir son geste fatal... ?*

Mais ni l'un ni l'autre n'étaient présents à la conférence de presse où l'on n'aurait pas manqué de leur demander des précisions. C'est Benhima qui les donne, ces précisions, lui qui n'y était pas. Et il n'en est pas avare !

Convoqué par le roi qui s'était étonné de ne pas l'avoir vu de la soirée, Oufkir demande dès son arrivée dans l'antichambre si le roi a entendu le commandant Kouera responsable de l'attaque des chasseurs. Moulay Hafid et Dlimi restent muets. Oufkir considère leur mutisme comme un aveu et *comme il est intelligent* il comprend que le roi sait ! « *Je sais ce qui m'attend !* » et il dégaine son revolver d'ordonnance.

Exit Oufkir. Sans avoir vu le roi, selon la version officielle. Comment le roi avait-il eu des « doutes » ? Très simple, explique Benhima. Alors que le lieutenant colonel Amekrane qui avait pris la fuite à bord d'un hélicoptère de la base de Kénitra, volait vers Gibraltar, il était entré en contact avec lui, Benhima, *par duplex, via Gibraltar (sic)* et lui avait « *révélé* » *qu'il avait reçu l'ordre d'un grand général de tirer sur l'avion du roi... je ne peux vous dire son nom... sachez seulement que ce nom commence par O.*

Question à vingt francs ! Quel peut bien être ce général ? C'est alors que Benhima, malgré sa *naïveté* (c'est lui qui le dit !) *s'est mis à douter du général Oufkir.*

Un peu tiré par les cheveux ce dialogue Amekrane-Benhima. Ses invraisemblances apparaissent d'autant plus que le rôle d'Oufkir n'aurait été révélé au roi qu'à 2 h 30 (jeudi), par le commandant Kouera (il s'était éjecté en mer après l'attaque) et non plus par Amekrane ! C'est le roi lui-même qui a donné cette nouvelle version aux commandants d'unités qu'il avait réunis pour leur annoncer qu'il prenait personnellement le commandement de l'armée.

Ce qui signifie en clair, dans ce cas, qu'Oufkir serait mort avant la découverte de sa « culpabilité » !

Le vrai problème, maintenant, c'est de savoir si oui ou non le « plus fidèle serviteur de la monarchie » a trahi. Car en dehors de cette déclaration officielle, on n'en a aucune preuve ! Ce n'est un secret pour personne qu'Oufkir a parfois eu des mots très durs sur la corruption et la gabegie.

Un an après Skhirat, la situation n'ayant pas changé, il a pu être conduit à la même analyse que celle de Medbouh, puis au même type d'action. C'est-à-dire l'élimination du roi, sinon de la monarchie. On a sans doute trop fait de lui un serviteur inconditionnel de la Monarchie. Oufkir était en fait le serviteur de l'État, et, pour lui, l'État dans l'état actuel des choses politiques marocaines, s'identifiait avec la Monarchie. Mais à partir du moment où la Monarchie, impuissante malgré son autoritarisme, ou à cause de cet autoritarisme, ne pouvait plus assurer un ordre dynamique, il fallait imposer une autre solution pour que l'État survive. On insiste trop sur le folklore autour du chef berbère, du saharien cruel. Oufkir n'est pas un « condottière » bédouin ! C'est un militaire, issu d'un milieu où la pitié n'existe pas, et il a eu souvent la main lourde. Non par manie sadique, mais par souci d'efficacité. Pourtant, il avait finalement pris conscience des limites de la répression, il l'avait montré juste après le coup d'Etat de 1971 quand il avait sorti son revolver (déjà) en plein Conseil des ministres menaçant de se suicider si on ne changeait rien à ces néfastes habitudes (les marchandages avaient repris), prédisant un nouveau Skhirat et affirmant son intention de ne pas se faire flinguer en maillot de bain !

Maintenant le roi l'accuse d'avoir voulu faire disparaître son avion en pleine mer, un accident, un crime parfait, et de se poser ensuite en protecteur régent du prince héritier, Sidi Mohamed, qui n'a que neuf ans.

Il existe évidemment une autre solution : on peut penser :

1° Que si Ouf kir avait préparé un coup, il aurait réussi. Il aurait prévu un échec possible des avions et donc une solution de rechange ou une porte de sortie. Lui, n'est pas « naïf » !

2° Si vraiment il a été à l'origine de l'attaque, sachant très vite que les pilotes étaient aux mains de la police, il ne serait pas venu tranquillement à Skhirat, pour se faire arrêter ou descendre !

Or, il est venu à Skhirat, pratiquement sans escorte.

Est-ce donc qu'il n'aurait rien eu à se reprocher ? Pourtant la discussion avec le roi aurait été particulièrement orageuse et longue : quarante-cinq

minutes au moins, et suivie par la mort du général.

Le roi aurait très bien pu lui reprocher de n'avoir pas su le protéger...

Y a-t-il eu un geste de colère de la part d'un membre de l'entourage, geste « spontané » ? Ou bien exécution sommaire d'un personnage trop puissant pour supporter de ne plus l'avoir dans son camp ?

Ce qui est certain c'est qu'Oufkir mort ne pourra plus jamais rien dire ni faire. Par contre, on pourra lui prêter toutes sortes de noirs desseins, dans un passé lointain ou très proche. Benhima, qui parle cyniquement de tribunaux (mais juge-t-on un mort ?) l'accuse, dans la foulée, d'avoir manigancé le coup de Skhirat !

A-t-il été éliminé parce que précisément il ne voulait plus jouer le jeu ? Fatigué de la répression et soucieux de réformes vraies ?

Oufkir, le guerrier superbe, a été frappé dans le dos, et sa disparition paraît affaiblir la position royale. Hassan II a supprimé le poste de ministre de la Défense et celui de major général, comme il avait supprimé celui de directeur du Cabinet militaire après Skhirat. Il fera des heures supplémentaires.

C'est la conséquence la plus inattendue, et la plus nette, de l'attaque des chasseurs rebelles : le général Oufkir repose maintenant dans la minuscule cimetièrre de Taouz, dernier qçar du Tafilalt avant le Sahara. Oufkir incarnation de la force, de la « fidélité », enterré dans une quasi-clandestinité, lui qui paraissait indestructible.

Posant un dernier problème, et non le moindre, à ceux qui veulent tenter de comprendre. Echappant une fois de plus à l'analyse, peut-être un des derniers grands fauves du cirque politique, en tout cas une personnalité « qui attirait le cliché comme le paratonnerre attire la foudre », selon le mot de G. Menant.

Je n'en ajouterai donc pas. Il est trop facile de multiplier les analogies, formelles, entre son physique et son tempérament. Il y a des bourreaux qui ont une tête d'enfant de chœur ! Pourtant c'est tentant et je retiendrai quand même une image : pendant le moussem de Tan-Tan (c'est la grande réunion annuelle des nomades), grandi encore par les plis amples du vêtement des « hommes bleus », presque noir à force d'être bleu, il était encore plus grand que ces hommes de haute taille, plus sec que ces coureurs de dunes et, mis en valeur par le litham noir, son profil de rapace était plus inquiétant que ces visages farouches au modelé si âpre.

Ce n'est qu'une image.

Ce qui compte, pour l'Histoire et pour le Maroc, c'est qu'un an après le général Medbouh, le général Oufkir, second pilier du pouvoir, soit mort

comme lui, à Skhirat, comme lui après une longue discussion dont on ne sait rien, et comme lui pour les mêmes raisons.

Ces raisons, nous y reviendrons.

Actuellement la seule différence entre les deux « félons », c'est que personne n'a encore traité Oufkir de chacal...





Notes

1

Propos recueillis par Jean Daniel, in *le Nouvel Observateur* du 6 juillet 1970.

2

80 kilomètres à l'E.-S.-E. de Fès.

3

Ceux qui servent d'adversaires aux unités qui jouent à la guerre, dans la tradition des écoles d'E.-M.

4

Cf. *infra*.

5

Il ferme la marche du groupe « Perrier » et la porte sera fermée derrière lui (cf. *supra*).

6

Il ne s'agit pas de l'avocat de Rabat.

7

On y reviendra.

8

Propos recueilli par Jean Mauriac, dépêche A.F.P. du 18 juillet, n° 035.

9

Bien entendu, le problème de cette guerre de 1963 n'est pas si simple.

10

Le terme « Si », abréviation de Sidi = Seigneur = notre maître, est employé

devant le prénom, quand on veut marquer sa déférence à un personnage important.

11

Blessé mortellement en début d'après-midi.

12

En arabe.

13

Il existe une deuxième version de la réponse d'Ababou qui sent déjà le mot historique apocryphe : « Il nous a trahis à 50 %. Il a payé à 100 %. » Un peu trop lapidaire...

14

S'il l'a vraiment prise !

15

Ce terme de « hasard » en Histoire n'est que l'expression toute faite d'un défaut d'information pour un moment donné, l'étiquette de notre ignorance...

16

L'euphémisme est joli...

17

« De source sûre », on pense que l'attaque des cadets devait avoir lieu plus tôt, vers 12 h 45, pendant la partie de golf du roi. Il n'y aurait eu sur le terrain qu'un nombre minimum de personnes non concernées par le complot et le risque de « bavure » était moindre. Le terrain aurait été encerclé sans problèmes et le roi emmené immédiatement à Rabat pour cautionner « *par une déclaration à la télévision le nouveau conseil de la révolution* » (conférence de presse du roi).

Comme Medbough connaissait très bien les habitudes du roi, il ne pouvait pas ne pas avoir prévu de solutions de rechanges, au moins pour l'heure « H », sinon pour le jour « J ».

Car si le roi avait joué au golf en 1968 et en 1969, il n'avait pas joué en 1970. Medbough était trop méticuleux et organisé pour négliger un tel paramètre. Dans l'hypothèse (vérifiée) où le roi ne jouerait pas avant le

déjeuner, il était quand même possible qu'il joue dans l'après-midi (on a vu tout à l'heure un joueur « pro » faire demander s'il lui fallait ou non rester) et, dans ce cas, on retrouvait les mêmes avantages que le matin.

Et, au cas où le roi n'aurait pas joué du tout, le jour « J » aurait pu être repoussé de trois jours, c'est-à-dire au mardi 13, et les 1.400 cadets ne seraient intervenus qu'au retour des manœuvres de Ben Slimane, et non à l'aller.

Ainsi on évitait de mêler des civils à l'affaire, ce qui correspond parfaitement à la psychologie de Medbough : il n'était pas homme à provoquer une tuerie quel que soit le but politique visé. Tous ceux qui l'ont connu sont formels sur ce point.

Sachant que le roi ne se trouverait pas sur le terrain à l'heure prévue (et ce n'est pas faute de s'en informer, puisque le roi lui-même dira ultérieurement que Medbough suivait de très près les évolutions de son emploi du temps), il a pu faire prévenir Ababou du changement d'horaire ou même le prévenir lui-même. C'était techniquement possible : il ne lui fallait pas un quart d'heure pour rejoindre la tête de colonne des camions d'Ababou si l'on en croit *la Dépêche* (quotidien en langue française qui a cessé de paraître) : « Avant qu'ils soient arrivés à Skhirat les jeunes cadets ont été croisés par le général Medbough au volant de sa D.S. Il discute brièvement avec le colonel Ababou puis regagne rapidement le Palais Royal... » (n° 496, mardi 13).

Cette rencontre aurait eu lieu après le village de Témara à moins de 7 kilomètres de Skhirat.

Pour Medbough tout serait alors net : Ababou doit encore attendre. L'année précédente, le roi avait remis les prix aux vainqueurs du tournoi et le palmarès avait été proclamé par Medbough : à 15 h 30 tout était terminé et les invités dispersés. Dans cette optique, un nouveau message aurait été adressé au chef des cadets.

Mais Ababou n'a pas attendu. Il a attaqué à une heure où, précisément, il trouverait les conditions opposées à celles qu'aurait souhaitées Medbough : pratiquement tous les invités, les ministres, les généraux seraient concentrés dans un espace réduit, cerné de murs. Une souricière.

Cette hypothèse repose sur la sortie de Medbough, sortie qui n'a guère été confirmée.

Mais elle peut donner une clef pour les motifs de la discussion (fatale) avec Ababou...

18

Déposition du soldat Ghouia, de garde à l'E.-M. le 18 février 1972.

19

Déclaration du sous-lieutenant Daoudi (9 février 1972).

20

Oufkir l'avait appelé lui-même, à son domicile...

21

Traduction Savary, éd. Garnier 1958.

22

On ne sait pas sur qui.

23

Il est certain que c'est le roi qui a suscité le dialogue.

24

Sauf peut-être pour Ben Barka qui avait écrit : « ...il existe une possibilité que le pilier (l'armée) sur lequel pense s'appuyer le régime, non seulement lui échappe mais *devienne même dangereux pour son existence* » (cité par J.-M. Ménudier, dans *le Monde diplomatique* d'août 1971).

25

Le dahir du 8 mars 1950 obligeait les sujets de S.M. chérifienne à choisir et déclarer un nom de famille. Jusque-là un homme était connu comme « Driss fils de Mustapha » et très souvent sous un sobriquet. Ainsi le caïd Lahboub devait-il son « nom » au fait qu'il avait été un enfant adorable, *lahboub* signifie en effet « bouton de rose » ; son frère s'appelait le « petit perdreau », etc. Après le dahir de 1950, la famille du caïd avait choisi le nom de Chelouati en utilisant le nom de la tribu des Zi *Chelouaten*. De même « Habibi fils d'Abderrahman », (ou *habibi* « chéri »), a choisi de faire de son sobriquet un patronyme, etc.

26

Là s'arrête la comparaison.



27

Leur mécontentement rejoignant les problèmes des couches populaires citadines, que l'on ne peut aborder ici. C'est le milieu rural qui nous intéresse puisque c'est celui des officiers impliqués et de l'immense majorité des cadets.

28

En 1965, le Produit National Brut par habitant = 156 dollars U.S. pour l'ENSEMBLE du Maroc, chiffres fournis par la F.A.O.

29

Là s'arrête évidemment toute tentative de parallèle !

30

Effectif total de la promotion 1972.

31

En dehors des provinces, on peut trouver des faux dans des officines spécialisées à Barcelone, Düsseldorf, Marseille (évidemment) et Mèlilla (la ville, voisine de Nador est un très gros client).

L'origine profonde du trafic étant le chômage, les lenteurs administratives et le contingentement. Dans l'immédiat, pour lutter contre la falsification, on a décidé de changer le format et la nature du papier des précieux passeports.

32

Considéré comme le patron de la ville, et à qui on a attribué tardivement une spécialité thaumaturgique de plus : la guérison de la cécité.

33

Seul, Philippe Bernert dans l'*Aurore* a fait état d'un rapport du S.D.E.C.E. qui n'aurait pas été pris au sérieux.

34

Ministre de l'Intérieur, et de l'Information par intérim.

Document de la couverture :
PHOTO UNITED PRESS
© Éditions de la Table Ronde, 1972.



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782710394341) le 19 février 2019.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

